

# **LE POUVOIR VOILÉ DE L'ARGENT**

**Alexander Caspar**

Divers essais et autres contributions  
accompagnant le volume :

**LE NOUVEL ARGENT**

**ÉDITION FRANÇAISE**

Traduction : François Germani

Pré-édition de travail

et de relectures

État au 22 novembre 2024

Institut pour une tri-articulation sociale  
Atelier francophone

\*

Adresse en ligne du document, voir :

<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/Articles/2010-01-001%20Caspar.html>



---

## **Petit avertissement du traducteur**

Les textes regroupés dans cet ouvrage font partie d'une des tentatives, sans concessions, les plus avancées pour envisager jusque dans la pratique les conceptions ébauchées par R. Steiner en matière de tri-articulation dans leurs conséquences pour l'économie. C'est à dire, jusque pour celles concernant le médium ou moyen abstrait permettant des échanges modernes. Cela signifie de repenser de nombreuses façons de faire instituées et nous préparer à modifier nos propres comportements. Par certains côtés, nous voici sur un champ où, comme francophone, nous ne disposons que de l'ouvrage "Dépolluer l'économie-Révolution dans la monnaie" de Michel Laloux. Et il peut être très intéressant de confronter les propos.

Ils restent cependant, là aussi, le fait d'un homme plus ou moins "isolé", là où R. Steiner parle souvent aussi de ce que seul un jugement collectif peut valablement cerner des processus économiques, et remplacer l'ancien jugement instinctif. Le propos de l'auteur est donc difficile du fait de l'imbrication de concepts apparemment usuels qu'il ne peut cependant préciser dans son utilisation propre qu'au cours de l'ouvrage. Il ne s'agit pas encore ici de prédire l'effet de telle ou telle mesure visant un effet économique, et de "piloter" l'économie, mais bien de parcourir de nouveaux chemins conceptuels afin d'élargir le champ des perceptions. Face à de tels textes, et particulièrement quand il s'agit de transférer le propos d'une langue, voir d'une culture, à une autre, surmonter correctement l'obstacle n'est vraiment possible, à moins d'être un génie, qu'avec un minimum de travail partagé. C'est pourquoi la présente traduction, dans une première publication, reste plus que jamais (\*) une proposition pour première étude et des relectures afin d'en proposer une meilleure ultérieurement.

F. Germani, 11 décembre 2020

(\*) C'est la même chose pour les textes relatant les propos de Steiner, où se montre justement, par la confrontation à un tel travail, que nous nous sommes habitués à nous satisfaire d'une lecture, et aussi de traductions, superficielles et nivelantes, rendues possibles par le temps qui passe et des attentes par trop "philosophiques".

## Table des matières

ESSAIS/ARTICLES.....	5
Qu'est-ce qui tyrannise nos vies ?.....	5
<i>Conjoncture</i> <sup>3</sup> .....	6
<i>Le marché du travail</i> <sup>5</sup> .....	6
<i>Retour sur investissement/rendement du capital</i> <sup>7</sup> .....	7
La loi sociale principale.....	8
<i>Comment pense Rudolf Steiner ?</i> .....	8
« Le revenu de base » la fiction d'une solution.....	16
Les conditions économiques et sociales, miroir de la conscience.....	22
La crise des banques et la contrainte à la croissance :.....	26
<i>Le rattachement non maîtrisé entre le travail et le revenu et comment le surmonter</i> .....	26
<i>Surmonter la croissance compulsive</i> .....	31
La clé pour compréhension de la triarticulation.....	33
<i>L'économie associative et la triarticulation sont interdépendantes, elles sont synonymes et se complètent donc dans ce qui suit</i> .....	33
Les crises actuelles : une catastrophe de la pensée - leur dépassement.....	39
<i>Introduction</i> .....	39
<i>La compréhension de la valeur économique</i> .....	40
<i>La nouvelle création monétaire : la monnaie comme instrument de mesure</i> .....	44
<i>Le concept de taux/quota social</i> .....	46
<i>Le nouveau concept de capital</i> .....	50
Le concept de valeur économique.....	51
<i>La question cardinale de la vie économique</i> .....	52
<i>Le prix du marché comme notion de valeur actuelle</i> .....	53
<i>Le concept de valeur économique comme prix "correct"</i> .....	54
<i>La mesure économique</i> .....	54
<i>La valeur économique en tant que raison synthétique active économiquement</i> .....	56
<i>La définition de la monnaie par Steiner</i> .....	58
De l'urgence de redéfinir les concepts économiques.....	59
<i>Conséquences de l'attachement à des représentations économiques dépassée</i> .....	59
<i>Le changement de mentalité</i> .....	60
<i>Les trois membres de l'organisme social en tant que facteurs déterminants de la formation du capital, du travail et de la formation des prix</i> .....	62
Le pouvoir occulte/voilé de l'argent<<<<<.....	63
<i>L'argent dans sa fonction de moyen d'échange et de transmission de valeur</i> .....	64
<i>Conséquences de l'économie monétaire actuelle</i> .....	65
<i>L'économie monétaire devient une économie de crédit</i> .....	66
<i>La création de monnaie en tant qu'étalon de valeur pour les prix et les revenus</i> .....	68
<i>Membrement/articulation de la société</i> .....	70
Une catastrophe économique et sociale peut-elle encore être évitée ?.....	71
<i>La pensée actuelle</i> .....	71
<i>Le changement de mentalité nécessaire</i> .....	72
<i>L'assainissement économique au moyen de la manière économique associative</i> .....	74
<i>Surmonter l'État unitaire par la triarticulation de l'ensemble social</i> .....	74
La crise du coronavirus lève-t-elle le voile devant les problèmes assaillant fondamentalement l'économie et la société ?.....	76



Vie économique, vie juridique, vie intellectuelle dans un État unitaire mêlant les trois domaines sociétaux.....	80
<i>Qu'est-ce qui déclenche l'économie ? Le besoin.....</i>	80
<i>Quels sont les problèmes qui s'opposent à un tel équilibre ? Conjoncture - chômage - obligation de croissance.....</i>	80
<i>Qu'est-ce qui provoque des fluctuations conjoncturelles ?.....</i>	80
<i>L'interdépendance directe entre le produit de la vente et le revenu : les deux se conditionnent mutuellement.....</i>	80
<i>Comment le système actuel de capital/salaire est-il né historiquement, à partir de quoi s'est-il formé au cours de l'évolution ? Du concept romain de propriété.....</i>	81
<i>Où tombe ensemble l'attribution de valeur subjective et objective caractérisée au résultat du travail ?.....</i>	82
<i>Dans le minimum d'existence,.....</i>	82
<i>Épilogue.....</i>	84
LETTRES DE LECTEURS SUR LA THÉMATIQUE.....	86
<i>Masse monétaire - valeur de la monnaie - circulation de la monnaie.....</i>	86
<i>Annexe.....</i>	91
Vieillesse de la monnaie.....	92
<i>"La monnaie régionale n'est pas la seule à vieillir".....</i>	92
Sur le revenu de base.....	94
<i>"Pourquoi le revenu de base pourrait être financé".....</i>	94
<i>L'Européen" n°4 Février 2008.....</i>	94
Intérêt, argent de prêt et de donation.....	95
Séparation du travail et du revenu, la cellule économique originelle.....	95
<i>Commentaire sur l'article "Grundideen der Dreigliederung" (Idées fondamentales de la triarticulation) paru dans l'édition d'avril de "Europäer".....</i>	95
<i>De quoi s'agit-il en cela ?.....</i>	97
CONFÉRENCES.....	99
La pression économique :.....	99
Quelle est la fonction du prix dans quel système ?.....	103
LETTRES.....	107
Lettre au Conseil fédéral.....	107
Compendium pour le Congrès de Moscou.....	115
SUR LA MÉTHODE DE CONNAISSANCE.....	116
« Ils m'entendaient volontiers, ils ne pouvaient me comprendre ».....	116
<i>Le problème de l'économie.....</i>	117
<i>Le cul-de-sac de l'actuelle théorie de l'économie.....</i>	117
<i>L'approche d'une nouvelle connaissance.....</i>	122
<i>Le lien entre la science de l'être et la science du devrait-être.....</i>	123
Que signifie « inversion » ?.....	129
FICHE D'INFORMATION.....	138
1. le rapport de valeur entre le résultat du travail et le revenu et la valeur du travail corporel et spirituel dans l'économie basée sur la division du travail.....	138
2. les problèmes actuels inhérents au système - Leur dépassement par la tripartition des domaines de la vie.....	144
PUBLICATIONS ANTÉRIEURES.....	148
LISTE DE LITTÉRATURE.....	149



Les écrits publiés dans ce livre comprennent les essais postérieurs à 2002 pour une compréhension plus approfondie des thèmes abordés dans le premier volume "Das neue Geld (Le nouvel argent)" [10] : valeur économique, capital, création monétaire, propriété.

## ESSAIS/ARTICLES

130

Articles dans la revue L'Européen" 2003-2008

### Qu'est-ce qui tyrannise nos vies ?

Nous le ressentons dans la vie de tous les jours, nous le vivons dans le monde entier. Aujourd'hui, il existe probablement un exemple flagrant de la façon dont la (pension de base)/rente foncière~ a perdu sa signification originelle et ne peut être utilisée. Par l'économie monétaire actuelle et à la politique monétaire en tant que politique économique, elle a été transférée à la circulation des marchandises et transformée en un objet de profit. L'Argentine, l'un des pays les plus riches du monde sur le plan de la base naturelle, repose économiquement complètement à bas. La crise est présentée comme un problème de liquidité interne et externe. Il est toutefois à craindre qu'une augmentation de la masse monétaire par la banque centrale - par exemple en achetant des dollars - n'entraîne un danger d'inflation. Dans les journaux, on pouvait lire des informations sur l'utilisation de moyens de paiement parallèles, une monnaie alternative. Mais de telles tentatives ou mesures n'aboutiront à rien tant que la relation entre la création d'argent et la création de valeur à partir du rapport entre la population et la surface de sol requise ne sera pas comprise comme la base de la création de valeur.

Un autre exemple, cette fois pour les conséquences de la fonction méconnue du capital, est le Japon. Là, le capital excédentaire, qui ne pouvait plus être absorbé par l'industrie, a migré vers le foncier plutôt que vers la consommation. Cela a entraîné une énorme hausse des prix des terres et une inflation gigantesque de l'ensemble du système financier japonais avec une augmentation correspondante de l'inflation. Après plus de dix ans, le pays n'a toujours pas surmonté la crise économique et financière qui en résulte.

Trois termes sont apparus avec l'économie monétaire traditionnelle et tyrannisent, voire détruisent de plus en plus, toute la vie sociale : L'économie/la conjoncture, le marché du travail, le rendement du capital. La vision capitaliste purement *monétaire* des processus économiques a empêché de surmonter les trois concepts fatals, car cette vision est incapable de saisir conceptuellement les trois processus de base qui constituent l'économie basée sur la division du travail.

Il s'agit des processus suivants

- la création de valeur (qu'est-ce qu'une valeur économique ?)
- la formation de capital (que signifie le capital en termes non monétaires ?)
- la formation des prix (quelle fonction remplit le prix dans un système écono-



mique ?).

Dans la même mesure, la création d'argent n'a pas été amenés en leur rapport interne avec les trois processus comme leur enregistrement nominal ou comptable.

### **Conjoncture**<sup>3</sup>

Selon l'opinion actuelle, la valeur économique d'une prestation est égale au prix du marché ou au prix monétaire ; la prestation est définie comme un résultat tangible ou intangible du travail. Cette approche capitaliste monétaire fournit une référence/grandeur de comparaison purement nominale qui n'a aucune relation aux humains ; le prix est donc simplement l'expression du rapport entre deux prestations échangées. L'humain ne joue aucun rôle aujourd'hui dans le rapport de la masse monétaire (produit national), il n'y a donc pas d'autre compréhension de la valeur économique aujourd'hui que le prix de l'enargent.

Le prix de marché détermine donc le montant/la hauteur des revenus/recettes des prestations et constitue avec cela une incitation à la quantité de prestations. Cela détermine le montant des revenus. Et ainsi, la conjoncture restera une obsession de l'activité économique tant qu'il ne sera pas possible de saisir la recette de prestations et le revenu *non comme des grandeurs* pouvant être saisies pour soi et qui oeuvrent interdépendants, c'est-à-dire se conditionnent mutuellement. Alors, c'est la recette de prestation, et *non le besoin*, le simple/réel initiateur de la production et en devient le fléau.

Dans l'économie associative prospective, la masse monétaire constitue l'équivalent de la création de valeur, qui se donne du rapport entre le nombre de la population et la superficie de wol requise (base naturelle), et s'oriente donc au nombre de la population. Tous les biens gagnés par le travail corporel d'une communauté au sol donnent la valeur de gain à la nature dont chacun vit (produit social). Divisée par le nombre de la population, elle représente le quota social.

Si les revenus et les recettes des prestations sont saisissables séparément par liaison de la masse monétaire aux quotas sociaux, le prix peut en outre remplir la fonction d'équilibre/de compensation entre des besoins variables et, grâce à la valeur organisationnelle<sup>4</sup>, également la valeur variable des prestations individuelles ; pour les revenus indépendamment de ce que, peu ou beaucoup est consommé.

### **Le marché du travail**<sup>5</sup>

Les recettes des prestations se partage au moyen de la propriété en revenu du capital<sup>6</sup> et en revenu du travail (salaire). L'opposition, conditionnée par la propriété, capital-salaire conduit à l'élimination du revenu du travail comme facteur de dépense/coûts. Un revenu compensatoire sous forme d'allocations de chômage pour maintenir le pouvoir d'achat est laissé à l'anonyme société. Sous l'aspect actuel de la propriété, les profits/gains sont privatisés, tandis que les pertes qui mettent en danger le système sont socialisées.

Tant que le travail circule comme une marchandise dans l'économie, il n'y a pas moyen de sortir de la concurrence entre le salaire et le capital, avec toutes





les conséquences du travail inutile comme opportunité de revenu, de l'inflation ou de la déflation, du désintérêt pour le travail. Les prix des biens reflètent alors le niveau des salaires et du temps de travail, au lieu d'être alignés sur les revenus individuels grâce à une orientation associative de la production, sans contrainte/charge et déterminée uniquement par les besoins. Cela suppose toutefois que le système traditionnel de rémunération du capital soit remplacé par la libre socialisation/sociétalisation (association) des fournisseurs de prestations matérielles et immatérielles.

132

### **Retour sur investissement/rendement du capital** <sup>7</sup>

La formation, le maintien et la reproduction/multiplication du capital sont toujours liés à la production matérielle, tandis que la fourniture de prestations immatérielles parcontre se maintient par la consommation de capital. L'augmentation/l'élévation de la masse monétaire avec l'augmentation de la quantité de prestations (aussi grâce à un travail ou une économie de l'usure inutile) permet la multiplication apparemment illimitée et la libre disponibilité (négociabilité) du capital en tant que propriété privée par le biais de recettes de prestation nominale plus élevées ; c'est la dedans que se fonde la contrainte de croissance.

Au stade de la saturation matérielle, la répartition des recettes des prestations résultant du prix du marché (avec sa part de travail économisé) devient la véritable question de civilisation ; car dans ce conflit, les vies éducative/de formation et culturelle sera les premiers domaines de la société à subir des coupes budgétaires.

Si la formation de capital n'est pas reconnue comme un détachement du travail de la base naturelle, et si le capital n'est pas reconnu comme l'équivalent du travail épargné sur la base naturelle, on ne comprendra pas comment, en raison de l'économie monétaire actuelle, la pension de base/rente foncière est mélangée avec les intérêts sur le capital. Mais sans une pension de base/rente foncière, la société ne peut pas vivre du tout, car c'est d'elle que dépendent toute la vie spirituelle, le système de santé, le régime de retraite et même toutes les institutions étatiques. Une amélioration civilisatrice et culturelle de la société est liée à un effet utile de la formation de capital lui revenant dans son ensemble - mais absolument par la formation individuelle de revenus . L'accumulation du capital à partir d'une pensée d'autosuffisance/autoapprovisionnement dépassée ignore l'effet civilisateur promu par la division du travail. Car elle s'empare unilatéralement de la plus grande partie possible de la valeur créée par l'organisation de la production matérielle. Mais cette organisation est due à une vie éducative/de formation dont la promotion est basée sur un besoin général au sens d'une exigence sociétale.

Termes de base utilisés dans cet essai :

1 **Pension de base/rente foncière** définie comme le rendement de la terre, compte tenu de la productivité.

2 La **création de monnaie** est la mise en circulation d'argent de compte et d'espèces par la banque centrale.

3 Le terme "**conjoncture**" est utilisé pour décrire l'état général de l'économie, en particulier les processus de mouvement - les prix, l'emploi et la situation des commandes - desquels se donnent les perspectives d'affaires. Aujourd'hui, la croissance économique est soumise à des fluctuations "conjoncturelles".

4 L'organisation du travail par l'esprit humain crée un deuxième facteur de création de valeurs, à savoir la **valeur organisationnelle**. Celle-ci se mesure en **valeur de gain épargné à la nature** (voir ci-dessus).

5 Dans une économie de marché, le **marché du travail** est utilisé pour décrire l'offre de travail et la demande de



travailleurs. Le travail circule comme une marchandise dans l'économie.

6 Les **revenus du capital** sont tous les revenus du capital physique/de chose ou monétaire ; dans le contexte actuel les revenus provenant d'une activité indépendante sont inclus conformément au sens.

7 Le **rendement du capital** est le rendement de la participation au capital en pourcentage.

## La loi sociale principale

En octobre 1905, Rudolf Steiner publie un essai sous le titre "Geisteswissenschaft und soziale Frage" (Science spirituelle et question sociale), dans lequel il formule ce qu'il appelle la "loi sociale principale" gagnée de la science de l'esprit : *"Le salut d'une totalité des personnes travaillant ensemble est d'autant plus grand que l'individu réclame moins la recette de ses prestations pour lui-même, c'est-à-dire qu'il en donne plus à ses collègues et que ses propres besoins sont satisfaits non pas par ses prestations mais par les prestations des autres"*.

D'un point de vue critique, doué d'un esprit astucieux, Rudolf Steiner était conscient que la science de l'esprit seraient initialement considérées comme "l'expression d'une fantaisie débridée" et la principale loi sociale comme un "idéalisme décoiffant" ; au mieux, elles seraient considérées comme "intellectuellement belles et satisfaisantes", mais uniquement avec une "valeur pour la vie intérieure de l'âme, et non pour la lutte pratique pour la vie".

Bien que, immédiatement après la formulation de la loi, il ait fait remarquer qu'"il ne faut pas penser qu'il suffit de laisser cette loi être considérée comme généralement morale ou de vouloir la convertir, par exemple, en une attitude selon laquelle chacun travaille au service de ses semblables", il a en fait toujours été interprété jusqu'à présent de telle sorte que, tout comme l'humain bien élevé prend le plus petit morceau de ce qui lui est offert sur un plateau, chaque fournisseur de prestation devait s'imposer une certaine retenue dans ses demandes de revenus. Une telle modestie forcée ou auto-choisie, qui équivaldrait à "travailler au service de ses semblables", n'exclurait pas, selon Steiner, la possibilité que l'un devienne l'exploiteur de l'autre. Car, comme le dit Steiner, "que je sois pauvre ou riche : j'exploite quand j'acquiers des choses qui ne sont pas suffisamment payées".

Ce qui est évidemment important, c'est de comprendre les principes économiques qui transcendent la division du travail et conduisent à des institutions qui ne sont pas, comme aujourd'hui, construites uniquement dans l'intérêt personnel, mais dans lesquelles la volonté individuelle peut s'identifier au sens global de la communauté. Pas encore capable d'une telle interprétation de la principale loi sociale, l'Européen central, ce qui est caractéristique pour lui, lorsqu'il ne peut pas aller plus loin dans ses pensées, fuit dans la sphère du droit. Cela signifie qu'il estime qu'on devrait justement laisser au législateur le soin de résoudre la question des revenus. Steiner s'extériorise sur cette faiblesse : *"C'est une terrible illusion de croire que quelque représentant d'un peuple dans quelque pourrait contribuer au salut de l'humanité si son ouvrage n'est pas orienté au sens de la loi sociale principale."*

### Comment pense Rudolf Steiner ?

Ce que Steiner avait à l'esprit lorsqu'il a formulé la principale loi sociale, l'ampleur de son aperçu pensant sans qu'il perde la concentration sur l'objet particulier à étudier, peut se rendre clair d'essais ultérieurs "Sur la triarticulation de





*l'organisme social*" [3], des conférences du "*Cours d'économie nationale*" [9] et d'autres.

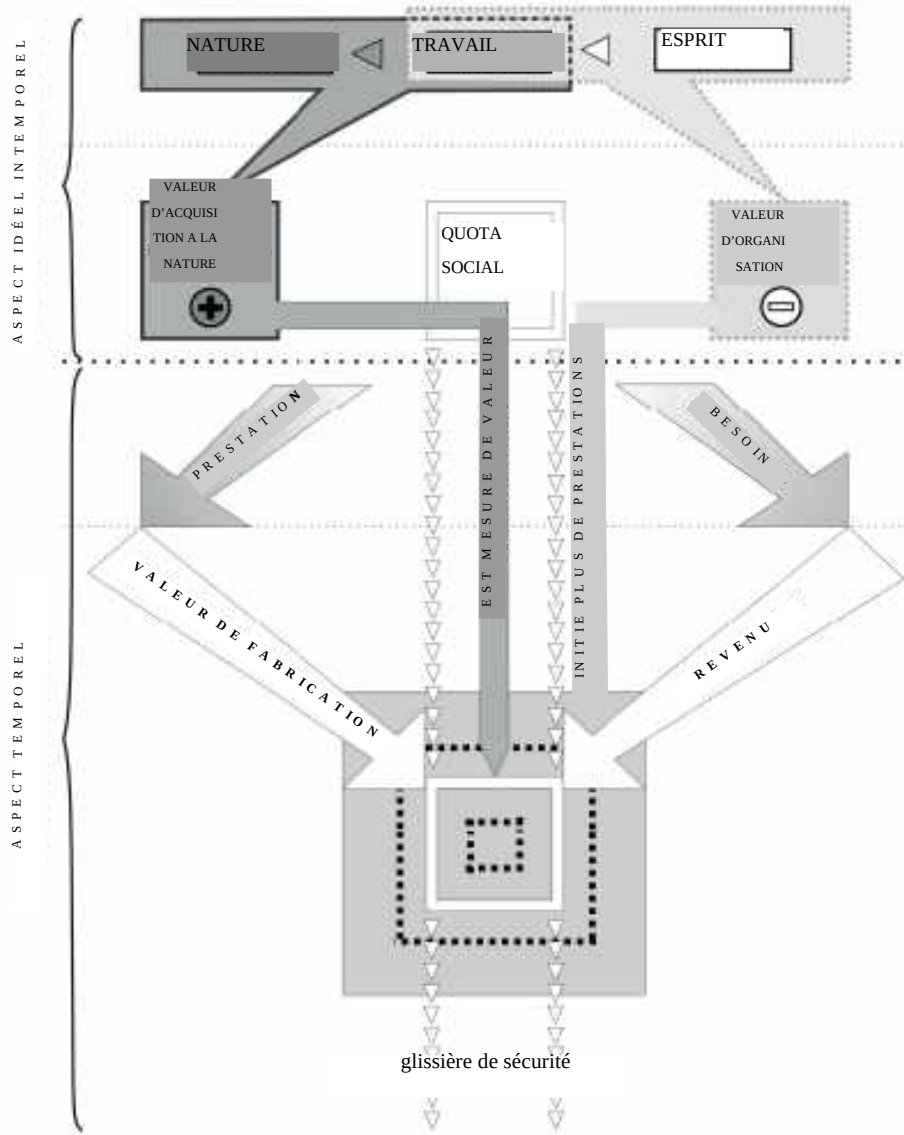
Expliquant la loi, Steiner poursuit dans son essai : *"En réalité, la loi vit seulement comme elle devrait vivre, si une totalité d'humains réussit à créer de telles institutions que jamais quelqu'un puisse réclamer pour soi-même les fruits de son propre travail, mais plutôt qu'ils profitent à la totalité autant que possible sans reste. Lui-même doit à son tour être préservé à cette fin par le travail de ses semblables. Ce dont il s'agit donc, c'est que travailler pour ses semblables et viser/obtenir un certain revenu sont deux choses complètement distinctes »*.

Cette dernière n'est pas atteignable en pensées aujourd'hui car on n'a pas d'autre représentation de la valeur qu'une représentation de prix en argent . La valeur d'une prestation, c'est-à-dire le résultat d'un travail, est aujourd'hui égale au revenu/résultat qu'il atteint sur le marché, dont le revenu s'endorme alors. Et avec cela la recette de la prestation devient l'initiateur de l'activité économique. D'un point de vue unilatéral de la recette de prestation réalisable/atteignable, la demande aimerait décider si l'on veut produire un bien ou non. Mais la demande seule ne peut pas décider si, dans une économie fondée sur la division du travail, les prix pour les prestations apportent des recettes telles que les produits des humains se valorisent mutuellement de telle sorte que chaque fournisseur de prestation reçoit essentiellement la valeur pour sa prestation qui lui permet de satisfaire ses besoins à partir des prestations des autres fournisseurs de prestation dans le temps nécessaire pour produire une prestations égale ou équivalente. C'est cette dernière phrase donc qui donne en fait absolument le sens de la division du travail en premier lieu. Elle postule rien de moins qu'un équilibre/une compensation est créée entre le besoin, qui se manifeste au moyen de revenus, et la valeur de la prestation, donc la valeur du résultat du travail, qui résulte du prix du marché.

La façon dont Rudolf Steiner aborde ce problème de l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation donne un aperçu de sa méthode spirituelle-scientifique. Cela est compréhensible pour tout un chacun (mais peut-être pas avec la vitesse et la facilité que Steiner maîtrisait). Un aspect "idéal", intemporel, et un aspect "temporellement" de condition de développement constituent la réalité (voir graphique page 10) :



**ÉQUILIBRER LA VALEUR DE LA PRESTATION ET LES BESOINS EN ALIGNANT LES RECETTES INDIVIDUELLES DES PRESTATIONS ET DES REVENUS SUR LA VALEUR INITIALE (QUOTA SOCIAL)**



## **I. LE PROCESSUS DE VALORISATION**

Les trois facteurs de production :

Le travail comme intermédiaire entre  
la nature et l'esprit

## **II. LA VALEUR PRIMAIRE**

- résultat du travail physique d'une population  
donnée

- individuellement = quotient social

- en tant que valeur matérielle et symbolique, elle  
est la mesure de toutes les valeurs formées par la  
valeur d'extraction naturelle et la valeur  
d'organisation.

Le pôle matériel



et son inversion



peuvent être mesurés comme  
valeur d'extraction naturelle épargnée.

## **III. LA DISPERSION DES PRINCIPES**

### **ORIGINAUX**

### **IDENTITÉ DES BESOINS ET DES PRESTATIONS, LEUR RÉÉQUILIBRAGE PAR DE LA MONNAIE INTERMÉDIAIRE, CONÇUE SELON LE TEXTE**

La différenciation des besoins et des prestations  
individuels implique:

qu'en vue d'atteindre les quotas sociaux par le  
transfert du travail,

les prix pour les prestations de l'individu



seront alignés selon le montant de la  
valeur initiale  qui lui revient.



[11]

Le revenu, le moyen de satisfaire les besoins et la valeur de la prestation sous la forme du prix du marché apparaissent comme des dualités avec la division du travail. Ces dualités se laissent dériver d'une valeur "originelle", qui peut être dérivée d'une formation de valeur "originelle", un principe. La formation de la valeur au sens économique prend son point de départ dans le travail, qui, appliqué à la nature, conduit à la valeur d'extraction à la nature d'un côté, et, organisée par l'intelligence, à la valeur d'organisation de l'autre. Elle forme la transition entre une élaboration quasi "pré-économique" de la nature, où le produit a une "valeur de nature/naturelle" comme dans le règne animal et est identique au besoin, et l'émergence d'une valeur économique, où l'humain n'utilise pas les résultats de son travail pour lui-même, mais entre dans une relation d'échange de prestations avec d'autres humains. Les deux pôles de la formation des valeurs sont dans une relation inverse mutuellement dépendante : sans valeur organisationnelle, il n'y aurait pas de développement, mais sans valeur d'extraction de/à la nature ("travail sur/à la nature"), la valeur organisationnelle ne pourrait pas être réalisée. La valeur d'extraction de la nature est polarisée par rapport à la valeur de l'organisation ; elle est mesurée en termes de valeur d'extraction épargnée de/à la nature. La valeur originelle représente le résultat du travail corporel fourni par un nombre déterminé de population sur une surface de sol dont il a besoin pour son existence ; en ce sens, il s'agit d'une valeur d'extraction à la nature "pure". L'effet de la valeur organisationnelle sur la valeur d'extraction à la nature initie la division du travail. Par cela se différencient les résultats du travail sur le plan qualitatif et quantitatif. Mais la formation de valeur initiale/originelle reste toujours la même, par rapport à ce nombre de population déterminé : La valeur organisationnelle - quelle que soit la quantité produite - se mesure en valeur d'extraction à la nature économisée/épargnée (voir +/-, graphique page 10) et avec cela la valeur totale des prestations reste donc la même.

Comme déjà mentionné, dans la formation de valeur originelle, la valeur que le besoin d'une prestation coïncide avec la valeur que le producteur d'une prestation doit attribuer à sa satisfaction.

[12]

Un nombre peut être assimilé à la valeur originelle en tant que valeur "de chose" comme quota social, une valeur "nominale" : l'argent - la masse monétaire par tête. Le revenu s'oriente maintenant au quota social. Par le parallélisme de la valeur de chose et la valeur symbolique/de signe, avec l'aide de l'argent quantitativement liée à une certaine population peut rester préservée la mémoire de la création de valeur originelle comme référence respectivement mesure. Maintenant, revenu et recette de prestation peuvent être enregistrés/saisis séparément et des "institutions" peuvent être créées/atteintes pour aboutir à un niveau supérieur par des prix de marché orientés vers les quotas - de nouveau - dans l'"unité", la coïncidence des individuels besoins respectivement revenus et recettes de prestation .

L'enregistrement/la saisie de la valeur d'origine peut à première vue poser des



difficultés car il est à la fois conditionné et conditionnant : le préfixe "originel" renvoie à un principe auquel toute formation de valeur est conditionnée, à savoir au "travail appliqué à la nature", lequel travail est à son tour organisé par l'esprit sous la forme de l'intelligence humaine. L'équation de certains produits naturels avec la valeur originelle serait un résultat spécial, spécialisé, une valeur originelle individualisée. On n'a pas la permission de se représenter une valeur fixe sous valeur originelle. C'est quelque chose d'absolument fluide, dont peuvent se tirer toutes les réalisations de valeurs, que l'on peut considérer comme des valeurs originelles spécialisées. Elle traverse toutes les compositions depuis la "pure" valeur d'extraction de la nature, à laquelle le travail donne la plus grande valeur, ce qui est déterminant pour la valeur du signe, jusqu'à la "pure" valeur d'organisation, dont la seule activité ferait de toutes les choses créées un cadeau. Le fait que la valeur originelle se manifeste chronologiquement, historiquement d'abord dans les résultats d'un travail proche de la nature, est dû au fait qu'au cours du développement économique - la division du travail - la valeur organisationnelle conduit d'abord à une création de valeur, qui s'éloigne de l'immediate à la base naturelle.

[13]

Notre pensée rationnelle synthétique est capable de prendre possession de la valeur originelle en tant que résultat de chose du principe et résultat nominal par l'équation ci-dessus de la valeur de chose et symbole/signe comme d'un côté le conditionnel et de l'autre simultanément le conditionnant. En tant que valeur monétaire ou symbolique, la valeur originelle constitue le garde-fou auquel s'orientent les revenus et à laquelle se mesurent les prix du marché des différents services en fonction des besoins.

Nous appliquons donc d'abord la méthode de science de la nature dans le sens de l'organique, en ce sens que nous nous élevons dans ce qui est chose de la valeur particulière au principe de formation de valeur ci-dessus comme le général. En assimilant la valeur originelle à une quantité d'argent, nous créons le parallélisme de la valeur de chose et de la valeur symbolique. Ainsi, la valeur de signe sous forme de masse monétaire spécifique respectivement de quotas sociaux, donc le particulier devient le conditionnant ou législatif/le donnant la loi (le garde-fou susmentionné), qui caractérise la science de l'esprit. Ce dont il s'agit, c'est que de saisir et de comprendre le résultat du travail comme une valeur économique. Tout d'abord, le processus de formation de la valeur se pose l'un hors de l'autre en un conditionnant (travail, organisé par l'esprit, appliqué à la nature) et un conditionné (valeur d'extraction de la nature + / valeur d'organisation -), et le second/dernier découle nécessairement du premier. La valeur économique est seulement à comprendre dans son devenir, dans son développement, c'est-à-dire à partir du processus de l'inversion que le travail entre en jeu avec la nature d'un côté, et avec l'esprit de l'autre. Par cela, l'explicatif - l'aspect formel de la connaissance, le concept de valeur - et l'expliqué - le matériel, le résultat du travail - sont identiques. Le concept de valeur ne possède pas purement le rôle d'un élément de synthèse, qui a pour objet le résultat du travail en dehors de lui-même, comme c'est le cas dans le paragraphe suivant pour l'examen actuel de la valeur en tant que prix. Par la façon particulière dont l'argent est créé, nous faisons du concept de valeur lui-même l'intention.



Cela signifie que la valeur originelle, maintenant comme valeur-signe/symbolique, peut et doit avoir un effet-retour sur la formation de la valeur en faisant coïncider le plus possible les prix du marché pour les résultats du travail qui sont exigés par les besoins avec leur valeur originelle. L'équilibre/la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation consiste en la réalisation/l'accomplissement approximatif des quotas sociaux individuels/particuliers comme valeur d'origine.

[14]

La représentation actuelle part d'un prix de marché comme la valeur originelle pour les prestations, dont le revenu se forme. On se retrouve avec la dualité de la recette de prestation contre revenu, à la base des tensions sociales. Ici, ce qui vaut comme la valeur de la prestation, est saisi selon la méthode inductive, qui est largement utilisée/représentée/définie aujourd'hui : L'observateur contemplatif du marché observe le fonctionnement de l'offre et de la demande. Sur la base de cette observation, la règle est alors établie : Lorsque l'offre se rencontre avec la demande, le prix de ce qui est échangé apparaît comme sa valeur. *Une représentation de valeur sous la forme d'un prix monétaire ne fait pas de distinction entre les prestations matérielles et immatérielles, entre le plus et le moins selon le graphique, assimile les prestations de la production foncière/des sols à ceux de la production spirituelle.* Une telle méthode d'observation des processus économiques reste totalement extérieure aux phénomènes. Elle n'inclut/englobe pas le processus réel de ce qui se joue lorsque l'offre et la demande se rencontrent, à savoir que l'offre de biens est basée sur une demande d'argent et que la demande de biens inclut une offre d'argent. Ainsi, l'échange conduisant au prix signifie en fait déjà "valeur pour/contre valeur". Le prix est le rapport des valeurs les unes aux autres.

Avec la connaissance de comment les revenus et les recettes de prestations sont à saisir séparément, les humains peuvent être libérés de la tyrannie qui agit aujourd'hui comme une contrainte à la croissance, conjoncture et le marché du travail ; en outre, des besoins spirituels et culturels peuvent être satisfaits qui doivent dépérir avec les revenus, pensés en dépendance du pur règne de l'offre et de la demande.

[15]

Or, le comparatif qui détermine l'accomplissement de la loi sociale principale ("*le moins...*", "*le plus...*") contient encore un aspect supplémentaire que l'équilibre/la compensation asymptotique entre le besoin respectivement le revenu et la valeur de la prestation.

Soyons clairs une fois de plus, suite à la création de valeur originelle ci-dessus : tout le travail qui peut être fait dépend du nombre de la population. Tout ce que j'associe au travail vient du sol. Parce que c'est ce dont chacun a besoin, ce qui fait vivre chacun. Et pour ceux qui n'effectuent pas de travail sur le terrain en raison de leur activité intellectuelle/spirituelle, ceux qui restent dans le travail sur le terrain/sol doivent gagner leur part - donc leur quote-part de revenu selon la définition ci-dessus - que Steiner décrit comme "argent de donation". C'est justement en fonction du degré d'organisation que le travail organisé par l'esprit se détache de plus en plus de son caractère immédiat avec la nature, un processus qui conduit à la formation du capital. Cela signifie qu'avec l'augmentation de la formation de capital, de plus en plus d'humains peuvent être libé-





rées de l'agriculture pour des activités industrielles et purement spirituelles ; l'industrie, de son côté, poursuit ce processus de libération du travail.

Ainsi, la prospérité d'une société s'accroît pour son "salut" dans les conditions suivantes :

1. plus un agriculteur entretient de personnes en dehors de l'agriculture plus la formation de capital disponible pour l'activité industrielle et purement spirituelle est élevée.

2. l'industrie augmente avec le capital par l'organisation du travail ses prestations en termes de variété et de quantité.

La prospérité s'exprime alors en deux composantes :

[16]

- Combien de quotas de revenus les actifs travaillant dans l'agriculture et l'industrie peuvent-ils gagner *en plus* de leurs propres revenus, qui peuvent être mis à disposition comme argent de donation pour une activité purement spirituelle. Dans la loi sociale principale, on peut lire : "*...moins l'individu réclame les revenus de ses services pour lui-même, c'est-à-dire plus il en donne à ses collaborateurs*".

- Combien de prestations w de l'agriculture et de l'industrie dans leur ensemble sont attribués à chaque quota de revenu ; avec quelle part chaque fournisseur de prestation y participe, ou en d'autres termes, quelle proportion du quota de revenu est absorbée par la valeur de ses propres prestations. La part de la valeur de sa propre performance dans le ratio des revenus se réduit avec l'augmentation de la productivité selon 1 et 2, pour lesquels la principale loi sociale dit : "*plus les besoins d'une personne ne sont pas satisfaits par sa propre prestations, mais par les prestations des autres.* »

On en voit que l'efficacité de la division du travail est d'autant plus grande que la part de valeur de ses propres prestations dans le quota social est faible et que le revenu de l'individu se rapproche du quota social en tant que garde-fou. En effet, elle optimise la part mutuelle de prestation dans les quotas sociaux et atteint la couverture des besoins avec la valeur des prestations. Le problème de la maximisation du revenu comme motivation de la volonté de travailler prend un aspect différent pour ceux qui comprennent l'efficacité de la division du travail : travailler pour gagner de l'argent implique une autosuffisance qui inhibe le bénéfice collectif de la division du travail.

Évidemment, il est à nouveau possible de passer sous silence les pensées qui ont été exprimées pour la première fois sommairement il y a près de cent ans, mais si la connaissance qui se tient derrière elles ne vient pas dans la conscience générale, les problèmes économiques et sociaux qui se posent aujourd'hui (retraites, financement

138

des systèmes de santé et de formation, chômage), qui sont imputés à l'État de manière totalement impuissante, ne trouveront pas de solutions qui favorisent le bien commun.

Sachant indirectement l'importance d'une telle connaissance, Steiner remarque laconiquement à la fin de son essai : "*C'est juste dans le sens même du mot : seul l'individu peut être aidé en fournissant purement du pain ; un tout ne peut être fourni en pain qu'en l'aidant à développer une vision du monde. Cela ne servirait à rien si l'on voulait fournir à chaque individu du pain provenant d'une totalité. Au bout*



*d'un certain temps, cependant, les choses devraient tourner de telle sorte que beaucoup n'ont de nouveau plus de pain ».*

~ Pour plus de détails, voir les déclarations orales et écrites de Steiner ci-dessus et dans "L'avenir de l'argent".

[18]

## **« Le revenu de base » la fiction d'une solution**

Selon la conception juridique et économique actuelle, la production - le prix du marché pour le résultat de la prestations - est un capital en termes de propriété et, puisque le salaire est payé à partir du capital, dans le système juridique actuel, tous les produits de la vente de la production sont divisés en revenu du travail et revenu du capital. Mais comment, la question se pose, obtenir un revenu si l'on est exclu du processus de production ? Et justement ainsi se pose la question de comment le propriétaire du moyen de production obtient un revenu, s'il est confronté à des consommateurs qui ne peuvent pas lui acheter ses marchandises faute de revenu. De cette problématique Gamberge toujours plus une exigence après un revenu de base ; la forme actuelle de financement du chômage chronique devient de plus en plus difficile.

Déjà dans son numéro des 20 et 21 novembre 2004, la Neue Zürcher Zeitung (Le nouveau journal zurichois publiait un article de Michael Opielka, professeur de politique sociale à l'université des sciences appliquées de Iéna, intitulé "Débat sur un revenu de base d'État", à la page 29, intitulé "Le marché du travail ne peut plus subvenir aux besoins de tous les citoyens", dont je cite : "...Finalement serait l'idée d'un revenu de base. Des arguments philosophiques, psychologiques, sociologiques, économiques et politiques en faveur d'un revenu de base ont été avancés dans différentes directions, de Rudolf Steiner à Erich Fromm, Milton Friedman et André Gorz. À quoi cela pourrait-il ressembler pratiquement aujourd'hui ? ..." Ici, Rudolf Steiner est - intentionnellement ou non - jeté dans un pot avec les autres d'une manière complètement ignorante. Qu'est-ce que cela signifie ? Dans le cas des "autres", le revenu de base est un pur postulat, le résultat d'un calcul abstrait, qui devrait se situer quelque part près du "niveau de subsistance" dans un espace économique actuel, légalement fixé et réglementé.

[19]

Ce n'est pas le cas de Steiner. Il ne parle pas d'un revenu de base, il n'a aucune idée d'une pension dépourvue de prestations. Il parle de la cellule économique primordiale/originelle "Cette cellule primordiale consiste simplement dans le fait que dans une vie économique saine, chacun doit recevoir tant pour un produit qu'il a fabriqué - si l'on inclut tout le reste, ce qu'il doit recevoir, quelles sont les dépenses communes, etc. - qu'il a besoin pour satisfaire ses besoins jusqu'à ce qu'il produise le même produit" [8]. La demande morale et économique de la cellule primordiale trouve son accomplissement dans la mesure donnée par la "valeur originelle". La "valeur originelle" est le résultat du travail purement corporel d'un certain nombre de population sur la surface de terre dont il a besoin. Avec la division du travail, l'identité de la valeur du besoin et de la valeur de production donnée dans la valeur d'origine tombent l'une hors de l'autre. Si la valeur des prestations individuelles (résultats du travail), qui se reflète tout d'abord dans les



prix du marché, tout comme le niveau des revenus individuels sont orientés vers la valeur initiale/originelle en tant que mesure, chacun pourra satisfaire ses besoins grâce aux prestations des autres. En effet, la valeur des prestations individuelles sera alors à nouveau largement conforme aux besoins ou aux revenus individuels. La valeur originelle "en chose" et comme base de la masse monétaire a été expliquée par moi à diverses reprises dans ce magazine, la dernière fois dans le numéro de février 2006 dans ma réponse à trois lettres à la rédaction. La valeur initiale nominale (en argent) par habitant comme mesure du revenu individuel a été décrite par moi dans mes écrits comme le "quota social". Comme expliqué précédemment, le quota social qui satisfait la cellule économique primordiale est le quotient de la division de la rente foncière par la population ; la rente foncière est comprise comme le rendement du sol, compte tenu de la productivité. Si le quotient devait être compris sans tenir compte de la productivité - c'est-à-dire comme le résultat du travail purement corporel d'une certaine population sur la surface de sol dont elle a besoin - il s'agirait du niveau de subsistance minimum, ce qui signifie que le fait d'en parler en dehors de l'état de production "originel" revient à ignorer l'influence spirituelle sur la production matérielle.

[20]

Utiliser les mêmes mots que Rudolf Steiner ne signifie pas encore que l'on se déplace dans le contenu de la pensée de Steiner. La répartition d'un revenu de base provenant d'une taxe sur la valeur ajoutée prélevée sur les recettes des prestations, comme le propose l'entrepreneur allemand Götz Werner, ne signifie pas encore la séparation des revenus et du travail telle que la voit Steiner. Steiner s'occupe de l'enregistrement séparé des recettes de prestation et des revenus, ce qui est rendu possible par le rattachement de l'argent à la valeur d'origine (voir ci-dessus), car l'argent devient ainsi la comptabilité des prestations et des quotas sociaux. Avec cela il devient possible d'affecter ceux qui ne sont pas impliqués dans la production matérielle ("personnes exemptées" : enseignants, médecins, enfants, retraités, etc.) à ceux qui y sont actifs ("fournisseurs de travail") en fonction de leurs revenus, des besoins sociaux et d'autres contextes. Le sens de la fusion des entreprises actives dans la production matérielle dans un espace monétaire en ce qu'on appelle des associations réside dans le fait qu'elles régissent à la formation des prix sur la base de besoins se développant librement au moyen de la production de telle manière que les prix des marchandises s'approchent des quotas sociaux des fournisseurs de travail et des exemptés qui leur sont attachées par une offre correspondante. (Rappelez-vous toujours l'axiome : tout le travail qui peut être fait dépend de la taille de la population. Tout ce à quoi le travail est lié vient du sol. Parce que c'est ce dont tout le monde a besoin, ce dont tout le monde vit. Et pour ceux qui, en raison de leur activité spirituelle, épargnent du travail sur le terrain, ne le fournissent pas, ceux qui y restent doivent fournir leur part). Comme expliqué, un équilibre entre le besoin et la valeur du service est ainsi atteint. En raison de la fluctuation constante des besoins et des différentes capacités qui se manifestent dans la production, un nivellement au sein des revenus n'est pas du tout possible. Il ne s'agit pas non plus de remplacer le libre échange de services par une économie planifiée basée sur l'offre et la demande.

[21]



Les fluctuations de conjoncture, le chômage et la pression de la croissance, cette dernière combinée à l'économie de gaspillage, sont parmi les plus grands défis auxquels la société est confrontée aujourd'hui. Quel est le point de départ de ces problèmes résultant du système actuel et de la pensée qui le sous-tend ? Il s'agit de la confusion du concept actuel de capital avec le concept de propriété d'un côté, et de la séparation de la création d'argent de la production de l'autre. Comme mentionné au début, la recette de la prestation est aujourd'hui considéré comme un capital en termes de droit de la propriété, à partir duquel le revenu du travail est payé et, par conséquent, est directement lié à la recette de la prestation. Ainsi, le capital cherchera à éliminer le revenu du travail comme facteur de coût, ce qui entraînera le chômage. Pour sa part, dans le système actuel, le capital ne peut être détenu et augmenté qu'au moyen de la production matérielle et son augmentation, ainsi que celle de la masse monétaire, ce qui entraîne une contrainte de croissance. Si les conditions conceptuelles et institutionnelles du système économique actuel restent inchangées, ce qui est censé changer en réalité est une redistribution partielle, préalable et exclusive des recettes provenant des prestations (le revenu de base ou la taxe sur la valeur ajoutée et les autres revenus du travail forment après comme avant des soustractions des seul menu détail : les recettes provenant des prestations !) Des mesures isolées telles que la simple création du revenu de base postulé finissent généralement dans l'anarchie ou, en vertu du flot de lois qui s'ensuit, dans des conditions dictatoriales. Et d'où, dans un environnement inchangé, l'incitation à la prestation devrait-elle venir de la jouissance d'une rente dépourvue de prestation, si ce n'est de l'avidité personnelle pour le profit qui prévaut, avec pour objectif inchangé le gain personnel ?

*1 Selon la conception actuelle, le capital représente toute fortune produisant des revenus, qu'il s'agisse de capital matériel ou monétaire.*

[22]

Dans son essai *"La capacité de travailler, la volonté de travailler et l'organisme social triarticulé"* [3], Steiner montre clairement comment l'ordre économique basé sur l'idée d'association et l'idée d'organisme social triarticulée sont liés, comment les deux sont mutuellement dépendants : *"L'idée de l'organisme social triarticulé veut créer, dans une vie de l'esprit libre et autonome, un domaine dans lequel l'humain apprend à comprendre de façon vivante ce qu'est la société humaine pour laquelle il doit travailler ; un domaine dans lequel il apprend à voir à travers le sens du travail individuel dans la structure de l'ordre social tout entier de telle façon qu'il apprend à aimer ce travail individuel en raison de sa valeur pour l'ensemble. Elle veut créer dans la vie spirituelle libre les fondements qui peuvent se substituer à la pulsion qui vient du gain personnel* ». Une compréhension des principes économiques qui transcendent la division du travail et la spécialisation peut créer une confiance sociale dans laquelle l'individu s'identifiera au sens commun embrassant le tout.

Aperçu des cercles de problèmes du système économique actuel

[23]



Effets Phénomènes	Raisons	Solution, prospective
Conjoncture	Le revenu et le revenu des prestations sont interdépendants; ils sont liés l'un à l'autre.	Dérivation axiomatique de la «valeur primitive» / «taux social»: dans la «valeur primitive», le besoin et la valeur de la prestation se confondent; dans l'économie associative, la «valeur primitive» est une directive pour le réalignement du revenu individuel en tant que vecteur du besoin sur la valeur de la prestation individuelle
Chômage	Assimilation du capital et de la propriété; définition actuelle du capital: tout bien productif, capital physique ou capital monétaire; le capital est une marchandise, donc aussi le travail, qui en conséquence devient un facteur de coût qu'il convient d'éliminer autant que possible du point de vue du détenteur du capital.	Dérivation du capital comme: contre-valeur par une organisation intelligente du travail du travail physique épargné directement au sol; celui-ci finance la production matérielle étendue (industrie) par l'emprunt, l'activité intellectuelle, les personnes âgées, les malades, les enfants, les mères par l'argent des dons. Propriété des moyens de production à temps, liée à la capacité

Effets Phénomènes	Raisons	Solution, prospective
<p>Contrainte à la croissance</p> <p>Économie de gaspillage</p> <p>rentes de capital</p> <p>Intérêts</p>	<p>La création monétaire n'a aucun rapport intrinsèque avec la production; l'argent représente le résultat du travail et la propriété des moyens de production; il peut être multiplié et diminué à volonté.</p> <p>En raison du lien direct entre les prestations et le revenu, les prestations deviennent l'initiateur de l'économie plutôt que le besoin. Le travail devient ainsi une opportunité de gagner un revenu.</p> <p>Le but de l'économie est l'optimisation du rendement.</p>	<p>Liaison de la masse monétaire à la «valeur initiale»; l'argent est donc la valeur nominale nominale de la pension de base et la comptabilisation des prestations; cela rend possible le découplage des prestations et du revenu; consommation continue, en fonction des besoins, du capital acquis par la production matérielle.</p>



Grâce au mode prospectif de création monétaire que j'ai exposé à plusieurs reprises dans cette revue, au rattachement de l'argent à la valeur originelle et donc à la création du parallélisme entre valeur de chose et valeur de signe, le capital, le travail, les moyens de production et l'argent lui-même sont privés de leur caractère marchand. Ainsi, les prix du marché pour les résultats du travail sont d'abord le reflet des besoins. Lors de la fixation des prix par le biais des associations, on s'efforcera de faire coïncider le prix exigé par la production d'un bien avec le prix qui lui est attribué par le besoin. Cela se fait par l'alignement associatif, déjà décrit, des prix de marché des résultats individuels du travail sur les revenus individuels des fournisseurs de travail et des actifs spirituels qui leur sont rattachés, ainsi que des consommateurs purs, afin de couvrir les quotas de revenus individuels en tant que moyens d'expression des besoins et des potentiels d'absorption des prestations. L'ajustement associatif des prix est donc une fonction des besoins, des capacités de production, du temps de travail et du rapport numérique entre ceux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur de la production matérielle.

*C'est la nouvelle manière de créer de l'argent, par laquelle les prestations et les revenus sont saisis indépendamment les uns des autres.* Grâce à cela et à une vie économique basée sur la base associative susmentionnée, il sera possible de surmonter le lien direct actuel entre la production et le revenu, cause des fluctuations conjoncturelles et de l'obligation de croissance de l'économie qui en découle. Ceux qui sont impliqués dans la production matérielle obtiennent directement leur revenu ; en outre, ils génèrent les revenus dépendant de la formation de capital : d'un côté, les revenus provenant du capital d'investissement mis à disposition en fonction des besoins pour l'extension de la production matérielle (argent de prêt), de l'autre, les revenus de ceux qui sont en dehors de la production matérielle

[26]

provenant du capital mis à disposition en fonction des besoins sous forme de donation (argent de donation). Une telle formation de revenus en fonction des besoins, grâce à laquelle une vie de l'esprit véritablement libre recevra l'alimentation qui lui est due, est bien entendu en totale contradiction avec l'idée d'un revenu de base, dérivée de la pensée traditionnelle et régulièrement avancée, qui devrait être distribué par l'État de manière arbitraire et selon un principe égalitariste. Il est prévisible qu'en raison de la prédominance de la propriété du capital dans le système actuel, un tel revenu de base se situerait tôt ou tard à un niveau absolument minimal, avec toutes les conséquences que cela implique.

La propriété privée ne peut pas du tout et ne devrait pas être abolie. Au stade actuel de développement de la société, le capital est le moyen par lequel les capacités individuelles peuvent être mises à profit dans de vastes domaines de la vie sociale. Une activité fructueuse des capacités individuelles au moyen du capital ne peut toutefois pas avoir lieu sans la libre disposition de celui-ci. Cette libre disposition est assurée par la propriété. Deux choses sont liées dans la vie



sociale, qui ont une importance tout à fait différente pour celle-ci : la libre disposition du capital et le rapport juridique dans lequel le propriétaire du capital entre par son droit de disposition avec d'autres personnes qui en sont exclues. Ce n'est pas la libre disposition initiale qui est préjudiciable à la vie sociale, mais la persistance du droit à cette disposition. Le droit de propriété est un droit qui s'exerce alors que les conditions dans lesquelles la libre disposition a été conférée à un individu ou à un groupe ne sont plus réunies. C'est pourquoi il convient d'envisager une propriété prospective liée à la durée des capacités individuelles productives et, par conséquent, une propriété tournante.

1 "Landwirtschaft und Industrie, Wortlaute aus Schriften und Vorträge von Rudolf Steiner" (Agriculture et industrie, extraits d'écrits et de conférences de Rudolf Steiner), édité par Roman Boos, Verlag Forschungsring für biologisch-dynamische Wirtschaftsweise Éditions du cercle de recherche pour la manière de gérer biologique à dynamique), Darmstadt 1957, page 115.

2 Selon la conception actuelle, le capital représente toute fortune génératrice de revenus, qu'il s'agisse de capital matériel ou capital financier, par exemple.

3 Rudolf Steiner : Zur Dreigliederung des sozialen Organismus - Gesammelte Aufsätze 1919 - 1921, édition de poche, Verlag Freies Geistesleben, Stuttgart 1972, page 33.

[27]

27

## Les conditions économiques et sociales, miroir de la conscience

Au début du chapitre "Le monde comme perception" de la Philosophie de la liberté, qui résume le chapitre précédent sur la pensée, Rudolf Steiner écrit : "Je dois insister tout particulièrement sur le fait qu'il est important de noter ici que mon point de départ est la pensée et non les concepts et les idées qui ne s'acquièrent que par la pensée. Celles-ci présupposent déjà la pensée. Par conséquent, ce que j'ai dit concernant la nature de la pensée, qui repose sur elle-même et n'est déterminée par rien, ne peut pas être simplement transféré aux concepts. (Je le remarque ici expressément parce que c'est là que réside ma différence avec Hegel. Il définit le concept comme étant le premier et l'originel)".

Il s'agit d'une référence à la méthode que Steiner a utilisée par la suite dans ses séminaires sur les sciences particulières pour traiter ces dernières en extrayant leurs objets d'observation ou les objets en tant que résultats de processus. Bien que Steiner ait exposé sa démarche scientifico-théorique dans ses premiers écrits, il a dû se rendre compte au fil du temps que celle-ci causait des difficultés aux humains de son temps ; il a donc ajouté une précision épistémologique à l'édition de 1921 de la thèse de J.W.Stein intitulée "Die moderne naturwissenschaftliche Vorstellungsart und die Weltanschauung Goethes, wie sie Rudolf Steiner vertreten" (La sorte de représentation moderne de science de la nature et la vision du monde de Goethe telle que représentée par Rudolf Steiner) : "Nous avons vu que l'observation ultérieure de la pensée n'est pas donnée à l'acte original de la pensée dans son devenir comme reproduction de son essence immédiate, mais changée comme une structure idéale devenue fixe fixe. Ainsi, dans le je, elle n'a pas purement à englober un à mesure de connaissance, mais traverse un processus réel indépendant de la connaissance. Le résultat de ce processus est observé et montre qu'avec la pensée on n'est pas purement fiché dans le subjectif que l'on déroule dans la conscience, mais dans un processus objectif qui d'après son essence est justement ainsi dans la nature comme dans le



Ces remarques introductives éclairent le problème auquel est confrontée la théorie économique contemporaine en termes épistémologiques. En ce qui concerne la méthodologie citée de la philosophie de la liberté, elle ne peut pas encore être appelée *science* économique. En effet, elle ne prend pas comme point de départ de son examen le processus de travail qui se joue entre la nature et l'esprit, par lequel les trois phénomènes fondamentaux de la vie de l'économie - valeur, prix et répartition des revenus - peuvent être ramenés dans un contexte jusqu'ici négligé. En tant que résultat de ce processus de travail se donne la valeur économique en une manifestation polaire. En tant qu'un des pôles apparaît la "valeur d'extraction de la nature", résultat du travail physique/corporel d'un nombre de population déterminé sur la surface de sol dont il a besoin pour son existence, c'est-à-dire un traitement quasi "pré-économique" de la nature, où le produit a une "valeur de nature" et est identique au besoin, comme dans le règne animal. En tant que l'autre pôle apparaît la "valeur organisationnelle", résultat du travail organisé par l'esprit, qui se mesure en valeur économisée/épargnée par l'extraction de la nature, la valeur totale des prestations produites par le processus de travail restent la même. Ainsi, cette valeur, dont la formation polaire du processus est à l'origine de la division du travail et donc de la séparation de la valeur de production et de la valeur de besoin, peut être appelée "valeur originelle". Comme base pour la création d'argent, elle peut fonctionner alors comme référence monétaire nominale pour le rapport d'échange valeur contre valeur, à savoir pour les prix et pour les revenus. Et on peut voir qu'avec la valeur initiale comme garde-fou des prix et des revenus, un équilibre/une compensation entre le besoin et la valeur de prestations est rendue possible ; chaque fournisseur de prestation participe alors proportionnellement aux prestations des autres pour la satisfaction de ses besoins.

La théorie économique actuelle avec sa formation de concepts commence méthodiquement trop "tard" ou trop "profondément". Ainsi, la reconnaissance de la valeur originelle caractérisée résultant de la formation de la valeur s'efface en tant que référence efficace via la création monétaire pour la formation des prix, qui permet d'équilibrer la valeur des prestations particulières et les besoins respectivement revenus individuels.

La théorie économique actuelle prend le produit fini comme point de départ et le confronte au besoin. Elle part donc de la comparaison de l'offre et de la demande. C'est pourquoi la valeur d'un résultat de travail est uniquement dérivée du rapport d'échange de produit à/contre produit, c'est-à-dire d'abord du prix. Ainsi, seuls la demande et le prix à obtenir de celle-ci décident de la production ou non d'un bien.

A ce qui vient en considération pour la question principale de l'économie, à savoir la formation des prix, l'actuelle théorie économique, ne peut pas répondre par son approche méthodologique, si ce n'est qu'elle se contente de remonter la formation des prix jusqu'aux coûts dits de production respectivement d'y reconduire. Outre les coûts dits matériels, les coûts de production sont des coûts de main-d'œuvre (ce qui est prouvé par le couplage du travail et du revenu),



c'est pourquoi dans la concurrence pour les prix, le travail en tant que facteur de coût est éliminé autant que possible, ce qui conduit au chômage. Tant que les prix pour les résultats du travail, c'est-à-dire les recettes de prestations et les revenus ne peuvent être ramenés séparément à la valeur initiale/originelle comme point de départ et de référence, ils se conditionnent mutuellement. À cela la propagation actuelle d'un revenu de base ne change rien à l'affirmation qu'au moyé d'un revenu de base le revenu serait séparé du travail.

30

Avec la séparation du travail et du revenu peut seulement être signifié deux choses : soit

1. la séparation des recettes de prestations et des revenus, ou
2. la séparation des revenus du travail absolument au sens d'une pension/rente dépourvue de prestation.

Le revenu de base est toutefois financé exactement comme le salaire à partir de la recette de la prestation, seulement sous la forme d'une cotisation obligatoire prélevée sur celle-ci.

Steiner a formulé dans la "loi sociale principale" "*que travailler pour ses semblables et gagner un certain revenu seraient deux choses complètement distinctes*" [4]. Avec cette formulation, il part clairement du principe que des prestations sont fournies, sauf qu'il est important pour lui que pour la comparaison entre le prix et la valeur initiale, seule la nécessité et aucun paiement de revenu ne soit reflété dans le prix. La condition préalable et le sens de la séparation - naturellement conformément à la *définition 1* - ne sont remplis que si les prix, reflétant exclusivement les besoins, sont ajustés par des institutions de production atteintes associativement à la valeur originelle comme référence, sans que le libre échange des prestations sous le signe de l'offre et de la demande ne soit remplacé par des réglementations économiques obligatoires/contraignantes ; alors le prix d'une prestation correspond essentiellement à la valeur des autres prestations dont le fournisseur a besoin pendant le temps qu'il consacre à la fourniture de la prestations , et la demande seule ne peut pas assurer cet équilibre entre la valeur du service et le besoin respectivement le revenu ; l'autre critère est la comparaison susmentionnée, déterminante pour la valeur, entre le prix et la valeur initiale/originelle.

31

Les problèmes de conjoncture découlant du couplage immédiat des recettes des prestations et des revenus sont aujourd'hui abordés par la stimulation de la croissance économique grâce à un crédit ou une masse monétaire en constante expansion. En cela les prix devraient être tenus dans des limites vis-à-vis de la demande et des revenus grâce à une concurrence impitoyable/dépourvue de clémence.

31

Les prêts créés à des fins d'investissement à partir de simples écritures comptables, dont le montant est déterminé par les prix des biens, enlèvent à l'argent le caractère de mesure qu'offre la nouvelle façon de créer de l'argent, que nous avons décrite au deuxième paragraphe, afin de saisir la recette de prestation et le revenu indépendamment l'un de l'autre, de sorte que d'abord l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation devient possible.

Aussi peu on peut rêver de ce que le rêve est d'après son essence, aussi peu on



pourra, à partir de la conscience dont les actuels concepts économiques sont saisis, maîtriser méthodiquement les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, tels que la question des revenus, de la prévoyance vieillesse et des coûts des soins de santé. Ainsi, le postulat d'un revenu de base dans ce rôle doit aussi être vu comme provenant de la même conscience ; sinon, la réflexion méthodologique sur le quota social continuerait d'être orientée vers le processus en tant que référence de revenu. Si le concept de revenu de base se réfère à "*ce rapport de la valeur apportée par le rapport entre le nombre de la population et la surface utile de sol*" (Rudolf Steiner, *Cours d'économie nationale Kurs, GA 340, 14. Conférence*) [9] , il coïncide avec le concept de quota social, le chiffre indicatif du revenu par habitant sous la forme d'une équation monétaire avec la valeur initiale/originelle. En assimilant la masse monétaire à la valeur d'origine, la seule fonction de l'argent devient la comptabilisation des prestations. Les prestations, comprises comme production matérielle, devraient avec cela tous les quotas sociaux, tant ceux des actifs dans la production matérielle que ceux des purs consommateurs intellectuellement/spirituellement actifs.

32

Si rien d'autre que les besoins (raison pour la séparation du travail et du revenu) n'avait un effet sur les prix, pourrait devenir lisible, du rapport de couverture entre les recettes des prestations d'un côté et les quotas de revenu des actifs dans la production matérielle comme de ceux portés par eux de l'autre, la capacité de l'économie de jusqu'où les quotas de revenu portés par la production matérielle sont réalisables ;

compris comme des quotas sociaux répartis différenciés individuellement. Dans le revenu de base qui est propagé actuellement, la séparation des revenus et des recettes des prestations ne peut absolument pas être mise en œuvre, faute d'un paramètre d'orientation supérieur. Le fait que le postulat d'un revenu de base soit ainsi avancé repose sur la séparation actuelle entre la création monétaire et la création de valeur, sinon on aboutirait au concept de quota social comme revenu ancré dans la création monétaire.

Si pour le revenu de base, n'est pas pertinente la séparation des recettes des prestations et revenu, la séparation du travail et du revenu contient la *définition 2*. Dans quelle mesure le revenu de base sans rapport à l'emploi représente-t-il alors effectivement une rente dépourvue de prestation et, par conséquent, ceux qui la perçoivent ont-ils un impact sur les prix des biens et des services en tant que purs consommateurs ? Qu'on prenne quand même l'exemple de l'Allemagne, où la perception légalement consacrée d'une pension de vieillesse non liée à des prestations, au moins du même montant nominal, semble n'être assurée que par l'augmentation du nombre d'années de travail. Le revenu de base en tant que "revenu - taxe sur la valeur ajoutée", qui à première vue ne semble pas peser sur les entrepreneurs, n'est-il pas trop isolé de la fourniture de prestation et des prix ?

La théorie économique actuelle ne peut, de par son approche, faire prendre conscience de certaines connexions. Par conséquent, le système social actuel a résolu statistiquement le problème du minimum vital au cas par cas et n'est pas encore passé à l'installation mécanique du système qui est maintenant néces-





saire. La théorie économique actuelle n'a pas la théorie de la norme de référence

33

et ne dispose pas de l'institution sociétale d'association nécessaire à son application pratique afin de pouvoir lire dans la structure des prix si le nombre de consommateurs purs peut être porté par la production matérielle ou non. Un rôle décisif dans la structure des prix est aujourd'hui joué par le rendement du capital, qui est investi dans la production matérielle chaque fois que cela est possible pour maintenir et augmenter le capital.

Nous voyons donc comment le financement de l'éducation, de la vieillesse et de la santé devient apparemment plus difficile parce que le concept actuel de capital ignore l'origine et la signification réelles du capital en tant qu'émancipation du travail du sol. Concilier la question des revenus avec une augmentation nominale permanente du capital négociable, sans que le système ne s'effondre là-dessus, n'est possible que par une augmentation permanente de la masse monétaire. Il ne s'agit pas d'une agitation, qui "en rêve" ne conduit à rien, mais d'un "réveil". Si aujourd'hui quelque chose n'est pas maîtrisé mentalement/spirituellement, cela doit se passer par des moyens légaux ; cela conduit la civilisation à des rapports coercitifs. La demande de revenu de base ne convient pas non plus comme solution transitoire ou provisoire. Seul le point de vue scientifique-théorique, qui prime sur la théorie économique actuelle, comme la pensée de la triarticulation, peut apporter un remède aux tensions sociales avec des concepts nouvellement saisis. Car en premier la dérivation processuelle du concept de valeur en polarité inverse, qui surmonte la dualité de la valeur objective de production d'un bien basée sur le principe du coût et de sa valeur subjective de besoin en ce qu'elle la dérive d'une unité originelle, mais en même temps ordonne la valeur de la prestation et le revenu en tant que grandeurs non dépendantes l'une de l'autre à nouveau celle-ci comme surordonnée, maintenant aussi à l'unité grandeur nominale créée, fait de la la théorie économique une science théorique et en même temps pratique et qui jette le pont entre la science du devrait et la science de l'être. La théorie économique actuelle, qui est en fait implicitement une science du devrait, parce que les institutions sociétales s'établissent donc au fil du temps par la volonté humaine, peut en tant que telle dériver ses postulats non d'une objective, mais jusqu'ici négligée légité.

<sup>1</sup> Rudolf Steiner "Cours d'économie nationale" 14ème conférence

[35]

## **La crise des banques et la contrainte à la croissance :**

### ***Le rattachement non maîtrisé entre le travail et le revenu et comment le surmonter***

Pour la compréhension de l'actuelle crise des banques, contribue un bref aperçu du rapport entre les bénéfices respectivement les revenus du capital et les salaires à l'époque de l'étalon-or (jusqu'en 1914). Selon la conception actuelle de la propriété, le produit de la vente des résultats du travail appartient au propriétaire du capital, et c'est lui qui paie le salaire à partir du capital. À l'époque de l'étalon-or, si un pays n'avait pas de production d'or, la masse monétaire ne





pouvait être augmentée que si l'offre d'or augmentait grâce au paiement des excédents d'exportation. Sans augmentation de la masse monétaire, le conflit entre le revenu du capital et les salaires s'est accentué, d'autant plus qu'avec la rationalisation croissante de l'industrie, les prix et donc aussi les salaires ont été mis sous pression, puisque l'on pense encore aujourd'hui que le prix du résultat du travail et le revenu sont pensés interdépendants. Les tensions économiques intérieures ont été contrecarrées par des tensions sur les marchés d'exportation, qui ont finalement conduit à la Première Guerre mondiale (1914). Ce conflit a d'abord été désamorcé avec l'abolition de l'étalon-or (1914) et, finalement, de l'étalon-or du dollar (1971). La couverture d'or était devenue trop petite avec la reprise de la consommation et de la production après la Seconde Guerre mondiale. Afin que la recette des ventes des résultats du travail en tant que plus-value contenue puisse être séparée individuellement en termes monétaires et croître sans que ça vienne de l'autre côté à une pression salariale automatique, la production matérielle doit être constamment développée tout en augmentant la masse monétaire. Cela était désormais possible parce qu'avec l'abolition de l'étalon-or-dollar, c'est-à-dire avec la suppression de l'obligation faite au Trésor américain de rembourser les dépôts en dollars des banques centrales étrangères

[36]

en or, chaque banque centrale était en mesure de déterminer la masse monétaire de sa zone monétaire selon ses propres critères économiques nationaux - stimulation de l'activité économique ou maîtrise de l'inflation. En d'autres termes, la masse monétaire, qui était auparavant limitée par les réserves d'or, peut désormais être augmentée à volonté en créant de la monnaie-livre/de compte et du papier-monnaie. Cela signifie que les taux de change des différentes devises n'étaient plus fixes, mais fluctuaient les uns par rapport aux autres depuis lors.

Notons que le capital comme aussi le travail, c'est-à-dire les propriétaires du capital comme ceux qui sont dans un rapport salarial, tirent leurs revenus de la recette des prestations, du résultat de la vente des résultats du travail. Le niveau de revenu est déterminé par le niveau du revenu du travail. Ainsi, les revenus du capital comme aussi les revenus du travail (salaires) ne peuvent nominalement augmenter qu'avec la quantité de biens produits, avec une augmentation simultanée et permanente de la masse monétaire. L'augmentation de la masse monétaire visant la croissance économique devrait en principe conduire à une augmentation des valeurs réelles afin qu'elle ne s'évapore pas dans l'inflation ; mais elle conduit aussi à une augmentation des valeurs monétaires. Les gains de rationalisation, au sens du travail physique/corporel économisé/épargné sur la base naturelle, peuvent être ajoutés individuellement aux biens d'équipement/à la propriété du capital en tant qu'actifs s'ils sont générés par une augmentation permanente de la masse monétaire en liaison avec une augmentation permanente de la valeur du stock de capital afin d'éviter l'inflation. La production de biens (augmentation du flux de substance) peut être monétisée. Aussi loin/pour autant qu'elles ne sont pas complètement absorbées par des pensions/rentes dépourvues de prestation des propriétaires de capital, elles conduisent aussi à une baisse générale des prix respectivement une aug-



mentation du pouvoir d'achat.

Après la crise des caisses d'épargne et de crédit hypothécaire (savings & loans) aux États-Unis à la fin des années 1980 et le marché baissier de 2001/02, la politique monétaire laxiste des pays industrialisés occidentaux n'a pas conduit à un boom général des prix des biens grâce à des importations bon marché en provenance d'Asie, mais plutôt à un boom boursier des "valeurs monétaires" pour le plus grand plaisir des détenteurs de titres.

[37]

Les banques commerciales tirent un grand profit de la spirale de croissance des valeurs réelles et monétaires décrite ci-dessus. Leur création de monnaie comptable au moyen de prêts - un simple acte comptable (l'argent est créé à partir de rien) - est limitée uniquement par l'obligation de convertir les soldes créditeurs qu'elles détiennent en billets de banque (espèces) ; cela est fait par les règlements de la banque centrale sur la gestion des liquidités.

La crise actuelle du crédit hypothécaire aux États-Unis est aggravée par le fait que les hypothèques ont été placées sous forme de paquets de titres présentant un risque de crédit supposé faible en moyenne avec des fonds qui, à leur tour, ont emprunté plusieurs fois le montant des hypothèques afin d'exploiter la différence entre les taux d'intérêt hypothécaires et les taux des prêts bancaires dans le sens d'un effet de levier. Par conséquent, si les hypothèques ne peuvent plus être remboursées, un multiple de ces sommes de prêts bancaires doit être annulé. Et un effondrement du débiteur (défaillance) à l'actif des banques entraîne ensuite des pertes correspondantes au passif, ce qui, en cas de catastrophe, signifie la perte des soldes des comptes.

Le risque pour l'ensemble du système économique et financier, qui s'accroît avec l'augmentation constante de la masse des prêts bancaires, est que les débiteurs ne puissent plus payer leurs dettes, que les banques doivent faire face à des amortissements importants, qu'une perte de confiance générale et une ruée vers l'argent liquide s'installent. En ce moment, les banques centrales sont appelées à fournir des liquidités pour évaluer le danger d'effondrement du système ou d'inflation. Car comme alternative cette fois, en raison de l'immensité de la situation, il ne suffirait probablement pas d'en rester à pousser un soupir sous le choc : "Oh, tout mon bel argent a disparu !"

[38]

La crise bancaire est le résultat d'un égoïsme systémique et maniaque du profit, qui découle à son tour du conflit entre le travail et le revenu.

Le schéma suivant sert à illustrer ce conflit :

[39]



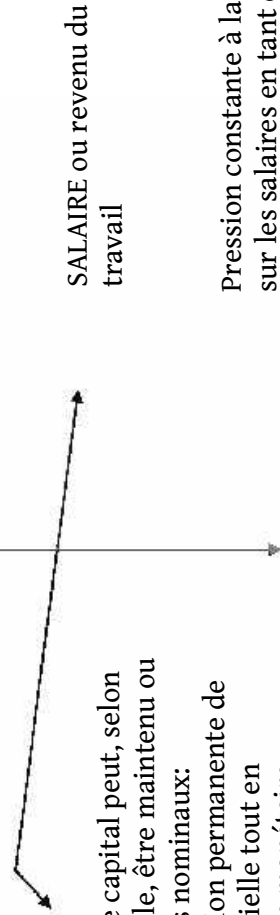


## LA RAISON DE L'IMPÉRATIF ACTUEL DE CROISSANCE

LA CONTRADICTION DE LA CONJONCTURE, DU REVENU DU TRAVAIL, DU RENDEMENT DU CAPITAL

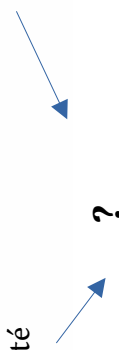
46 RECETTES DES VENTES DES RÉSULTATS DU TRAVAIL  
(rendement des prestations) AUJOURD'HUI SEULE VALEUR DE RÉFÉRENCE POUR LE REVENU

TERME ACTUEL DE CAPITAL (bénéfice non prélevé sur le produit des prestations)  
IMPLIQUE TERME ACTUEL DE PROPRIÉTÉ, ce qui implique la division du produit des prestations en:



CAPITAL REVENU Le capital peut, selon la conception actuelle, être maintenu ou augmenté en termes nominaux:  
• par une augmentation permanente de la production matérielle tout en augmentant la masse monétaire  
• par la possession d'infrastructures, d'établissements d'éducation et de santé

Pression constante à la baisse sur les salaires en tant que facteur de coût



UNE  
CONJONCTUR  
E EN  
SUSPEND

### **SPIRALE VERS LE HAUT**

**CROISSANCE DES BIENS ET DE LA MONNAIE  
(COMME CONTRAINTE)**

La vigueur conjoncturelle exige: • une augmentation permanente de la masse monétaire (cause et conséquence de l'abolition de l'étalon-or-dollar) • une augmentation permanente de la production matérielle, accompagnée d'une usure ou d'une diminution de la qualité et d'une réduction de la durée de vie des biens

### **LIMITES DE LA CROISSANCE**

- Épuisement des ressources et dommages causés à la nature par la surexploitation
- Épuisement des revenus du travail et maximisation des rendements dans les infrastructures et les institutions de l'éducation et de la santé
- Effondrement du système financier (actuel) dû à l'effondrement du système bancaire dû à l'incapacité d'assurer le service des crédits bancaires qui augmentent de façon permanente la masse monétaire du crédit bancaire servant à financer la croissance. Un tel effondrement ne peut être évité qu'en injectant de la monnaie de banque centrale tout en achetant des pressions inflationnistes supplémentaires.

### **SPIRALE VERS LE BAS**

**DIMINUTION DES REVENUS ET PERTES DE  
PRESTATIONS (EFFET OBLIGATOIRE DU LIEN ENTRE  
LE TRAVAIL ET LE REVENU)**

•La faiblesse conjoncturelle est due à la stagnation de la masse monétaire et des biens

Exemple historique: la crise des années 30 du  
**siècle** dernier



### **Surmonter la croissance compulsive**

Le graphique ci-dessus montre que pour sortir du problème des marasmes économiques, du chômage résultant de l'élimination du facteur coût du travail, et du gain en capital improductif - le capital étant compris comme le profit retenu sur la vente du résultat du travail - il est essentiel de séparer le travail du revenu. Pour ce faire, il ne faut pas partir des résultats du travail, comme le fait la théorie économique actuelle, et ne pas déduire de leur rapport d'échange ou de leur prix leur valeur économique supposée, qui détermine le revenu. Bien sûr, le problème du prix est le point central autour duquel tourne toute l'activité économique, et il existe bien sûr un lien entre le revenu qui déclenche la demande et la quantité de biens offerts ; mais le prix n'est au départ qu'une expression des besoins et ne peut remplir la fonction de médiateur qu'à une valeur de référence supérieure, à savoir la valeur réelle du résultat du travail (prestation). Car l'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix du marché à obtenir, ne peut pas décider si un bien est produit à une valeur qui correspond essentiellement à la valeur des autres biens pour lesquels le producteur a une demande dans le temps qu'il utilise pour produire un résultat de travail égal ou équivalent. En raison de l'interdépendance du produit de la vente des résultats du travail (recette des la prestation) et des revenus, la valeur économique réelle en tant que référence pour la production et les revenus reste indéterminée. L'équilibre entre les besoins et la valeur des services est atteint lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables interdépendantes, mais que la valeur du service et le revenu, c'est-à-dire la valeur de production dite "objective" d'un bien selon le principe du coût et la valeur "subjective" de ses besoins sont ramenés à une unité d'origine en tant que variable de référence supérieure à la recette de la prestation. L'économie a à faire à l'échange de biens sous forme de valeurs ; le prix résulte de valeur contre valeur.

Steiner s'élève méthodiquement du résultat du travail au processus de travail, qui se joue entre la nature au sens de la substance et l'esprit dans la manifestation de l'intelligence humaine, afin de saisir en pensées la valeur économique : Esprit organisant le travail corporel, qui élabore un produit naturel pour la circulation économique (*Cours d'économie nationale, 2ème conférence*) [9] A cette dualité du travail, d'une part la production de substantiel et d'autre part l'organisation de son traitement, repose à la base d'abord la formation de la valeur en tant que processus polaire. Pour la détermination quantitative de la valeur économique, Steiner suppose un état quasi pré-économique dans lequel le besoin et la valeur de la production forment encore une unité, un état dans lequel initialement un seul pôle, le pôle naturel, est présent, produisant du substantiel à partir de la nature (travail immédiat à la nature). Conditionné par la division du travail, mais celle-ci conditionnant aussi, les valeurs du besoin et de la production sont séparées en un déséquilibre et, pour compenser cela, peuvent être



rattachées à l'unité d'origine qui est devenue une référence. Le producteur substantiel est le pôle naturel, et c'est là qu'apparaît la valeur économique en tant que mesure de toutes les prestations, matérielles et immatérielles. La mesure livre le résultat du travail corporel d'un nombre de population immédiatement à la nature à l'intérieur d'un certain délai - disons un an. Mais la valeur ne s'impose économiquement que dès que le travail est organisé par l'esprit ; ce n'est qu'alors que le développement se traduit dans les produits, aussi dans les besoins, ce n'est qu'alors qu'apparaît la division du travail, avec la circulation économique de produits naturels modifiés et donc le problème de l'écart entre la valeur de la production et celle des besoins. Nous appelons la partie de la création de valeur résultant du travail immédiatement à la nature

43

une "valeur d'extraction à la nature" et la partie résultant d'une organisation intelligente du travail une "valeur d'organisation". La valeur organisationnelle associée à la valeur d'extraction à la nature est mesurée en termes de valeur d'extraction à la nature épargnée, la création totale de valeur (indépendante de la part respective de la valeur organisationnelle dans une économie politique/ de peuple) étant mesurée en termes de valeur d'extraction à la nature pure existant à l'origine et représentant donc une constante (dépendant du nombre de la population). Sans "valeur organisationnelle", il n'y a pas de développement économique, sans "valeur d'extraction à la nature", il n'y a pas de réalisation de la valeur organisationnelle. La valeur qui apparaît au pôle de l'esprit se mesure polairement - comme une valeur *négative* - comme la valeur équivalente du travail corporel *économisée/épargnée* immédiatement à la nature, ce qui fournit le nouveau concept de capital. Cela signifie que le travail spirituel en tant qu'organisation du travail corporel conduit, par l'émancipation du travail de son lien direct avec la base naturelle, à de plus en plus de biens dont la valeur unitaire diminue mais dont la valeur totale reste la même pour une même population. Au pôle naturel, le travail a sa valeur la plus élevée, au pôle spirituel, sa valeur est nulle. Aucun des deux pôles ne peut être représenté comme complet, basé sur lui-même. Esprit et substance sont donc liés ensemble par le travail, ce qui introduit la formation de valeur.

Si la création de monnaie est liée à la valeur économique par tête (quota social), la fonction de la monnaie se limite à la comptabilité des prestations et, par conséquent, l'orientation associative de la production dans l'espace monétaire permet d'adapter le prix des recettes de prestations au quota de revenu individuel. Le vieillissement de la monnaie permet de maintenir le parallélisme entre valeur matérielle et valeur symbolique. Le rapport entre le revenu individuel et le taux/quota social doit être présenté de manière mobile et différenciée. Au fur et à mesure que l'économie se développe, de plus en plus de prestations sont transférées aux taux/quotas sociaux resp. aux revenus, et dans ce sens, le gain de capital profite à l'ensemble de la zone monétaire.

[44]

Il résulte de la notion de capital et du système de prestations esquissés ici que la propriété prend la forme d'une propriété temporaire (propriété tournante). De la solution esquissée ici du problème du rattachement travail/revenu sur la base de la connaissance de la mesure économique pour la valeur de la prestation et du revenu, base de l'"économie associative", il résulte que la vie de





l'économie et la vie de l'esprit acquièrent une autonomie administrative dans le contexte social : En effet, l'activité d'agent de transfert de l'État actuel est remplacée par l'économie associative, c'est-à-dire que la forme actuelle de prélèvement d'impôts pour l'entretien de la vie de l'esprit et du bien-être social est dissoute. En ce qui concerne la garantie durable des revenus, l'économie associative, connaissant la quote-part sociale, apporte la transparence dans le rapport entre les producteurs de prestations matérielles et les personnes qui en dépendent en fonction de leurs besoins. Il n'est plus nécessaire de verser une rente sans prestation à partir du gain de capital.

[45]

## La clé pour compréhension de la triarticulation

***L'économie associative et la triarticulation sont interdépendantes, elles sont synonymes et se complètent donc dans ce qui suit.***

« Si j'ai la permission de dire quelque chose de personnel, c'est ceci : lorsque je donne moi-même des conférences, c'est différent de la façon dont on donne habituellement des conférences. Ce que l'on a appris, ce que l'on a pensé, est souvent développé de mémoire. Celui qui développe réellement des vérités suprasensibles doit en fait toujours les produire au moment où il les développe. Pour que je puisse moi-même donner la même conférence trente, quarante, cinquante fois, et ce n'est jamais la même chose pour moi. C'est bien sûr déjà le cas, mais dans une plus large mesure, c'est le cas, cette indépendance vis-à-vis de la mémoire, cette entrée dans une vie intérieure, lorsqu'un stade intérieur de la mémoire est atteint ». (Conférence R.St. 20 août 1922 Oxford) [6]. Bien sûr, il ne s'agit pas de "vérités véritablement suprasensibles" quand dans cet article est écrit sur la triarticulation. Mais ce que Steiner souligne méthodiquement ici s'applique aussi aux explications sur la triarticulation : on ne peut dire ou écrire quelque chose de synthétiquement raisonnable à cet égard que si l'on parle à partir d'un tableau. Ce tableau doit être construit du point de vue de la formation des valeurs et étendu de manière à ce que l'on ait une vue d'ensemble des détails, des processus individuels dans l'interaction de l'ensemble. Le lecteur ne doit donc pas devenir réticent à la lecture de répétitions apparentes qui, prises ensemble, créent le tableau. Il s'agit essentiellement de faire comprendre qu'un équilibre entre les besoins humains et les valeurs des prestations humaines, dont Steiner voit le contenu dans l'aspiration à la triarticulation de l'organisme social, devient possible lorsque les revenus et les prix sont orientés vers la valeur d'origine, comme le souligne Steiner dans son "Cours d'économie nationale"[9].

[46]

Tout dans la compréhension de la prospective de l'économie associative dépend de la compréhension de la formation de la valeur, en l'absence de laquelle des problèmes apparemment insolubles existent dans le système économique existant ; on pense au financement de la santé et de la vieillesse, etc. La solution du problème économique élémentaire, le problème des prix et des revenus, dépend de la compréhension de l'émergence identique de la valeur économique et du revenu et de leur importance en tant que mesure de la formation des prix dans l'économie basée sur la division du travail.



Toute activité économique est basée sur le besoin. Aux besoins correspondent des biens économiques. Au stade prééconomique de l'autosuffisance, il y a identité de besoin et "d'approvisionnement" en biens ; la satisfaction des deux est un processus naturel. Avec l'activité économique (division du travail), la formation de la valeur commence : Le besoin et la production de biens ne coïncident plus, ils se séparent, et le besoin et la production attribuent chacun une valeur à un service, résultat matériel et immatériel du travail ; faire se rencontrer à nouveau ces deux éléments, mais maintenant à un niveau supérieur en raison du développement, créer un équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation, est le processus culturel de l'économie associative au lieu du processus naturel dans l'économie autosuffisante.

Le cycle économique initié par les besoins et la fourniture de services consiste en l'échange de valeurs qui sont mutuellement mesurées en prix. En matière de prix, en tant que mesure mutuelle de la valeur, ce ne sont pas les biens ou les heures de travail qui se comparent les uns aux autres, mais les valeurs sous forme de produits naturels modifiés par le travail ou de travail modifié par l'esprit. En soi, sans référence au travail produit ou aux prestations amenées en circulation, les produits naturels ou les heures de travail ne peuvent être comparés pour mesurer la valeur économique, les produits naturels ou les heures de travail n'ont pas de valeur économique,

[47]

tout au plus une valeur calorifique, c'est-à-dire une valeur au sens de science de la nature. Pour tout fournisseur de prestation, qui est en même temps un porteur de besoins, la question se pose quand même dans quelle mesure il est en situation de satisfaire ses besoins des prestations d'autres.

« *On doit justement adopter une méthode complètement différente* », dit Rudolf Steiner dans la deuxième conférence de son "Cours d'économie nationale " [9] de 1922 en parlant de la théorie économique actuelle, dont le concept de valeur est (toujours encore) épuisé dans le prix. Dans mon article "Conditions/rapports économiques et sociales, miroir de la conscience", j'ai fait référence à la méthode d'évaluation de la valeur de Steiner. "Celle méthode, poursuit Steiner, « ne sera difficile pour vous que dans les toutes premières heures ; mais vous verrez qu'elle aboutira à ce qui peut être posé comme base d'une véritable théorie économique ». Il est évident que ses remarques méthodologiques ont non seulement causé des difficultés dans les toutes premières heures de son cours, mais qu'elles en causent encore aujourd'hui.

Il s'agit de comprendre ce que Steiner a montré dans la même conférence avec valeur<sub>1</sub> et valeur<sub>2</sub>, à savoir dans le processus de création de V<sub>1</sub> : travail modifiant la nature, de V<sub>2</sub> : esprit modifiant le travail. La mesure V<sub>1</sub> résulte du travail physique d'un nombre de population sur la base naturelle dont elle a besoin et a été appelée par moi dans mes écrits "valeur d'extraction de/à la nature", également "valeur d'origine", parce que V<sub>1</sub> détermine la mesure de la valeur économique, à laquelle, comme le montreront les explications complémentaires, toute formation de prix est à reconduire. Car V<sub>2</sub>, que j'appelle "valeur organisationnelle", - quelle que soit la quantité produite - est mesurée en termes de valeur d'extraction à la nature économisée/épargnée et donc la valeur totale des prestations, par rapport à un nombre déterminé de population,



reste la même, à savoir V1. V1 par habitant en termes monétaires que j'ai appelé le "quota social". En W1, la fourniture de prestation et le besoin coïncident,

[48]

ce qui se poursuit avec l'inclusion de V2, si le prix pour la prestation de tout un chacun correspond à son quota social. De même que les prestations se différencient et se quantifient en fonction de la division du travail, quand chaque producteur d'une prestation reçoit son quota social (V1 par tête monétairement) pour sa valeur en tant que revenu, chaque fournisseur de prestation en fonction de ses besoins matériels et immatériels participe aux prestations des autres avec son revenu, à partir duquel il peut satisfaire ses besoins. Un tel revenu n'a donc rien à voir avec le "salaire pour subvenir aux besoins", le "salaire de subsistance" ou le "revenu de base".

Derrière le concept "revenu de base" repose sur une approche de pensées très différente du concept de "valeur originelle" que la définition de Steiner de la "valeur originelle" ; le mot "terre" n'indique pas une référence à la terre. Derrière ce terme se cache le terme romain "dominum", qui désigne la relation entre les humains qui travaillent la terre et la terre elle-même qui conduit non seulement à un déracinement de la propriété, mais aussi à un déracinement conceptuel. Selon la validité du concept abstrait de "dominium", la recette du résultat du travail est une propriété de capital à partir duquel le revenu du travail est payé. Et à ce pouvoir économique et ce rapport coercitif/de contrainte entre le capital et le revenu du travail, tels que nous les comprenons aujourd'hui, on pense maintenant y au moyen d'un revenu de base qui ne peut être déterminé que statistiquement, la formation des prix étant affectée, qu'elle soit couverte par des avantages matériels ou ait le caractère d'une pension dépourvue de prestations.

Dans le cas de Rudolf Steiner, il s'agit de la connaissance de la mesure sous-jacente à toute activité économique pour la valeur des résultats matériels et immatériels du travail, qui est identique au revenu. Et cette valeur est le résultat du travail du sol/au sol d'une communauté humaine sur la surface dont elle a besoin ; par habitant, c'est le quotient de la division de cette valeur par la population, en termes monétaires le quota social mentionné ci-dessus.

[49]

*En V1, le principe d'égalité est établi*, ce qui ne réclame pas d'égalitarisme, dans lequel l'économie associative ne peut en aucun cas dégénérer en raison des inventions, des développements de la production et de l'évolution des besoins. En V1, la valeur des prestations de chaque individu est réduite. La valeur de la prestation tout comme le revenu de chaque individu sont dérivés de W1. Steiner dit donc qu'en principe, personne ne peut gagner plus - quel que soit son niveau de travail - que le quotient de la division de la rente foncière par le nombre de la population ; la rente foncière comprise comme le rendement du sol, compte tenu de la productivité.

Cette dernière se réalise avec l'apparition de l'esprit, l'organisation du travail par l'esprit, avec V2. Par cela apparaît la division du travail, mais aussi la séparation du besoin et de la valeur de la prestation, en effet V1 devient d'abord une valeur au sens économique. V2, le résultat du travail spirituel sous la forme de l'organisation du travail corporelle sur la base naturelle, est mesuré par le résultat du travail corporel que ce travail spirituel épargne. Le travail spirituel



épargne le travail corporel, mais pas son résultat originel, qui est et doit être produit par le travail restant sur la base naturelle avec l'aide de son organisation (seulement V2). Car la vie de l'esprit permet l'émancipation du travail corporel de la base naturelle, mais doit être maintenue par le rendement supplémentaire qui y est généré grâce à la vie de l'esprit. Le travail spirituel possède deux aspects : il est d'un côté organisateur, de l'autre "placé libre" ; *en ce sens, Rudolf Steiner a parlé de vie de l'esprit semi-libre et libre. Le V2 établit la liberté.*

La valeur équivalente du travail économisé au moyen de V2 directement sur la base naturelle est un capital et sert à financer tous ceux qui sont libérés du travail directement sur la base naturelle, finançant ainsi une production matérielle élargie sous forme d'artisanat et d'industrie ou finançant les budgets publics, le système de santé et d'éducation, le système de retraite, etc.

[50]

Lorsque Rudolf Steiner, dans sa deuxième conférence sur "*l'avenir social*" [7] de 1919, parle du fait que "*le capital doit être taxé dès qu'il est transféré dans le processus économique*", il indique précisément ce processus. Le capital sous forme de quotas sociaux (voir ci-dessus) de ceux qui ne sont pas engagés dans la production matérielle est généré par les exploitations individuelles et les entreprises de production matérielle ; de là, il passe en circulation, et donc la part de capital à allouer aux budgets publics doit y être prélevée sous forme d'impôt. On pourrait aussi dire : les quotas sociaux des actifs dans les ménages/fonctions publiques doivent y être détournés. Dans mon écrit "*L'avenir de l'argent*" [10], j'ai reflété cet état de fait avec l'introduction du compte de recettes dans une année, qui devient le compte de dépenses l'année suivante. L'impôt postulé par Steiner résulte tout à fait logiquement de la compréhension de la formation de valeur et de la formation du capital. Une taxe prélevée sur les prix des biens et services avec ou sans valeur ajoutée n'a rien à voir avec Steiner.

(Dans mon dernier article, j'ai utilisé le terme "perpetuum mobile" parce que le financement du revenu de base sous forme de TVA présente l'aspect d'un système fermé, en ce sens que les consommateurs paient essentiellement leurs revenus de leurs revenus sous forme de revenu minimum).

Nous devons considérer le prix comme le résultat de l'échange de biens, comme nous l'avons déjà dit, comme le résultat de l'échange de valeur contre valeur. *L'associatif établit la fraternité* parce qu'elle vise à l'harmonisation à l'intérieur de la fourniture de prestation, de telle sorte que la demande maintienne les prix autour de V1, les prix et V1 coïncident dans les quotas par tête qui leur correspondent. Car si le prix de la prestation individuelle et le revenu par tête coïncident avec V1 par tête, on obtient

[51]

*"que la valeur d'un produit humain corresponde essentiellement à la valeur des autres biens pour lesquels le producteur a une demande pendant le temps qu'il consacre à la production". (R.St. "Dreigliederung und soziale Vertrauen (Kapital und Kredit)", Recueil d'essais 1919-1921 sur la triarticulation de l'organisme social, GA24) [3]. On comprend maintenant ce à quoi Rudolf Steiner a fait allusion dès 1905 avec sa « loi sociale principale », à savoir que le revenu pour la réalisation de la "cellule économique primordiale" doit être payé non pas à partir du prix, non pas à partir de la recette de la prestation, mais à partir de V1, de la valeur d'origine. Payée à partir des recettes de la prestation, la valeur de la prestation devient unilatérale-*





ment dépendante de la demande et le revenu du prix.

En orientant les prix des prestations individuels et les revenus individuels vers V1 par tête resp. le quota social, l'association ramène les intérêts de l'individu et le sens commun général/ayant une vue d'ensemble à un dénominateur commun.

L'harmonisation associative entre le prix et WV1 nécessite cependant une création monétaire qui établit un parallélisme des valeurs matérielles et symboliques/de signe, une comptabilité des prestations. On y parvient en assimilant la masse monétaire à V1. Comme V1 dépend du nombre de la population, la masse monétaire est donc, regardé de manière abstraite, liée à la population. *"Tout le travail qui peut être fait ne peut venir que de la population, et tout le travail qui peut lui être relié doit venir du sol, car c'est ce dont tout le monde/chacun a besoin".* (XIV<sup>ème</sup> conférence du "Cours économique national") [9]. À cet égard, tout l'argent est couvert par des prestations (résultats de travail) qui, directement ou indirectement, "proviennent du sol", décrits par Rudolf Steiner comme argent d'achat.

Rudolf Steiner a défini la masse monétaire de la même manière dans la XIVE conférence du cours. Sa définition résulte tout à fait logiquement de la compréhension de V1 en considération du développement économique

52

(moyens artificiels de production) par V2 : *"Avec cela, vous avez reconduit la monnaie aux moyens de production utilisables sur lesquels le travail corporel est effectué - moyens de production d'une quelque zone économique - et c'est la seule monnaie saine : la somme des moyens de production utilisables" - "dont, naturellement t, de préférence, en première ligne existera fond et sol(le foncier) "* -ajoute la même conférence quelques paragraphes avant. À la fin de la conférence, il parlera du lien entre l'argent et la comptabilité des prestations, donc du lien entre la création d'argent et la formation des prix : *« Nous l'aurons toujours (le lien entre V1 et les prix A.C.) immédiatement devant nous, si ce lien avec la nature est exprimé sur nos billets de banque. Parce qu'en réalité, il est là après tout. N'oubliez jamais cela ! »*

Lorsque Steiner dit : *"La monnaie/devise est la somme des moyens de production utilisables"*, il découle des remarques ci-dessus concernant la valeur de V2, mesurée en V1 épargné, que la valeur des moyens de production artificiels - y compris les moyens techniques utilisés dans l'agriculture - est égale à la valeur du travail épargné directement au sol pour leur production (*"de la production du sol, l'excédent doit passer au sous-bilan de l'industrie" R. St.*), ce qui signifie que la somme des moyens de production utiles est égale à V1.

Le rapport entre V1 et V2, qui se reflète dans le prix, a été déterminé par Steiner dans la XIII<sup>e</sup> Conférence du cours : *"Ce qui a une valeur presque infiniment grande dans l'activité d'économie de peuple purement matérielle en tant que travail, donc en tant que force créatrice de valeur dans le travail, a tout de suite une valeur infiniment grande, est de plus en plus - je ne peux pas dire dévalué - mais est toujours de plus en plus conduit vers en bas en mesure de chiffres, de sorte que dans l'interaction entre tout ce qui est élaboration de ce qui a mesure de sol et ce qui se passe du côté spirituel, il y a quelque chose dans cette interaction qui, dans un certain sens, se compense mutuellement selon l'économie de peuple. "*

[53]

Cela signifie que les prix nominaux des prestations deviennent de moins en



moins chers à mesure que V2 augmente. De plus en plus d'avantages matériels différenciés sont alors attribués à chaque quota social ; à l'intérieur de chaque quota social, la part de valeur de son propre avantage devient de plus en plus petite, la part de valeur des avantages des autres devient de plus en plus grande. En outre, de moins en moins de personnes actives dans la production matérielle peuvent générer de plus en plus de quotas sociaux de ceux qui sont impliqués dans la production "immatérielle", c'est-à-dire qui sont spirituellement actifs ou qui vivent comme de simples consommateurs (personnes âgées, enfants, malades). Tout à fait logiquement, d'après la compréhension de la relation entre V2 et V1, la "loi sociale principale" pour caractériser la prospérité d'une communauté déclare donc : *"D'autant moins l'individu revendique pour soi les recettes de ses propres prestations, c'est -à-dire plus il donne des propres recettes à ses collaborateurs"* monte le nombre.

le nombre de quotas sociaux obtenus par ceux qui sont restés dans la production matérielle au-delà de leurs propres quotas sociaux, ce sur quoi va l'indication dans la XIIe conférence du cours. que les travailleurs sont mieux payés lorsqu'ils reçoivent des "dons ou des prêts" en plus de l'argent d'achat (quotas sociaux propres).

Au pôle naturel, le travail a sa plus haute valeur, au pôle spirituel, sa valeur est nulle ; à partir de là, tout est don. Par conséquent, l'équivalent en argent de V1 gagné grâce à V2 pour le financement de la vie de l'esprit n'a pas été appelé sans fondement "argent de donation " par Steiner, ce qui a été jugé offensant par des accros/des dépendants de l'argent de donation (par exemple des médecins), parce que ceux-ci, à tort, par manque de compréhension

[54]

de V1 et V2 y associent l'idée d'aumône.

Sans cette compréhension, le concept de capital ne change pas par rapport à celui d'aujourd'hui, et c'est tout de suite dans le secteur de la santé que se montre alors comment la séparation de l'obtention du moyen d'existence n'est pas possible du travail : les revenus des actifs du secteur de la santé restent liés au fait d'être malade, sinon ils ne viendraient aucun encaissement. Si l'on ne grimpe pas du prix comme représentation de la valeur du résultat du travail à la valeur initiale/originelle, le capital continue à se comprendre comme la plus-value retenue du produit du résultat du travail, et le revenu du travail continue à être payé sur le capital ; parler d'une séparation de l'obtention de moyens d'existence à partir du travail, sans embrasser du regard que seule la compréhension de V1 et V2 rend possible un changement de la structure sociale dans la liberté, n'est pas vrai.

\* Dans l'"Europäer", ces dernières années, divers articles et contributions sur le thème de l'économie associative ont été publiés, qui s'inspirent des publications de Rudolf Steiner sur le sujet. Il est peu logique et étrange de dire que l'on ne peut pas comprendre ces déclarations, mais en même temps, des jugements sont portés sur la perception de l'impôt et sur un revenu de base, qui seraient basés sur les idées de Steiner ; soudain, on semble comprendre beaucoup de choses. Ou lorsque, dans leur contexte logique, les déclarations de Steiner sur certains sujets, qui ont fait l'objet d'une longue réflexion, sont présentées comme n'ayant apparemment pas encore été traitées. Il est certain que les pré-





jugés économiques actuels rechignent encore à s'attaquer aux institutions de l'économie associative, parce qu'on n'a pas encore une vision claire et qu'on a l'impression de se trouver en terrain incertain. Il serait logique de faire de l'"Européen" une plate-forme de discussion pour les questions du lectorat. Après tout, il s'agit de clarifier et d'approfondir

*\* section non publiée dans "Européens*

[55]

le contenu des pensées et non d'évaluer les porteurs de pensées. A l'avenir, il est aussi prévu d'inclure des apports factuels issus des réflexions de l'économie associative sur, par exemple, la question du logement et du financement du secteur de la santé. L'urgence d'une solution aux problèmes économiques et sociaux en cause conduirait en effet à attendre de la triarticulation un engagement différent de celui d'une activité intellectuelle en soirée, du fait de sa propre inaptitude.

[56]

## **Les crises actuelles : une catastrophe de la pensée - leur dépassement**

### ***Introduction***

Les conditions et les institutions économiques et sociales sont le résultat de la pensée et des actions qui en découlent. Or, la pensée actuelle ne se reconnaît plus dans les conditions économiques, par exemple dans la crise actuelle de la dette, qui n'est pas un phénomène naturel, en tant que ce qui la conditionne. Basées sur le mode de pensée d'une époque culturelle antérieure, les crises de ce type, qui ne cessent de s'aggraver, sont inhérentes au système économique et financier actuel, et il est inutile de penser qu'elles peuvent être "réparées" à partir de conceptions traditionnelles qui ne sont plus adaptées aux problèmes économiques. Les réglementations dictées par l'État remplacent le démêlage intellectuel de l'écheveau dans lequel la vie économique s'est enchevêtrée dans le sillage du système monétaire qui a développé sa propre vie.

Mais comment peut-on porter un jugement fondé sur les faits, ce qui permettrait en même temps de mettre en évidence ce qui bloque les pensées dominantes actuelles ? Le mieux est de porter notre attention sur les fondements et le moment de naissance de l'économie, à partir desquels se sont développées et établies, au cours de l'évolution de la société, des notions de valeur, de prix, de revenu, d'institutions économiques et juridiques telles que la propriété, l'argent, le capital :

- Toute activité économique repose sur des besoins matériels et spirituels, culturels. ("Spirituel, culturel" désigné ci-après par "immatériel") Le domaine des besoins immatériels que sont la science et l'éducation - qu'on pense seulement à

[57]

la médecine - a obtenu de plus en plus de signification au cours des derniers siècles.

- Face aux besoins, il y a les résultats matériels et immatériels du travail, appe-



lés aussi prestations dans la suite du texte. Comme nous le verrons plus loin, l'offre de prestations immatérielles, liée à la division du travail, dépend de la formation de capital au sens propre du terme.

- L'activité économique basée sur la division du travail comprend l'échange de prestations matérielles et immatérielles.

- La mise en circulation de produits naturels non modifiés ou de substances naturelles modifiées par un travail intelligemment orienté constitue la base de l'économie basée sur la division du travail. Toutes les prestations immatérielles sont en effet couvertes par des prestations matérielles. En effet, tout le travail qui peut être fourni dépend de la population, et tout ce à quoi le travail est lié provient de la base naturelle. C'est ce dont chacun a besoin et dont chacun vit. Et pour ceux qui, en raison de prestations intellectuelles ou en tant que "purs" consommateurs, ne fournissent pas de travail à la base naturelle, ceux qui restent dans la production matérielle doivent participer à la réalisation de leur part.

- Les besoins et la fourniture de prestations obtiennent une valeur économique. C'est de sa saisie et de sa position dans l'économie, en tant que condition indispensable d'un équilibre entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines, qu'il sera essentiellement question dans ce qui suit. L'économie a affaire à des valeurs représentées par des résultats de travail matériels et immatériels.

- Le cycle économique initié par les besoins et la fourniture de prestations consiste en un échange de valeurs qui communiquent par le biais du prix. Le prix est alors le résultat de la

58

la rencontre entre la valeur et la valeur dans le processus d'échange.

- Avec la division du travail, la valeur unitaire attribuée par le besoin et la prestation au résultat du travail dans l'état d'autosuffisance s'éloigne et la question se pose pour chacun, en tant que porteur de besoin et fournisseur de prestation, de savoir dans quelle mesure il est en mesure de satisfaire ses besoins (voir ci-dessous) à partir des prestations d'autrui du prix de sa prestation.

- *La question du prix est la plus importante à l'intérieur des considérations économiques.* Le prix est correct lorsque le producteur d'une prestation reçoit suffisamment en contrepartie pour pouvoir satisfaire ses besoins, la somme de ses besoins, dont font aussi partie les besoins de ceux qui lui appartiennent, jusqu'à la fabrication d'un produit identique (ou équivalent/de même valeur).

Cette exigence, mais aussi la tâche à résoudre, implique que le prix et la valeur de la prestation ne sont pas d'emblée identiques, que le prix, pour satisfaire au critère ci-dessus, devrait tendre en permanence vers la valeur, idéalement coïncider avec elle. Il ne s'agit pas ici du prix dit d'équilibre que dégage le marché, lequel, selon la théorie, est obtenu lorsque l'offre et la demande ont été amenées à coïncider par l'effet rétroactif du prix sur celles-ci. En effet, la coïncidence des notions abstraites d'offre et de demande ne garantit pas d'emblée le "juste" prix au sens de l'exigence ci-dessus.

### **La compréhension de la valeur économique**

Il faut reconnaître que lors de l'élaboration de théories économiques, lors de la définition de la valeur et du prix, on a achoppé sur ce point,



que l'on a cherché à saisir, selon la méthode de science de la nature, quelque chose qui fluctue constamment, comme le processus économique, comme quelque chose composé de points de repos. C'est pourquoi s'est cristallisée une conception selon laquelle la valeur, tout comme le prix, serait fonction de l'offre et de la demande. Comme dans la science de la nature, c'est le résultat d'une observation extérieure : je vais sur le marché et j'observe comment l'offre et la demande agissent. Mais je ne saisis pas ce qui se passe dans la réalité entre le producteur, en tant que fournisseur d'une prestation, et le consommateur, en tant que demandeur d'une prestation ; ce qui pousse le fournisseur de marchandises à demander de l'argent à un moment et à un endroit donnés, comment le demandeur de marchandises obtient l'argent qui permet la demande. En effet, tous deux jouent le double rôle d'offreur et de demandeur : d'une part, ils offrent des marchandises et demandent de l'argent, d'autre part, ils offrent de l'argent et demandent des marchandises. Et non seulement le prix dépend de l'offre et de la demande, mais inversement, l'offre et la demande dépendent aussi du prix.

En ce qui concerne le prix "correct", c'est-à-dire la couverture des besoins et la valeur des prestations, l'idée abstraite du prix comme résultat de l'offre et de la demande ne dit rien, c'est-à-dire que le prix reste dans l'indéterminé, qu'il résulte de l'échange de biens ou de marchandises contre de l'argent. Si l'on part de l'hypothèse que l'offre et la demande sont en équilibre dans le prix, cela signifierait, selon le principe d'identité, qu'elles sont égales par rapport à une mesure supérieure. (A1 et Aa sont en équilibre s'ils sont dans le même rapport en termes de pression pondérale). Dans le cas d'un prix "correct", *il s'agirait de la valeur économique en tant que grandeur surordonnée*, alors que dans le prix actuel, il s'agit d'un nombre indéterminé, ce qui est aussi valable pour la valeur au sens traditionnel. Or, l'économie monétaire joue un rôle dans la formation des prix, *et comme la création monétaire actuelle n'a pas de rapport interne et nécessaire avec la valeur économique, faute de connaissance,*

- nous y reviendrons -, l'échange prétendument équilibré et donc de même valeur devient une tromperie.

La demande peut décider si l'on veut produire un bien en vue d'un rendement du capital. Mais la demande ne peut pas décider à elle seule si une prestation peut être fournie à un prix qui correspond à sa valeur au sens du prix "correct". Comme nous l'avons mentionné au début du cinquième point, il s'agit ici de comprendre comment, dans la zone monétaire, les prix résultant de la demande liée aux besoins peuvent devenir des prix "corrects".

Si l'on se base sur la conception actuelle de la valeur économique, qui remonte à l'époque de l'Empire romain, à savoir le produit fini du travail et son prix, la conception juridique qui en découle est que le produit de la vente revient au propriétaire du terrain ou des moyens de production artificiels qui ont permis d'obtenir le produit du travail, et que la "plus-value" retenue sur le produit de la vente du produit du travail après déduction des coûts de production constitue, selon la conception actuelle, le capital ou le rendement du capital du propriétaire. Il en résulte des problèmes que l'humanité n'arrive manifestement pas à résoudre aujourd'hui : le produit de la vente et le revenu sont, selon la



conception actuelle de la valeur, des variables interdépendantes ; la consommation ou la simple usure doit donc créer du travail qui génère des revenus qui, à leur tour, créent de la consommation ; sinon, il y a un problème conjoncturel avec des conséquences néfastes pour le travail et le revenu, comme nous le connaissons des crises de surproduction et du manque de pouvoir d'achat. Dans la mesure où, selon la conception actuelle, le travail est payé à partir du capital, il devient un facteur de coûts qu'il convient d'éliminer dans la mesure du possible, en tenant compte du rendement du capital, avec pour résultat le chômage. D'autre part, le travail est

[61]

l'occasion d'obtenir des revenus. Ainsi, l'impulsion de l'économie actuelle consiste à procurer au capital et au travail un revenu aussi élevé que possible par le biais de la quantité de biens produits - même s'il s'agit d'usure/de gaspillage, de travail inutile, de création d'emplois.

L'idée d'un revenu de base inconditionnel pense pouvoir remédier à l'incertitude liée au système concernant l'obtention d'un revenu suffisant pour vivre. L'une des propositions pour son financement est un impôt prélevé sur le prix des marchandises, appelé impôt sur la consommation. Un tel revenu serait toujours payé par le capital selon la conception actuelle, expliquée plus haut, car cet impôt sur la consommation serait prélevé en tant que pourcentage de la recette de la prestation, rémunéré comme tous les paiements compensatoires sociaux (en principe socialistes) actuels sous forme d'un transfert des moyens financiers sans rapport avec les moyens de consommation, c'est-à-dire sans preuve de son lien avec la fourniture de la prestation, la production. Les revenus sont en effet des instructions sur des moyens de consommation qui sont générés, en fonction des besoins, par les bénéficiaires de revenus eux-mêmes ou par des tiers dans le cadre de contextes sociétaux définis juridiquement. La fiction du revenu de base dépourvu de prestations réside dans le fait que ce concept d'une rente tout d'abord sans prestations laisse dans l'indétermination, faute de connaissance de la notion de valeur économique, la relation transparente nécessaire à une société, à savoir qui produit quoi pour qui en fonction des besoins et donc aussi en fonction d'une nécessité, c'est-à-dire qu'il n'est pas en mesure de préciser comment ce revenu "de base" est étayé par des prestations matérielles. En outre, le concept de revenu de base maintient, selon le système en vigueur, le revenu et la prestation, c'est-à-dire le prix des marchandises, précisément dans la relation de dépendance qui, comme nous le montrerons plus loin, doit être surmontée, de sorte que la valeur des prestations

[62]

par le biais du prix se fond dans les besoins en fonction du revenu. Il pourrait en effet s'avérer que le revenu de base ne suffirait pas à assurer la simple subsistance. Comme nous le verrons plus loin, les revenus doivent être pensés en relation avec la nouvelle notion de valeur économique et les prix corrects" qui en découlent.

La croissance du capital, sur la base de la conception et de la compréhension actuelles du capital en tant que plus-value individuellement séparable par l'argent, n'est possible que par une croissance forcée de la production matérielle accompagnée d'une augmentation de la masse monétaire, y compris la masse



monétaire de crédit des banques commerciales qui préfinancent la production supplémentaire. L'augmentation de la masse monétaire, qui doit bien entendu être étayée par une augmentation de la production matérielle pour ne pas s'évaporer dans l'inflation, permet d'obtenir une croissance du capital sans déclencher de conflit entre les revenus du capital et ceux du travail dans le tir à la corde pour le produit de la vente. Ce dernier problème a été "résolu" dans un premier temps avec la création monétaire ex nihilo après 1971 (l'abolition à l'époque de l'étalon or-dollar et du système des taux de change fixes) ; en effet, sous condition de croissance, le "taux de profit" et le "taux de salaire", voire les deux, ont pu croître ensemble. L'ancienne lutte pour la quantité d'argent entre les "fournisseurs de travail" et les propriétaires de capitaux au sens actuel du terme a toutefois dégénéré en une lutte globale pour la croissance, en une obligation de croissance avec des idées parfois grotesques sur l'ampleur de certains "taux" de revenus. En raison de son mode de pensée, de sa conception actuelle du capital et de la politique d'ordre de l'État, le système a pour particularité d'extorquer à l'ordre social autant de rendement du capital que possible et d'imposer des prélèvements obligatoires (impôts) pour réparer les dommages collatéraux, ce qui est en train d'entraîner la société dans le chaos et la bureaucratiation. La catastrophe de la pensée devient justement une catastrophe sociale.

[63]

Face à cela, les partis politiques sont également impuissants, dépassés dans leur orientation "droite" - "gauche" issue du parlementarisme : le monde d'hier. Qu'ils soient capitalistes ou socialistes-communistes, le capitalisme et le socialisme-communisme ont les mêmes notions de valeur économique, de capital, de paiement des salaires, de création monétaire, de propriété.

On ne changera quelque chose au système existant et on ne résoudra les effets secondaires désagréables de la conception actuelle du capital, à savoir la conjoncture, le chômage, la croissance forcée, ainsi que le problème de l'agriculture dans son rapport avec l'industrie, que lorsque l'on sera en mesure et désireux de définir la notion de valeur économique pour le résultat du travail par rapport au prix, et - élément décisif - on y associe la monnaie, c'est-à-dire que l'on crée un parallélisme entre la valeur matérielle et la valeur symbolique (valeur monétaire), ce qui permet d'établir un lien interne, et non pas tout au plus ou au mieux statistique comme aujourd'hui, entre les prestations et l'argent, et de créer un instrument de mesure qui crée la transparence. Pour ce faire, il faut une méthode scientifique différente de celle qui caractérise aujourd'hui la science de la nature, car la science de la nature est une science théorique, tandis que les sciences de l'économie une science théorique et pratique, une science de l'être et du devoir-être. La première s'élève du phénomène, en tant que ce qui est conditionné, à ce qui peut être saisi conceptuellement, en tant que ce qui conditionne ; dans la seconde, le conditionné est en même temps le conditionnant, l'effectuant et l'effectué coïncident. L'aspect éducatif de la science de la nature devrait toutefois consister à aborder les pensées indépendamment de leur support, comme des objets naturels, sans les étiqueter de manière dogmatique, parce qu'elles sont inhabituelles ou inconnues des représentations traditionnelles.

[64]





Si l'on considère les trois facteurs de production par l'action réciproque desquels, selon la doctrine traditionnelle, l'économie se déroule, à savoir la nature, le travail et le capital, l'un à côté de l'autre en relation avec le résultat fini du travail, on n'avance pas dans la question de la valeur. La valeur des facteurs de production nature ou travail, pris chacun séparément, donne une grandeur définie par la science de la nature, par exemple des calories, mais pas une valeur économique. Seul le produit naturel obtenu par le travail a une valeur économique, c'est-à-dire la marchandise obtenue par le travail en comparaison avec d'autres marchandises obtenues de la même manière.

On doit partir du *processus de formation de la valeur* en considérant le travail non pas en lui-même, car le travail en soi n'a aucune détermination dans le contexte économique, mais dans son interaction avec deux pôles : la matière sous forme de nature et l'esprit organisateur sous forme d'intelligence humaine. Le travail physique, appliqué directement à la nature, constitue la base matérielle de la valeur économique (appelée ci-après valeur d'extraction de la nature ou V1) et, en tant que telle, la seule base de la grandeur mesurable de la valeur, parce que la mesure, le nombre et le poids se trouvent du côté de la matière ; c'est l'état de l'autosuffisance pré-économique, à la limite de l'économie animale, dans lequel la valeur conférée à un bien par le besoin et la valeur exigée par sa production coïncident encore, forment une unité. V1 en soi a encore le caractère de la valeur naturelle et ne fournit pas encore la valeur économique en tant que mesure sous forme de chiffre.

C'est la subsistance d'une communauté à l'état de travail physique directement sur la base de nature. Le travail lui-même - ce travail lié à la nature ou à la matière - acquiert une valeur économique si et dans la mesure où l'intelligence humaine s'y associe, c'est-à-dire qu'elle l'oriente vers des résultats de travail économiques, l'organise et amène un produit de nature modifiée en circulation ;

[65]

Nous lui donnons le nom de valeur d'organisation ou V2. V2 fait passer de l'"économie d'autosubsistance", à la limite de l'"économie animale", à l'économie basée sur la division du travail ; V2 introduit la séparation de l'unité de la valeur de besoin et de la valeur de production. La valeur du travail modifié par l'esprit, c'est-à-dire V2, se mesure de manière inversement polaire à V1 en travail physique épargné directement sur la base naturelle : *le capital proprement dit, à savoir la contre-valeur du travail corporel épargné directement sur la nature*. En nous appuyant sur le principe d'Archimède en mécanique, nous pouvons dire que la valeur du travail intellectuel correspond à ce qu'il permet d'économiser en travail corporel sur la nature. La valeur d'organisation (V2) conduit à l'économie de travail corporel sur la matière ; en tant que technique, elle conduit à des prestations substantielles supplémentaires. Sans V2, il n'y aurait pas de développement économique, mais sans V1, V2 ne pourrait pas se réaliser.

### ***La nouvelle création monétaire : la monnaie comme instrument de mesure***

Avec et à partir de la formation du capital, la monnaie suit en tant qu'intermédiaire et conclusion intellectuelle/pensante. La monnaie est l'expression des valeurs produites par la division du travail, qui peuvent être transférées de l'un à l'autre par son intermédiaire. En assimilant une certaine quantité d'ar-





gent au résultat du travail physique d'une certaine population sur la surface de sol nécessaire à son existence, nous transformons la valeur naturelle V1 définie plus haut en valeur économique mesurable, en mesure originelle, en grandeur de référence pour le nombre autrement indéterminé du prix. Nous faisons ainsi de ce qui est conditionné, à savoir la valeur d'extraction de la nature, un élément conditionnant : La valeur d'extraction de la nature dans la fonction de l'argent, et dans le parallélisme ainsi créé entre valeur matérielle et valeur symbolique, la science de l'être et la science du devoir-être se rejoignent. L'argent devient alors la comptabilité des prestations, la quantité d'argent se fond dans les prestations. Répétons cette idée sous une autre forme, plus comptable : En accord avec

[66]

avec la valeur d'extraction de la nature esquissée plus haut, la formation de valeur au pôle de la nature, imaginons un certain nombre d'humains, travaillant simplement corporellement, en train de cultiver le sol ; on peut penser qu'il s'agit de défricher un terrain non cultivé, et nous avançons de l'argent aux humains. Ce que le groupe d'humains obtient ensuite en produits naturels est le minimum vital, le côté réel de la valeur d'extraction de la nature, que nous inscrivons nominale à l'actif de notre nouvelle comptabilité avec la valeur numérique de l'avance figurant au passif, c'est-à-dire d'une nouvelle monnaie créée avec cette avance. En raison de son identité avec la valeur économique et le revenu, cette monnaie constitue l'instrument de mesure, de sorte qu'un équilibre entre les prix du marché liés aux besoins et les prix "corrects" exigés par la fourniture de prestations est possible. Dans cette valeur originelle, la valeur d'organisation agit en tant que facteur épargnant le travail corporel directement sur la base naturelle, détachant ce travail physique de son immédiateté sur la base naturelle et formant ainsi un capital dont la valeur nominale se mesure en valeur épargnée d'extraction de la nature .

Pour l'humain, la valeur économique résulte du fait qu'il participe à la création de valeur par son travail physique. Parallèlement à la formation de la valeur, la quantité de monnaie est donc liée à la population de la zone monétaire concernée. La compréhension actuelle de la formation de la valeur et de la notion de valeur implique que les résultats du travail pris isolément ne peuvent pas être comparés sans autre pour l'évaluation mutuelle des prix. Ainsi, on ne peut pas demander sans autre à combien de chemises correspond une armoire. L'échange d'une pomme contre 70 centimes ne permet jamais d'aboutir à une considération économique. La valeur du résultat du travail résulte du processus de travail caractérisé plus haut, et le prix du résultat du travail de l'individu peut être ramené au rapport de valeur à partir de la compréhension de la création monétaire - maintenant monétaire et numérique - jusqu'à ce que

[67]

la valeur de l'argent peut être retracée jusqu'au rapport de valeur établi pour le travail de la terre par le rapport entre le nombre d'habitants et la surface de terre nécessaire et utilisable. L'argent est le rappel de la mesure originelle à laquelle le prix de l'argent peut être comparé. Parce que V1 et V2 se compensent (V2 comme moins ; penser à la comparaison avec le principe d'Archimède), la valeur de tous les résultats du travail reste la même pour une même population, indépendamment de leur augmentation. Cela signifie que les prix des dif-



férents produits du travail diminuent en fonction de l'augmentation de V2 et du nombre des actifs dans la production matérielle par rapport au nombre d'actifs spirituels et de purs consommateurs.

Avec la compréhension de V2, de son effet sur la formation du capital proprement dite dans le travail de la terre (agriculture) et sur la formation des prix nous permet aussi de comprendre la problématique actuelle entre l'agriculture et l'industrie, notamment dans les pays à forte capacité de capital : comme nous l'avons déjà constaté, un bénéfice monétaire individuel sur le rendement de la propriété productive selon le droit romain, un rendement du capital au sens actuel, n'est possible que si la quantité de monnaie augmente avec la quantité de résultats matériels du travail en raison de l'augmentation de V2 (rationalisation), ce qui revient à une monétarisation de V2. Cela signifie que l'agriculture ne peut pas, du point de vue de la consommation et des conditions naturelles, élargir et multiplier la gamme de ses produits comme le fait l'industrie, et qu'au lieu de l'effet de réduction des prix de V2, ladite augmentation de la masse monétaire liée à l'augmentation de la production matérielle "inflationne" les prix industriels en moyenne globale par rapport aux prix agricoles, et V2 devient un gain de capital individuel éliminable/séparable. Ainsi, l'effet de compensation qui part de la valeur de l'organisation sur la valeur de l'extraction de la nature, au pôle de laquelle le travail corporel créateur de valeur a sa valeur numérique la plus élevée - on se souvient de la présentation ci-dessus de la création monétaire - et qui réduit numériquement la valeur des prestations individuelles augmentant grâce à V2

[68]

est réduite à néant. Tout industrialisme vit au fond du surplus de l'agriculture, l'industrie travaille avec un passif par rapport au travail de la terre qui génère du capital ; l'industrie permet à son tour la formation de capital avec les résultats de son travail. C'est à partir de là qu'il faut voir la formation de la valeur et la "correcte" formation des prix. La valeur de la production artisanale et industrielle, émancipée du travail direct du sol, correspond à l'épargne de travail qui y est réalisée, c'est-à-dire au capital généré par le travail du sol pour sa production. Et comme caractéristique du parallélisme entre valeur matérielle et valeur symbolique, la formation de capital, dans la mesure où il est affecté à la production matérielle et non à la consommation, entraîne une baisse du niveau général des prix dans la zone monétaire : l'effet de compensation mutuelle de V1 et V2.

### ***Le concept de taux/quota social***

Appelons "taux social" le quotient de la division de la masse monétaire par le nombre d'habitants, le revenu par habitant calculé de manière abstraite. Si l'on pense que les quotes-parts sociales obtenues par les personnes actives dans la production matérielle par le biais de la division du travail sont reliées entre elles de manière transparente par la nouvelle monnaie, toutes les quotes-parts sociales de la zone monétaire contiennent ces prestations matérielles sous la forme de valeurs qui se divisent. La pondération de certaines prestations au sein des quotes-parts sociales évolue naturellement avec les besoins. Avec l'augmentation de la quantité et du type de prestations matérielles grâce à V2, chaque quote-part sociale se divise de plus en plus ; la part de valeur de la



prestation propre au sein de la quote-part sociale devient de plus en plus petite. Plus la valeur de l'organisation est grande et, par conséquent, plus l'économie est potentiellement divisée et performante, plus les résultats du travail à la disposition de l'individu sont nombreux et entrent dans sa quote-part sociale,

[69]

et plus il peut générer de quotas sociaux supplémentaires pour les autres, les actifs spirituels, les purs consommateurs.

Grâce à la formation et à la consommation de capital, le rapport nécessairement fixe entre la valeur économique et le revenu de l'individu, dans le cas d'un travail théoriquement uniquement physique, est libéré de l'égalisation dans l'espace monétaire ; le lien autrement rigide entre les prix (du marché) et la valeur économique ou la quote-part sociale se défait désormais avec les changements de besoins. L'équilibre entre le prix du marché et le prix "correct" (valeur économique/quotité sociale), sans économie forcée ni chaos du marché, au moyen de la monnaie créée comme mesure, constitue, comme nous l'expliquerons plus tard, l'intérêt commun et essentiel des producteurs et des consommateurs dans la zone monétaire. Les fluctuations dans la formation de la valeur au pôle naturel (rendement du sol) et au pôle spirituel (capacités, talents) n'exigent pas une égalisation des revenus, même entre les zones monétaires ; mais elle n'est pas non plus nécessaire d'un point de vue existentiel, car du fait que de plus en plus de prestations résultent de la production matérielle grâce à l'organisation du travail, même en cas de différences de revenus, les prestations imputables aux quotas sociaux des revenus inférieurs peuvent augmenter par la suite. Une certaine compensation entre les pôles de valeur dans une zone monétaire et entre les zones monétaires, dans le sens où le manque d'énergie du sol est compensé par des inventions, des améliorations de procédés dans la production et, inversement, le manque d'esprit humain est compensé par la richesse de la nature, résultera de la nouvelle compréhension de la valeur, du capital et de la monnaie.

Il faut toutefois opposer ce qui libère, qui émane du pôle de l'esprit, à ce qui légitime, auquel est soumis ce qui émane du pôle de la nature. En effet, si l'on qualifie de rente foncière ce qui est produit par une population sur la base de la nature, compte tenu du gain de productivité, on doit considérer que l'on est dans une situation d'inégalité.

[70]

En fait, personne ne peut gagner plus, qu'un individu peut travailler autant qu'il le souhaite, que ce qui correspond au quotient de la division de la rente de base par le nombre d'habitants. Si quelqu'un reçoit plus, il le fait à partir des rapports sociaux dans lesquelles il se trouve et qui lui permettent de recevoir un supplément ; le rapport entre le revenu et le taux social repose sur des contrats de partage. - C'est un état de fait qui existe déjà aujourd'hui, mais qui est refoulé.

On pourrait maintenant argumenter : dans l'économie esquissée ici comme future, le revenu est tout de même payé par le résultat de la vente du travail, comme dans le système actuel. Oui, selon la proportion convenue par rapport à la quote-part sociale, mais non plus en fonction de la recette de la prestation. Les revenus des actifs dans la production matérielle et des actifs spirituellement et des purs consommateurs qui leur sont rattachés - calculés abstraite-



ment comme quotas sociaux - ne sont pas des variables des prix. Le critère de rentabilité des entreprises est désormais la réalisation des quotas sociaux en fonction du nombre d'habitants.

Une objection à la notion de valeur développée ici serait quand même tout ce qui constitue la formation de la valeur dans le flux/fleuve : les besoins, les demandes, la productivité de la nature, la capacité, le talent des humains, et que par conséquent on ne peut pas saisir la valeur. Il faut répondre à cela : C'est à cela que sert le lien entre l'argent, la quantité d'argent et le nombre d'habitants, et la projection du nombre d'argent sur le résultat correspondant du travail physique directement sur la base naturelle et des prestations qui en découlent en fonction du capital. Du point de vue matériel, la valeur économique peut varier en fonction de la nature et de l'esprit, en raison des fluctuations (rendement du sol au pôle naturel, formation de capital au pôle spirituel), mais elle peut être chiffrée (monétairement) et varie donc avec le nombre d'habitants. En fonction des besoins, les prestations matérielles peuvent être plus ou moins déployés sur chaque quota social

[71]

ce qui se refléterait dans les prix, mais ne signifierait pas une baisse du niveau de vie comme l'effondrement conjoncturel actuel ; en revanche, il y aurait plus de quotas sociaux à disposition pour les prestations spirituelles en raison des besoins ou il en résulterait un temps de travail plus court. La situation de départ pour la formation de la valeur est donc : les données des pôles nature et esprit, pour les prestations résultant de leur liaison avec le travail sur les quotas sociaux : les besoins. L'accomplissement des quotas sociaux lors du libre développement des besoins sous le signe de l'offre et de la demande est décisif, et possible, car le revenu et les prestations fournies ne sont plus des variables interdépendantes.

Il n'y a pas d'obligation de croissance dont le niveau de vie dépendrait ; le chômage et les baisses de conjoncture au sens actuel du terme disparaissent. Car le profit dans l'économie esquissée comme future correspond à la valeur d'organisation réalisée en tant que capital, qui ramène en nombre les valeurs issues de la production matérielle à quelque chose de moindre : une réduction générale du prix des prestations. En revanche, la forme actuelle du profit en tant que quantité d'argent pouvant être séparée individuellement de la production de prestations n'est possible qu'en cas d'augmentation de la production matérielle et, parallèlement, de la quantité d'argent ou en cas de diminution des revenus à payer à partir du capital selon la conception actuelle. Grâce à la technique et à l'exploitation économique des résultats de science de la nature en général, la valeur organisationnelle, V2, est devenue un facteur de production déterminant. Cette circonstance si favorable au développement de l'ensemble de la société, due à l'élévation du niveau général des connaissances et de l'éducation, est devenue, par la dialectique selon laquelle, avec le système monétaire en vigueur, le mode de création monétaire en vigueur, V2 est devenu quelque chose d'individuellement excluable, ce qui est présenté comme le moteur, voire même le sens de l'économie actuelle, cette valeur d'organisation favorisant la prospérité est devenue quelque chose d'absolument destructeur, qui écrase tout : le rendement du capital.

[72]



En fait, c'est un idéal, mais pas sous la forme actuelle de la contrainte liée au pouvoir, à la violence et à l'instinct. *C'est justement ce qui doit se distinguer de la méthode de science de la nature : la prise de conscience de la valeur de l'organisation comme polarité inverse de la valeur de gain de nature.* Pour éviter les problèmes conjoncturels, le chômage et la croissance forcée, la production matérielle doit partir du besoin et non pas, comme aujourd'hui, de la performance comme initiateur de l'activité économique. Son succès dépend d'une part de la richesse de la nature (productivité de la substance), d'autre part des capacités, des talents et de la formation (formation du capital). Le trop ou le trop peu de prestations matérielles liées aux besoins trouve sa compensation mutuelle dans le domaine social de la vie de l'esprit, c'est-à-dire la science, l'éducation, l'art et/ou le temps de travail, le travail n'étant désormais plus considéré comme un bien économique, mais placé dans la sphère du droit. Le secteur de la santé se trouve, comme la vie spirituelle, du côté de la consommation de capital, dont le montant dépend de la formation de capital en général et du besoin de capital dans la production matérielle pour le maintenir ou l'augmenter.

Alors que les humains étaient jusqu'à présent regroupés en communautés religieuses, en classes sociales ou en partis politiques, les producteurs et les consommateurs s'uniront dans l'espace monétaire prospectif avec la prise de conscience des nouveaux principes économiques dépassant la division du travail (formation de valeur inversement polaire avec parallélisme valeur/monnaie) sur leur base à gérer, afin d'orienter la production de l'agriculture dans le cadre de ses conditions naturelles ainsi que de l'industrie vers les besoins de la population à partir de leurs connaissances et expériences individuelles. D'une manière générale, il convient d'assurer l'équilibre entre la production et la consommation en suivant la formation des prix résultant de la formation du capital, notamment par le biais d'un transfert de travail. Ainsi, le hasard du marché disparaît, l'équilibre entre les besoins et la valeur de la prestation est atteint, sans

[73]

ne qu'une économie de contrainte remplace la libre circulation sous le signe de l'offre et de la demande, et c'est ainsi que la volonté individuelle peut s'identifier avec le sens commun qui voit clair. La liberté et la nécessité trouvent ici un équilibre, la liberté dans le spirituel avec la nécessité dans le substantiel. La monnaie, si elle est comprise dans sa création à partir de la valeur économique, est ce qui unit dans son espace la pensée et la volonté des humains faisant l'économie, qui ne trouveront désormais aucune raison ni aucun moyen de contourner de manière injuste et immorale ce qui repose dans l'esprit de leur communauté.

Que l'on prenne pour base de l'évaluation mutuelle des résultats du travail le processus de formation de la valeur par le travail qui s'associe d'une part à la nature, à la matière, et qui est d'autre part dirigé par l'esprit, ou que l'on parte du prix du résultat fini du travail, cela a une immense importance pour le déroulement du processus économique basé sur la division du travail, et même pour l'organisation de la société en général. L'État, en tant qu'agent de transfert, financeur du secteur de l'éducation et de la science ainsi que de la soi-disant compensation sociale, devient obsolète. Grâce à la nouvelle définition de la





valeur économique et du capital, l'économie et la formation acquièrent une autonomie dans la société, et la relation transparente entre les résultats du travail dans la vie économique, du point de vue de la valeur, crée aussi dans la vie juridique une autre conscience de la signification et du domaine de validité de la propriété. En relation avec le nouveau concept de capital, qui repose sur le nouveau concept de valeur, le concept de propriété traditionnel perd son sens en ce qui concerne les moyens de production, qu'il soit présenté comme une propriété privée ou une propriété sociale, cette dernière étant de toute façon le plus souvent synonyme de fiscalisation. (La masse monétaire se fond parallèlement dans le temps dans les prestations ; dès leur création, les moyens de production ne sont plus des prestations négociables).

[74]

### ***Le nouveau concept de capital***

La naissance du capital dans sa nouvelle acception et la disposition de celui-ci sous sa forme réalisée en tant que moyen de production n'ont pas pour but de contraindre le travail économique à la dépendance au moyen de la propriété au sens traditionnel du terme. Ce qui importe dans la gestion d'entreprise et la production, c'est qu'au stade actuel de développement de la société, le capital est le moyen par lequel les capacités individuelles peuvent être mises en œuvre de manière utile dans de vastes domaines de la vie sociale. Une activité fructueuse des capacités individuelles au moyen du capital ne peut toutefois pas se produire sans la disposition de celui-ci. La disposition du capital sous la forme d'un moyen de production est médiatisée par un titre juridique qui résulte du concept de valeur et de la création monétaire qui y est liée (possession non négociable à terme, liée aux capacités). Deux choses sont ainsi liées dans la vie sociale, qui ont une importance tout à fait différente pour celle-ci : la disposition du capital en tant que moyen de production et le rapport juridique dans lequel le propriétaire du moyen de production entre, par son droit de disposition, avec d'autres personnes qui en sont exclues. Ce n'est pas la libre disposition initiale qui est préjudiciable dans la vie sociale, mais le fait que le droit à cette disposition subsiste alors que les conditions dans lesquelles la libre disposition a été transférée à un individu ou à un groupe ne sont plus réunies. C'est pourquoi il faut viser, comme droit de disposition non négociable, une propriété liée à la durée des capacités individuelles productives, et donc tournante.

Dans la mesure où la technique prendrait de plus en plus en charge la production matérielle, de plus en plus de personnes périraient selon les "axiomes" actuels, car, exclues du processus de production selon la conception actuelle de la propriété, elles n'obtiendraient plus de revenus. Le fait qu'il n'en soit pas ainsi est dû à l'État, qui intervient par des paiements. Il s'endette

[75]

et court le risque de se surendetter, les intérêts à payer sur la dette absorbant les recettes fiscales. Les dettes d'Etat n'ont jamais été remboursées et ne peuvent pas l'être sans écraser la société et l'économie jusqu'au point de rupture. "Les États ne sombrent pas, seuls leurs créanciers le font". Mais l'annula-





tion de la dette touche les caisses de pension, les assurances ... Leurs obligations devraient alors être honorées par l'Etat. Dans la mesure où les créances d'autres espaces économiques sont touchées, leurs prestations d'exportation se transforment en cadeaux.

L'Etat unitaire qui gère l'éducation et l'économie, héritage de l'Empire romain : si et parce que les problèmes sociaux ne sont pas résolus par le secteur spirituel et culturel de la société, l'Etat les règle par le biais de lois. Mais comment une vie éducative sous tutelle de l'État et placée sous la valeur d'usage économique peut-elle concevoir des concepts nouveaux et non établis ?

Nous avons besoin d'une vie de l'esprit englobant la science et l'éducation, capable d'organiser la fourniture de prestations matérielles de manière raisonnable et digne de l'humain, et d'une fourniture de prestations matérielles, d'une vie économique capable de donner à l'humain la liberté d'une vie spirituelle libre, dont les jugements ne dépendent pas de la dépendance salariale. Et c'est à partir d'une telle conception que les notions de valeur économique, de capital, de création monétaire, de revenu et de propriété, nouvellement définies et interdépendantes, devraient être reprises par la conscience générale et développées en vue de leur réalisation. Sous leur forme traditionnelle, ces notions, issues d'une époque culturelle antérieure, sont dépassées et conduisent manifestement la civilisation vers son déclin. Le capital au sens traditionnel du terme, associé à la notion traditionnelle de propriété et à l'interdépendance entre la production et le revenu, donne le pouvoir de mettre à son service le travail qui se crée à tout moment, d'où la nécessité d'une politique de l'emploi

[76]

qui à son tour augmente la propriété à l'agriculture, les mines, la transformation, etc. place le travail à son service. Comme cette augmentation du capital, qui remonte à la pensée traditionnelle, se fait par le biais de la quantité de biens produits, il va de soi que des quantités toujours plus grandes de matières sont mises en œuvre, au détriment de la qualité, de l'esthétique et du respect de la nature. Et le danger existe que le pouvoir croissant du capital, auquel sont liés les autres concepts mentionnés, conduise à une violence qui défend et combat le système.

L'Europe centrale doit commencer là où les Grecs se sont arrêtés lorsqu'ils ont été réduits en esclavage par les Romains : lors de la pensée sur la pensée. Nous avons surtout besoin de concurrence là où elle est justifiée, à savoir dans la vie de l'esprit. Ce n'est qu'à partir de là, en lui donnant un contenu nouveau, qu'un grand nombre de personnes, notamment celles qui occupent des postes de direction dans l'économie, pourront se voir en mesure de remodeler la société.

[77]

## **Le concept de valeur économique**

Sa signification fondamentale pour surmonter les maux de l'économie actuelle  
J'ai tout d'abord repris cette parenthèse sans objection, parce qu'elle n'est pas fautive et qu'elle conduit peut-être, en raison des habitudes de pensée actuelles, à une compréhension plus facile de la manière dont la valeur économique doit être saisie. Mais il y a une objection notable : à mon avis, le raisonnement de Steiner ne porte pas sur l'observation historicisée de l'évolution économique



d'une formation de valeur basée à l'origine sur le pur travail corporel directement sur le sol à une formation de valeur suivante grâce à l'intelligence technique sur des moyens de production artificiels.

Il est manifestement difficile d'avoir une vue d'ensemble des idées révolutionnaires de Steiner sur le renouvellement du système monétaire et la recherche de la mesure dans l'économie. Ainsi, des bribes d'idées sont régulièrement extraites des écrits et conférences économiques de Steiner, comme par exemple la question de la monnaie, de la création d'argent, du vieillissement de l'argent, et reçoivent ensuite, ponctuellement et tout en restant dans le cadre de la pensée traditionnelle, des interprétations qui ne suivent pas les conclusions de Steiner pour surmonter les problèmes actuels comme ceux des fluctuations conjoncturelles, de l'insécurité des revenus, du chômage et de la croissance forcée.

En suivant la pensée de Steiner et en s'appuyant sur le texte de ses explications, l'exposé suivant voudrait aider à comprendre l'importance de la valeur économique pour le renouvellement global de l'économie. Curieusement, la déduction de la notion de valeur économique par Steiner est justement occultée dans les publications sur les systèmes économiques alternatifs.

En procédant de manière systématique, les questions suivantes se posent tout d'abord. De quoi s'agit-il en réalité dans l'économie ; quel est le problème qui est apparu avec la division du travail ?

[78]

### ***La question cardinale de la vie économique***

Les besoins sont les déclencheurs de l'activité économique. Ceux-ci sont satisfaits par les résultats du travail, aussi appelés prestations, qui se composent en premier lieu de substances de la nature et sont produits par la division du travail. Toute économie consiste en réalité à échanger entre les humains des produits, des prestations, et l'échange entre les humains se traduit par la formation des prix. La question du prix est donc la question essentielle, et de quoi s'agit-il ? Si l'on part du besoin comme initiateur de l'économie, si l'on fonde l'économie sur la satisfaction des besoins au moyen de l'échange des prestations humaines, il s'agit de la tâche à résoudre et en même temps du postulat : comment les prestations des humains, devenues marchandises sur le marché, doivent-elles s'évaluer mutuellement de telle sorte que, pour l'essentiel, la valeur d'un produit humain corresponde à la valeur des autres marchandises dont le producteur a besoin pendant le temps qu'il consacre à la production de son produit. "C'est dans la création d'un équilibre entre les besoins humains et la valeur des produits humains que l'aspiration à la triarticulation de l'organisme social voit son contenu" (Rudolf Steiner, "Triarticulation et confiance sociale, capital et crédit" dans Essais sur la triarticulation et sur la situation actuelle 1915 - 1921, GA 24) X31.

Il faut cependant reconnaître que sans clarification de la question de la valeur économique des prestations et de sa relation avec les revenus en tant que moyen de la demande liée aux besoins, il n'est pas possible de procéder à une "triarticulation". En effet, sans la transparence du financement de l'éducation, des retraites, de la santé et du reste du secteur public, basée sur la reconnais-



sance de la valeur économique, on ne peut pas renoncer à l'État unitaire ou central actuel en tant que collecteur et répartiteur d'impôts selon la procédure actuelle.

[79]

### ***Le prix du marché comme notion de valeur actuelle***

Ce postulat, désigné plus haut comme une tâche à résoudre, est en fin de compte à la base de la confrontation avec le système économique actuel et la pensée qui soutient ce système. Ses défenseurs affirment que le besoin est le maître de la production et que "l'offre et la demande" règlent automatiquement le rapport entre le besoin et l'offre de marchandises. La demande peut décider si l'on veut produire un bien en vue d'un rendement du capital dans la conception actuelle du système. Mais la demande ne peut pas décider à elle seule si une prestation peut être fournie à un prix correspondant à sa valeur au sens du postulat susmentionné. Incapable et réticente à reconnaître la valeur économique de Steiner, la doctrine économique dominante propage l'idée que l'offre et la demande, c'est-à-dire le prix du marché, déterminent la valeur des biens, que le prix de l'offre des biens est déterminé par leurs coûts de production, en premier lieu par le travail. Le travail devient ainsi un facteur de coût, il reçoit un prix qui, mesuré en fonction du temps et payé comme salaire par le capital, est soumis à la pression de la concurrence, tout comme le cours de la monnaie. Le capital tel que nous le concevons aujourd'hui a pour corollaire le salaire, et dans les conditions du système actuel, le rapport de contrainte existant entre le capital et le salaire devient un instrument de maximisation impitoyable des profits et de minimisation des coûts au profit du propriétaire du capital. Avec le prix du marché, considéré aujourd'hui comme la valeur de la prestation, le produit de la vente et le revenu des fournisseurs de prestations deviennent des grandeurs interdépendantes et conditionnelles. L'interdépendance entre le produit du prix du marché et le revenu déclenche l'économie d'usure/de gaspillage ; l'impulsion de l'activité économique consiste alors à s'assurer un revenu aussi élevé que possible par le biais de la quantité de marchandises produites. Le fait que le revenu soit payé par le produit de la vente est un fait donné par

[80]

le déroulement économique. Le rapport de dépendance actuel se transforme toutefois, lorsque la valeur économique est reconnue et effective, en un rapport de répartition transparent, car c'est uniquement de cela qu'il peut s'agir dans le rapport entre le produit/resultat du travail et le revenu. Le besoin assumera alors clairement le rôle d'initiateur de la production ; c'est-à-dire lorsque la valeur de la prestation et le revenu correspondant ne dépendront plus, comme aujourd'hui, du prix du marché pour la prestation, mais que le prix s'orientera en fonction de la valeur économique de la prestation et du revenu qui lui correspond. Les fluctuations conjoncturelles, le chômage, l'insécurité des revenus et l'obligation de croissance qui en résulte sont les conséquences du déficit de connaissance actuel non avoué concernant la notion de valeur économique. Ce n'est pas en inondant le système économique existant de monnaie et de lois que l'on parviendra à surmonter son effondrement successif.



## ***Le concept de valeur économique comme prix "correct"***

Si l'on passe de cette représentation traditionnelle du prix du marché à la vision de Steiner, un changement doit s'opérer dans la conscience. L'origine du prix ne doit plus être vécue comme un coût mais comme une valeur. La valeur économique d'une prestation est une grandeur supérieure au prix. Le prix ne crée pas de valeur, mais compare des valeurs, car il est le résultat d'une comparaison entre valeur et valeur. Et il y a un prix "correct" pour les prestations lorsque leurs producteurs obtiennent de leurs recettes la satisfaction du postulat indiqué. Pour ce faire, il faut, en étant conscient du rôle de la valeur économique dans la formation des prix dans l'espace monétaire, s'efforcer de rapprocher le prix exigé pour un bien du point de vue de la production de la valeur qui lui est attribuée du point de vue du besoin ; un tel rapprochement n'implique absolument pas qu'il faille remplacer la libre circulation sous le signe de

[81]

l'offre et la demande, par une économie forcée/de contrainte. Attribuer à la nature, dans la mesure où elle est destinée à la consommation, et au travail humain un caractère de coût au lieu d'y voir des facteurs de création de valeur, c'est une toute autre conception de la structure de la société humaine que la conception de Steiner. La conception traditionnelle, qui remonte à une époque culturelle antérieure, l'époque romaine, voit la société sous la forme d'une pyramide de Maslow, dans laquelle une couche dirigeante possédant le sol, voire les moyens de production en général, est propriétaire des revenus des moyens de production selon la définition du droit romain, à partir desquels elle entretient les personnes travaillant sur les moyens de production au sens des coûts ; le revenu supplémentaire restant est du capital monétaire ou le rendement du capital existant sous la forme des moyens de production.

Dans le projet d'avenir de Steiner - vu d'aujourd'hui, c'est-à-dire d'abord de manière prospective - les trois facteurs de la formation de la valeur économique - nature, travail, esprit/intelligence - se trouvent, par le biais des nouveaux concepts de valeur économique et de capital qui en découlent, derrière les trois domaines de l'interaction humaine qui constituent la société : économie, droit, éducation/science. Comme les explications suivantes devraient le montrer clairement, l'économie, en tant que l'un des membres indépendants et autogérés de l'organisme social, n'a alors affaire qu'à la production selon la valeur comparée des marchandises ; le travail en tant que marchandise n'existe plus.

### ***La mesure économique***

En tant que porteurs de besoins et fournisseurs de prestations, les humains forment une communauté économique qui se répartit le travail. Comment peut-on s'attaquer à la tâche à résoudre, à savoir que chaque fournisseur de prestations puisse couvrir ses besoins à partir du produit de la

[82]

prestations des autres ? "Tout le travail qui peut être accompli ne peut provenir que de la population, et tout ce à quoi ce travail peut se rattacher doit provenir du sol ; car c'est ce dont chacun a besoin ..." (Rudolf Steiner, Cours d'économie nationale, GA 340, 14e conférence ; appelé ci-après NÖK/CEN) [9]. Imagi-



nons donc le nombre de personnes fondant une communauté économique, travaillant sur une surface de terrain dont elles ont besoin pour couvrir leurs besoins existentiels. Le quotient de la division du résultat du travail (valeur totale des prestations) par le nombre d'habitants représente le minimum vital par personne, auquel les besoins des individus attribuent la valeur qui coïncide avec la valeur que les producteurs exigent pour couvrir leurs besoins. Cette valeur, qui est égale à la prestation des besoins de chacun et de la production et avec laquelle chacun participe aux valeurs des autres proportionnellement au nombre de la population, est la mesure de l'évaluation mutuelle des prestations et des revenus qui leur correspondent mathématiquement, même au cours de l'évolution économique, comme il ressortira encore de nos explications. En tant que mesure, la valeur économique n'a pas seulement le côté de la chose, mais un nombre lui est attaché, de sorte que les prestations peuvent être mises en comparaison numérique/chiffrée. Cette fonction de la valeur en tant que nombre est assumée par l'argent en tant que moyen extérieur pour l'échange des prestations, et ce en conformité avec le postulat énoncé, lorsque la création monétaire et la formation de la valeur sont considérées ensemble, lorsque la quantité d'argent est considérée comme se rapportant à la valeur totale des prestations fournies par la communauté économique définie par tête, et à rien d'autre. C'est alors, et alors seulement, que la monnaie fait office de comptabilité des prestations, c'est alors seulement qu'elle n'a pas de caractère marchand et de valeur propre en raison d'une création sur une autre base ; la quantité de monnaie se fond en effet dans les prestations matérielles. Lors de la formation de la valeur, deux facteurs sont à

[83]

différencier, mais qui agissent toujours ensemble. Nous avons d'une part la nature en tant que substance en lien avec le travail physique effectué directement sur elle par un certain nombre de population en tant que force créatrice de valeur ; les prestations qui en résultent ont leur valeur la plus élevée, en termes monétaires, en raison du travail corporel directement mis en œuvre. Le concept de valeur au sens économique ne peut s'appliquer qu'au résultat du travail, ni au travail en soi, ni à l'objet naturel non travaillé. Comme une deuxième formation de valeur, nous avons le travail en tant que substance en lien avec l'esprit qui l'organise et le dirige dans la manifestation de l'intelligence humaine comme force créatrice de valeur. L'organisation du travail par l'esprit confère au travail lui-même, en liaison avec sa direction liée à l'objet, une valeur économique dont l'équivalent monétaire est le capital dans la nouvelle conception. Celui-ci correspond à la valeur du résultat du travail corporel qui est épargné suite au deuxième facteur de formation de valeur. Cette deuxième formation de valeur, qui initie le développement économique en émancipant le travail physique de son lien direct avec la base naturelle, a un effet compensatoire sur la première ; elle augmente le nombre de prestations individuelles, réduit le nombre de valeurs sous forme d'argent correspondant à ces prestations individuelles et/ou réduit le nombre d'humains travaillant corporellement sur les moyens de production, libère les humains du travail corporel sur les moyens de production. L'effet de la deuxième création de valeur en tant que facteur de formation de capital ne conduit pas, grâce à la création mo-





nétaire nouvellement conçue, à un capital monétaire individuellement éliminable, tel qu'il résulte du système monétaire actuel et tel qu'il est recherché. Comme la valeur du surplus de prestations généré par l'organisation intelligente du travail se compense avec la diminution correspondante de la valeur du travail corporel qui s'y rapporte, le total de la valeur des marchandises produites dans l'espace monétaire reste le même, par rapport à une population donnée, leur valeur reste

[84]

reste globalement la même pour une population identique. Ce que chacun produit comme valeur comme minimum vital dans l'état de la première formation de valeur, le travail appliqué à la nature, est réalisé dans l'espace monétaire sous l'effet de la deuxième formation de valeur, le travail organisé par l'esprit, en répartissant le travail ; la valeur reste la même par rapport au même nombre de population, mais plus de prestations reviennent à la même valeur.

### ***La valeur économique en tant que raison synthétique active économiquement***

C'est le point crucial dans la compréhension par Steiner de la valeur économique et de son effet sur la formation des prix : "Le rapport de valeur qui est produit pour le travail de la terre par le rapport entre le nombre de la population et la surface utile du sol" (NÖK/CEN). La difficulté de compréhension réside probablement dans le fait que l'idée de ce rapport de valeur ne provient pas de l'expérience, que sa vérifiabilité sous forme d'expérience ultérieure (a posteriori) n'est pas exclue, mais qu'elle n'a pas été obtenue directement de manière empirique - par exemple sur la base de l'observation de peuples naturels en Amazonie. Y a-t-il dans cette pensée une allusion à ce que Steiner décrit comme imagination ? Le rapport de valeur n'est pas seulement une étape préalable à l'agriculture, qui est à la base de l'économie. Il s'agit de la mesure comme clé de la transparence dans tous les domaines de la fourniture de prestations, dans le domaine du travail corporel et spirituel, ainsi que de la transparence des revenus dans les catégories particulières de consommateurs. Et c'est ce que fournit la valeur économique, qui devient une valeur parce qu'elle réunit l'aspect extérieur et l'aspect intérieur relatifs à l'humain qui produit et qui consomme dans l'état social imaginaire originel - un état quasi pré-économique - comme son moment de naissance :

[85]

1. le minimum de la prestation nécessaire à l'existence avec le maximum du travail corporel fourni (avec le début de la deuxième formation de valeur, le minimum de la prestation se transforme en un plus et le maximum du travail corporel en un moins, mais la valeur totale des prestations ne change pas).
  2. la valeur de production avec la valeur de besoin (avec le début de la deuxième formation de valeur, l'unité de valeur se désagrège, mais peut être à nouveau atteinte par la formation des prix).
  3. la quantité de prestations produites par l'individu avec la quantité d'argent qui lui revient (avec l'entrée en vigueur de la deuxième formation de valeur, ce rapport de valeur ne change pas en raison de la compensation indiquée).
- Avec la quote-part de la création monétaire nouvellement définie revenant à chaque individu, qui est tout d'abord identique à son revenu calculé, chacun participe, proportionnellement au nombre d'habitants, aux résultats du travail



des personnes travaillant dans la même zone monétaire. Cette participation n'entre en vigueur qu'avec l'instauration de la division du travail en raison de la deuxième formation de valeur. Le problème qui se pose alors est que la valeur attribuée par le besoin à la prestation et la valeur exigée par la production ne coïncident plus, qu'elles divergent, d'où le problème à résoudre posé au début. Du fait que, grâce à la deuxième formation de la valeur, de plus en plus de prestations sont attribuées au cours du développement économique à la quantité d'argent revenant mathématiquement à l'individu, il n'y a pas de nécessité d'uniformisation ; les besoins des individus peuvent aussi être amenés à accomplissement par des systèmes différents /conditionnés par la connaissance, par la formation des prix : sur la base de l'observation des besoins et de leur effet sur les prix, seront, dans l'intérêt de la prospérité économique basée sur la satisfaction des besoins au moyen de la pondération des valeurs à produire,

[86]

prises des dispositions pour la production, de sorte que le prix des prestations produites se "rapproche" de leur valeur économique par le biais de la quantité de production. En effet, en rapprochant la valeur de production et la valeur de besoin de la valeur économique, la valeur d'orientation des revenus, par le biais de la quantité de production - augmentation ou diminution -, la participation à la fourniture de prestations dans le cadre de la division du travail est garantie en permanence ; la part de valeur égale des individus dans la valeur de la prestation globale de la population se poursuit aussi avec le début de la deuxième formation de valeur, car l'augmentation de la valeur des prestations matérielles se compense avec la valeur du travail physique économisé en conséquence. La part de la valeur des différentes prestations dans la valeur totale des prestations peut ainsi varier sans que la participation en soit affectée. Ce que l'on appelle le rapport de valeur, c'est-à-dire le rapport entre le travail corporel - même résiduel - de la population sur les moyens de production, doit être pensé, dans le sens de la première formation de valeur - le travail sur la nature - sous la forme d'une projection permanente du nombre de la population sur la surface de sol dont elle a besoin ; car ce rapport est justement soumis à des changements permanents dans la pondération des différentes valeurs produites au sein de la valeur totale constante produite, ainsi qu'à des changements dans le nombre d'humains participant à la production partielle en question. Dans la première partie de la proposition précédente, le résultat du travail est ce qui est conditionné par ce rapport ; dans sa deuxième partie, par la création monétaire liée à ce résultat, ce qui est conditionné devient ce qui conditionne le prix des résultats du travail qui apparaissent sous l'effet de la deuxième formation de valeur, si et parce que la production s'oriente vers la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation. (C'est ce qui fait de la science économique un lien entre la science de l'être et la science du devoir-être). La quintessence du cours d'économie nationale [9] : Comparaison de la formation des prix au rapport de valeur, les prix comme *résultats* de la valeur de la demande liée aux besoins et en même temps

[87]

comme *formation* initiatrice de valeur pour la satisfaction des besoins. En raison du rapport en constante évolution entre la quantité de travail à fournir et la quantité de biens à produire, Steiner souligne dans la 14ème conférence du



NÖK/CEN que l'on ne peut pas demander sans plus : combien de noix vaut une pomme de terre ? Qu'il s'agit plutôt de se demander : la noix signifie un produit naturel, lié au travail humain ; la pomme de terre signifie un produit naturel, lié au travail humain ; comment les deux valeurs se comparent-elles ?

Toutes les propositions de renouvellement de la monnaie faites jusqu'à présent souffrent de l'incompréhension des notions nouvellement conçues : valeur économique, capital, création monétaire, prix, de leurs relations et de leurs fonctions. La valeur des différentes prestations, la formation et la fonction du prix restent toujours dans l'indétermination. Lors d'un congrès à Dornach à la fin des années 70 du siècle dernier, Hans Georg Schweppenhäuser, mentionné dans l'une des dernières lettres de lecteur de "L'Européen", s'est vu demander par exemple comment il se représentait la création monétaire selon Steiner. Se référant sans doute à la déclaration de Steiner selon laquelle la monnaie est la somme des moyens de production utilisables sur lesquels un travail corporel est effectué, Schweppenhäuser a estimé que la masse monétaire devait être liée aux investissements pour les moyens de production artificiels. La réaction de celui qui écrit fut : Steiner ne peut pas avoir pensé cela de cette manière, et il se mit à étudier le cours d'économie nationale. Schweppenhäuser n'a pas tenu compte de l'effet compensatoire mentionné du deuxième facteur de formation de la valeur, selon lequel, en raison de la formation croissante de capital par ce dernier, les dépenses d'investissement monétaire pour les moyens de production diminuent, il réduit la masse monétaire de la contre-valeur du travail corporel épargné, c'est pourquoi il n'a pas tenu compte de l'argent de donation pour les revenus des personnes dispensées du travail corporel sur les moyens de production à partir de la création monétaire, c'est-à-dire

[88]

liée au nombre de la population et à la quantité de monnaie qui y est liée.

### ***La définition de la monnaie par Steiner***

La monnaie, définie par Rudolf Steiner comme la "somme des moyens de production utilisables, sur lesquels un travail corporel est fourni, (...) parmi lesquels on trouve en premier lieu le sol et la terre" (NÖK/CEN), découle du rapport de valeur qu'il a mis en évidence. Le travail corporel épargné par son organisation directement sur le sol se poursuit sur des moyens de production artificiels, financés par la contre-valeur du travail corporel épargné, le capital. Nous devons voir dans les moyens de production artificiels le prolongement du sol, d'où sortent désormais davantage de prestations individuelles, dont la valeur totale reste cependant identique par rapport au nombre de la population, représentée par ce que Steiner appelle l'argent d'achat. En effet, tout argent se rapporte à des prestations matérielles par sa naissance avec la formation du rapport de valeur caractéristique, à savoir par son lien avec des prestations produites par le travail physique sur les moyens de production. Au sein de l'argent d'achat circule, en tant qu'équivalent du travail corporel directement épargné sur le sol, le capital destiné à élargir la production matérielle sous la forme de l'argent de prêt désigné par Steiner et/ou en tant que revenu des actifs spirituels et des purs consommateurs sous la forme de l'argent de donation. Le besoin et la production, dans lesquels intervient la formation du capital, modifient la part de valeur des différentes prestations dans la valeur totale des



prestations. Cela vaut naturellement aussi pour les moyens de production artificiels, raison pour laquelle leur valeur de fabrication ne peut pas être un critère de la création monétaire. La compréhension du lien entre le rapport de valeur caractérisé et la création monétaire permet aussi de comprendre immédiatement que l'argent a fait son temps, qu'il devient vieux, en passant de l'acheteur d'un bien à son fabricant en tant que vendeur,

[89]

pour qu'il circule à son tour comme revenu pour l'acquisition d'un produit naturel nouvellement transformé. L'auteur a expliqué en détail le maniement pratique du nouveau système monétaire, jusqu'à la gestion des comptes, dans son ouvrage "Das neue Geld (Le nouvel argent)" [10].

[90]

## **De l'urgence de redéfinir les concepts économiques**

### ***Conséquences de l'attachement à des représentations économiques dépassée***

L'économie et la société se dirigent vers un cataclysme. Au moyen de la multiplication de l'argent, de lois et de réglementations, le système économique et financier doit être préservé d'un effondrement immédiat - une pensée typiquement européenne, mais qui, en fin de compte, ne fait que tyranniser la vie économique et sociale. Les désordres économiques et sociaux sous forme d'effondrements conjoncturels, de chômage et de croissance forcée ne peuvent toutefois pas être maîtrisés par des idées issues d'un édifice théorique qui, de par sa nature, n'est plus adapté à la vie économique moderne. Aux leviers de commande du pouvoir, on change les personnes, mais pas les contenus de pensée ; on empêche une nouvelle formation de la pensée sur les concepts qui se trouvent derrière les institutions économiques et sociales. On parle et on écrit certes beaucoup sur les réformes, mais on reste toujours attaché aux idées traditionnelles, sans jamais toucher de manière critique aux idées qui ont justement donné naissance à ce qui doit être réformé.

Quel type de pensée, quels concepts se cachent donc derrière les problèmes mentionnés, qui concernent en fin de compte la question de la répartition des revenus ? Dans le système actuel d'économie de marché, la valeur d'une prestation économique (le résultat d'un travail) est le produit de sa vente, son prix sur le marché. Le revenu est payé à partir du produit/de la recette de la prestation. Dans cette conception actuelle de la valeur, le produit de la vente et le revenu sont des grandeurs qui se conditionnent directement l'une l'autre, mais dont le rapport avec la valeur économique proprement dite des prestations, qui reste à expliquer, est justement indéterminé et aléatoire. Sur le

[91]

Le profit de la production de biens repose sur le hasard du marché. Assurer la médiation entre la consommation et la production de manière rationnelle, de sorte que le hasard du marché disparaisse, n'est pas possible dans le mode de pensée traditionnel actuel. Dans le système actuel, l'impulsion de l'économie consiste justement à se procurer un revenu aussi élevé que possible par le biais de la quantité de biens produits, et c'est la conjoncture du moment qui détermine dans quelle mesure les flux de production et de pouvoir d'achat se correspondent plus ou moins. Dans la conception actuelle de la valeur économique,



on pense tout à fait en termes de production, et celle-ci s'oriente en fonction de la demande à stimuler, qui ne peut toutefois pas décider à elle seule si un bien peut être produit à la valeur économique définie ci-après.

La différence entre le produit de la vente des prestations et leur coût de production fait aujourd'hui partie du capital dont dispose le propriétaire de l'entreprise. Avec le produit de la vente, il paie ce que l'on appelle le salaire du travail, qui, dans la pensée économique actuelle, représente un facteur de coût au sens d'une valeur de marchandise. L'intérêt du propriétaire du capital est donc de minimiser ces coûts, d'où le chômage. Tant que l'excédent du produit de la vente, qu'il faut si possible maximiser, est compté dans la masse du capital, le salaire est payé par le capital en tant que coût du travail : le capital et le salaire dans la conception actuelle se conditionnent mutuellement, comme le pôle nord magnétique conditionne le pôle sud magnétique. Attribuer un prix au travail en soi, et donc une valeur au sens actuel, remonte à l'industrialisation, depuis que l'économie a été organisée du point de vue de la production. Le capital selon cette définition ne peut toutefois se maintenir et se multiplier - durablement - que dans la mesure où une extension permanente de la production de biens est possible en même temps qu'une augmentation de la masse monétaire : en cas d'extension continue de la masse monétaire, les revenus du capital peuvent augmenter,

[92]

sans que les revenus du travail (salaires) ne doivent se contracter. Toutefois, pour que cette augmentation de la masse monétaire ne se traduise pas par de l'inflation, la production de biens doit être augmentée dans la même mesure. D'où l'obligation de croissance inhérente au système actuel.

### ***Le changement de mentalité***

Les conditions économiques dans lesquelles nous vivons sont le résultat de la pensée et de la volonté humaines. Mais on s'y est tellement habitué qu'on les prend comme des phénomènes naturels et qu'on pense devoir s'en servir pour se faire une opinion sur ce qu'il faut changer, au lieu de maîtriser les faits par une nouvelle approche. Il faut changer de mentalité : en raison du développement historique de la notion de valeur et de capital - l'économie par le travail des esclaves, par le servage, par le travail en tant que marchandise - les pensées économiques se sont développées, comme nous l'avons dit, dans le sens de la production. A l'avenir, elles devront s'éloigner de la production pour se tourner vers la consommation. Alors que le salarié n'est intéressé par la vie économique, telle qu'elle se déroule aujourd'hui, qu'en tant que consommateur, le capitaliste n'est intéressé par la vie économique qu'en tant que producteur, et ce du point de vue du rendement ; il ne peut en être autrement aujourd'hui. Dans la structure économique actuelle, il n'est pas possible de parvenir à une harmonisation des intérêts. Pourtant, le problème et la nécessité d'harmoniser les intérêts des consommateurs et des producteurs deviennent de plus en plus aigus ; on pouvait lire dans la rubrique économique de la Neue Zürcher Zeitung (Nouveau journal de Zurich) du 19 janvier 2016 qu'à l'occasion du World Economic Forum (WEF) de cette année à Davos, la prochaine automatisation globale des processus de production serait thématifiée sous le terme d'Industrie 4.0.

[93]





La question du prix doit être placée au centre de la réflexion économique. La réflexion doit s'orienter vers la question de l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations. Dans son article "Dreigliederung und soziales Vertrauen (Kapital und Kredit)" (Triarticulation et confiance sociale (capital et crédit)), Rudolf Steiner a formulé le problème et en même temps le postulat qu'il a décrit ailleurs comme la cellule originelle de la vie économique : dans le libre échange, sous le signe de l'offre et de la demande, les valeurs réciproques des prestations doivent se former de telle sorte que la valeur d'un produit corresponde essentiellement à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin pendant le temps qu'il consacre à la production. - Il a ensuite lui-même fourni la réponse dans son Cours d'économie nationale [9] avec sa reconnaissance de la valeur économique supérieure/surordonnée au prix et de la création monétaire qui y est liée : la valeur économique doit être pensée comme le résultat du travail d'abord purement corporel d'une population sur la surface de sol dont elle a besoin. Ce résultat de chose, substantiel du travail de ce nombre de population est accompagné d'un chiffre en tant que création monétaire, qui détermine nominalement la valeur de ce résultat du travail. Dans le nouveau système, l'argent devient la comptabilité des prestations : d'une part en raison de sa mesure de valeur : la quantité d'argent est liée à la création de valeur substantielle et uniquement à celle-ci, d'autre part par son mode de circulation : celle-ci est liée à la circulation des valeurs réelles, ce qui implique qu'à chaque acte d'achat d'un bien, l'argent dépensé à cet effet a fait son temps, qu'il entre dans la production de biens et qu'il vient de nouveau en circulation avec les rémunérations des revenus pour le cycle de production suivant.

Dans le processus de création de valeur économique, le "pôle substance" mentionné sous la forme du travail purement corporel sur la base du sol s'oppose au "pôle esprit", véritable moteur du processus économique de division du travail, qui comprend la direction, l'organisation du travail par l'esprit humain. Grâce à l'organisation du travail par l'esprit, le travail, en liaison avec la nature, obtient

[94]

avec sa direction liée à l'objet, une valeur économique dont l'équivalent monétaire est le capital. Celui-ci correspond à la valeur du résultat du travail corporel qui est épargné grâce au pôle de l'esprit qui entre en action dans le processus de création de valeur. Comme la valeur du surplus de prestations généré par l'organisation intelligente du travail se compense avec la réduction correspondante du travail physique qui s'y rapporte, le total de la valeur des marchandises produites dans l'espace monétaire reste le même par rapport à un nombre de population donnée, leur valeur reste globalement la même pour une population identique ; mais pas la valeur du bien particulier, qui est dépendant de la formation de capital servant à l'extension de la production. En d'autres termes, la valeur économique totale de la création de valeur produite au cours d'une période de production représente, à nombre de population restant égal, une constante qui peut être saisie nominalement en tant que masse monétaire. Celle-ci représente la somme des revenus de cette communauté économique ou, idéalement, la somme des prix des biens produits pendant cette période de production qui se rapproche de la valeur économique. Le quo-



tient de la masse monétaire divisée par la population donne la quote-part sociale, la mesure du revenu ou de la valeur de la prestation économique de chaque individu. Dans la réalité, les revenus sont variables par rapport à la quote-part sociale. Avec sa quote-part sociale, chacun participe proportionnellement aux résultats du travail des personnes travaillant dans la même zone monétaire/de devise. On obtient ainsi une adéquation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines, ce qui permet de surmonter le conflit social séculaire. Le besoin remplace l'économie de marché, fondée sur l'idéologie et sans perspective pour le consommateur, en tant qu'initiateur de l'économie. Le produit de la vente des résultats du travail et le revenu sont découplés de la dépendance catastrophique mutuelle grâce à la reconnaissance de la valeur économique comme valeur de référence.

[95]

Le capital obtient un aspect tout à fait nouveau et conforme à la réalité en ce qui concerne sa création et le sens de son augmentation. Le capital généré, partie intégrante de la masse monétaire, sert à l'entretien ou à l'extension de la production matérielle ainsi qu'à la formation de revenus pour ceux qui, en raison de la rationalisation effectuée, sont libérés de la production matérielle pour d'autres activités correspondant aux besoins sociaux du moment. Ce capitalisme lié aux capacités humaines ne doit pas être confondu avec l'économie monétaire actuelle. A partir de la compréhension de ce qu'est la valeur économique et le capital, le travail et le capital sont libérés de leur rapport de rendement aujourd'hui concurrentiel, dans lequel toute formation des prix est aujourd'hui enfermée, et les problèmes fatals actuels que sont la conjoncture, le chômage, l'économie d'usure, l'obligation de croissance, causes des affrontements géopolitiques actuels, deviennent sans objet.

### ***Les trois membres de l'organisme social en tant que facteurs déterminants de la formation du capital, du travail et de la formation des prix.***

De l'attribution des nouveaux concepts de capital, de travail et de valeur économique aux domaines constitutifs de la société humaine que sont la vie de l'esprit (avec la science et l'éducation), la vie de droit et la vie de l'économie, unifiés aujourd'hui sous le concept d'État central, apparaît l'impulsion nécessaire à une organisation saine de celle-là même, dans laquelle aucun domaine ne s'érige plus en "superstructure" et ne porte préjudice aux autres. La société ne se divise plus en classes et en partis. Chaque humain se trouve dans son activité dans les domaines autogérés désormais pertinents. C'est ainsi que la domination de l'économie sur les domaines orientés vers leur valeur d'usage économique qui prévaut à l'époque historique actuelle de l'empire anglo-américain, et tombant dans la décadence,

[96]

droit et éducation, est dépassés. En vertu de la mesure inhérente à la valeur économique, l'État central actuel peut être transformé en un organisme social triarticulé afin de libérer les forces créatives humaines dans l'activité économique. Un aspect essentiel de cette triarticulation est l'économie axée sur l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations, qui ne dépend plus des institutions et des administrations étatiques, mais qui repose désormais sur ses propres bases sous la forme des associations. Leur sens réside dans le fait que





n'est qu'elles conduisent à des situations de plus en plus brutales.

98

des rapports sociaux plus aristocratiques, toujours plus de lois, de réglementations, de contrôles, de surveillance, etc. Ce n'est que lorsque le levier est actionné à la base de la création monétaire que la situation devient critique pour le système établi. De quoi s'agit-il ?

### ***L'argent dans sa fonction de moyen d'échange et de transmission de valeur.***

Il s'agit du fait que la création monétaire actuelle n'a aucun lien intrinsèque avec la création de valeurs économiques sous forme de biens de consommation. Ceux-ci sont des valeurs parce que, d'une part, le besoin des consommateurs leur attribue une valeur et, d'autre part, leur producteur leur attribue une valeur pour couvrir ses besoins. Dans une économie d'autosuffisance, telle que la représente l'économie en nature à l'origine, la valeur de besoin et la valeur de fabrication coïncident, se recouvrent. Ce n'est qu'avec la division du travail qu'elles divergent et qu'apparaît l'argent, l'économie monétaire. L'économie monétaire remplace ainsi l'économie en nature, qui reposait sur le simple échange des biens de consommation. L'argent, qui dans certains cas avait encore une valeur matérielle, devient le représentant, le moyen d'échange et de transmission de la valeur des biens de consommation. En fait, il ne devrait avoir qu'une valeur fonctionnelle, dans laquelle il représente des rapports numériques, les chiffres étant fixés sur un support qui peut circuler ou qui permet un transfert de propriété comptable. Mais il circule aujourd'hui en tant que marchandise à côté d'autres marchandises en raison de sa création certes sans rapport avec la valeur des prestations, mais néanmoins liée à un "quelque chose" en tant que nombre, par un maniement instinctivement réel. Dans ses fonctions actuelles, il est un moyen d'échange général, donc généralement vendable et acceptable pendant son existence, un moyen de transfert de valeur, mais aussi de conservation de valeur, qui reste en circulation contrairement aux biens de consommation. Cette dernière valeur fonctionnelle de l'actuel

99

Le pouvoir de l'argent s'est également transmis à ce que l'on appelle aujourd'hui le capital monétaire, sous la forme de la thésaurisation. Celle-ci reflète toujours le point de vue d'autosuffisance dominant de la pensée économique existante, dont les contenus sont justement marqués par une époque culturelle dépassée.

La division du travail signifie que les prestations (résultats du travail) doivent être échangées, ce qui se reflète dans le prix en tant que résultat de ce que nous appelons l'offre d'argent contre l'offre de marchandises ou la demande de marchandises contre la demande d'argent ou la demande de marchandises contre l'offre de marchandises. Or, si l'on considère que le sens de l'activité économique, au lieu de la réalisation d'un gain en capital tel qu'on le conçoit aujourd'hui, est la satisfaction des besoins par la fourniture de prestations - ce que nous supposons ici -, le prix devrait être un moyen de reconnaissance du fait que les prestations produites par la division du travail s'attribuent mutuellement, dans le prix, une valeur telle que chaque fournisseur de prestations puisse, grâce au produit de sa prestation, couvrir ses besoins à partir des pres-



tations des autres, dans le temps qu'il lui faut pour produire une prestation identique ou équivalente. Cette valeur doit pouvoir être chiffrée en tant que quantité (monétaire). En tant que chiffre, elle exprime un rapport : celui des recettes des prestations individuelles élaborées par la communauté humaine en se répartissant le travail entre elles ainsi que celui des recettes des prestations individuelles par rapport aux revenus individuels. En face des besoins, il y a les prestations élaborées par la division du travail pour les couvrir et il est exigé que les revenus et les prix des prestations se fondent les uns dans les autres en termes monétaires, que la valeur des prestations, en dépit des changements permanents dus à la formation de capital (mais maintenant dans un sens nouveau et conforme à la réalité, qui doit encore être expliqué), et les revenus, en tant que porteurs de besoins, se correspondent. Une valeur des prestations et des revenus ainsi postulée et représentée au moyen de l'argent ne peut être saisie dans sa genèse qu'en relation avec la genèse réelle des prestations, et ce, à nouveau, seulement

100

dans leur moment de naissance, où la valeur qui leur est attribuée par le besoin et celle exigée par la production se recouvrent et se fondent l'une dans l'autre. C'est pourquoi cette valeur, qui se définit de telle sorte que la demande liée aux besoins et la fourniture de prestations se compensent constamment en termes monétaires et numériques sous forme de revenus et de produits de prestations, ne peut être réalisée qu'au moyen d'une identité entre le réel (biens de consommation, marchandises) et le nominal (masse monétaire), c'est-à-dire lorsque la formation de la valeur des marchandises et la création de monnaie sont liées. Lorsque la marchandise et l'argent ne sont plus pensés l'un à côté de l'autre, mais qu'il y a la valeur (sous forme de marchandise) et qu'elle a deux côtés : un côté réel et un côté numérique. C'est la valeur, ou plutôt le concept de valeur, qui est à la base de ce que Rudolf Steiner a appelé la "cellule économique originelle" et que j'ai appelé dans mes écrits le "taux social". Le texte ci-dessous explique plus en détail comment elle est créée en tant que facteur d'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations et comment elle reste une référence malgré les changements dans les besoins et dans les prestations fournies.

### ***Conséquences de l'économie monétaire actuelle***

C'est de l'économie de troc originelle, de l'échange de marchandises finies sous forme d'offre et de demande, que découle l'assimilation normative du prix et de la valeur des marchandises, habituelle dans la pensée actuelle orientée vers l'économie de marché. Cette assimilation a été reprise par l'économie monétaire existante en raison de l'absence de lien entre la création de monnaie et la formation de la valeur des marchandises à proprement parler. Il en résulte que le produit du prix des marchandises et le revenu, qui est payé par le premier, se conditionnent mutuellement, se trouvent dans un rapport de dépendance réciproque, ce qui peut conduire et conduit à des crises conjoncturelles.

101

La prétendue solution de l'évaluation mutuelle des marchandises pour équilibrer la consommation et la production est transposée dans le système d'équilibre de l'économie de marché que l'on suppose aujourd'hui, avec l'idée que





l'offre et la demande s'équilibrent en termes de prix. Si l'offre et la demande étaient effectivement équilibrées au niveau du prix, elles devraient, selon la compréhension logique de l'identité, être égales par rapport à une grandeur de mesure supérieure, à savoir la valeur économique en tant qu'étalon de valeur supérieur pour les prestations et les revenus. Le prix serait alors une grandeur de comparaison par rapport à la valeur économique et il faudrait tendre vers leur coïncidence. Mais cela rend impossible la création monétaire "décousue" : le prix reste dans l'indétermination par rapport à la valeur économique des prestations esquissée ci-dessus. En vertu du droit romain, le propriétaire de la propriété productive dispose du revenu qu'elle génère, à partir duquel sont payés ceux qui la fournissent par leur travail. Le surplus se calcule par rapport au capital ; c'est le rendement du capital. Le travail reçoit un prix en tant que facteur de coût, dont la minimisation conduit au chômage ; mais il est aussi l'occasion d'obtenir un revenu, d'où l'économie d'usure actuelle. La valeur marchande du travail découle de la confusion entre le juridique et l'économique. Dans le système actuel, toute formation des prix est donc coincée dans la lutte entre le prix du travail et le bénéfice du capital. La lutte entre le taux de profit et le taux de salaire, comme l'appelait Marx, était une lutte pour la masse monétaire tant que celle-ci, liée à l'or, était limitée dans son augmentation. Depuis le début des années 70 du siècle dernier, les banques centrales peuvent augmenter la masse monétaire sans tenir compte des réserves d'or. Ainsi, le capital monétaire peut croître sans que le revenu du travail ne diminue, mais la croissance du produit national devient obligatoire pour obtenir un gain de capital monétaire.

102

### ***L'économie monétaire devient une économie de crédit***

L'industrialisme s'est développé avec l'avènement des sciences naturelles et de la technique. Avec lui s'est insinuée une conception de la création de capital et du gain de capital sous forme d'argent qui remonte à l'économie agraire. Elle confond la rente foncière au sens du rendement du travail du sol, compte tenu de la productivité, avec le gain de capital monétaire, au sens actuel de l'excédent de rendement issu de la vente de prestations industrielles. Dans le travail du sol, il y a toujours une certaine formation de rente, sans laquelle l'humanité ne pourrait pas exister. C'est d'elle que vivent les enfants, les mères, les malades et les personnes âgées. En raison de l'augmentation quantitative et de la plus grande différenciation des prestations industrielles produites de manière rationnelle, leurs prix devraient baisser par rapport aux prix des prestations produites par l'agriculture. Une augmentation permanente de la masse monétaire par le biais du financement à crédit des investissements industriels d'extension monétise au contraire le gain de rationalisation dans l'industrie - gonfle les prix de l'industrie - et conduit à des gains de capital financier, tandis que l'économie agricole est ruinée en termes de prix. Rationaliser signifie en effet : produire plus de prestations avec la même quantité de travail ou produire autant de prestations avec moins de travail. Cela signifie que de plus en plus de prestations industrielles, "gonflées" en termes de prix, peuvent être vendues avec un gain de capital financier grâce à un nombre toujours plus grand de personnes par tête consommant la même chose ou à un nombre



toujours plus grand de personnes par tête "usant" la même chose. Il ne faut pas voir cela au niveau de l'entreprise individuelle, mais au niveau de l'industrie dans son ensemble, à savoir que les bénéfices proviennent de la différence entre les recettes issues des prestations dont les prix ont été gonflés et les coûts de leur production plus rationnelle.

C'est là l'effet pas facile à comprendre, en fait le "miracle" génial" de la création monétaire "incohérente", à savoir qu'elle par la monétisation des gains de rationalisation, entre autres au moyen

103

des crédits des banques commerciales conduit à des gains en capital éliminables par l'argent et à une augmentation de la fortune par le biais de dettes croissantes. L'industrie peut libérer des personnes pour d'autres productions industrielles en raison de l'économie de travail et de la division du travail. L'agriculture, pour des raisons d'autosuffisance, ne peut que libérer des travailleurs pour des activités non agricoles. Elle le fait à l'aide de prestations industrielles qui sont dues au capital que l'agriculture constitue en contrepartie du travail physique épargné en son sein.

Les explications données jusqu'à présent et celles qui suivent indiquent qu'il est urgent de changer de mentalité et de ne plus s'accrocher aux habitudes de pensée si l'on veut éviter des crises et des conflits économiques et sociaux toujours plus graves.

Dans la conception traditionnelle, le capital provient du bénéfice des entreprises, c'est-à-dire de la différence entre le rendement de la production et les coûts de production, ces derniers constituant globalement les coûts du travail. Selon cette conception, le capital physique et le travail sont des marchandises qui s'achètent et se conditionnent mutuellement. Or, le capital est associé à deux qualités opposées, qui relèvent de deux domaines distincts de la vie sociale. D'une part, le capital dépend, dans son utilisation productive, des capacités et des talents qui constituent le domaine de vie intellectuel et culturel de la société, dans lequel règne la diversité individuelle, l'"inégalité" des hommes. La viabilité de l'économie et de la société dépend des capacités et des talents individuels ainsi que de leur libre épanouissement. D'autre part, le capital est en propriété, un rapport juridique entre les hommes qui exclut les tiers de la disposition de l'objet de la propriété, et en tant que tel, il a un pouvoir sur le travail des hommes, il peut faire travailler les hommes selon ses intentions ou les faire travailler selon ses désirs.

104

faute de rendement du capital au sens actuel du terme, faute de profit pour l'entreprise au sens précité, ce qui entraîne un effondrement de la conjoncture et du chômage en raison de la perte de revenus. Et c'est pour éviter cela que la croissance économique est obligatoire, car le capital au sens actuel du terme ne peut être créé et croître qu'en raison d'une extension constante de la production matérielle et d'une augmentation simultanée de la masse monétaire. Avec le capital matériel (moyens de production) et le travail en tant que marchandises, le juridique se confond avec l'économique, ce qui est rendu possible par la création monétaire "incohérente" actuelle. Or, les rapports de travail entre les hommes doivent être réglés uniquement dans le cadre de la vie juridique de la société, dans laquelle le principe de "l'égalité" s'applique entre les hommes,



de sorte que le travail est dépouillé de son caractère de marchandise. Et le droit de propriété sur le capital doit être lié à la période d'utilisation compétente de celui-ci, de sorte que le passage à un propriétaire compétent suivant devient un acte purement juridique.

L'industrialisme et la division du travail apparus avec les sciences naturelles et la technique exigent inévitablement la formation de nouveaux concepts d'argent, de création monétaire et de capital, qui doivent se traduire sans détour dans les réalités économiques. Il ne s'agit nullement de rejeter l'augmentation du capital, mais de reconnaître qu'elle ne peut pas être, dans sa conception actuelle, le pouvoir sous lequel les branches de production de l'économie sont contraintes de se placer, mais de reconnaître comment elle peut, à partir d'une compréhension des réalités économiques effectives, conduire à une organisation de la vie économique qui tienne compte de tous les besoins corporels et spirituels des hommes. Et pour cela, il faut dépasser le concept traditionnel de capital et l'obligation de croissance qui en découle, et ce à l'aide de la reconnaissance du "deuxième" facteur de formation de la valeur expliqué ci-après, à savoir la direction intelligente du travail physique sur la base naturelle et de-

105

l'économie quantifiable en argent, ce qui définit le nouveau concept de capital : Le capital est la contre-valeur du résultat du travail physique économisé directement sur le sol, libérant les hommes du travail existentiel à fournir directement sur le sol.

### ***La création de monnaie en tant qu'étalon de valeur pour les prix et les revenus.***

L'homme, en tant que porteur de besoins et fournisseur de prestations, est coincé entre deux pôles de la création de valeur, entre la matière, sous la forme de la nature et de son rendement, et l'esprit, sous la forme de l'intelligence humaine, des talents individuels et des idées. Les besoins proviennent de l'esprit, les biens de la nature. Le travail est l'intermédiaire. Il s'associe à la matière, c'est l'un des pôles de la formation de la valeur. En soi, le travail n'a pas de valeur économique ; il forme des valeurs. Il travaille la matière en étant guidé par des idées et des talents du côté intellectuel, l'autre pôle de la formation de la valeur ; c'est le pôle de "l'organisation intelligente du travail", d'où partent la formation du capital et la différenciation des prestations. Comme tout le travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population et que tout ce dont l'homme vit provient de la nature, la formation de la valeur repose sur le résultat du travail physique de la population sur la surface du sol dont elle a besoin pour son existence, à présenter comme une simple économie en nature. Lorsque ce résultat du travail, dans lequel coïncident le minimum vital, la valeur de besoin et la valeur de production, est associé à un chiffre, la création monétaire, chacun participe à la quote-part de chacun par rapport à la population, par le biais de la quote-part qui lui revient (la "quote-part sociale"), quotient de la division de la valeur totale des prestations par le nombre d'habitants. Or, la valeur de la quote-part sociale n'est pas quelque chose de fixe sur le plan matériel, elle est en constante évolution sur le plan matériel,

106

En effet, elle est soumise aux fluctuations de la productivité de la nature ainsi



qu'à la formation de capital par les talents et les idées changeants des hommes ; elle est en outre soumise aux conditions de travail fixées par le droit. Au moyen d'un transfert de travail et de production en quantité convenu de manière associative, on obtient un équilibre entre les besoins fluctuants et la formation changeante de la valeur des prestations en s'orientant vers les quotas sociaux fixés par la monnaie à atteindre. Le hasard du marché, jusqu'ici lié à la création de monnaie, disparaît avec cette compensation.

La compréhension de l'interaction des deux pôles de formation de la valeur permet de comprendre que le surplus de prestations se compense par l'orientation intelligente du travail avec la contre-valeur du moins de travail physique, de sorte que la valeur des prestations reste toujours globalement la même pour un même nombre de population. La valeur totale des prestations économiques d'une zone économique et monétaire prospective au sens précité représente donc une grandeur constante liée au nombre d'habitants, la valeur économique, conçue comme une quantité de monnaie, la grandeur de mesure des revenus et des prix des prestations. La quantité de monnaie se confond donc avec la quantité de prestations, raison pour laquelle la monnaie peut être qualifiée de comptabilité des prestations ; la monnaie est une instruction sur les marchandises produites. En relation avec les prestations réelles, cette monnaie reflète leur part de valeur par rapport à leur valeur totale au sein de l'espace monétaire. Grâce au facteur de formation de la valeur "organisation intelligente du travail", chaque quota social correspond à un nombre croissant de prestations dont la valeur totale reste identique, mais la valeur de la prestation individuelle diminue en nombre, ce qui se traduit en termes de pouvoir d'achat par une baisse du prix des prestations. Le gain de capital, qui n'est plus compris comme une quantité d'argent pouvant être prélevée individuellement sur la différence entre le prix de la marchandise et le coût du travail, mais comme la contre-valeur au sol du travail physique économisé grâce à une organisation intelligente - par la suite également appelée "valeur ajoutée".

107

sur les moyens de production artificiels - passe au profit de la collectivité. En raison de la compréhension de la création monétaire cohérente avec la production de biens et du capital cohérent avec l'intelligence humaine (contrepartie du travail physique épargné sur le sol), la monnaie se définit comme la somme des moyens de production en usage sur lesquels un travail physique est effectué, ce qui comprend en premier lieu le sol et la terre.

En raison de la cohérence entre la monnaie et le bien, dans le système futur décrit ici, la monnaie sort de la circulation avec la vente du bien et apparaît sur le compte de recettes du producteur. Au début de l'année suivante, ce compte devient un compte de dépenses, à partir duquel l'argent est remis en circulation par le biais de rémunérations de revenus. Les revenus reposent sur la répartition contractuelle des recettes de la production et ne sont pas nécessairement égaux au quota social ; il n'y a donc pas d'égalitarisme au sein des revenus. La prospérité des personnes travaillant ensemble est d'autant plus grande que les personnes actives dans la production matérielle obtiennent des quotas sociaux supérieurs aux leurs, d'abord dans le travail de la terre, et que les quotas sociaux correspondent à des produits différenciés.



La coexistence de l'économie de biens et de l'économie monétaire a conduit, au cours de l'apparition de difficultés dans le financement d'institutions sociales telles que les pensions de vieillesse, les frais de santé et d'éducation, à extirper de l'ordre social, là où c'est possible, des prélèvements monétaires, sans examiner le rapport entre une telle fixation et la production matérielle qui la couvre en valeur et sans vérifier dans quelle mesure un tel financement correspond aux quotes-parts sociales obtenues. Les quotas sociaux des personnes travaillant dans les professions de l'enseignement et de la santé, ainsi que des personnes âgées, des enfants, des malades et des mères doivent être co-gérés par ceux qui restent dans la production matérielle.

108

et remboursés aux bénéficiaires par les comptes de dépenses des producteurs mentionnés ci-dessus. En d'autres termes, les travailleurs intellectuels et les personnes âgées, les mères et les enfants reçoivent leurs moyens d'existence du surplus de marchandises, de l'excédent de marchandises des personnes actives dans la production matérielle, de leur surplus produit, qui repose à son tour sur le résultat du travail des travailleurs intellectuels. Il faut donc considérer les revenus des travailleurs intellectuels, des personnes âgées, des mères et des enfants en relation avec le facteur de formation de valeur "organisation (direction) intelligente du travail". La formation du revenu - on pourrait aussi dire : l'acquisition de moyens d'existence - d'un enseignant ou d'un médecin n'est pas la même que celle d'un agriculteur ou d'une personne travaillant avec des moyens de production industriels. Le système actuel souffre justement du fait que les sciences économiques ne disposent d'aucun critère de valeur pour les prestations économiques et les revenus. Faute de lien avec la formation des quotes-parts sociales, l'argent ne sert pas de mesure pour l'évaluation mutuelle des prestations et leur cohérence avec les quotes-parts sociales.

### ***Membrement/articulation de la société***

Dans le paragraphe consacré à la formation de la valeur, les trois facteurs de production nature - travail - esprit humain renvoyaient aux trois domaines constitutifs de la société, à savoir la vie économique, la vie juridique et la vie intellectuelle, dont la confusion actuelle a conduit les rapports economico-sociaux dans une impasse sans issue. L'État ne peut pas être un économiste ni un gestionnaire de fonds. L'initiateur de la vie économique à gérer de manière autonome est le besoin, qui doit trouver sa satisfaction dans le circuit de la vie économique par la production, la circulation et la consommation de marchandises. Dans la vie économique, les associations formées par les consommateurs et les producteurs doivent s'occuper de la détermination des besoins, de la gestion des stocks et de la gestion des stocks.

109

de la fixation des prix, dans lesquels seuls les besoins interviennent, avec la valeur de la marchandise, avec la prestation de travail qui s'exprime dans la marchandise. Le travail en tant que tel est dépouillé de son caractère de marchandise, la vie juridique décidant de l'apport de la force de travail. Une vie intellectuelle autogérée, en coordination avec l'organe directeur de l'économie, l'association, placera les hommes selon leurs capacités, leurs talents et leurs intérêts aux postes nécessaires dans l'économie et décidera en conséquence de l'affec-





tation du capital.

Nous avons besoin d'une vie intellectuelle englobant la science et l'éducation, capable d'organiser la fourniture de prestations matérielles de manière raisonnable, digne de l'homme, et d'une fourniture de prestations matérielles, d'une vie économique capable de donner à l'homme la liberté d'une vie intellectuelle libre, dont les jugements ne dépendent pas du salariat. Et c'est à partir de là que les notions de valeur économique, de capital, de création monétaire, de revenu et de propriété, qui se conditionnent mutuellement et qui ont été redéfinies ici, devraient être intégrées par la conscience générale et réalisées dans une société articulée, comme nous l'avons dit, avant qu'il ne soit trop tard.

[110]

### **Une catastrophe économique et sociale peut-elle encore être évitée ?**

Si l'on considère l'évolution de la pensée au sein de l'humanité civilisée à notre époque, on arrive à la conclusion que la pensée a échoué à apporter une solution durable aux crises économiques et aux conflits sociaux au moyen d'une réorganisation de l'économie et de la société. Et cette pensée continuera d'échouer, par manque de sens de la réalité dû à l'obsession actuelle pour les systèmes et par manque de volonté d'entrer en matière sur des notions économiques à recadrer, face au problème de plus en plus oppressant de la subsistance humaine sous forme de garantie de revenu. On ne se rend pas compte que l'on ne peut pas s'attaquer aux difficultés économiques avec les habitudes de pensée dont elles sont finalement issues en tant que phénomènes efficaces, pas plus que l'on ne se rend compte que les conditions économiques et sociales ont atteint un point où elles exigent un progrès non seulement des institutions extérieures, mais aussi des pensées et des conceptions qui les sous-tendent.

#### ***La pensée actuelle***

L'une des principales exigences de la pensée économique libérale actuelle, par exemple, pour préserver la conjoncture, l'emploi et le rendement du capital dépendant de la croissance économique, est l'ouverture mondiale de tous les marchés aux biens et aux capitaux, appelée mondialisation, et, de manière plus réservée et plus controversée, aussi aux "forces de travail". L'objet de l'économie actuelle est d'obtenir le plus grand revenu possible du capital et du travail par le biais de la quantité de biens produits, ce qui est déterminé par le côté de la production. Le profit, quel qu'il soit en relation éthique, est dans la forme économique traditionnelle

[111]

le signe distinctif de la nécessité et de la justification de la production de biens, de l'existence d'un besoin sous la forme d'une demande pour l'offre de biens. Or, la demande seule ne peut pas décider si un bien peut être produit à un prix correspondant à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin pendant le temps qu'il consacre à sa production. Cette décision ne peut être prise que par des institutions basées sur la connaissance de l'étalon de valeur économique expliqué ci-après, la quote-part sociale, et sur la création monétaire qui doit y être liée.



## ***Le changement de mentalité nécessaire***

Si, au lieu de voir dans la réalisation d'un gain en capital tel qu'on le conçoit aujourd'hui, on considère que la satisfaction des besoins par la fourniture de prestations est le véritable sens et la motivation de l'activité économique, la question se pose naturellement de savoir comment un équilibre entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines est possible. Cette question implique l'autre question, mais qui est en même temps un postulat, à savoir : comment les prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement, - il faut que les prestations s'évaluent mutuellement de telle sorte - que chaque fournisseur de prestations puisse satisfaire ses besoins et ceux de ses proches à partir du produit de la vente de sa prestation dans le temps qu'il lui faut pour produire une prestation identique ou équivalente ?

La réponse se trouve dans ce que nous appelons la quote-part sociale, c'est-à-dire la part du résultat du travail corporel fourni par la population correspondante d'un espace monétaire à la base naturelle dont elle a besoin pour son existence, qui est attribuée à l'individu. Comme il s'agit ici du résultat du travail d'une société originelle, où tout d'abord seul le travail corporel sur la base naturelle était fourni dans un but d'immédiate,

[112]

sécurisation de l'existence, les valeurs attribuées au résultat du travail de besoin et de production coïncident encore. Ce résultat, doté d'un chiffre en tant que création monétaire, constitue la mesure par tête du nombre de population, notamment la quote-part sociale qui, en tant que directive pour les prix des prestations et les revenus, remplit le postulat mentionné plus haut, dans la mesure où chacun participe aux prestations des autres avec sa quote-part sociale par rapport à la population. Ainsi, le moment de la naissance de l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation se situe dans le minimum vital/d'existence, dans lequel la valeur attribuée à la prestation par le besoin coïncide avec la valeur exigée par la prestation pour satisfaire le besoin.

Le minimum vital/d'existence est le résultat du travail physique de la population sur la surface de sol dont elle a besoin pour vivre. Tout travail physique ne peut provenir que du nombre de la population et tout ce à quoi se rattache le travail corporel provient du sol, car c'est ce dont l'humain a besoin. Or, dans l'économie basée sur la division du travail, dans laquelle le travail corporel diminue par rapport au travail spirituel (organisation et direction du travail corporel) grâce à la formation du capital, comme nous le verrons plus loin, la valeur du besoin et la valeur de la prestation divergent. L'équilibre entre besoin et prestation peut toutefois être maintenu en attachant un chiffre au minimum vital/d'existence, la création monétaire, qui représente le revenu pour le besoin de l'individu et le prix pour la prestation. L'équilibre est maintenu au cours/dans le déroulement de l'économie si la production des prestations est pondérée (associativement) quantitativement de telle sorte que leur prix de vente corresponde au chiffre du revenu fixé à l'origine de la création monétaire, ce qui permet de maintenir le rapport de valeur entre le prix (valeur de la prestation) et le revenu, appelé taux social. La somme des valeurs de l'ensemble des prestations ne change pas pour un même nombre d'habitants, même si les prestations attribuées à chaque quote-part sociale varient en



raison de la croissante

[113]

évolution culturelle, quantitative et qualitative, sous la forme de la différenciation avec intensification de l'organisation et de la conduite du travail par l'intelligence humaine parce que, grâce à elle, le plus de prestations est compensé avec le moins de travail corporel. En d'autres termes, nous considérons que la part de valeur obtenue grâce à l'organisation et le pilotage du travail physique est identique à la part de valeur qui est épargnée au travail corporel justement grâce à cette organisation et à ce pilotage. Cela signifie que la valeur économique de ce qu'un individu fournit en dehors de la production matérielle ou de ce qui lui est légalement attribué comme prestation "sociale" en raison d'un handicap correspond à la contre-valeur de ce qu'il épargne en travail physique sur la base naturelle, qu'il ne fournit pas, mais qui doit être co-exploité par la production matérielle. La véritable formation de capital réside donc dans l'épargne de travail corporel réalisée directement au sol et ne repose pas, comme on le conçoit aujourd'hui, sur l'excédent individuel monnayable qui subsiste du produit de la vente après déduction des coûts du travail.

Alors que la nouvelle conception du capital, en tant que contrepartie du travail corporel économisé directement sur le sol, permet, en raison de la création de monnaie liée aux prestations, d'exonération/exemption de travail corporel sur les moyens de production ou de baisser les prix au profit de la collectivité, le gain de capital reposant sur le hasard du marché, dans la conception actuelle, est rendu possible en tant que surplus résultant du produit de la vente, après déduction des coûts du travail, et pouvant être individuellement distingué, tout de suite parce que la création de monnaie n'a pas de lien intrinsèque avec la création de valeur des prestations, que la monnaie n'est pas la comptabilité des prestations. Cette dernière conception actuelle du capital comme bénéfice monnayable n'est possible que parce que l'argent, dans sa mise en circulation, n'a pas de lien interne avec les résultats du travail, et conduit donc à un véritable capitalisme monétaire. C'est à partir de ce capital monétaire que les coûts du travail

[114]

en tant que salaire, et avec cela toute formation de prix est coincée dans le rapport de rentabilité entre le capital et le salaire. Le prix est le résultat de valeur contre valeur, la valeur des résultats du travail les uns par rapport aux autres, auxquels le besoin et la production attribuent des valeurs ; ils n'attribuent pas de valeur économique au travail en soi. Le système traditionnel du capital et du salaire doit être remplacé par le système de la prestation et la répartition contractuelle et juridique du produit de la prestation. Selon la conception actuelle, le prix est considéré comme la valeur économique de la prestation, le prix et la valeur économique sont identiques, ce qui fait des prix et des revenus des variables interdépendantes, d'où la vulnérabilité conjoncturelle actuelle. La production à fort taux de croissance exigée de manière obsessionnelle et orientée sur le rapport entre le gain de capital financier et les coûts salariaux doit être remplacée par une production de biens conforme aux besoins et orientée sur le rapport de valeur des prestations entre elles. Dans ce cas, le prix découle de la valeur qui résulte du rapport entre la population et le produit du travail qu'elle obtient physiquement à partir de la base naturelle nécessaire, dans le-



quel les valeurs attribuées par le besoin et la production se recouvrent en tant que minimum vital/d'existence ; grâce à la formation de capital, le rapport entre les quotas sociaux et les prestataires de travail qui les produisent devrait tendre à augmenter dans le sens d'une augmentation générale du bien-être. Comme le capitalisme monétaire mêle le juridique et l'économique, le capital monétaire est devenu un moyen de puissance économique et pas seulement un moyen d'organisation intelligente du travail et de sa gestion talentueuse. En se concentrant sur l'économie d'exportation, les petites régions économiques se placent dans ce contexte dans la dépendance économique et financière des puissances économiques mondiales dirigeantes.

[115]

### ***L'assainissement économique au moyen de la manière économique associative***

Ce qui est important pour un redressement économique, c'est de comprendre que le signe distinctif du profit comme soi-disant signe de la légitimité de la production doit être remplacé par une médiation entre la consommation et la production qui élimine le hasard du marché et qui oriente la production de biens en fonction des besoins qui se développent librement et des prix et des revenus qui s'orientent vers les quotas sociaux, de manière à satisfaire le postulat mentionné plus haut : Une orientation par le biais d'une éventuelle délocalisation du travail sur la base d'un accord associatif des entreprises productrices de biens de la zone monétaire. C'est précisément le principe des associations d'entreprises de différents secteurs que de travailler de manière à ce que la valeur des biens soit déterminée par leur rapport mutuel. La production de biens est ainsi soustraite, en termes de prix, au hasard du marché. Le hasard du marché s'applique encore à la structure des prix au sein d'une zone monétaire tant que certaines entreprises, tout au plus, lient directement leur production à la demande, mais sans connaître et sans se baser sur les quotas sociaux comme directive en matière de prix.

### ***Surmonter l'État unitaire par la triarticulation de l'ensemble social***

Autant la création monétaire en tant que valeur chiffrée n'est pas pensée aujourd'hui avec la production de biens, autant le rapport entre les prestations à réaliser et les revenus qui leur correspondent et leur font face n'est pas vérifié. Cela a pour conséquence que l'acquisition de revenus financés par l'Etat, par exemple dans les secteurs de l'éducation et de la santé, des retraites et de l'alimentation des personnes socialement démunies, est considérée uniquement du point de vue de la création d'argent et conduit à des enquêtes/relevés de plus en plus bizarres sur les revenus.

[116]

d'impôts et de taxes. Le manque de prévoyance et de contrôle des quotas sociaux à atteindre est donc aussi à l'origine de la revendication d'un revenu de base inconditionnel. Avec la quote-part sociale comme mesure de la valeur de la prestation et du revenu de l'individu et la saisie comptable et bilancielle et donc la constatation que les prestations réelles et les revenus monétaires sont générés à hauteur du nombre d'habitants, la fonction de l'État en tant que collecteur et répartiteur d'impôts devient superflue, cette fonction qui essentiellement conduit à la formation de l'État unitaire en tant qu'administration cen-



trale des trois éléments constitutifs de la société humaine, mais qui devront à l'avenir s'administrer eux-mêmes : économie - droit - vie de l'esprit. En effet, la quote-part sociale rend aussi transparente l'ampleur de la formation de capital lors de sa production et la quantité de capital qui revient ou qui doit être attribuée aux trois membres de la société. Les personnes qui ne sont pas actives dans la production matérielle vivent de la formation de capital dans le nouveau sens du terme.

Tout de suite dans l'État unitaire ou central apparaît le problème significatif de notre tempw, qui a dégénéré en la polémique actuelle entre le mondialisme et le nationalisme. On ne peut pas vouloir fusionner des États centraux qui se sont développés au fil du temps en un État central supérieur, comme l'Union européenne l'envisage. Cela aboutirait à un chaos ou à une dictature, en tout cas à une submersion de réglementations légales au lieu d'institutions issues des nouvelles connaissances. Les membres qui s'autogèrent à l'avenir et qui étaient auparavant administrés de manière centralisée peuvent ou doivent s'associer aux membres correspondants d'autres régions étatiques. Ce n'est qu'en raison de la triarticulation de l'ensemble social, liée à une économie associative, qu'un équilibre social entre les régions est possible. Le postulat de l'évaluation mutuelle des prestations présenté ci-dessus, ainsi que la structure des prix et des revenus qui en découle, impliquent que la quantité d'argent soit absorbée par la quantité de prestations. Cela implique à nouveau

[117]

l'exclusion du juridique hors de l'économique. En effet, avec le nouvel ordre monétaire conçu, la disposition de la terre et des moyens de production finis ne peut plus être acquise en propriété par achat en raison de la quantité d'argent servant de mesure pour les prestations et les revenus, mais se fait par transfert dans le domaine du droit ou à partir des principes de la vie éducative. Il ne s'agira pas d'une propriété commune des moyens de production, mais de leur liaison temporaire avec de personnalités compétentes, en individuels ou collectifs, telle qu'elle résultait jusqu'à présent de la propriété privée. A la place, il y aura un circuit de propriété des moyens de production lié à la durée des capacités entrepreneuriales individuelles, qui les reliera toujours à nouveau à des personnalités dont les capacités entrepreneuriales peuvent les rendre utiles à la prospérité générale. La dépendance de la vie de droig et de la vie de l'esprit à l'égard de la vie de l'économie doit être surmontée. La vie démocratique de l'État, dans laquelle chaque individu est confronté à l'autre en tant qu'individu égal et capable de discernement, mais dans laquelle seules des décisions majoritaires peuvent être prises sur ce qui dépend de la même capacité de discernement, doit à son tour être séparée de la vie de l'esprit basée sur les capacités individuelles ainsi que de la vie de l'économie. Et la domination de la vie de l'esprit, qui a toujours eu tendance à être recherchée au sein de la société dans les États unitaires de l'Est, vus d'Europe, exige à son tour, de manière tout à fait actuelle, sa séparation d'avec le politico-juridique et l'économique, qui doivent être gérés de manière autonome.

Pour la Suisse, avec sa densité de population, la "triarticulation" présente encore un aspect particulier : si les États limitrophes se structuraient également en les trois domaines - vie de l'esprit, vie de droit, vie de l'économie -, leur sec-





teur économique pourrait former des associations avec les régions agricoles limitrophes, en raison d'un intérêt mutuel ; les frontières politiques jusqu'à présent tomberaient avec

[118]

la "triarticulation" au profit de nouveaux domaines économiques et, dans certaines circonstances, de nouveaux domaines culturels.

Or, l'autogestion des trois domaines sociaux ne signifie pas : administration dans le style du parlementarisme actuel, cela ne s'applique qu'au domaine politico-juridique. Sa tâche comprend la sécurité publique, l'hygiène publique, l'exécution des peines ainsi que le droit du travail et de la propriété. L'économie organise sa production de biens sur la base des associations entre consommateurs et producteurs, entre producteurs et organisations de distribution affiliées, de telle sorte que les prix des produits des entreprises, compte tenu de la formation de capital, remplissent pour l'essentiel les quotas sociaux de leurs prestataires de travail et les quotas sociaux qu'ils doivent générer pour les personnes qui en vivent ; c'est ce qui fait vivre les personnes actives dans l'éducation et la science, les personnes actives dans le secteur de la santé, les retraités, les enfants, les mères et les invalides. Avec cette nouvelle forme d'économie, les craintes de fluctuations conjoncturelles, de chômage, d'obligation de croissance économique et d'économie d'usure appartiennent au passé ; les retraites, les coûts de la santé et de l'éducation sont couverts par la formation de capital existante.

La triarticulation de l'État unitaire, aujourd'hui dépassé et freinant le développement, et l'économie associative basée sur la reconnaissance du taux social permettant l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations se conditionnent mutuellement. La réalisation de ce renouvellement de la société et de l'économie, exposé pour la première fois en détail par Rudolf Steiner il y a cent ans, pourrait éviter une catastrophe économique et sociale, mais il est peut-être trop tard pour des raisons d'incompréhension conforme au système et aussi de l'ignorance mise en scène de ces nouvelles pensées.

[119]

## **La crise du coronavirus lève-t-elle le voile devant les problèmes assaillant fondamentalement l'économie et la société ?**

Tout d'abord, l'économie, les producteurs et les consommateurs sont menacés d'insolvabilité en raison des mesures comportementales ordonnées par l'ensemble de la société pour faire face à la crise. C'est pourquoi, d'une part, les banques commerciales doivent maintenir la solvabilité des entreprises, surtout des PME (petites et moyennes entreprises), par le biais de crédits, afin qu'elles respectent leurs obligations financières sous forme de prestations préalables, de paiement des salaires et de service du capital, malgré les restrictions de production et de vente. D'autre part, l'État doit garantir la stabilité des revenus en raison de l'absence de travail salarié par le biais d'avances ou de versements à fonds perdus, afin d'éviter un grave effondrement de la consommation qui entraînerait une baisse de la production. Il s'agit donc de préserver la vie économique, la production et la consommation, d'un effondrement en injectant de



l'argent. Les bourses ne doivent pas non plus s'effondrer, afin de ne pas mettre en danger les pensions de vieillesse payées par capitalisation.

C'est maintenant que l'on voit, sur le plan conjoncturel, voire existentiel, ce que signifie l'absence de lien interne (intrinsèque) entre l'argent et la production, ce qui lui permettrait d'être une mesure ou une grandeur de comparaison pour l'évaluation mutuelle des prestations (résultats du travail) et pour l'équilibre de leur valeur avec les revenus. C'est pourquoi il n'existe pas de vue d'ensemble de l'attribution mutuelle possible des revenus et des prestations équivalentes produites en fonction des besoins dans la zone monétaire ou en échange de prestations équivalentes importées, ni de vue d'ensemble de la mesure dans laquelle les revenus seraient soutenus ou couverts par des prestations, ce qui est pourtant l'indicateur de la stabilité économique. Cette vue d'ensemble est aujourd'hui d'autant plus vaine que

[120]

les entreprises de l'intérieur produisent aussi à l'étranger et avec cela dans d'autres zones monétaires.

Or, l'absence de lien entre la masse monétaire et le produit de la vente de la quantité de prestations permet de réaliser des gains en capital individuellement monnayables au profit des propriétaires du capital, mais livre la production ou la quantité de prestations vendables au hasard du marché. Cela signifie que les gains en capital et les salaires, ces derniers étant payés par le capital, sont soumis aux fluctuations conjoncturelles. Cette relation d'interdépendance directe entre le produit de la prestation et le revenu du travail, qui remonte à la répartition des prestations produites selon l'ordre juridique et de classe féodal et à son amalgame avec l'économie, a pour conséquence que ce n'est pas le besoin, mais le produit de la prestation qui devient l'initiateur de l'économie à partir d'un rapport capital/salaire dépendant de la propriété. L'initiative de ce dernier consiste alors à se procurer un revenu du capital, mais aussi du travail, aussi élevé que possible par le biais de la quantité de biens produits et consommés, dégénéralant en une économie d'usure qui gaspille les matières naturelles et le travail humain. L'excédent du produit de la prestation, après déduction des coûts salariaux, est considéré comme du capital, c'est-à-dire comme le capital qui sert à payer le salaire. Pour que le processus économique génère en permanence de tels excédents sous forme de rendement du capital, sans que cela ne repose sur une pression salariale réduisant la consommation, la production et, avec elle, la consommation doivent être constamment étendues afin de pouvoir être vendues - il s'agit donc d'une obligation de croissance absolue. Et les investissements pour l'extension de la production se font dans le monde entier, là où le rapport de rentabilité entre le capital et le travail, mesuré en salaire, est le plus avantageux pour le propriétaire du capital.

Si ces investissements sont réalisés au moyen de la création monétaire sous forme de crédits bancaires, en ce qu'en fait réduisant les prix,

[121]

les bénéfices de rationalisation des entreprises industrielles sont monétisés, transformés en argent en les gonflant, et si la quantité d'argent supplémentaire n'est donc pas entièrement absorbée par les revenus du travail, il est possible de distinguer individuellement dans les entreprises un gain en capital sous forme d'argent. Du fait que les gains de rationalisation dans l'industrie sont



monétisés, de sorte qu'il en résulte un gain en capital éliminable, ils n'entraînent pas une baisse générale des prix industriels par rapport aux prix agricoles telle que l'agriculture ne se retrouve pas, comme c'est le cas aujourd'hui, à la traîne en matière de prix, ce qui peut être ruineux selon la taille de l'agriculture dans la zone monétaire et les conditions foncières ou la richesse naturelle.

Mais que se passe-t-il si le besoin de toutes ces marchandises n'est pas là, si la demande de toutes ces marchandises n'existe pas et si l'afflux d'argent ne conduit plus à des investissements favorisant la croissance ? La crise de Corona ne tire-t-elle pas le rideau sur un tableau effrayant de l'avenir, dans lequel l'économie et le financier apparaissent anarchiques, et le politique et le juridique autoritaires, voire dictatoriaux, en tant qu'État unitaire englobant et dirigeant l'économie et la science avec l'éducation ? C'est pourquoi la question qui se pose aujourd'hui est la suivante : l'avenir de l'économie peut-il être laissé aux représentations et aux manipulations traditionnelles de la création monétaire, des revenus du capital et du travail, représentations dans lesquelles le problème essentiel de l'économie, à savoir l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations, n'apparaît pas du tout ?

Certes, la science de la nature et la technique ont conduit à la formation d'un capital dans l'économie, ce qui montre l'importance de la vie de l'esprit pour l'économie et exige un nouveau concept de capital. Mais cette science, apparue avec les Lumières, se concentre sur les objets de la nature obtenus à partir de la perception sensorielle et met toutes les inventions et les découvertes

[122]

au hasard de l'expérimentation ; elle exclut le concept "esprit" en tant que vestige de vérités de foi ou de révélation antérieures, tout comme elle nie les expériences intérieures de l'observateur liées à la perception sensorielle. Tout ce qui est observé, même si cela se rapporte à l'observateur, reçoit le caractère du monde extérieur. Elle se représente la relation entre les objets des sens comme des rapports de pression et d'espace. L'observateur se trouve dans le rôle du spectateur non impliqué de faits qui existent ou se déroulent aussi sans lui.

Cette science de l'économie, dans laquelle l'humain agit entre la substance, sous la forme de la nature, et l'esprit, sous la forme de l'intelligence qui organise et dirige le travail, peut-elle contribuer à la notion de formation de valeur basée sur le besoin humain ? En raison de sa méthode contemplative, elle parvient, à partir de l'observation de l'offre et de la demande sur le marché, donc de l'acte d'échange pur en soi, à l'identité du prix et de la valeur de la prestation, mais pas aux points de départ de la formation de valeur proprement dite, le besoin et le travail produisant des prestations à partir de la base naturelle.

Comme la science l'a fait pour l'esprit, l'économie a perdu de vue le sol ou la base naturelle comme base de la formation de la valeur.

Et que faut-il attendre de l'État unitaire, à qui l'on impose toutes les solutions ? Il se dissoudra - tous les grands États unitaires européens se dissoudront peu à peu, et probablement aussi des États plus petits - parce que le droit s'appuie essentiellement sur le système établi, qui est pourtant en déclin. Ainsi, l'État tentera, par une simple redistribution monétaire et en conservant le système capital-salaire en vigueur jusqu'à présent, de faire face à une contraction de la de-



mande et donc de la production ainsi qu'à une augmentation du chômage. Le pouvoir

[123]

propriété, due à l'amalgame historique entre le juridique et l'économique, ainsi que le pouvoir de l'argent par le biais du système capital-salaire, s'opposent pour l'instant encore à une structuration de l'État unitaire selon laquelle les trois facteurs de production, nature, travail, capital, doivent être attribués dans leur fonction à l'un des trois domaines de la société qui interagissent entre eux mais se gèrent eux-mêmes, à savoir l'économie, le droit, l'éducation et la science. Les problèmes économiques : conjoncture, chômage, contrainte de croissance sont devenus, dans l'État unitaire, ceux de la société dans son ensemble. Ils sont les corollaires du système capital-salaire. Face à la menace de conflits, il devient de plus en plus urgent de transformer ce système en redéfinissant la création et la fonction de l'argent, la valeur économique des prestations, du capital et de la propriété, en un système d'évaluation des prestations qui permette une médiation rationnelle de la production et de la consommation et qui supprime le hasard du marché. L'auteur de ces lignes a tenté de présenter un nouveau système de ce type dans un écrit intitulé "Merkblatt (Fiche technique)".

Qu'est-ce qui distingue les nouvelles notions à saisir des notions traditionnelles ? Le fait qu'elles intègrent l'humain en tant que pensant, ressentant, voulant et agissant : La quantité d'argent à émettre est fonction du nombre d'habitants dans la zone monétaire, car l'argent devient l'indice des rapports numériques dans l'évaluation mutuelle des prestations. La notion de valeur elle-même découle du besoin, qui est le déclencheur de l'activité économique en général. Le travail est créateur de valeur sous deux aspects : d'une part, en tant que travail physique, il extrait de la nature des substances destinées à être consommées ; d'autre part, il est organisé et dirigé par l'intelligence de manière à produire des prestations à l'aide desquelles il s'émancipe de son activité directe sur la base naturelle, le sol. Cette émancipation comporte deux aspects qui se conditionnent mutuellement : l'économie/l'épargne de travail corporel au sol au moyen des résultats du travail guidé spirituellement (rationalisation), la libération/l'exemption du travail immédiat au sol

[124]

pour du travail spirituel grâce à ce plus de prestations élaborées. La valeur des prestations permettant l'émancipation se mesure en résultats du travail corporel épargné : le nouveau concept de capital. La valeur de l'ensemble des prestations correspond donc au résultat du travail corporel! directement sur le sol, dans lequel la valeur donnée par le besoin et celle exigée par la production coïncident existentiellement.

Le capital, en tant que résultat de capacités individuelles formées dans la vie de l'esprit, devient, en tant que moyen de production, la propriété d'individualités capables, limitée dans le temps à la durée de la capacité : l'évaluation de la capacité est un acte de la vie de l'esprit, le transfert de propriété un acte de la vie de droit.

Le travail est créateur de valeur, mais n'a pas de valeur économique en soi ; il est réglé par la vie de droit. Les revenus du travail sont une répartition contractuelle du produit des prestations.



Les humains ne sont pas divisés en classes ou en partis ; ils agissent dans chacun des trois domaines : Vie de l'économie, vie de droit, vie de l'esprit, qui interagissent en tant que systèmes et forment la société dans son ensemble.

[125]

## **Vie économique, vie juridique, vie intellectuelle dans un État unitaire mêlant les trois domaines sociétaux**

### ***Qu'est-ce qui déclenche l'économie ? Le besoin.***

Face au besoin, il y a le produit/résultat du travail à partir de la nature, qui satisfait le besoin. Tout le travail qui peut être fourni à cet égard dépend du nombre de la population, et tout ce à quoi se rattache le travail économique provient du sol, car c'est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit. Le besoin donne une valeur subjective au résultat du travail. Le fait que cette valeur subjective coïncide avec la valeur objective du résultat du travail, conditionnée par la production, est à la base de l'équilibre à atteindre entre les besoins et les résultats du travail, ce qui constitue le contenu de l'économie.

### ***Quels sont les problèmes qui s'opposent à un tel équilibre ? Conjoncture - chômage - obligation de croissance***

Avec la crise de la Corona/du Covid et ses mesures de lutte, ces trois facteurs de crise entrent pleinement en jeu et conduisent désormais à une situation d'urgence sociale à l'échelle mondiale.

### ***Qu'est-ce qui provoque des fluctuations conjoncturelles ?***

### ***L'interdépendance directe entre le produit de la vente et le revenu : les deux se conditionnent mutuellement.***

Le prix et le revenu, en tant que moyens d'expression des besoins, sont en fait des éléments de comparaison avec la valeur objective susmentionnée du produit du travail. Car l'équilibre entre les besoins

[126]

et la valeur des résultats du travail dépend de la réponse à la question suivante : comment les résultats du travail doivent-ils s'évaluer mutuellement pour que chaque producteur d'un résultat du travail puisse satisfaire ses besoins avec le produit de la vente de son résultat du travail à partir des résultats du travail des autres producteurs dans le temps qu'il lui faut pour produire un résultat du travail égal ou équivalent ?

La science économique actuelle, contemplative dans sa méthode, ne peut pas répondre à cette question - qui est en même temps une exigence fondamentale de l'économie. Elle déplace la valeur économique du résultat du travail de l'observation du marché sous forme d'offre et de demande vers le prix. Si l'on ne connaît pas l'évaluation mutuelle des résultats du travail, par rapport à laquelle le prix est une valeur de comparaison, c'est le prix de vente qui déclenche l'activité économique au lieu du besoin. Et l'impulsion de l'économie va dans le sens de l'obtention d'un revenu aussi élevé que possible par le biais





de la quantité de biens produits. A l'époque moderne, c'est le revenu monétaire issu du prix du marché du produit du travail qui est devenu l'initiateur. Et le revenu qui en est tiré est devenu le "salaire" en raison des rapports de propriété.

Comme les conditions économiques et sociales ne sont pas des phénomènes naturels, mais résultent de la pensée et de la volonté humaines, la question se pose :

***Comment le système actuel de capital/salaire est-il né historiquement, à partir de quoi s'est-il formé au cours de l'évolution ? Du concept romain de propriété.***

Les Romains étaient un peuple conquérant. Ils ont conquis des pays étrangers, Ils ont déclaré le droit de disposer de la terre comme moyen de production et ont fait de des revenus qu'elle génère à leur tripersonnel

[127]

État unitaire de vie économique, vie de droit, vie de l'esprit  
une propriété exclusivement privée faisaient de ceux qui y vivaient leurs esclaves. Les produits de leur travail constituaient, après déduction des frais d'entretien des esclaves, le capital librement disponible du propriétaire. C'est de cette confusion/cet amalgame entre le droit, le droit de disposer, et l'économie, la production de biens nécessaires à l'entretien de la vie, que sont nées les notions et les rapports actuels de capital et de salaire, qui se conditionnent mutuellement : Le capital, qui sert à payer le salaire, est compris comme l'excédent restant du produit de la vente. Ainsi, toute fixation des prix n'est pas conditionnée par le besoin, mais coïncée dans le rapport entre le capital et le salaire, dans leur lutte pour obtenir leur part du produit/résultat du travail. La confusion entre le droit et l'économie a pour conséquence que le travail humain peut être exclu du processus de production en tant que facteur de coût, avec pour conséquence le chômage. En raison du rapport capital/salaire actuel, le travail, avec sa position actuelle dans l'économie, antagoniste par rapport au concept traditionnel de capital, a acquis un caractère de marchandise et une valeur en soi, qui ne lui serait pas attribuée dans l'économie du besoin. En effet, la valeur attribuée au besoin n'est pas attribuée au travail, mais au résultat du travail.

Dans le système capital/salaire actuellement dominant, le capital peut se multiplier de manière individuelle et sélective sur le plan monétaire, sans que la lutte entre le taux de profit et le taux de salaire n'aboutisse à une lutte pour la masse monétaire, dans la mesure où une augmentation permanente de la production de biens vendables peut être obtenue en même temps qu'un élargissement permanent de la masse monétaire, ce qui signifie une obligation de croissance. L'obtention d'une telle croissance du capital n'est possible que si et parce que la création monétaire n'a pas de lien intrinsèque avec la production de biens.

Dans l'économie de besoin, l'argent (en tant que chiffre) serait l'indice de la valorisation/l'évaluation mutuelle des résultats/produits du travail, la comptabilité des résultats du travail parce que sa quantité serait liée au nombre de la population

[128]



et remonterait en valeur dans la quantité de biens produits par celle-ci. Le profit respectivement le rendement du capital, présenté aujourd'hui comme le signe distinctif de la légitimité de la production de biens, livre la production au hasard du marché, alors que dans une économie orientée vers la satisfaction des besoins, il s'agirait d'établir une médiation rationnelle entre la consommation et la production, de sorte que le hasard du marché disparaîtrait.

Comment la valeur des résultats du travail, y compris ceux obtenus par l'utilisation du capital, peut-elle être chiffrée, ce qui permettrait de passer d'un système de capital/salaire en déclin sans issue à un système d'équilibre entre les besoins et la valeur des résultats du travail sur la base de la recherche de la mesure caractérisée ?

Dans l'économie, l'homme se trouve, du point de vue du travail, entre la matière, sous la forme de la nature, et l'esprit, sous la forme de l'intelligence qui dirige et organise le travail.

### **Où tombe ensemble l'attribution de valeur subjective et objective caractérisée au résultat du travail ?**

#### **Dans le minimum d'existence,**

à penser comme le résultat du travail corporel de la population sur la surface de sol dont elle a besoin, d'une société originelle pratiquant une économie de pure subsistance. Avec ce minimum vital/d'existence d'une société n'effectuant qu'un travail corporel à la nature correspond à la quantité d'argent caractérisée créée pour l'économie de besoin, qui, divisée par le nombre de la population, fournit/livre la valeur numérique/chiffrée du résultat du travail et du revenu par tête, calculée et fixée de manière judicieuse comme résultat annuel du travail et revenu annuel. Au cours de l'évolution sociétoculturelle, un autre facteur de formation de valeur vient s'ajouter au travail corporel sur la nature, à savoir

[129]

l'organisation du travail rendue possible par l'intelligence humaine (division du travail, rationalisation, automatisation).

Ce travail dirigé et organisé par l'intelligence permet d'augmenter les résultats du travail tout en économisant/épargnant du travail physique. La valeur de ces résultats de travail se mesure en valeur des résultats de travail du travail corporel économisé/épargné. La formation de capital est une émancipation, une exemption du travail au sol, et le capital est la contre-valeur du résultat du travail corporel économisé/épargné au sol. La gestion intelligente du travail se réalise à l'aide de moyens de production artificiels. Les moyens de production artificiels, sur lesquels le travail corporel est aussi effectué, doivent être considérés comme une extension du sol. La valeur du résultat du travail fourni par le moyen de production artificiel correspond à la contre-valeur du résultat du travail corporel économisé/épargné au sol. La valeur du résultat du travail corporel de l'individu reste la même, indépendamment de l'accumulation de capital, y compris bien sûr en termes monétaires. L'économie de travail physique et la libération du travail au sol ne modifient pas le rapport de valeur initial entre le nombre de la population et la surface de sol nécessaire, de sorte que la va-



leur des résultats du travail reste globalement la même pour un même nombre d'habitants. La valeur de la production industrielle est la contre-valeur du travail corporel directement épargné au sol. Grâce à la formation de capital, davantage de résultats du travail sont affectés aux revenus, de sorte que l'évaluation des prix des différents produits change : il en résulte une réduction des prix dans la mesure où la formation de capital est supérieure aux coûts de financement (revenus) des personnes exemptées de la production matérielle.

Comme il est désormais possible de déterminer la valeur des résultats du travail et les revenus des personnes travaillant dans la production matérielle et de celles qui exercent une activité spirituelle ou qui sont à la retraite, il est possible de déterminer quels résultats du travail sont disponibles en quantité et en qualité pour la consommation de la population, respectivement par

[130]

l'adaptation à l'évolution des besoins par le biais de transferts de travail convenus par association entre les entreprises. C'est sur cette vue d'ensemble que repose la détermination de la capacité de financement du système éducatif, du secteur public, des pensions de vieillesse et d'invalidité ainsi que du système de santé.

Même si les besoins et les techniques de production, ainsi que la pondération en termes de quantité et de prix des différents produits/résultats du travail dans la valeur totale de la production, évoluent constamment au cours de l'économie, l'équilibre entre le revenu et la valeur du ou des produits du travail peut être maintenu, si la production des résultats du travail est pondérée quantitativement en fonction de la demande au moyen d'un transfert de production convenu entre les entreprises de production en termes de travail et de quantité, de telle sorte que leur prix de vente corresponde au chiffre du revenu par tête fixé à l'origine de la création monétaire, ce qui permet de maintenir le rapport de valeur entre le prix "correct", qui est la valeur objective du résultat du travail, et le revenu par tête.

Il s'avère que depuis l'avènement de la science de la nature et de la technique, la formation de capital n'est pas imputable à la vie de droit de la société, mais à sa vie de l'esprit. Le capital, en tant que facteur de production économique, devient, en tant que résultat de capacités intellectuelles ou artisanales individuelles développées dans la vie de l'esprit, la propriété d'individus capables sous la forme d'un moyen de production, limité dans le temps à la durée de la capacité : l'évaluation de la capacité est un acte de la vie de l'esprit, le transfert de propriété, le droit de disposition sans caractère de marchandise, un acte de la vie de droit. En principe, les dirigeants d'entreprise qui quittent la propriété du capital nomment eux-mêmes leurs successeurs.

Ce que les trois domaines principaux de la vie en société : vie de l'esprit, vie politique ou de droit et la vie de l'économie ont soudés ensemble en un État unitaire, est le système fiscal, qui est basée

[131]

sur la perception de l'impôt fondé sur la tyrannie politique de l'État. L'économie monétaire sans son lien intrinsèque avec la production y a contribué.

Le prélèvement arbitraire d'impôts et de taxes et les flots monétaires destinés à financer l'éducation, les pensions de vieillesse et d'invalidité ainsi que le secteur de la santé trouvent leur origine dans la transparence acquise entre la va-



leur des résultats du travail et les revenus ainsi que les prix en tant que grands de comparaison sur la base de la nouvelle formation des concepts : Valeur économique, capital, propriété et création monétaire. Les domaines de la société : L'économie, la vie de droit et la vie de l'esprit exigent une gestion indépendante en raison de leur nécessité inhérente : L'économie se base sur l'accord, l'entente des producteurs dans le sens des associations au sein de l'espace monétaire, d'orienter la production de biens en termes de quantité en s'adaptant à la demande spécifique de telle sorte que le rapport de valeur initial entre le résultat du travail et le revenu par tête soit maintenu.

La disposition sans caractère marchand de la propriété des moyens de production ainsi que le travail sans caractère marchand requièrent une vie de droit séparée et indépendante de l'économie. Les revenus résultent de la répartition contractuelle du produit de la vente des résultats du travail. Même si ce qui vient d'être dit peut encore résonner à contrecœur pour de nombreux humains, la vie moderne a pris une forme qui ne peut plus être maîtrisée avec les habitudes de pensée habituelles et les contenus de pensée traditionnels. Les idées économiques en vigueur sont issues d'une science qui, de par sa nature, n'est plus adaptée à l'ordre économique actuel. Mais seule une vie de l'esprit qui n'est plus sous la tutelle de l'État est en mesure de thématiser un nouvel ordre social global. L'ordre économique ne peut pas être réformé, ses défauts ne peuvent pas être corrigés à partir de conceptions qui ont donné naissance à ce qui doit être réformé, transformé.

[132]

Il ressort des nouveaux concepts économiques que l'utilité du capital ne réside pas dans l'accumulation individuelle et l'exercice du pouvoir, mais dans le fait de procurer une sécurité économique générale et la satisfaction des besoins.

## **Épilogue**

Dans le paragraphe consacré à la saisie, aussi chiffrée, de la valeur économique, j'avais d'abord écrit, à propos de la question de savoir où se rejoignent l'attribution subjective et l'attribution objective de valeur au résultat du travail : Dans le minimum vital/d'existence, à penser comme le résultat du travail corporel de la population sur la surface de sol dont elle a besoin. Une personnalité du monde scientifique a ajouté : "d'une société originelle pratiquant une économie de subsistance pure. La quantité d'argent .... correspond à ce minimum vital/d'existence d'une société n'effectuant que des travaux corporels sur la nature. Au cours de l'évolution sociale et culturelle, un autre facteur de formation de valeur vient s'ajouter au travail corporel sur la nature, à savoir l'organisation du travail rendue possible par l'intelligence humaine (division du travail, rationalisation, automatisation)".

J'ai d'abord repris cette parenthèse sans contradiction, parce qu'elle n'est pas fautive et qu'elle conduit peut-être, en raison des habitudes de pensée actuelles, à une compréhension plus facile de la manière dont la valeur économique doit être appréhendée. Mais il y a une objection notable : à mon avis, le raisonnement de Steiner ne porte pas sur l'observation historicisée de l'évolution économique d'une formation de valeur basée à l'origine sur le simple travail corporel directement sur le sol à une formation de valeur suivante grâce à l'intelligence technique sur des moyens de production artificiels



- c'est-à-dire une formation de valeur basée sur la formation de capital. Il s'agit plutôt pour Steiner de saisir la formation de valeur inversement polaire au pôle de la nature et au pôle de l'esprit, raison pour laquelle il oppose les deux formations de valeur, celle au pôle de la nature et celle au pôle de l'esprit, dans la deuxième conférence de son Cours d'économie nationale. L'humain se trouve économiquement entre la matière sous la forme de la nature et l'esprit sous la forme de l'intelligence. Le travail est ce qui relie et ce qui sert d'intermédiaire. Au pôle de la nature, il a, en soi, la plus grande valeur à attribuer à ses résultats. Ce travail de la population, tout d'abord effectué dans la nature en tant que simple travail corporel, a, ainsi pensé, la plus grande/haute dépense dans son résultat. Le résultat est assimilable au minimum vital/d'existence, dans lequel le besoin et le résultat du travail se recouvrent, coïncident. Le moment où la dépense/mise en oeuvre de travail est la plus élevée donne au résultat sa plus grande valeur. C'est en lui que réside la mesure de l'évaluation mutuelle des résultats du travail, en termes de chiffres, en liant la quantité d'argent au nombre de la population, en divisant ce dernier par le nombre de la population et en obtenant ainsi la valeur en argent comme ligne directrice pour le produit/la recette de la vente du résultat du travail et pour le revenu par tête et par an. Le point de départ au pôle naturel de cette détermination de la mesure, à savoir le résultat de la plus grande dépense de travail sous forme de travail corporel global, se tient de manière inversement polaire à l'économie/l'épargne de travail corporel par une gestion intelligente du travail. On ne comprend bien la mesure, ou plutôt la mesure sous forme de rapport de valeur, qui résulte pour le travail corporel du sol du rapport entre le nombre de la population et la base naturelle dont elle a besoin, que si on lui oppose l'économie/épargne de travail corporel résultant de la direction intelligente du travail, son émancipation de la base naturelle, sa continuation sur des moyens de production artificiels avec un rendement croissant des résultats du travail. La valeur de ce qui résulte de la direction intelligente du travail corporel se mesure en contre-valeur du

travail corporel économisé sur la base naturelle. La direction intelligente du travail provoque, à partir du pôle de l'esprit, une augmentation des résultats du travail correspondant à la mesure caractérisée de la valeur économique, à savoir une augmentation des résultats du travail pour un travail égal ou inférieur. L'augmentation ramène la valeur monétaire de certains résultats du travail à un niveau inférieur, mais la valeur de l'ensemble des résultats du travail reste la même pour une population identique.

En raison de la création d'argent liée à la production, l'égoïsme du surplus de résultats du travail reposant sur la capacité individuelle, l'intelligence individuelle, par rapport à la dépense de travail est supprimé, et le surplus de résultats du travail ou l'économie de la dépense de travail physique est affecté au bénéfice de la collectivité dans le sens d'une augmentation du niveau de vie général. Le quotient de la division de la valeur totale des résultats du travail par le nombre d'habitants, qui revient à l'individu, reste le même. La formation de capital a un effet libérateur en ce sens qu'elle entraîne une réduction du travail corporel et/ou du temps de travail, qui à son tour n'a lieu que par le biais du travail corporel, c'est-à-dire de sa gestion intelligente. Le rapport de valeur ré-





ciproque des résultats du travail, dérivé à l'origine du minimum vital/d'existence, n'est pas affecté en termes de valeur par l'économie de travail corporel, mais l'augmentation des résultats matériels du travail est ramenée à une valeur inférieure en termes de nombre, donc en termes monétaires. L'économie/épargne de travail corporel liée au capital et la production supplémentaire de biens matériels permettent - mais exigent en même temps - que les personnes qui restent dans la production de biens matériels contribuent à la réalisation de ceux qui dépendent de l'argent de prêt et de donation en plus de leur quote-part de revenu calculée selon les mesures.

[135]

Les différences de revenus entre les actifs dans la production matérielle et celles qui en sont exemptées sont le résultat d'accords particuliers d'entreprise ou juridiques.

[136]

## LETTRES DE LECTEURS SUR LA THÉMATIQUE

137

### ***Masse monétaire - valeur de la monnaie - circulation de la monnaie***

Comme je suis mentionné dans les lettres de lecteurs, mal interprété, apparemment sans que mes écrits aient été lus, j'aimerais ici aborder une fois de plus les thèmes de la quantité/valeur de l'argent et de la circulation de l'argent, qui ont un lien, de manière aussi condensée que possible. Pour une meilleure compréhension, je pense qu'il est utile qu'Andreas Flörsheimer et moi-même abordions les lettres de lecteurs sous des angles différents. Pour clarifier d'emblée certaines remarques critiques formulées dans les lettres de lecteurs :

- Je ne lie pas la masse monétaire à un chiffre de population *pris isolément*. (voir ci-dessous).
- Les associations ne sont pas les organes d'un quelconque dirigisme, c'est-à-dire quasiment un État dans l'État.
- L'économie associative, de par sa base de création monétaire, n'a aucune contrainte de consommation et aucune containte d'investissement pour créer du travail qui crée des revenus.
- Avoir du capital à disposition n'est pas tant une question de circulation monétaire qu'une question de compréhension de ce que signifie le capital dans le processus social de sa création et de ce que seraient ses fonctions si le concept de propriété était adapté à l'économie de crédit résultant de la division du travail.

Dans mes écrits, j'ai thématiqué des contenus de pensée, et non leurs porteurs ; j'ai mentionné Silvio Gesell dans une note de bas de page de mon ouvrage "*Die Zukunft des Geldes*" (*L'avenir de l'argent*), précisément pour indiquer qu'il avait abordé le problème de la formation de la valeur. J'y écrivais ainsi :

[138]

Dans son livre "*L'ordre économique naturel*", Silvio Gesell aborde le problème de la quote-part sociale dans le chapitre "*Le salaire de base*", en disant en substance : *si quelqu'un émigre en Amérique et y obtient des terres libres, ce qu'il en tire comme*



*revenu est la directive pour tous les autres revenus.* Que la ligne directrice du quotient de la division de la rente foncière, divisée par le nombre de la population, quand on comprend les deux pôles de la formation de la valeur : "travail appliqué à la nature" et "travail organisé par l'esprit", ce à quoi Silvio Gesell n'est pas arrivé". En ce sens, je ne porte pas de jugements avant, mais après avoir étudié les pensées des autres.

Il résulte du traitement des présents thèmes que l'on survole les concepts dans leur contexte en tant qu'issus d'un processus et que l'on se déplace entre eux par la pensée. L'image mentale est déroulée pour ainsi dire à l'envers dans ce qui suit.

En fin de compte, de quoi s'agit-il lorsqu'on parle de création et de circulation monétaires ? Il s'agit de permettre l'équilibre entre les besoins et la valeur que les résultats du travail (appelés ci-après prestations) procurent à leurs auteurs sur le marché. En d'autres termes, comment la valeur qu'un besoin confère à une prestation peut être mise en conformité au moins approximative avec la valeur que le producteur d'une prestation exige ou attache à une prestation afin de pouvoir satisfaire ses besoins et ceux de ses personnes à charge à partir des prestations d'autres personnes pendant le temps nécessaire pour produire une prestation égale ou équivalente. Dans la simple autosuffisance, les services ont leur valeur objective, qui coïncide avec la valeur d'évaluation subjective que la personne individuelle leur accorde. Dans l'économie fondée sur la division du travail, cependant, ces deux valeurs décrites ici divergent. Et maintenant, la question se pose : est-il possible de trouver un équilibre entre les besoins humains et la valeur des services humains et, si oui, comment ?

[139]

La réponse de la pensée systémique actuelle est que la demande détermine si un bien doit être produit, et le revenu est payé à partir du prix du bien lié à la demande. C'est donc la question du prix qui importe en fin de compte. Les services acquièrent une valeur économique par le biais du besoin et de la fourniture de prestation, et le cycle économique initié par le besoin et la prestation de services consiste en l'échange de valeurs, dont la relation détermine le prix. Dans la présente réponse, cependant, le prix est assimilé à la valeur de la pensée actuelle et défini par une monnaie dont la création ou la quantité *n'a pas de rapport interne* avec la production ou la fourniture de prestation, tout au plus dans un rapport statistiquement déterminé en fonction de la quantité de prestation, mais aujourd'hui, pour des raisons économiques, même pas avec elle. Grâce à ce type d'assimilation de la valeur et du prix en argent, les recettes individuel de prestation et les revenus individuel se définissent immédiatement réciproquement. C'est pourquoi leur répartition monétaire, liée à la quantité, qui permettait de couvrir la valeur demandée par la production d'une prestation et qui lui est attribuée par besoin, reste indéterminée.

Rudolf Steiner avait déjà fait remarquer en 1905 que dans une économie basée sur la division du travail, les revenus et les prix du marché pour les résultats du travail *n'ont pas la permission d'être des grandeurs dépendantes l'une de l'autre*, sachant très bien que sinon le financement des pensions de vieillesse, de l'éducation et du système de santé, donc absolument le déroulement économique basé sur la division du travail deviendrait un problème. La question se pose mainte-



nant : Rudolf Steiner avait-il la réponse à son postulat ; y-a-t-il une mesure surordonnée à laquelle les deux grandeurs possèdent une corrélation ?

[140]

À l'origine de la formation de la valeur, la valeur que le besoin confère à une prestation coïncide avec la valeur que le producteur d'un service doit attribuer à sa satisfaction. L'origine de la formation de la valeur est une transformation quasi "pré-économique" de la nature, où le produit a une "valeur naturelle" comme dans le règne animal et est identique au besoin ; elle est suivie par la formation de la valeur économique, où l'humain n'utilise pas les résultats de son travail pour lui-même, mais entre dans une relation d'échange de prestation avec d'autres humains. La formation de la valeur prend son point de départ dans le travail, qui, d'une part, appliqué à la nature, conduit à la valeur d'extraction à la nature, d'autre part, organisé par l'intelligence, conduit à la valeur d'organisation. La valeur d'extraction à la nature représente le résultat du "pur" travail corporel d'une certaine population sur les surfaces des sol nécessaires à son existence, ce sous quoi l'on peut se représenter des céréales, et forme la mesure par laquelle les prix des prestations individuelles et des revenus individuels doivent être orientés dans le processus économique. La division du travail commence avec la création de la valeur organisationnelle. Avec elle les résultats du travail se différencient maintenant qualitativement et quantitativement. Mais la valeur créée à l'origine reste la même rapportée à cette population déterminée. Car la valeur organisationnelle - quelle que soit la quantité produite - se mesure en termes de ressources naturelles économisées/épargnées, et la valeur totale des services reste donc la même.

La "pure" valeur d'extraction à la nature en tant que valeur originelle "de chose" peut être assimilée à un nombre en tant que valeur "nominale" : l'argent. La quantité d'argent divisée par le nombre de la population donne le quota social par tête, auquel s'orientent les revenus individuels. Le quotient de la division de la valeur d'extraction de la nature "pure" représente le minimum d'existence par tête. Par l'augmentation de la valeur organisationnelle, il est possible d'accroître la production de prestation matérielle par quota social, ce avec quoi augmente la valeur subjective, ou plutôt le pouvoir d'achat, de l'argent..

[141]

Le parallélisme de la valeur matérielle et symbolique résultant de la définition de la masse monétaire ci-dessus fait de l'argent la comptabilité des prestations, dans laquelle le sol et les moyens de production artificiels pris en exploitation ne sont pas inclus et ne représentent de ce fait pas des marchandises

Lorsque Rudolf Steiner, dans la dernière conférence de son Cours d'économie nationale, résume la quintessence, dit : "La monnaie est la somme des moyens de production utilisables sur lesquels le travail corporel est effectué, ce sous quoi tombe en première ligne fond et sol (le foncier), c'est comme contenu égal à la création de monnaie et à la fixation de la masse monétaire définies ci-dessus. Imaginez la masse monétaire comme une avance sur le travail corporel d'une certaine population au sol et ensuite la valeur équivalente du travail (=capital) économisé/épargné par l'organisation intelligente du travail immédiatement au sol comme une avance sur la production de moyens de production artificiels pour une production émancipée du sol.



Le problème de prix qui s'est posé avec la division du travail peut maintenant être surmonté, car *on peut voir* comment chaque fournisseur de prestation, avec son quota social *dans la monnaie définie ici*, participe idéalement aux services des autres. En réalité, en raison des besoins différents et en constante évolution ainsi que de l'organisation du travail (rationalisation), cette référence proportionnelle globale est certes mouvante, mais la formation des prix à laquelle il faut tendre de manière associative par le biais du déplacement du capital et du travail, qui réagit ainsi au libre développement des besoins et trouve sa justification dans le respect des quotas sociaux, s'efforce constamment de réaliser cet état idéal. Et cela signifie que chacun peut satisfaire ses besoins à partir du produit de sa prestation par celle des autres.

Si la quantité d'argent est liée à la quantité de prestations, cela équivaut à une *monétarisation de la valeur organisationnelle* ; l'agriculture, qui contrairement à l'industrie ne peut arbitrairement élargir la gamme

[142]

de son offre, ni dans la variété ni dans la quantité de produits, prend du retard en termes de revenu, tout comme la mesure de l'équilibre entre le revenu individuel et la valeur des prestations individuelles tant matérielles qu'immatérielles est alors omise. Dans mon écrit "*Wirtschaften in der Zukunft (Gérer dans l'avenir)*" [10] p. 37, j'ai écrit : "Il est difficile de voir à travers cette erreur, que la masse monétaire ne doit pas augmenter avec la quantité de biens produits par le travail organisé sans déclencher une inflation du côté des biens industriels, tant que l'on ne pénètre pas à l'enregistrement des deux valeurs compensatrices : à savoir la valeur du "Travail appliqué à la nature".ou, en d'autres termes, "le travail qui modifie un produit naturel de manière à ce qu'il puisse entrer dans le processus de circulation économique", et, à l'inverse, la valeur provenant du "travail organisé par l'esprit". En raison de ces deux formations de valeur compensatoire, il n'est pas indifférent pour la fonction de la monnaie que la masse monétaire soit orientée en fonction des prix, ou d'une sélection de prix, ou que les prix trouvent leur orientation à travers la masse monétaire. Dans l'avant-dernière conférence de son NÖK/CEN, Rudolf Steiner a souligné l'effet compensatoire de l'interaction des deux valeurs, qui sont *inverses l'une à l'autre*.

Parce que l'argent aujourd'hui n'a pas de lien interne avec la production, il acquiert une valeur intrinsèque et peut aussi être thésaurisé. L'idée de soumettre les soldes monétaires à une redevance ou à un taux d'intérêt négatif afin de les maintenir en circulation pour la consommation ou pour des crédits sert à les déstocker. En raison du système monétaire actuel et de la compréhension des prix, il est bien sûr basé sur l'idée problématique de l'interdépendance des recettes de prestation et des revenus.

Le capital d'épargne ne peut être maintenu et augmenté que s'il est mis à la disposition de la production matérielle sous forme de crédit et avec à partir de cela l'augmentation de la quantité de biens

[143]

qui en résulte augmente simultanément la masse monétaire (bien que le capital puisse toutefois aussi être augmenté au détriment/coût de la masse salariale). La thésaurisation du capital, combinée au postulat d'une augmentation de la masse monétaire en fonction de la quantité de biens, constitue la base de



la contrainte actuelle de croissance. Les deux aspects susmentionnés de la circulation du capital monétaire au moyen de taux d'intérêt négatifs pour stimuler la consommation et la production afin de générer des revenus conduisent à une économie d'usure/de gaspillage. *"Si le revenu du travail et le recettes de prestations sont en rapport de dépendance immédiate, la recette des prestations devient l'initiateur de l'activité économique au lieu du besoin, car alors le travail n'est pas effectué par nécessité sociale, mais seulement pour l'acquisition et, tant que l'argent ne vieillit pas, pour la thésaurisation. Le travail devient alors une simple opportunité de générer des revenus, et la conséquence de l'incompréhension du lien direct entre les revenus du travail et les recettes des prestations est le travail, ou la production, inutile, qui est actuellement si nuisible à l'humain et à l'environnement : Le médecin fait des examens inutiles, le garagiste fait des réparations inutiles, le banquier effectue des transactions au titre de commissions, le fabricant fait des choses pour qu'elles doivent être remplacées le plus rapidement possible. ("L'économie du futur", thèse 2, page 14) [10]*

Si l'on définit le rendement du sol, en tenant compte de la productivité, comme la rente foncière, on peut dire : sans le rendement du sol, l'humanité ne peut pas exister du tout ; c'est ce dont tout le monde a besoin, ce dont tout le monde vit. Sans rente foncière, c'est-à-dire un excédent de production de terres, la civilisation et la culture ne peuvent se développer. *Que sont donc en fait les taux d'intérêt et les pensions de propriétaires et de biens immobiliers qui augmentent sans cesse, ce qui est rendu possible par une production matérielle en constante augmentation et par l'augmentation simultanée de la masse monétaire ? La rente foncière cachée !* Dans la lutte agitatrice contre la rente d'intérêt et de propriété, il convient de mentionner comment ce surplus de production foncière peut être transféré de manière transparente dans le domaine de la production intellectuelle ou dans le domaine des purs consommateurs ( au sens de la polarité de la formation des valeurs : enseignants, médecins, retraités, enfants).

[144]

Sur fond de création monétaire traditionnelle, il s'agit chez Silvio Gesell de maintenir la ???? égale en circulation, dans le cas de Steiner à cause de l'équation de la valeur matérielle et symbolique (l'argent) égale en comptabilité des prestations de *maintenir le parallélisme des deux valeurs*. Beaucoup d'humains, qui peuvent être assez sympathiques et intéressés par un changement du système monétaire, craignent l'idée d'un "vieillissement" et d'un "rajeunissement" de l'argent en raison d'une gestion administrative apparemment compliquée qui y est associée. J'ai clairement indiqué dans la deuxième partie de mon document "L'avenir de l'argent" que ce problème peut être résolu de *manière simple au sein de la banque* par la manière dont les comptes sont tenus.

Le problème économique actuel, comme l'ont montré les niveaux des taux d'intérêt de ces dernières années au Japon, n'est pas une question de fourniture d'argent et de capital bon marché ; la politique actuelle des banques centrales et les agences d'accumulation de capital, qui exercent une telle pression pour investir, font en sorte que le capital privé cherche à investir non seulement dans la production mais aussi dans les infrastructures. *Il s'agit de trouver la mesure qui permet d'enregistrer le revenu séparément des prix pour les prestations ; il s'agit de refondre les concepts de valeur économique, de capital, de base de la création monétaire et, en lien avec celle-ci, de propriété. La définition actuelle du capital en tant*





*qu'actif matériel ou financier générateur de profits ignore le financement de la vie spirituelle et des purs consommateurs à partir du surplus de production du sol (voir ci-dessus) en tant que consommation de capital.*

## **Annexe**

Au moment de la naissance de la théorie de la libre économie de Silvio Gesell, l'étalon-or était en vigueur, ce qui signifiait que la quantité de monnaie dépendait

[145]

de la quantité d'or, qui ne pouvait être augmentée que par l'exportation (dans la mesure où il n'y avait pas de production d'or dans la zone monétaire). Selon le régime de propriété existant, basé sur le droit romain, la recette de la prestation (produit de la vente des résultats du travail) revient au propriétaire des moyens de production. Celui-ci paie les revenus du travail (salaires ; en fin de compte, les prestations préalables se décomposent aussi en revenus du capital et du travail) à partir du produit de la prestation. L'autre partie est son revenu du capital (rendement du capital). Un problème se pose alors si la masse monétaire est maintenue à un niveau restrictif : Pour se maintenir en tant que capital générant à son tour un rendement, le revenu du capital doit être réintroduit dans le processus de production sous la forme d'un investissement produisant davantage de biens, de sorte qu'il puisse s'accumuler tout en alimentant la recette des prestations, ce qu'il fait lorsqu'il passe à la consommation. Il faut que les revenus se transforment à nouveau en recettes de prestations, sinon ceux-ci diminuent avec toutes les conséquences que cela implique pour les revenus. C'est ce que Gesell avait en tête, d'où son postulat de la garantie de circulation au moyen d'un intérêt négatif, une augmentation de la vitesse de circulation ayant d'abord l'effet d'une augmentation de la masse monétaire.

On voit qu'avec cette fixation de la quantité d'argent, de la propriété qui pèse sur l'économie et qui exige toujours plus de rendement et le revenu du travail viennent en un tir à la corde de façon impitoyable pour des parts de la masse monétaire car l'évolution met sous pression soit le rendement du capital, soit les revenus du travail, soit les deux, ce qui entraîne une spirale déflationniste catastrophique par le biais d'une baisse des recettes du travail (qui sont le support des besoins de la consommation) et, par conséquent, d'une baisse des recettes des prestations (exemple des années trente du vingtième siècle). Ce problème a été "résolu" avec la création monétaire ex nihilo après 1971. Le capital - qui, selon la conception actuelle, est issu de la plus-value prélevée sur le produit du travail - a pu se maintenir et s'accroître par une extension constante de la production matérielle au moyen de l'argent des crédits bancaires (ex nihilo, un pur

[146]

vieillesse de l'argent acte comptable), sans qu'il y ait nécessairement une pression sur les revenus du travail. Sous ces conditions, le taux de profit et même le taux de salaire pouvaient augmenter/grimper. - Mais l'ancienne lutte pour la masse monétaire entre les "fournisseurs de travail" et les propriétaires de capitaux a maintenant dégénéré en une lutte pour la croissance, en une obligation de croissance. La sécurité de la circulation y est garantie par "l'usure". Dans l'"économie libre", l'objectif de Silvio Gesell, en prélevant une taxe sur les



espèces et un taux d'intérêt négatif, était de contrecarrer la thésaurisation de l'argent et de maintenir la vitesse de circulation de l'argent à un maximum, de sorte que l'offre de capital qui en résultait fasse pression sur le taux d'intérêt. La masse monétaire ainsi retirée de la circulation devrait revenir dans le système via l'État. Afin d'atteindre la stabilité monétaire, il envisageait d'augmenter ou de diminuer la masse monétaire en fonction d'un indice des prix lié à un panier de biens. Il a imaginé la création d'argent selon des critères conventionnels.

## **Vieillessement de la monnaie**

### ***"La monnaie régionale n'est pas la seule à vieillir"***

L'article en question aborde la question évidente de savoir dans quelle mesure la dépréciation monétaire actuelle due à l'augmentation permanente de la monnaie est comparable à ce que l'on appelle le vieillissement de la monnaie dans l'économie associative visée de manière prospective ; si le vieillissement de la monnaie dans l'économie associative ne représente pas une dépréciation monétaire contrôlée par rapport à la dépréciation actuelle tumultueuse due à l'inflation.

Lorsque nous parlons de questions dans lesquelles l'argent intervient, nous ne devons pas considérer l'argent de manière aussi abstraite que s'il se trouvait devant nous sous forme d'argent liquide ou d'avoirs en compte. Nous devons prendre en compte son origine (création monétaire) et en déduire sa fonction et son mode de circulation. La différence de création monétaire et ses conséquences dans l'économie actuelle et dans l'économie associative permettent de mettre en évidence les différents motifs et objectifs de l'économie.

Dans sa *"Doctrines de l'économie"*, Wilhelm Röpke écrit dans le chapitre consacré à l'inflation et à la déflation : *"Si, dans la production de marchandises, le moteur qui fait avancer est le plus important, dans la production monétaire, c'est le frein"*. Cette phrase tirée de la doctrine économique traditionnelle montre que

147

l'initiateur de l'économie actuelle est le produit de la prestation (produit de la vente de la production) basé sur la demande - et non le besoin - et que la création de monnaie se fait indépendamment de la production, sans lien intrinsèque avec elle, ce que j'ai souligné dans différents articles de cette revue et dans mon ouvrage *"L'économie à l'avenir"*. Aujourd'hui, c'est par le biais de la masse monétaire que s'exerce une influence sur les prix des marchandises. L'économie consiste en un échange de valeurs, et la comparaison des valeurs s'exprime dans le prix. Lors de la dépréciation monétaire due à l'inflation, les prix des biens matériels augmentent par rapport aux prix des biens monétaires : le propriétaire des biens matériels y gagne, celui des biens monétaires et le consommateur y perdent, ce dernier par une perte de pouvoir d'achat. Le débiteur est déchargé de sa dette, le créancier perd de la valeur en nature.

Dans sa *douzième conférence du cours d'économie nationale*, Rudolf Steiner indique que *"nous devons aussi être conscients du fait que l'argent en tant que tel acquiert une valeur par la circulation elle-même"*. Dans l'économie associative, le vieillissement de l'argent consiste à lier la circulation de l'argent au circuit des valeurs de



l'économie nationale, c'est-à-dire à éliminer dans une large mesure toute valeur intrinsèque de l'argent. Et comme l'argent n'a pas de valeur intrinsèque, on ne peut pas vraiment parler de dévaluation monétaire comme aujourd'hui. L'initiateur de l'économie dans l'économie associative est le besoin ; dans l'économie actuelle, il s'agit de l'apport de prestations dans le but d'augmenter le capital, ce qui est rendu possible dans le système actuel par l'augmentation de la quantité d'argent de la part de la banque centrale, qui va de pair avec l'extension de la production matérielle. Dans l'économie associative, il s'agit de couvrir les besoins matériels et immatériels. Dans cette économie, le prix, c'est-à-dire la recette de la prestation, a une autre fonction qu'aujourd'hui : il reflète d'abord les besoins et sert ensuite de valeur de comparaison avec la "valeur originelle", qui donne la mesure de la quantité d'argent ; la "valeur originelle" étant le résultat du travail corporel d'un nombre de population sur la

[148]

base naturelle dont elle a besoin. Grâce à cette sorte de création monétaire, le besoin peut devenir l'initiateur de l'activité économique, car l'argent n'a pas de valeur intrinsèque propre, il est simplement une comptabilité des prestations, une instruction sur les marchandises, comme l'exprime Steiner, et les associations reçoivent ainsi l'instrument pour ajuster la valeur des prestations individuels en termes de prix aux revenus individuels comme moyen d'expression des besoins au moyen du capital et de la production. Cela permet aux prestataires/fournisseurs de prestations dans l'économie basée sur la division du travail de satisfaire leurs besoins et ceux de ceux qui doivent les fournir à partir des prestations d'autrui par une telle valorisation de leurs prestations. La valeur du prix des prestations résultant de la seule demande ne permet pas d'y parvenir. Pour l'économie associative, l'alignement des valeurs de prestation individuelles sur les besoins pour lesquels les revenus se tiennent est donc décisif.

En comparaison, se laisse résumer que dans l'économie associative, les besoins qui se développent librement se traduisent par des fluctuations de prix, auxquelles les réponses associatives sont apportées par l'évolution des flux de prêts et de dons. Dans l'économie actuelle, les fluctuations des prix sont aussi une conséquence de la demande, mais une demande qui est influencée par la politique monétaire des banques centrales. Les termes "vieillesse de la monnaie" et "rajeunissement de la monnaie" pour le système prospectif ne signifient pas un changement de la masse monétaire, contrairement à la politique monétaire actuelle, où l'on essaie d'influencer les prix et l'économie par le biais de l'expansion et de la contraction de la masse monétaire. Elles comprennent le lien entre la circulation de l'argent et le cycle de la valeur économique, l'adhésion au *parallélisme de la valeur matérielle et symbolique*, comme le montre mon écrit "*L'avenir de l'argent*" [10].

En raison de l'équation actuelle du capital et de la propriété d'une part et de la séparation de la création monétaire de la création de valeur économique d'autre part - c'est-à-dire l'inverse de l'économie associative - le système économique

[149]

actuel n'amène pas la formation du capital et le financement de la vie de l'esprit et du pur consommateur "sous un même chapeau". Elle cherche la solution



dans l'endettement croissant de la "main" publique, en acceptant une dépréciation monétaire conditionnée par l'inflation, ce qui signifie le retrait du pouvoir d'achat ou la charge anonyme des dépenses de l'État. Le véritable progrès par rapport à la création monétaire actuelle qui rend possible la dévaluation de la monnaie est finalement la création monétaire prospective dans l'économie associative en rapport avec sa transparence de la valeur économique, la formation du capital et la fonction du prix, le lien entre la circulation de la monnaie et le cycle de la valeur économique ayant été instrumentalisé par la double conduite de compte que j'ai formulée. *Comment dit Steiner ? "La monnaie devient l'institution synthétiquement rationnelle de l'ensemble de l'organisme économique par sa gestion". (Points clés de la question sociale, GA23) [2]*

## Sur le revenu de base

### "Pourquoi le revenu de base pourrait être financé"

#### L'Européen" n°4 Février 2008

Citation tirée du paragraphe "Ce que voulait Rudolf Steiner", page 10 :

*"L'idée du revenu de base ne correspond pas au fil de la pensée de Rudolf Steiner ? C'est tout à fait la même chose pour un chômeur, qui ne peut plus joindre les deux bouts avec sa famille et doit donc présenter des pétitions humiliantes au bureau d'aide sociale. Il en va de même pour les mères (ou les pères) célibataires, qui doivent souvent vivre sur ou sous le seuil de pauvreté. S'ils pouvaient choisir entre un revenu minimum de 600 (voire 800) euros (même pour chaque enfant !) ou attendre l'introduction de la triarticulation, le résultat serait très clair. Cela n'irait aussi*

[150]

*pas autrement à Rudolf Steiner". Cela sonne absolument éclairant, pragmatique. Et pourtant, on doit répondre avec Steiner, qui a déjà été confronté à la même situation d'urgence :*

*"C'est justement dans la signification de la parole au sens propre originel exact : on peut seulement aider l'individu si on lui fournit purement du pain ; on ne peut fournir du pain à un tout/ensemble qu'en l'aidant à développer une vision du monde. Cela ne servirait à rien si l'on voulait fournir du pain à chaque individu d'une totalité. Au bout d'un certain temps, cependant, les choses devraient tourner de telle sorte que beaucoup n'ont plus de pain. (R. St. Essai de 1905, "Science de l'esprit et question sociale" dans "La Gnose de Lucifer", GA 34 page 217) [4] Cela signifie que l'on ne peut donner du pain à un ensemble à long terme qu'en l'aidant à une vision du monde "orientée vers la vraie connaissance de l'esprit", qui formule alors la triarticulation comme "la demande sociale fondamentale de notre temps".*

Les cas sociaux individuels, tels qu'ils sont mentionnés dans l'article, bénéficient aujourd'hui d'un soutien plus ou moins important dans les pays industrialisés et, comme on a pu le lire dans les récents rapports sur le service social zurichois, parfois de manière tout à fait conciliante. Mais il s'agit en fait - pour reprendre une belle expression moderne - d'assurer durablement les revenus. Et c'est là qu'il vaut la peine de se pencher sur les "idées" de Steiner, en particulier sur la séparation du résultat de la vente de la recette travail (également appelé recette/rendement de la prestation). La seule valeur de référence pour



le revenu qui existe dans la conscience actuelle est justement, à tort, le rendement de la prestation. Rudolf Steiner a souligné la nécessité de cette séparation dans l'économie de la division du travail en 1905 dans l'article mentionné dans lequel il formulait la loi sociale principale, où il est dit à la page 213 : "Ce dont il s'agit donc, c'est que travailler pour ses semblables et obtenir un certain

[151]

revenu soient deux choses tout à fait séparées l'une de l'autre". Le 30 novembre 1918, il réitère cette exigence : "Car ce vers quoi il faut tendre, naturellement de manière synthétiquement raisonnable et non bolchevique, c'est de séparer le travail de l'acquisition des moyens d'existence". (GA 186 page 49) [5]

Le lien direct entre le produit/rendement de la prestation et le revenu - on peut dire aussi dire : du travail comme facteur de coûts et du revenu - est le nœud gordien, qui doit être résolu. Si l'on ne trouve pas, comme c'est le cas aujourd'hui, l'issue au complexe de problèmes de la conjoncture, du revenu du travail et du rendement du capital par l'obligation d'une croissance économique permanente au moyen d'une augmentation permanente, mais aussi risquée, de la masse monétaire des crédits bancaires, la solution réside dans l'ascension (pensante et donc aussi à avoir en main associativement) du prix à la valeur économique en tant que grandeur de référence à appréhender à nouveau, d'où découle la notion de cellule originelle de Steiner et qui trouve ainsi son ancrage financier dans l'économie de la division du travail dès le début.

L'essentiel et la véritable signification de cette réflexion présentée dans le Cours d'économie nationale est la reconnaissance de la formation de la valeur et, avec elle, de l'échelle des revenus, ce qui rend possible la transparence et la durabilité des revenus.

### **Intérêt, argent de prêt et de donation**

Les revenus issus de l'argent de prêt et de donation ne sont pas des excédents de revenus aléatoires, décidés de manière arbitraire par les prestataires de travail, à l'instar de ce que l'on fait aujourd'hui avec les économies ou, disons, les donations à la Croix-Rouge, mais des quotas sociaux pouvant être saisis et déterminés avec précision en raison de la nouvelle création monétaire. Si l'argent n'a plus le caractère d'une marchandise, les intérêts doivent aussi être considérés différemment qu'aujourd'hui :

[152]

ils ne sont plus une fonction de la demande et de l'offre d'argent, qui peuvent être influencées par la banque centrale. Comme il est désormais clair que l'intérêt fait partie de la rente foncière (rendement du sol, voir ci-dessus) générée par la collectivité et qu'il est pris en compte dans la formation associative des prix, il devient une question de droit. C'est pourquoi Steiner écrit dans ses "Points essentiels de la question sociale" que l'intérêt doit être fixé par l'État de droit. La nouvelle forme de propriété et l'ordre monétaire veillent à ce qu'il n'y ait pas d'accumulation de capital et de revenu qui pèse sur l'économie.

### **Séparation du travail et du revenu, la cellule économique originelle**

#### **Commentaire sur l'article "Grundideen der Dreigliederung" (Idées**





***fondamentales de la triarticulation) paru dans l'édition d'avril de "Europäer".***

Dans l'article en question, la notion de "triarticulation" est plaquée comme une grille sur l'ordre social existant. Le lecteur a l'impression que les différents domaines d'activité et les institutions, dans leur forme et leur contenu actuels, sont regroupés sous les différents membres de la vie de l'esprit, de la vie de droit et de la vie de l'économie, pour finalement résoudre tous les problèmes par des lois et des réglementations - "de manière contraignante" - à partir de la vie de droit. Comme si nous n'étouffions pas déjà aujourd'hui sous un flot de lois et de réglementations. On peut certes parler de manière abstraite et bien intentionnée de "*créer un système qui s'autorégule de manière humaine, sans avoir besoin de mesures dirigistes*", mais cela ne ferait que conduire à un dirigisme dictatorial. On s'en rendrait vite compte en réalisant l'idée actuelle d'un revenu de base, un pur postulat sans lien interne

[153]

avec ce que nous expliquerons par la suite comme la formation de la valeur économique et le quota social qui en découle ; il ne serait que le résultat d'une opération de calcul abstraite, qui se situerait quelque part au niveau du minimum vital/d'existence au moment de sa fixation, puis serait fixé et réglementé par la loi.

La pensée du triarticulation s'impose comme une nécessité à partir des questions auxquelles la vie sociale actuelle est confrontée et des contenus tels qu'ils doivent être redéveloppés pour les concepts économiques fondamentaux. Tout d'abord, il faudrait formuler les problèmes de notre époque de manière purement phénoménologique. Et de même que la science de la nature, lorsqu'elle décrit les rapports légaux des phénomènes, ne veut rien laisser entrer dans la connaissance de ce que l'âme vit dans ces phénomènes, de même, méthodiquement, les jugements économique-sociaux ne devraient pas intégrer hâtivement ce qui ressort de l'émotion de la situation de vie. Car cela bloque l'expérience des processus de pensée qui placent les concepts dans de nouveaux contextes. Les propositions pratiques de solutions aux problèmes sont alors volontiers étiquetées à partir de schémas de pensée traditionnels avec des mots-clés usés tels que capitalisme, communisme, idéalisme, matérialisme.

En se référant aux conditions sociétales, on oublie facilement que c'est la volonté humaine qui a établi les institutions sociétales au fil du temps. On s'y est tellement acclimaté que l'on pense d'abord devoir s'en servir pour se faire une opinion sur ce qui doit être changé. La pensée ne se reconnaît plus dans les conditions économiques en tant que facteur déterminant. On s'oriente en pensée vers des faits créés, que la pensée devrait pourtant dominer. On obtient un jugement à la hauteur des faits si, comme Rudolf Steiner, on remonte aux pensées fondamentales qui sont à la base de toutes les institutions sociales.

[154]

Rudolf Steiner a déjà indiqué en 1905 dans un article intitulé "*La science de l'esprit et la question sociale*" [4] que dans l'économie de la division du travail, fournir un travail et obtenir un revenu devaient être deux choses totalement séparées l'une de l'autre ou, comme l'a appelé l'auteur de cet article dans ses écrits, que les revenus individuels ne devaient pas être directement liés à la recette des résultats individuels du travail, c'est-à-dire que le revenu et la recette de la prestation devaient être



saisis séparément.

### **De quoi s'agit-il en cela ?**

Selon la compréhension juridique et économique actuelle, le résultat/rendement de prestation - le prix du marché pour le résultat/rendement du travail - est du capital en termes de propriété, et selon le système juridique actuel, tout rendement du travail est divisée en revenu du travail et revenu du capital. Le montant du rendement individuel de la prestation dépend de la mesure dans laquelle du revenu se transforme en rendements de prestation à partir duquel du revenu apparaît. Aujourd'hui, des rendements de prestation et des revenus sont immédiatement dépendants les uns des autres et du prix du marché, qui est déterminé par la demande et les conditions de production de manière aléatoire et arbitraire. Cependant, le prix, qui est aujourd'hui considéré comme la valeur de la prestation, est le résultat de l'échange de valeurs déjà existantes, c'est-à-dire d'une prestation pour un autre. Avec le couplement au prix du marché, le revenu du travail reste aujourd'hui indéterminé par rapport à la valeur de la prestation, et plus encore le revenu des prestataires de prestations immatérielles et des consommateurs "purs", enseignants, médecins, retraités, enfants, dans la mesure où ils sont payés par des prélèvements (impôts, primes d'assurance) basés sur justement le revenu du travail. C'est pourquoi Rudolf Steiner avait déjà souligné que la perception des impôts devrait être différente à l'avenir de ce qu'elle est aujourd'hui.

Le couplage immédiat des rendements de prestation, c'est-à-dire du produit des prix du marché et des revenus, crée le problème de l'économie et conduit à la remise en cause du financement des pensions et des coûts des soins de santé. L'idée de Silvio Gesell de

[155]

prélever un taux d'intérêt négatif sur les soldes monétaires ne change rien à cela, ce qui équivaut à un couplage des recettes des prix du marché et des revenus.

En outre, la dépendance conditionnée selon le droit de propriété des rendements de prestations et aux revenus donne aujourd'hui au travail deux aspects désagréables : D'un côté, le travail est un facteur de coût, de l'autre, c'est une opportunité de gagner/viser des revenus. Du point de vue du capital, il vaut d'éliminer les coût pour le travail, de déplacer le travail là où il est le moins cher. Cependant, pour générer des revenus, le travail dégénère également en activité inutile. Ainsi, en tant que marchandise dépendant du capital, le travail conduit d'une part au chômage et d'autre part à l'économie de l'usure.

Alors que le besoin et le résultat/rendement du travail coïncident toujours dans l'autosuffisance, ce n'est plus le cas avec le début de la division du travail, et la question se pose pour chaque producteur d'un résultat/rendement de travail, qui est en même temps porteur de besoin, la question après la mesure réciproque de la valeur des résultats/rendements du travail. Cela signifie, jusqu'où est-il dans la situation de satisfaire ses besoins à partir des résultats/rendements du travail d'autrui, à partir du prix du résultat/rendement de son travail. Et cela conduit à la question de la valeur économique d'une prestation, puis à celle de comment la valeur d'une prestation donné par le besoin peut être amenée en congruence avec la valeur exigée par la production. En ef-



fet, le prix du marché ne peut à lui seul décider si un bien peut être produit à un prix correspondant à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin dans le temps nécessaire à sa nouvelle production, un postulat que Rudolf Steiner appelle la cellule économique primordiale.

Un parallèle avec la philosophie de la liberté apparaît ici : tout comme Rudolf Steiner décrit là comme point de départ de la connaissance la pensée, le processus de pensée à partir duquel les concepts et les idées sont d'abord acquis, dans l'économie il part du processus de travail, qui en relation avec la nature et l'esprit forme la valeur, d'où proviennent les prestations individuelles/particulières.

[156]

La création de valeur au sens économique prend son point de départ dans le travail qui, appliqué à la nature, conduit à la valeur d'extraction de la nature d'un côté, et, organisée par l'intelligence, à la valeur de l'organisation d'autre part. Les deux pôles de création/formation de valeur se tiennent dans un rapport inverse se conditionnant l'un l'autre : sans valeur organisationnelle, il n'y aurait pas de développement/d'évolution, mais sans valeur d'extraction nature-nature (travail sur/à la nature), la valeur organisationnelle ne pourrait pas se réaliser. Cette dernière - quelle que soit sa production - est mesurée en termes de valeur d'extraction épargnée à la nature, et donc la valeur-totale des résultats du travail reste la même, à savoir le résultat du travail corporel "pur" qui est effectué par un nombre de population sur une surface au sol dont elle a besoin existentiellement.

À cette valeur totale, égale à la "pure" valeur d'extraction à la nature, en tant que valeur "substantielle-matérielle", un nombre peut être assimilé à un quotient social, une valeur "nominale" : l'argent - la masse monétaire par tête. Par le parallélisme de la valeur de chose et de signe, peut, avec l'aide de l'argent, quantitativement lié à un nombre de population déterminé, être préservé comme une grandeur d'orientation, respectivement mesure, la mémoire de la création de valeur originelle. L'argent devient la comptabilité des résultats/rendements du travail.

L'émancipation et la libération/l'exemption d'humains du travail immédiatement à la base de nature au moyen de l'organisation du travail, égale à l'économie/épargne de travail, est formation de capital. Le capital, c'est-à-dire/nommément l'équivalent de cette économie/épargne de travail (valeur organisationnelle), est la base de l'existence de tous les humains libérées/exemptés ; c'est du financement de la libération/l'exemptio relative (paiement anticipé pour une production/industrie matérielle supplémentaire) ou du financement de la libération entière ("donation" pour l'activité spirituelle respectivement tous les "purs" consommateurs).

[157]

Les revenus s'orientent au quota social. Les revenus et les recettes des résultats/rendements du travail peuvent désormais être enregistrés *séparément* et des institutions (associations) peuvent être créées afin de parvenir - à nouveau - à un niveau plus élevé de coïncidence des besoins ou des revenus individuels et des recettes pour des résultats/rendements du travail par le biais de prix orientés vers les quotas mais néanmoins sur un marché *libre*. Cela conditionne toutefois qu'aucun critère autre que les besoins, d'un côté, et le respect des



quotas sociaux, de l'autre, n'ait une influence sur l'évaluation des prestations. Et maintenant, la pensée de la triarticulation résulte d'une nécessité intérieure : car pour l'économie résulte des administrations indépendantes de la vie de l'esprit et de la vie de droit - soutenues par la façon dont l'argent est créé - que la terre/fond et sol/foncier, les moyens de production artificiels tout comme le travail sont dépouillés de leur caractère de marchandise et qu'ainsi aucune rente ne puisse être extorquée. Le système éducatif/de formation, en tant que producteur du capital, le gère également par l'intermédiaire de ses délégués dans l'économie, puisqu'ils peuvent exercer la fonction de propriétaires de moyens de production et déterminer eux-mêmes leurs successeurs à cet égard sous la forme d'une transition/transmission sans achat. Et la vie de droit sanctionne le temps de travail par le biais du vote démocratique et des paiements de revenus négociés par les entreprises individuelles comme des accords valables. La vie de l'économie elle-même a quelque chose à faire avec la production et l'évaluation mutuelle de la valeur des prestations, qui est le contenu qui définit les associations d'entreprises. Par la structure de l'économie et de la société esquissée ici, un équilibre/une compensation entre le besoin respectivement le revenu en tant que médium de satisfaction du besoin et la valeur de la prestation peut alors être rendu possible ; il n'y a pas de nivellement/d'égalitarisme.

Tout comme le travail dans l'économie agit comme un médiateur entre la nature et l'esprit, et avec cela la vie de droit se situe entre la vie de l'économie et la vie de l'esprit en ce qui concerne le travail, on devrait aussi parler en

158

termes physiologiques du système respiratoire/circulatoire comme un équilibre/une compensation entre le système nerveux/sensoriel et le système métabolique/des membres, au lieu de citer abstraitement les trois systèmes côte à côte.

[159]

160

## CONFÉRENCES

[161]

Conférences à l'occasion de l'Expo agricole de Morat 2002

### **La pression économique :**

Pourquoi les agriculteurs gagnent-ils de moins en moins et pourquoi la création de valeur industrielle croit-elle toujours plus ?

D'une anarchie du marché, libéré de toute régulation, qui est censé initier toute activité économique à partir de son principe d'offre et de demande, nous a été martelés pendant des années, ce qui a abouti à un ordre autorégulé et constamment renouvelé de la communauté humaine, qui gère avec les autres, et augmente ainsi la prospérité par l'efficacité. L'"Organisation mondiale du commerce" (OMC) a été créée en tant qu'institution chargée de veiller sur cet enseignement de sagesse. Ainsi, en tant qu'étudiants obéissants, nous avons démantelé des surfaces agricoles, en avons fusionné d'autres, avons réduit le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture, avons délocalisé des indus-



tries à l'étranger, pour autant que nous ne les détruisions pas. Comme l'augmentation générale de la prospérité ne s'est pas encore concrétisée, cela signifie qu'il faut réduire encore plus, rationaliser encore plus.

Et voilà que les États-Unis, en tant que pays le plus puissant sur le plan économique et politico-militaire, arrivent, donnant l'exemple industriel en matière d'importation d'acier et précisant dans le secteur agricole avec les subventions annoncées qu'ils n'assignent évidemment pas un rôle secondaire à l'agriculture. Y a-t-il peut-être quelque chose de beaucoup plus important derrière ce que nos esprits inoffensifs appellent hérésie, à savoir le rôle de l'agriculture absolument ?

Il y a une autre question que l'Argentine nous pose. Un des pays les plus riches du monde en termes de ressources naturelles est en complète ruine économique. Qu'est-ce qui va de travers dans ce pays que la rente foncière ne puisse être faite utilisable ; la rente foncière définie comme le rendement du sol

[162]

en tenant compte de la productivité ? La crise argentine a été présentée comme un problème de liquidité interne et externe. Y a-t-il peut-être besoin de critères de création d'argent complètement différents de ceux qui valent aujourd'hui ?

Les questions que les deux pays nous posent sont-elles en rapport avec notre sujet ?

Afin de comprendre la dérive des revenus des travailleurs agricoles par rapport à ceux des travailleurs industriels, nous posons d'abord la question après

- la création de valeur - qu'est-ce qu'une valeur économique ?
- la formation de capital - que signifie le capital en termes non monétaires ?
- la formation des prix - quelle est la fonction du prix dans un système économique ?

Ensuite, nous devons voir dans quel rapport la création d'argent actuelle se tient aux trois processus.

Selon la conception ayant cours actuellement, la valeur d'une prestation est égale au prix du marché respectivement au prix en argent ; la prestation définie comme un résultat matériel ou immatériel du travail. Cette approche capitaliste monétaire fournit une référence purement nominale qui n'a aucun rapport avec les êtres humains. En effet, le prix n'est que l'expression du rapport entre deux prestations échangées.

Nous arrivons à la saisie de la valeur économique réelle lorsque nous la saisissons en termes matériels ou réels dans sa relation à l'humain. Pour ce faire, nous partons du fait qu'un nombre de population déterminé a besoin d'une certaine superficie de sol pour son existence. La formation de la valeur commence donc par la culture du sol. Dès que nous passons de l'autosuffisance à une économie basée sur la division du travail, le travail devient un facteur économique.

[163]

En changeant ou en faisant circuler un produit naturel de manière non transformée, une valeur économique est créée. Tous les biens obtenus par le travail corporel d'une communauté sur le terrain ont pour résultat la valeur d'extraction à la nature de laquelle chacun vit. Divisée par la population, elle représente le quota social. C'est dans le rapport entre le nombre de la population et





la superficie de sol requise que la valeur repose à l'origine, car tout le travail qui peut être effectué dépend de la population, et tout ce qui est lié au travail provient du sol. Parce que c'est ce dont tout le monde a besoin, ce dont tout le monde vit. Et pour ceux qui, en raison de leurs accomplissements intellectuels, économisent/épargnent le travail du sol, ne le fournissent pas, ceux qui restent dans le travail du sol doivent fournir leur part.

L'organisation du travail par l'esprit humain crée un deuxième facteur de création de valeur. Nous appelons son résultat la valeur organisationnelle. Celle-ci est mesurée en fonction de la valeur économisée à la nature ou, en d'autres termes, la valeur de la performance spirituelle correspond à ce qu'elle économise (ne doit pas réaliser) dans le travail corporel directement au sol. La conversion de la valeur organisationnelle en moyens de production artificiels, à l'aide desquels les produits du sol sont transformés, constitue l'industrie ou la production industrielle. L'industrie transforme les produits naturels en produits industriels et les retourne à l'agriculture, aussi pour augmenter la productivité. L'organisation du travail directement, mais surtout la valeur d'organisation sous forme de produits industriels permet à l'agriculture de générer un surplus de revenus, qui peut libérer le travail directement à la nature ou permettre de le libérer pour des activités spirituelles. L'excédent de rendement de la production foncière, obtenu grâce à la productivité, constitue d'une part le capital à partir duquel l'industrie est financée et d'autre part la rente foncière de laquelle vivent l'État, l'éducation, les soins de santé, les personnes âgées et les enfants. *Ainsi, tout industrialisme fonctionne avec une passivité envers l'agriculture ou,*

[164]

*exprimé autrement, est maintenue par l'excédent de la production agricole. L'épargne du travail corporel dans l'agriculture constitue le capital avec lequel l'industrie travaille et dont le montant détermine la valeur de ses prestations.* Le fait que l'apparition et la signification de la formation de capital et de la rente foncière ne soient plus comprises repose fondé dans notre économie monétaire et de crédit, cette dernière étant rendue possible par l'institution de la propriété ; cependant, dans le cas de la rente foncière, c'est toutefois aussi dû au système fiscal actuel. Un pays qui a pleinement saisi le rôle de l'agriculture dans ce contexte - apparemment plus instinctivement que consciemment - est les États-Unis. Les États-Unis insisteront donc toujours pour maintenir leur agriculture et ne la laisseront jamais être détruite.

Si l'on pense aux prestations à leur origine, en fonction du rapport entre le nombre de la population et les ressources naturelles nécessaires, les prestations à ce stade initial ont une valeur objective qui coïncide avec la valeur subjective du jugement que l'individu lui confère. Dans la mesure où l'activité économique parmi les humains s'éloigne de ce que l'individu s'occupe purement de lui-même et de ses voisins, et passe dans un échange général de prestations, l'appréciation des valeurs que le besoin confère à une prestation, avec ce que le prestataire d'une prestation de même doit lui attribuer pour sa satisfaction de besoin, n'est plus immédiatement donnée. Et avec cela vient le problème de comment la prestation de chacun est mesurée par rapport à celle de l'autre, de manière à ce qu'il puisse satisfaire ses besoins à partir de la prestation des



autres jusqu'à ce qu'une prestation identique ou équivalente soit fournie, et ce lors d'un libre développement des besoins. *Là dedans se montre le problème de la formation des prix, que le prix n'est pas seulement l'expression du rapport nominal entre les valeurs, mais aussi une grandeur de comparaison avec le quota social.*

[165]

La mesure de la valeur de toutes les prestations est la totalité des résultats du travail directement à la nature. Il s'agit de la "mesure de la valeur originelle", dans laquelle la valeur attribuée à un bien par le besoin et la production est identique, une valeur qui n'est pas encore définie en termes monétaires - un concept de valeur non monétaire. Dans la "mesure de la valeur originelle", basée sur le nombre de population à la base naturelle nécessaire, chaque humain se retrouve comme valeur de référence dans le quota social. *La valeur d'une prestation sera correctement estimée si elle est en équilibre/tient la balance avec le quota social.* Or, la structure des prix entre l'industrie et l'agriculture n'est évidemment pas dans cet équilibre. Cela est dû à la façon dont l'argent est créé aujourd'hui, qui n'a aucun lien interne avec la valeur de base connue sous le nom de valeur d'extraction à la nature. Elle devrait lui donner la mesure nominale.

Les produits industriels, en tant que produits dépendant de la volonté humaine, peuvent être multipliés à volonté, tant en termes de quantité que de nature. Dans l'industrie, quand il s'agit de gagner de l'argent, il y a une indifférence totale, non seulement à la manière de travailler, mais aussi au produit du travail, à ce qui est travaillé. L'agriculture ne peut pas adopter cette sorte de manière de pensée industrielle. *Car l'agriculture, contrairement à l'industrie, n'a pas la possibilité d'avoir toujours de nouveaux produits, d'augmenter à volonté la gamme de ses produits et leur quantité.* Mais même si l'agriculture était obligée de rationaliser en permanence, que ce soit pour économiser du travail, libérant ainsi des humains pour d'autres prestations, ou pour augmenter la production en termes de quantité, elle ne pourrait le faire qu'à l'aide de biens industriels qui intègrent une valeur organisationnelle. *Si maintenant, comme c'est le cas aujourd'hui, la masse monétaire est augmentée en permanence - si possible, avec la quantité de prestations - la valeur organisationnelle est monétarisée.* Cela signifie que le niveau des prix des biens industriels dans leur ensemble est gonflé par rapport à celui des biens agricoles,

[166]

aussi si les prix des biens industriels individuels baissent en raison de la rationalisation. *L'effet compensatoire de la valeur organisationnelle en faveur de l'agriculture pour son maintien de l'industrie est ainsi réduit à rien.*

Comme nous l'avons établi en entrée, du point de vue actuel, la valeur économique est égale au prix d'une prestation. Le prix du marché détermine le montant de la prestation et constitue donc une incitation à la quantité de la prestation. Puisque, selon la conception actuelle de la valeur, le rendement et le revenu ne peuvent être enregistrés comme des variables à part entière et ont donc un effet interdépendant, tyrannisant toute la vie sociale, la conjoncture devient une obsession de l'activité économique. *Le rendement/la recette des prestations devient alors le véritable initiateur de l'activité économique, et non le besoin.* Besoins comme aussi connaissances scientifiques, dans lesquelles le développement culturel peut se refléter, ont permission de se manifester, pour autant qu'ils sont utiles à l'économie. Les coûts plus élevés ne sont pas accordés à



l'agriculture pour une alimentation de qualité préservant la santé, mais à un système de santé dont profite la production industrielle. *L'association directe de l'agriculture avec les consommateurs est sans aucun doute le début correct d'une activité économique qui part des besoins.* Mais nous ne devons pas nous arrêter là si nous ne voulons pas retomber dans la misère du contexte actuel. Au fil du temps, l'industrie viendra dans la même situation que l'agriculture aujourd'hui. Un public de plus en plus large devra probablement se pencher plus attentivement sur la réponse à la question posée au début de ce document sur la formation de la valeur et du capital, la formation des prix et la création de monnaie.

Dans le conflit entre les recettes des prestations et le quota social, il ne peut être question de remplacer la libre circulation des marchandises au nom de l'offre et de la demande par une économie de contrainte. Il doit plutôt s'agir de structurer l'évaluation mutuelle

167

des prestations de telle sorte qu'un équilibre entre les besoins et la valeur des prestations devienne possible, ou, en d'autres termes, que la valeur d'une prestation corresponde essentiellement à la valeur d'autres prestations pour lesquels le producteur a un besoin pendant le temps qu'il passe à produire un service égal ou équivalent.

[168]

### **Quelle est la fonction du prix dans quel système ?**

La division du travail signifie l'échange de résultats tangibles et intangibles du travail, ci-après dénommés prestations. Les services représentent des valeurs parce que les gens en ont besoin pour satisfaire leurs besoins. Avec l'échange de prestations, le problème de leur évaluation mutuelle de valeur se pose, afin que chaque producteur puisse satisfaire ses besoins à partir des prestations des autres jusqu'à ce qu'une prestation équivalente soit produite, et ce avec un libre développement des besoins. Ainsi, le problème des prix se déplace au centre de la réflexion économique. Car le prix d'un bien ou d'une prestation - qui n'est plus exprimé en argent - est celui qui représente sa valeur par rapport à d'autres biens ou prestations dont une personne a besoin. Le prix est donc exprimé dans le rapport entre une chemise et une miche de pain. C'est ce rapport qui, en fin de compte, conduit au problème des prix.

Aujourd'hui, le rapport des valeurs n'est qu'une comparaison arithmétique sous la forme du prix de l'argent, et parce que le prix de l'argent et la valeur sont équivalents, l'évaluation mutuelle de la valeur des prestations reste incertaine. On ne peut pas simplement demander : combien de produits a correspondent à combien de produits b, par exemple combien de grains correspondent à une chemise, une radio ou une leçon, car les performances ne peuvent pas être directement comparées entre elles sans plus de cérémonie. Ce ne sont pas des substances ou des biens, ni des masses abstraites de temps de travail (taux horaires) qui sont comparés, mais seulement des valeurs ; le travail en lui-même n'a pas de valeur économique, mais seulement le résultat du travail. La valeur, qui implique toujours l'humain, comparée à la valeur, conduit au prix ; en cela, il est montré dans quelle mesure chaque personne est capable de satisfaire ses besoins à partir de sa prestation à partir de la prestation



des autres. Du fait que dans la formation des prix on ne

[169]

parvient pas à une définition totalement indéterminée, nous pouvons voir que si, comme je l'ai fait dans ma précédente *présentation ici à Morat (page 172)*, toutes les prestations sont liés à la valeur ajoutée qui résulte du nombre de la population à la surface de sol nécessaire.

La mesure de la valeur de toutes les prestations est la totalité des résultats du travail effectués directement à la nature. Il s'agit de la "mesure de la valeur originelle", dans laquelle la valeur attribuée à un bien par le besoin et la production est identique, une valeur qui n'est pas encore définie en termes monétaires - un concept de valeur non monétaire. Dans la "mesure de la valeur initiale", basée sur le rapport entre le nombre de la population et les ressources naturelles requises, chaque humain se retrouve comme valeur de référence dans le quota social ; le quota social pourrait aussi être appelé quota de revenu. Seul une telle représentation de valeur concrète, "de chose", permet de surmonter l'indétermination actuelle des relations de valeur, causée par un concept de valeur dans des prix monétaires purement abstraits.

En fin de compte, toute activité économique est basée sur la production du sol, une agriculture encore sans valeur organisationnelle, car toute activité émancipée de la production du sol grâce à la valeur organisationnelle vit de son surplus (à ne pas confondre avec la surproduction). Seule l'économie de travail par la rationalisation permet à la production de terres de libérer des humains pour d'autres activités en cogérant leurs base d'existence. Par conséquent, toute formation de prix prend sont point de depart de la production du sol ; la valeur de toutes les prestations produites en dehors de la production du sol correspond à ce que les exemptées de la production du sol auraient dû fournir à leur base d'existence. La productivité (valeur organisationnelle) a un effet de réduction des prix, à condition qu'il y ait une exemption pour de la production matérielle supplémentaire.

[170]

Si l'on considère les prestations à leur origine en termes de rapport entre le nombre de la population à la base naturelle requise, les prestations à ce stade initial ont leur valeur objective, qui coïncide avec la valeur d'évaluation subjective que l'être humain individuel leur accorde. Dans la mesure où l'activité économique entre les êtres humains s'éloigne du simple fait que l'individu pourvoit à ses besoins et à ceux de ses voisins pour s'orienter vers un échange général de prestations, la valeur que le besoin d'un prestation lui attribue ne correspond plus directement à la valeur que le producteur d'une prestation doit attribuer à la satisfaction de son besoin. Et cela pose le problème suivant : est-il possible d'équilibrer le besoin et la valeur de la prestation dans une économie basée sur la division du travail et, si oui, comment y parvenir ?

Au moment où une personne n'utilise pas les résultats de son travail pour elle-même, mais entre dans une relation d'échange de prestations avec d'autres humains, deux facteurs, qui ne sont plus identiques, ont un effet sur la formation des prix : le besoin et la formation de la valeur, cette dernière du point de vue du processus de production, par lequel la valeur organisationnelle réduit la valeur originale ou la valeur de la nature - on ne peut pas dire qu'elle soit dévaluée - à une valeur moindre en termes de nombres exprimés en argent.



Une création monétaire basée sur l'assimilation d'une quantité d'argent à la valeur d'origine fait de l'argent la comptabilité des valeurs économiques. Elle sert alors toujours de "rappel" de la valeur originelle ou de la simple valeur d'extraction à la nature. L'argent ainsi qualifié permet de comparer dans le bilan le produit du résultat du travail de l'individu avec son quota social, condition préalable

De l'équilibre associatif entre les prix conditionnés par les besoins et les prix demandés par la production.

[171]

En d'autres termes : Si la masse monétaire est liée à la création de valeur, qui résulte du rapport entre le nombre de la population à la superficie requise de sol (base naturelle), les revenus et les recettes des prestations peuvent être saisis séparément. Ainsi, en plus d'être un simple indicateur de la demande, le prix peut jouer le rôle de référence pour l'équilibre entre les besoins variables et, grâce à la valeur organisationnelle, la valeur également variable des prestations individuelles ; pour les revenus, indépendamment du fait que l'on consomme beaucoup ou peu.

La monnaie fait d'un espace économique une entité unitaire. Sur la base de la création monétaire prospective, la monnaie est la somme des moyens de production activés sur lesquels le travail corporel est fourni ; le moyen de production primaire est le foncier. Une création d'argent sur une telle base rend cette relation transparente pour toutes les prestations dans tous les domaines sociaux, grâce à la comparaison possible par tête entre les prix conditionnés par la demande et le ratio social ou de revenu.

Parce que l'humain ne joue aucun rôle aujourd'hui dans le rapport entre la quantité d'argent et la quantité de prestations. (produit social), il n'y a aucune autre compréhension possible pour la valeur économique aujourd'hui que le prix en argent ; la valeur économique ne peut pas être saisie aujourd'hui séparée du prix en argent. C'est pourquoi c'est la recette de la prestation, et non le besoin, qui devient l'initiateur de l'activité économique. Dans le livre "Das Neue Geld (Le nouvel argent)" [10] on trouve sous le titre "L'économie en comparaison de système" la comparaison graphique - rétrospective contre prospective - de l'économie de marché et de l'économie de masse. En principe, il existe aujourd'hui aucun lien interne entre la masse monétaire et la production respectivement le produit social/national. La politique monétaire actuelle s'oriente à la conjoncture et aux prix (indices de prix). On peut dire, de manière plus euphémique, qu'elle s'oriente, à l'aide de statistiques, entre autres, sur la quantité de biens et de prestations. la quantité de marchandises et leur consommation.

[172]

Du point de vue unilatéral d'une pure économie de marché, le revenu du capital basé sur la demande seule peut décider si un bien doit être produit ou non. Toutefois, la demande et les revenus du capital ne peuvent à eux seuls décider si un bien peut être produit à un prix permettant au producteur de satisfaire ses besoins matériels et immatériels à partir des revenus de ses résultats de travail et ceux de ses proches en tant que purs consommateurs à partir des résultats de travail d'autrui. Cette décision ne peut être prise que par les institutions qui évaluent les résultats individuels du travail d'un point de vue économique





global, à partir duquel la position économique-financière de tout un chacun devient apparente.

Formuler le problème des prix de cette manière n'est pas possible du point de vue économique actuel, bien que, comme chacun le comprend, il s'agisse du problème social par excellence. Car seul l'enregistrement de la valeur dès sa création permet de mesurer l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation.

La création, le maintien et la reproduction du capital sont toujours liés à la production matérielle ; la performance immatérielle, en revanche, est maintenue par la consommation du capital. L'augmentation de la masse monétaire avec l'augmentation de la quantité de prestations (également grâce au travail ou à l'économie d'usure inutiles) permet la multiplication apparemment illimitée et la libre disponibilité (négociabilité) du capital en tant que propriété privée par le biais de recettes de prestations nominalement plus élevées ; c'est là dedans que se fonde la contrainte de croissance.

L'obligation d'accumulation continue de capital détruit l'agriculture ; car elle ne doit pas être surcapitalisée en ce qui concerne la qualité de ses produits, et elle ne peut pas non plus augmenter à volonté son volume de production dans le but d'obtenir des revenus plus élevés. Il n'est pas non plus logique de compenser la baisse des coûts des

[173]

produits agricoles par une hausse des coûts de la santé. Par le simple fait de laisser régner l'offre et la demande sous les simples intérêts d'exploitation individuelle les besoins s'atrophient dont la satisfaction élève la civilisation.

Au stade de la saturation matérielle, la répartition des recettes des prestations résultant du prix du marché (avec sa part de travail économisé/épargné) devient la véritable question de civilisation ; car dans ce conflit, la vie éducative et culturelle sera les premiers domaines de la société à subir des coupes budgétaires.

Si la formation de capital n'est pas reconnue comme un détachement du travail de la base naturelle, et si le capital n'est pas reconnu comme la valeur équivalente du travail épargné sur la base naturelle, on ne comprendra pas comment, en raison de l'économie monétaire actuelle, la rente foncière se confond avec les intérêts sur le capital ; la rente foncière est comprise comme le rendement de la terre, compte tenu de la productivité. Mais sans une rente foncière, la société ne peut pas vivre du tout ; car c'est d'elle que dépendent toute la vie spirituelle, le système de santé, le régime de retraite et même toutes les institutions étatiques. Une amélioration civilisatrice et culturelle de la société est liée au bénéfice global de l'accumulation de capital - mais avec la génération de revenus individuels. L'accumulation du capital à partir d'une pensée d'autosuffisance dépassée ignore l'effet civilisateur de la division du travail. Car elle s'empare unilatéralement de la plus grande partie possible de la valeur créée par l'organisation de la production matérielle. Mais cette organisation est due à une vie éducative dont la promotion est basée sur un besoin général au sens d'une exigence sociétale.

Créer un équilibre des prix entre les secteurs économiques dits plus productifs et moins productifs peut être dans l'intérêt culturel général, grâce à la transpa-



rence du système, ce qui signifie que personne ne doit se sentir désavantagé.

[174]

Si la multiplication du capital devient le seul pouvoir sous lequel toutes les branches de production sont contraintes de fonctionner, elle ne peut plus être l'expression d'une manière d'organiser la vie sociale qui tienne compte de tous les besoins corporels et spirituels.

Il ne s'agit pas de remplacer le libre échange des prestations sous le signe de l'offre et de la demande par une économie forcée, mais plutôt de rechercher l'alignement des valeurs de besoin et des valeurs de production par un sens commun à vue d'ensemble, et d'ailleurs au moyen de l'orientation de la production :

- en fonction des revenus des prix du marché, de sorte que
- des revenus de prix de marché sont obtenus/visés, qui correspondent aux revenus cotés/quotientés, ce par quoi
- chacun peut satisfaire ses besoins à partir des prestations d'autres, parce que son revenu comprend sa part aux prestations des autres.

Sans une vision économique globale, une compréhension économique globale et sans confiance sociale, par laquelle la volonté individuelle peut s'identifier au sens commune à vue d'ensemble, toute l'activité économique ne tombera que dans le rapport de concurrence et la recherche d'avantages, ce qui devrait conduire en fin de compte à une dégradation sociétale totale.

[175]

## LETTRES

*Je place ici, une lettre « orpheline » de l'édition allemande, interrompant la pagination pour une pagination propre. (le traducteur)*

### **Lettre au Conseil fédéral**

Alexander Caspar

8032 Zurich

M.

Conseiller fédéral Kaspar Villiger Palais fédéral

3000 Berne

Zurich, le 24 janvier 1992

Monsieur le Conseiller fédéral Villiger

Votre article dans l'édition du samedi 24 août 1991 de la NZZ intitulé "700 ans de Suisse : que faire ensuite ?" a retenu mon attention particulière car il présente le problème de l'avenir de la Suisse avec beaucoup de clarté et d'ouverture. Comme j'ai également réfléchi à cette question et que je suis d'accord avec vous quant au point de départ, je me permets de vous envoyer un document\* qui, sous forme concentrée, pourrait indiquer la voie à suivre pour une discussion sur la "renaissance d'ordre politique" que vous avez mentionnée.

La nouvelle ne peut certainement pas être une "renaissance", mais elle n'a pas aussi la permission d'être un programme qui est octroyé d'en haut au pays, mais doit être entièrement basée sur la nature spécifique de la Suisse, que vous avez aussi esquissée. Je crois que j'ai tenu compte, dans l'écriture, de ce dont la Suisse est déjà capable, voire pratiquement prédestinée à le faire.



La Suisse ne se trouve-t-elle pas aujourd'hui dans une position similaire à celle des puissances de l'Axe vis-à-vis de son environnement européen, comme c'était le cas en 1917, lorsque le président américain de l'époque, Wilson, a présenté son programme en 14 points comme un diktat pour l'Europe centrale et dont les représentants de l'époque n'avaient aucune idée de leurs propres tâches et objectifs ? Qu'est-ce qui peut empêcher que la Suisse ne soit bientôt plus qu'un simple concept géographique ?

D'un point de vue politique et juridique, l'institution de la démocratie directe, que vous avez aussi mise en avant, ne doit pas être abandonnée de manière rétrograde, pas plus que les droits, les droits souverains, ne doivent être troqués en échange de prétendus avantages économiques. Dans la vie publique actuelle, il y a l'impulsion historique incontestablement justifiée en faveur de la démocratie. Et l'appel à la démocratie ne peut être pris au sérieux que s'il peut être vécu dans un parlement ou même plus directement - en termes suisses - par le biais d'un référendum. Cela peut être décidé par la capacité d'une personne majeure à juger, en étant sur un pied d'égalité avec toute autre personne majeure, sur un terrain politico-juridique - mais aussi seulement sur ce terrain.

En termes économiques, la Suisse, en tant qu'espace économique de taille raisonnable avec une productivité relativement élevée dans l'agriculture et l'industrie, pourrait

\* en termes de contenu, le texte "L'économie du futur

(179)

former une première association au sens de l'écrit. L'agriculture aurait à cet égard un statut/une position de valeur complètement différent de celui qu'elle a aujourd'hui : elle ne serait pas obligée, pour des raisons de revenus équivalents à ceux de l'industrie, d'être indemnisée par la quantité de biens produits et de fournir des produits de qualité plutôt inférieure pour l'alimentation humaine, qui pourraient être exportés de manière subventionnée, ni de jouer le rôle d'éliminateur écologique, comme l'envisagent déjà les "experts" de la CE (par exemple, la culture des betteraves sucrières uniquement pour fixer le CO2 de l'air). Du fait que ces idées et conditions confuses prévalent aujourd'hui dans le domaine économique, notamment en ce qui concerne la formation des prix et des revenus, la peur est utilisée comme moyen de faire respecter les objectifs de la politique économique, ce qui est d'autant plus réussi que la majorité de la population est aujourd'hui dans une relation de dépendance salariale et de dette hypothécaire au lieu d'être en servitude comme par le passé.

Il est impossible de déterminer à partir de considérations théoriques - sur la table verte, pour ainsi dire - combien l'agriculture suisse est possible, souhaitable et nécessaire. La taille et la nature de la production agricole ne sont pas seulement déterminées par des considérations économiques, mais aussi par des exigences culturelles et politico-légales. Mais même d'un point de vue purement économique, il n'est pas correct de penser d'emblée que l'agriculture suisse n'est pas compétitive par rapport à l'agriculture étrangère et que les agriculteurs suisses sont transformés en paysagistes ou en gardiens de terrains de golf.

En fin de compte, toute l'activité économique repose sur l'agriculture, car toute activité non agricole dépend de l'excédent agricole (à ne pas confondre avec la



surproduction). Seule l'économie de main-d'œuvre par la rationalisation permet à l'agriculture de libérer les humains pour d'autres activités en cogérant leurs moyens de subsistance/base d'existence. C'est pourquoi tous les prix prennent leur point de départ de l'agriculture et sa productivité, en ce sens que la valeur de tous les prestations produites en dehors de l'agriculture sont égale à ce que les personnes libérées de l'agriculture auraient dû fournir pour leur base d'existence.

La formation de prix décrite dans l'écrit est construite comme une ligne directrice sur ce fait. Et aussi la création d'argent en découle ; elle n'est plus, comme aujourd'hui, en simple rapport statistique avec les événements économiques. Seule une création monétaire sur une telle base permettra de rendre lisible le niveau de prix relatif de l'agriculture nationale par rapport à l'agriculture étrangère, car alors le flux d'argent dans l'agriculture et l'industrie, en fait dans tous les domaines sociaux en général, sera vérifiable sur la base des effectifs/du nombre de têtes respectifs.

Selon l'effectif, la valeur des prestations industriels exportés et des biens agricoles importés est comparée, d'une part, à la valeur des biens agricoles correspondants produits dans le pays, d'autre part : dans le pays, la valeur des prestations industriels correspond à ce que le travail industriel, à nouveau mesurée au nombre de têtes, économise/épargné de travail agricole, c'est-à-dire n'a pas à fournir. Toutefois, si l'on compare la production industrielle exportée (sous forme de quota et équivalent au sens de la phrase précédente) en termes de quantité avec les biens agricoles étrangers offerts à l'exportation ou en termes de valeur avec leur recette intérieure après importation, des différences apparaîtront. Si la quantité ou les recettes sont plus élevées par rapport à la production agricole propre, l'agriculture propre est plus chère que l'agriculture étrangère,

(180)

et les marchandises importées exerceront une pression sur les prix intérieurs correspondants. C'est tout de suite par la transparence de la formation des prix que le système social envisagé dans l'écrit se différencie fondamentalement de celui qui existe aujourd'hui chez nous et à l'étranger.

L'argument selon lequel le niveau des prix agricoles et industriels suisses est excessif par rapport aux prix étrangers ne tient pas compte du fait que la formation actuelle des prix est faussée par les loyers fonciers et les taux d'intérêt hypothécaires élevés. Le capital excédentaire qui n'est plus absorbé par l'industrie s'écoule maintenant dans les terres/le foncier sous forme d'hypothèques et fait monter le prix des terres jusqu'à ce que l'inflation générale qui en résulte fasse "partir" le capital excédentaire (le dévaluer). C'est pourquoi a été expliqué dans l'écrit comment ce capital excédentaire devrait être affecté/conduit à la consommation. L'excès de formation de capital d'une part et la rareté des sols d'autre part font du propriétaire de sol et d'hypothèques un parasite de l'économie. La base en est le droit actuel, respectivement le droit romain.

Maintenant, l'objection est donc assez banale : de toute façon, la région de montagne n'est pas compétitive dans le domaine de l'agriculture. Ce document vise à encourager le développement d'une structure sociale dans laquelle l'aug-



mentation du capital n'est pas le seul critère auquel doivent se conformer les secteurs productifs de la vie économique, mais dans laquelle l'augmentation du capital, sous la forme de l'émancipation du travail du milieu naturel, permet d'organiser la vie sociale en tenant compte de toutes les exigences corporelles et culturelles. L'impulsion économique du présent est de créer des encaissements grâce à la quantité de biens produits. Cela conduit l'économie à un travail inutile, à une "économie d'usure" qui use l'humain et la nature. Une économie qui sera autogérée à l'avenir, dont il sera question plus en détail ci-dessous, devra s'efforcer de trouver le meilleur moyen de produire à partir des besoins et des voies du producteur au consommateur par le biais d'associations comme le décrit l'écrit. Un cycle économique qui reçoit de l'extérieur la base juridique et l'afflux continu de capacités humaines individuelles n'aura en soi qu'un rapport avec l'activité économique et nécessitera une distribution des biens qui fournira à chacun ce qu'il peut avoir à juste titre en fonction de la prospérité de la communauté. Un tel organisme économique, qui ne prend pas le travail des humains en charge par les besoins des différentes branches de production, mais qui doit se débrouiller avec ce que le droit lui rend possible et ce qui se trouve dans les conditions de la nature, déterminera la valeur des biens en fonction des conditions de la nature et de ce que les humains lui fournissent. La structure triarticulée de la vie sociale, qui sera expliquée ci-dessous, et le principe d'association à appliquer dans la vie de l'économie feront que l'organisation de l'économie dépendra de l'humain, et non l'humain de l'ordre économique. Si la pensée est orientée unilatéralement vers l'augmentation du capital et, par conséquent, vers les augmentations de salaires, elle obscurcit la compréhension immédiate de l'effet des différents secteurs de production sur l'ensemble du cycle économique. Des intérêts culturels peuvent rendre nécessaire la mise en culture d'une surface agricole, même si son rendement du point de vue de l'accumulation du capital apparaît plus faible que dans une autre entreprise. Une administration économique qui ne s'intéresse qu'au cycle de la vie économique pourra mener à des compensations qui découleront de ce cycle

(181)

en cas de besoin. Et c'est le cas lorsque la rationalisation croissante de l'agriculture entraîne une disparité croissante des rendements au sein des régions, mais qu'il existe un intérêt culturel général pour la transformation ultérieure des terres à faible rendement. Les transactions monétaires transforment un espace économique en une économie unique. Si l'argent est maintenant créé de la manière décrite dans l'écrit, cet argent prend la fonction de comptabilité des prestations et des revenus, les compensations ne seront pas quelque chose de tout à fait indéfini. L'association donnera ainsi, par exemple, aux corporations d'agriculteurs de montagne ce qui leur manque sous forme de contributions provenant de l'utilisation de leurs terres par le tourisme.

L'association, en tant que sens commun objectif, portera son attention sur les déséquilibres des recettes de la production et leur compensation par la formation des prix afin de prévenir les perturbations du cycle économique. En effet, le rendement/la recette plus faible d'une branche de production aura, après un certain temps, un effet de dépression des prix sur les produits des autres branches. Le "manquant" pourrait, par exemple, être répercuté sur les agricul-





teurs de montagne par le biais du montant du crédit de création d'argent qui leur est attribué ou, parce qu'il est reconnu en fonction d'un besoin général, par d'autres entreprises économiques. Le point essentiel dans ce dernier cas est que la détermination de ce que les agriculteurs de montagne qualifient de "manquant" au sens d'une contribution culturelle ne doit pas alors résulter de la vie économique, mais que, inversement, la vie économique devient dépendante de ce qui résulte à cet égard d'un sens de la justice/du droit. La compensation des "manquant" sera supportée à parts égales par tous les acteurs de l'organisme social, si les impulsions associatives visées ici trouvent leur réalisation. La monnaie devient l'établissement raisonnable de tout l'organisme économique par son administration.

En Europe centrale, qui comprend la Suisse, nous avons toujours eu trois grands partis politiques (tous les autres sont des partis dissidents du même), dont chacun a ses racines dans l'un des trois anciens états sociaux :

- état d'enseignement
- état de défense
- État nutritionnel

Dernièrement se sont formés avec les trois domaines de la vie sociale, à savoir la culture et l'éducation, la vie politique et juridique et l'économie. Au début, les humains étaient divisés en partis, mais ceux-ci ont perdu leur caractère original. À l'avenir, il s'agira de diviser/membrer les domaines dans lesquels chaque individu se tient en même temps dans l'organisme social et d'ailleurs, en tenant compte de ses lois propres:

- le secteur culturel et éducatif.
- Secteur politico-juridique
- Secteur économique

(182)

Ces trois domaines sont désormais administrés de manière uniforme et centralisée, ce qui constitue aujourd'hui l'État. À l'avenir, chaque domaine devrait être administré selon ses propres conditions, ce qui ne signifie pas qu'il devrait y avoir, outre le parlement politique démocratique, un parlement culturel et un parlement économique. L'administration d'une vie de l'esprit indépendante doit être recherchée, en particulier dans les affaires publiques, dans l'éducation et la formation, ainsi que dans la recherche de la justice et la jurisprudence. Elle sera fondée sur la libre sociétalisation d'individualité à individualité. L'État ne sera pas responsable de l'initiative, mais de l'application et de la supervision de la loi sur la police. Les personnes actives dans la vie de l'esprit ne seront pas contraintes d'entrer dans une institution prédéterminée. L'État laissera aux sociétés, qui se forment en fonction de différents aspects de l'origine factuelle, professionnelle ou ethnique, le soin de créer leurs établissements d'enseignement, leurs tribunaux et leurs églises. Chaque individu est libre de choisir son école, son juge, son église, mais pas au cas par cas, mais pour une certaine période de temps.

À toute spiritualité, une impulsion de liberté sera à la base. L'impulsion de liberté provient de la pensée pure, par laquelle l'homme d'aujourd'hui se place librement par rapport à des lois qui, bien que leur contenu soit contraignant (logique, mathématiques), leur apparition dans la pensée a un caractère pictu-



ral et, vécues ainsi, laissent libre. Mais tout de suite à partir de l'orientation vers des contenus spirituels saisis librement par l'individu que de nouvelles impulsions et capacités individuelles vont affluer dans le domaine de la politique et du droit et notamment dans l'économie. Quiconque pense que l'indépendance du système d'enseignement et d'éducation devrait conduire à des conditions anarchiques en son sein ne voit pas par quel moyen on empêche les forces de se développer lorsque les gens sont transformés en modèles par le paternalisme/la tutelle. Dans la vie de l'esprit, l'expertise et l'application de l'expertise devront être régies par la capacité individuelle, qui ne peut pas faire l'objet d'un accord démocratique/être voté.

Dans le domaine du droit et de la politique, tout humain devenu majeur devrait être appelé à s'exprimer à partir de sa conscience démocratique. La tâche du secteur politico-juridique ou en fait de l'"État" serait : la sécurité publique, l'hygiène publique et l'application de la loi.

L'administration de l'économie devrait prendre la forme de l'association, dans laquelle les humains de tous les secteurs sont économiquement liés au sens de l'écrit de telle sorte qu'un équilibre soit créé entre les prix causés par la demande et ceux exigés par l'offre de prestations. À nouveau, sur la manière dont l'économie devrait être gérée, ND peut être jugé démocratiquement. L'expertise et les compétences seules produiront quelque chose de fructueux.

L'unité de l'organisme social résultera du fait que les trois administrations, auxquelles est confié l'ordre des affaires politico-militaires, économiques et pédagogique-scientifique-juridique, assureront, par le biais d'une sorte de sénat, leurs affaires communes, y compris les finances communes, et coordonneront leurs actions. Ainsi, par rapport à l'administration non articulée, l'unité n'est pas une condition préalable forcée mais un résultat optimal. Pour les petits États et afin de traiter le problème des minorités, l'articulation est d'une grande signification dans la mesure où chaque secteur peut apparaître et agir ou s'associer avec le monde extérieur séparément. Pour la situation de départ

(183)

il se produira et sera approprié si les trois zones coïncident avec la zone géographique de l'ancien État unitaire.

Aujourd'hui, au sein de l'État moderne, chacun des trois domaines de la vie sociale a développé une forte dynamique qui lui est propre :

- la vie culturelle et éducative par la science
- la vie politico-légale par les efforts de démocratisation
- la vie économique par la division du travail et l'émancipation du travail par rapport à la base naturelle

L'évolution montre que principalement répartis sur la terre d'est en ouest, soit la vie de l'esprit, soit le politique-juridique, soit l'économie s'efforcent d'avoir la primauté dans la vie de l'État et de violer les autres domaines.

- Si la vie de l'esprit domine, elle agit de façon dictatoriale par le biais du politico-juridique et parasitaire dans l'économie.
- Si la vie politique et juridique domine, elle aspire l'économie comme un parasite, le système éducatif prend des traits idéologiques et les difficultés économiques sont abordées simplement par la routine ou par des mesures coercitives parce que le système juridique insiste essentiellement sur le système établi.



- Si le système économique domine, l'éducation et le droit prennent le caractère de biens et sont considérés uniquement en fonction de leur valeur économique (par exemple, les procédures en responsabilité aux États-Unis).

Contrairement à une opinion répandue, ce n'est pas la structure et l'auto-administration, mais l'adhésion à l'administration unifiée qui mène à des conditions chaotiques, car cela entraîne toujours des empiètements.

Dans ce projet de structure sociale triarticulée, l'aspect économique a d'abord pris une grande importance, car nous vivons depuis quelques siècles à l'époque de l'Empire anglo-saxon, qui, contrairement à l'Empire latin précédent, n'est pas un empire politico-militaire mais un empire commercial et industriel, qui affirme son influence non pas par le biais de cohortes et de légions, mais par sa dépendance économique et financière et ses moyens de pression. Il ne s'agit pas de résister à une évolution et à un fait historiques, mais plutôt de trouver un mode de vie qui permette la plus grande indépendance possible sans isolement, qui rende le moins possible vulnérable au chantage et qui puisse conduire à l'imitation, surtout parmi les peuples que les nations civilisées avancées menacent d'infiltrer aujourd'hui.

Il va sans dire que l'internationalisation de l'économie fondée sur la division du travail se poursuit et ébranlera les frontières des États existants, qui sont issues de traditions populaires, afin de créer des frontières territoriales plus larges et plus étendues à partir des conditions et des exigences de la vie économique.

Mais sans s'appuyer sur des associations économiques autonomes, auxquelles le trafic économique avec l'étranger est autorisé et peut se développer, l'économie mondiale devrait aussi tirer le démocratique-juridique tout comme le culturel-éducatif

(184)

en une force d'unification internationale. L'idée de Marx sur l'économie mondiale ne reposait-elle pas sur l'idée qu'avec la diffusion du système économique communiste dans le monde entier, les formes juridiques et les orientations éducatives les plus "bénéfiques" pour le bien commun émergeraient aussi d'elles-mêmes ?

Pour que la citoyenneté suisse, fondée sur le développement d'une individualité libre, ne soit pas un renoncement à elle-même ou un conflit avec son environnement, le territoire économique de la Suisse devra entrer en relation avec d'autres secteurs de l'économie mondiale qui sont indépendants de ceux dans lesquels les Suisses ont des intérêts politiques, juridiques, intellectuels et culturels.

En 1499, les Confédérés ont vaincu les troupes de l'empereur Maximilien sur la colline du Sang à Dornach, car la Confédération aurait dû être soumise à l'impôt impérial et à la juridiction impériale. Il est vrai que le caractère fédéral n'est pas identique aux frontières de la Suisse. Cet être s'étend à tous les domaines dans lesquels les humains, en dehors de leur individualité spirituelle, travaillent activement à la libération de la coercition spirituelle, politique et économique. La survie du principe fédéral dans les conflits économiques dépendra de la défense courageuse des pensées qui donnent à notre organisme social en particulier une impulsion de survie pour l'avenir à partir de ses propres conditions préalables.



Il n'y a pas si longtemps, nous, les Suisses, sûrement liés par le droit et la prospérité pour une durée illimitée, aurions pensé que notre Confédération était une Confédération suisse, et nous aurions répondu résolument à toute idée de renouveau en disant que nous nous en sortions enviablement bien, ce qui est en fait ce que nous voulions. Sur la base des habitudes de pensée qui s'appuient sur l'administration précédente des États, la transformation de l'administration de l'État sera jugée "pratiquement irréalisable". L'auteur s'est retenu de faire ses remarques jusqu'à ce que le développement historique montre les premiers signes de dissolution de ce qui tente de se préserver comme mesures des habitudes de pensée. Ces habitudes de pensée proviennent d'une vie de l'esprit qui mène une existence éloignée de la réalité politique, juridique et économique. La vie de l'esprit actuelle n'est vécue que comme une superstructure idéologique et intellectuelle au-dessus du monde de la réalité. Deux courants en sont issus : L'une, qui sous-tend les habitudes de pensée mentionnées ci-dessus, est orientée vers les problèmes politico-juridiques et économiques qui se posent immédiatement. Elle cherche à trouver des solutions aux demandes qui surgissent au jour le jour, mais transforme le sens de la justice en convention, la pratique de la vie en routine. L'autre courant se fonde sur les besoins cognitifs et les idéaux de volonté au sein de l'être humain, mais s'avère impuissant à intervenir dans la vie d'une manière vraiment pratique. Nous, les Européens centraux, sommes pris entre les effets sociaux de ces deux courants. De l'Ouest, nous voyons comment, sous l'effet du fait que ce qui est vécu dans la pensée est considéré comme un simple régulateur du monde extérieur et donc que toute la volonté est placée sous un régulateur, de plus en plus de pouvoir économique et donc aussi politique est concentré dans des mains de moins en moins nombreuses. Nous connaissons des concentrations économiques et politiques par le biais de fusions, où les conditions deviennent de plus en plus brutales - aristocratiques au lieu de démocratiques. À l'Est, sous l'influence prédominante du deuxième courant, nous assistons à l'effondrement de toute l'autorité de l'État, nous voyons le particularisme.

(185)

Si la Suisse mettait encore en œuvre aujourd'hui l'idée de structurer l'État, jusqu'à présent centralisé, et l'économie associative de son propre chef, elle pourrait envisager l'avenir sans craindre l'appauvrissement économique. Elle bénéficierait certainement du soutien des États d'Europe centrale et orientale, qui ne sont pas (plus) en mesure de prendre un départ, mais qui suivraient très bientôt, car ils verraient à nouveau leurs propres possibilités de développement. Ce n'est pas seulement dans l'attente des habitants de ce pays qu'une vie sociale exemplaire émergera de la Confédération.

Les remarques sur le triarticulation ne doivent pas être comprises comme des prescriptions sur quelque chose qui doit se produire, mais comme des prédictions sur ce qui se passera lorsque les choses seront amenées sur le chemin exigé par leur réalité. Les explications s'abstiennent d'entrer dans les détails, car dans le cas d'impulsions pratiques, celles-ci ne se manifestent que dans les mesures à mettre en œuvre.

Monsieur le Bundesrat, l'auteur est conscient de la difficulté et de la complexité de la question ; par conséquent, la formulation de la réponse à votre article a



pris un peu plus de temps. S'il y a un intérêt et s'il est nécessaire, pour des raisons de compréhension, de compléter les déclarations écrites par des déclarations orales, je suis à votre disposition.

Vous êtes libre de remettre les textes à d'autres parties intéressées, tout comme je me réserve le droit de les soumettre à un plus grand nombre de personnes sous la forme d'un mémorandum. Aujourd'hui, ce n'est pas une seule personne, mais quelques centaines, qui peuvent faire avancer cette affaire. La triarticulation ne peut pas être introduite par décret, mais les personnes travaillant dans les trois domaines sociaux devraient la voir, la vouloir et l'initier. Avec l'expression du respect, Alexander Caspar

Reprise de la pagination de l'original allemand

[177]

## **Compendium pour le Congrès de Moscou**

Philosophie et avenir de la civilisation

d'avril 2005

Nous avons besoin d'une nouvelle théorie économique en tant que science théorique et pratique

La volonté humaine a mis en place des institutions sociales au fil du temps. On s'y est tellement habitués qu'on pense qu'on doit se faire des opinions sur ce qui serait à changé. La pensée ne se reconnaît plus dans les circonstances économiques comme le conditionnant. On s'oriente en pensées d'après des faits créés, que quand même les pensées devraient dominer.

Avec l'économie monétaire traditionnelle et le concept de propriété du droit romain, trois excès économiques sont apparus qui tyrannisent toute la vie sociale et la détruisent de plus en plus : la conjoncture, le marché du travail et la rémunération/rente du capital. La manière de voir purement de capitalisme monétaire actuelle ne peut pas surmonter ces trois effets fatals d'accompagnement économique. Un jugement à la hauteur des faits et des exigences de l'époque peut être obtenu en revenant sur les trois processus fondamentaux qui composent l'économie basée sur la division du travail :

1. la formation de la valeur (ce qui est une valeur économique et ce qui est nouveau dans son rapport avec l'argent ; trouver la mesure qui est basée sur l'être humain au lieu du simple prix en argent)
2. la formation de capital (que signifie capital, substantiellement-matériellement et nominalement en monnaie)

[178]

3. la formation des prix (tandis que le besoin et le résultat du travail coïncident encore dans l'autosuffisance, ce n'est plus le cas avec le début de la division du travail, et la question se pose pour chaque producteur d'un résultat de travail, qui est en même temps un porteur de besoin, la question de la mesure réciproque du résultat du travail. Cela signifie dans quelle mesure est-il capable de satisfaire ses besoins à partir du prix de son résultat de travail, du résultat du travail des autres).

La création de valeur au sens économique prend son point de départ dans le travail qui, appliqué à la nature, conduit d'un côté à la valeur d'extraction à la





nature, et de l'autre, organisé par l'intelligence, à la valeur organisationnelle. Cette dernière - quelle que soit la quantité produite - est mesurée en termes de valeur d'extraction épargnée à la nature, et donc la valeur totale des résultats du travail reste la même, à savoir le résultat du "pur" travail corporel effectué par un nombre déterminé de population sur une surface au sol dont il a besoin existentiellement. Les deux pôles de la formation des valeurs sont dans une relation inverse et mutuellement dépendante : sans valeur organisationnelle, il n'y aurait pas de développement, mais sans valeur d'extraction à la nature (travail sur nature), la valeur organisationnelle n'aurait pas pu être réalisée.

L'émancipation et la libération d'humains du travail immédiatement à la base de nature au moyen de l'organisation du travail, égale à l'économie de travail, est la formation de capital. Le capital, c'est-à-dire l'équivalent de cette économie/épargne de travail (valeur d'organisation), est la base de l'existence de toutes les humains libérées ; c'est le financement de la libération relative (paiement d'avance pour la production/industrie matérielle ultérieure) ou le financement de la libération complète ("donation" pour l'activité spirituelle ou tous les "purs" consommateurs).

A la valeur totale ci-dessus, égale à la valeur "pure" d'extraction à la nature, comme valeur "substantielle-matérielle", un nombre peut être assimilé à un quotient social, une valeur "nominale" : l'argent - la masse monétaire par tête. Par le parallélisme de la valeur de chose et de signe, avec

[179]

l'aide de l'argent, quantitativement lié à un nombre déterminé de population, peut être utilisé pour préserver la mémoire à la création de valeur originelle comme référence respectivement mesure. L'argent devient la comptabilité des résultats du travail.

Les revenus s'orientent au quota social. Les revenus et les recettes pour les résultats du travail peuvent désormais être saisis séparément et des institutions (associations) peuvent être visées afin de parvenir - à nouveau - à un niveau plus élevé de coïncidence des besoins respectivement des revenus individuels et des recettes des résultats du travail par le biais de prix orientés vers les quotas mais néanmoins sur le marché libre.

Un égalitarisme n'est la donné. Les moyens de production ne possèdent aucun caractère de marchandises, et leur propriété est limitée au temps de leur manipulation compétente.

188

## **SUR LA MÉTHODE DE CONNAISSANCE**

[181]

182

**« Ils m'entendaient volontiers, ils ne pouvaient me comprendre »**

Rudolf Steiner

Pourquoi la théorie de l'économie fondée par Rudolf Steiner n'a-t-elle pas été comprise, et d'ailleurs pas seulement comme une science théorique, mais aussi comme une science pratique, comme une science de l'être et du devrait-être ?



Pour répondre à cette question, nous clarifions tout d'abord le problème dont il s'agit, puis nous examinerons alors comment l'aborde la science actuelle et comment l'aborde Rudolf Steiner. En ce sens, le présent document n'est pas une pure répétition de déclarations antérieures sur les fondements d'une économie associative en tant que domaine partiel d'une société articulée en vie de l'économie, de droit et de l'esprit, mais veut démontrer comment seulement en premier une évolution supplémentaire en rapport à la connaissance peut aider les êtres humains actuels à résoudre les problèmes économiques, sociaux et aussi de santé.

### ***Le problème de l'économie***

Le déclencheur de l'activité économique, ce sont les besoins. Ceux-ci seront satisfaits par les résultats du travail, également appelés prestations, qui consistent principalement en substances de la nature et seront produites selon la division du travail. Et ici se pose la première question à la science de l'économie, et d'ailleurs en tant que science du devrait être : Comment ces prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement, afin que chaque fournisseur de prestation puisse satisfaire ses besoins par les prestations d'autres fournisseurs de prestations à partir du bénéfice de la vente de sa prestation, dans le temps dont il a besoin pour produire une prestation identique ou de même valeur ? C'est la question après la « valeur économique » des prestations et après leur « prix correct », qui s'oriente d'après la « valeur économique » comme grandeur de comparaison.

183

En réalité, toute activité économique consiste seulement en cela : apporter ce que sont des produits, donc des prestations, à l'échange parmi les humains, et l'échange parmi les humains se vit dans la formation de prix. Les revenus seront payés des bénéfices des prestations atteints au moyen des prix. Les questions du prix et du revenu sont donc les questions cardinales de l'économie. Les revenus représentent les besoins, les prix les prestations. La deuxième question qui se pose à la science du devrait-être mentionnée est maintenant la suivante : comment peut, pour l'individu en tant que porteur de besoins et apporteur de prestations, rester assuré l'équilibre entre le prix de la prestation et le revenu, donc la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation, quand dans le déroulement de l'économie aussi bien les besoins qu'aussi la technique de fabrication, la pondération quantitative et tarifaire/des prix des prestations particulières à l'intérieur de la valeur totale/d'ensemble de la production changent constamment ?

Pourquoi l'actuelle science de l'économie ne pose-t-elle pas ces questions ? Ne peut-elle pas du tout se la poser pour des raisons méthodiques de connaissance ?

### ***Le cul-de-sac de l'actuelle théorie de l'économie***

La définition actuelle du prix comme fonction de l'offre et de la demande fait entrer/rejette la théorie de l'économie dans le champ d'une économie purement contemplative, donc d'une pure science de l'être. Elle repose sur la mé-



thode de science de la nature selon laquelle seul le monde extérieur, transmis par l'observation à travers la perception sensorielle, possède le caractère de réalité. L'observation du marché fondée sur ce principe voit dans le prix le résultat de l'offre de biens et de la demande de biens, de bien contre bien ou de bien contre argent, voit qu'en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande, le prix grimpe ou chute jusqu'à ce que l'offre et la demande soient amenées à se couvrir par la répercussion du prix sur elles,

184

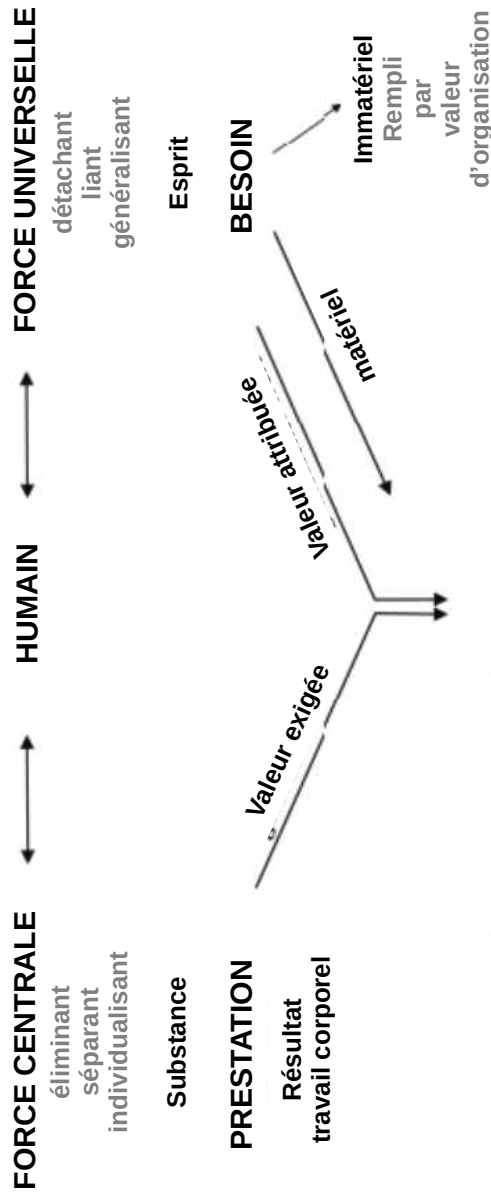
donc qu'un prix d'équilibre s'installe, mais qui repose sur le hasard du marché. En rapport à cet équilibre essentiel entre les besoins et la valeur des prestations dans le cadre de la question sociale, la représentation abstraite de prix, comme résultat de l'offre et de la demande, ne dit rien, le prix reste dans l'indéterminé vis-à-vis de la référence qui rend seulement en premier possible la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation, à savoir la mesure des valorisations réciproques de prestations et les revenus. Le problème de cette compensation réside dans l'équilibre à établir entre les revenus et la valeur des prestations, afin que chacun puisse avec son revenu provenant du bénéfice de la vente de sa prestation, satisfaire ses besoins des prestations des autres dans le temps jusqu'où il a produit une prestation identique ou de même valeur, et que les prestations acquises conditionnées par les besoins se tiennent en équilibre de valeur avec son revenu. Cela signifie qu'à l'intérieur du processus de fabrication/production des prestations, la valeur devra être saisie, le besoin et la fabrication doivent être accordée d'une même façon aux prestations pour la couverture des besoins, ainsi qu'elles se re/couvrent en cela, et à ce que chaque apporteur de prestation dans son rapport au nombre de la population participe proportionnellement aux prestations des autres. A côté de cela, l'équilibre entre la valeur de la prestation et le revenu de tout un chacun doit rester préservé dans le cours supplémentaire de l'activité économique, aussi quand, conditionnés par les besoins, s'imposent des reports quantitatifs dans le détail des fabrications des prestations. Comment cette valeur, caractérisée ci-dessus comme « valeur économique », à l'intérieur de la formation de la valeur à laquelle compte encore la formation du capital, encore à expliquer, à saisir nouvellement, pourra être vue et aussi saisie par des chiffres en forme de création d'argent comme grandeur de référence/d'orientation - identique au quota social (voir graphique) - sera traité ci-dessous dans la section sur l'approche de Rudolf Steiner pour résoudre la dite compensation essentielle.

185



## L'APPARITION DE LA CRÉATION DE VALEUR

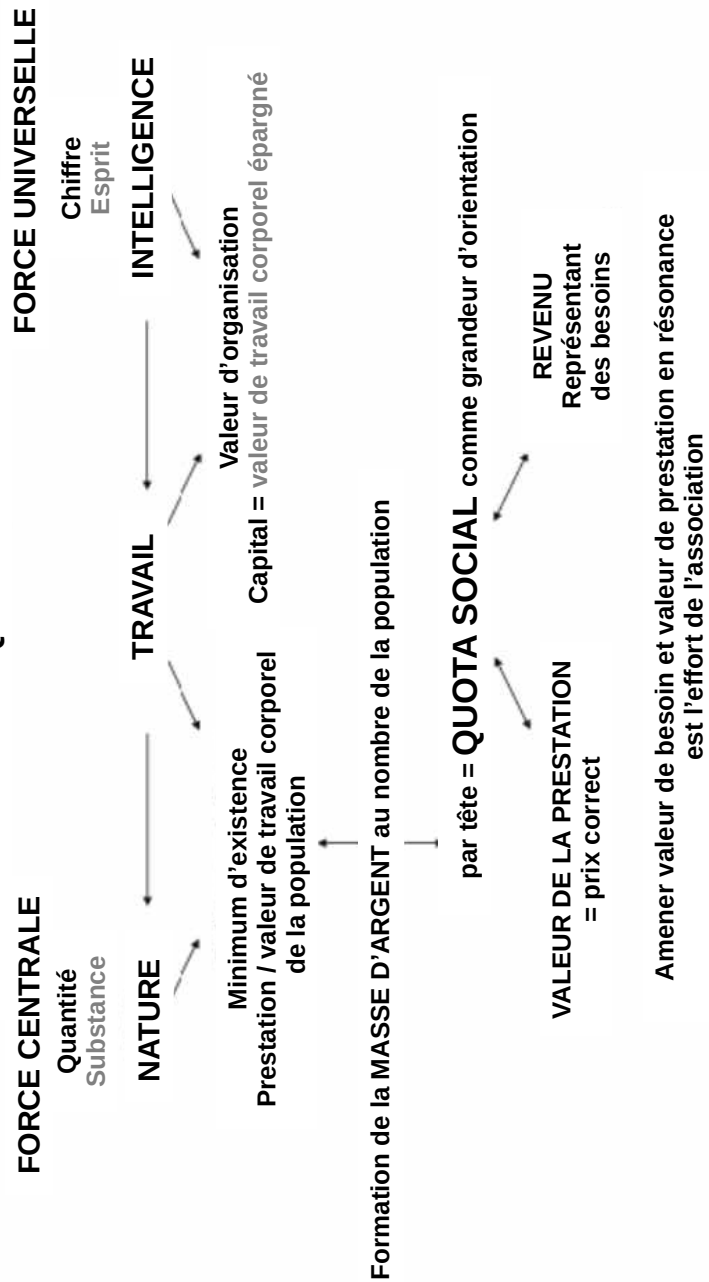
### L'APPARITION DE LA CRÉATION DE VALEUR



### COUVERTURE DANS LE MINIMUM D'EXISTENCE

Cette présentation porte encore le caractère de l'autosuffisance, dans le revenu et la prestation, tombant ensemble selon les choses. Dans la prochaine image sera montré, comment besoins et prestations lors de leur déviation l'une de l'autre conditionnée par la division du travail peuvent, dans leur mesure de valeur, respectivement leur exigences de valeur saisies en chiffres être amenées en compensation chiffrée respectivement égalisation, ainsi que prestations et revenus tombent ensemble en argent (monétairement).

## LA VALEUR EN CHIFFRE ÉCONOMIQUE COMME QUOTA SOCIAL





Le prix en argent venant en l'état aujourd'hui, qui, dans la compréhension traditionnelle sera considéré d'emblée comme identique dans sa définition à la valeur économique de la prestation, est un nombre indéfini, reposant sur le hasard du marché. En cela l'économie de l'argent joue un rôle dans la formation des prix, et comme la création d'argent actuelle n'a aucun rapport interne nécessaire avec la valeur économique réelle en raison d'un manque de connaissance, les prix (aléatoires/de hasard) et les revenus deviennent des variables conditionnées les unes aux autres dont se dérivent les actuelles fragilités aux conjonctures.

L'absence de relation entre la jusqu'à présent création d'argent et la valeur réelle de la prestation, comme elle est caractérisée ci-dessus, livre le prix pour la prestation au hasard du marché, car il est impossible d'établir un rapport chiffré comparatif à la grandeur de référence/d'orientation définie ci-dessus pour le prix « correct » des prestations et pour lesquelles ce revenu correspondant n'existe pas dès le départ, ne pourra pas du tout être établi, ce avec quoi pourrait être réaliser seulement en premier la compensation entre besoins et valeur des prestations. L'absence de relation entre l'actuel prix de marché, à justement cette grandeur de référence, livre à nouveau non seulement selon le prix, mais aussi en mesure de quantité, la production de biens au hasard du marché, en ce que maintenant ce n'est plus le besoin, mais le rendement du capital, le profit comme signe de reconnaissance, induisant la demande, pour la justification de la production des biens qui devient l'initiateur de l'activité économique. L'impulsion de l'activité économique repose maintenant en se générer le revenu le plus élevé possible par la quantité de biens produits. Pour ce faire, les producteurs doivent se rendre dans d'autres pays et s'y générer des ventes. Mais cette vente « mondialisée/globalisée » se fonde sur la lutte de concurrence par les prix, sur le rapport de coercition économique entre capital et salaire, rapport dans lequel la vente de marchandises et la formation de prix sont contraints, conditionnés par le système.

Le gain de capital dans la compréhension actuelle est l'excédent pouvant être retiré individuellement par l'argent du bénéfice des ventes d'un résultat du travail après déduction des coûts du travail utilisés à sa production. Ce système traditionnel de capital et de salaires se dérive du concept romain de propriété, qui amalgame le juridique et l'économique. Une conception erronée du capital qui y remonte et l'économie traditionnelle de l'argent orientée vers la thésaurisation, ont conduit les entreprises économiques à une contrainte de croissance qui est marquée par l'usure et la consommation des marchandises et du travail.

Qu'un produit dégage ou non un gain sur le marché est un signe qu'il peut être produit ou non. Le dégagement de gains est à nouveau dépendant de la demande. Mais cela est problématique dans la vie économique actuelle, parce qu'existe/subsiste toujours la question si les revenus correspondants se tiennent à disposition de la demande. Si l'on veut fabriquer un produit sous le signe de reconnaissance du profit, là-dessus la demande aimerait décider. Mais la demande seule ne peut décider si un bien peut être produit/fabriqué à un



prix qui correspond à la valeur de tous les autres biens dont le producteur a besoin pour la satisfaction de ses besoins jusqu'à ce qu'il ait de nouveau fabriqué un bien identique ou de même valeur, y compris les besoins qui devront être satisfaits par lui chez d'autres humains.

Une troisième question se pose maintenant, à savoir : le signe de reconnaissance du profit ne devrait-il pas être remplacé par une médiation rationnelle synthétique entre consommation et production, en ce que les entreprises organisent par des transferts entre elles du travail, de manière associative, leur production en concertation sur les besoins en accord l'une avec l'autre, chaque fois en termes de quantité et de valeur à l'intérieur de la production totale, de telle manière que les bénéfices des ventes couvrent les revenus de ceux qui y sont actifs en sus des revenus supplémentaires à gagner pour les non actifs dans la production de biens, ce en quoi – sur la base d'une compréhension du capital conforme à la réalité – conditionner par la rationalisation, prix inclus, toujours plus de prestations reviennent aux revenus ?

### ***L'approche d'une nouvelle connaissance***

Comment Rudolf Steiner aborde-t-il maintenant en pensées la solution de la compensation non résolue entre les besoins et la valeur des prestations ?

189

Il part de la connaissance qui se dérive déjà de ses premiers écrits épistémologiques fondamentaux, à savoir que l'humain se trouve entre deux forces qui le constituent corporellement et spirituellement et qui conduisent à des connaissances de l'ordre des représentations et à des actions corporelles. Économiquement, l'humain se trouve entre la substance en forme de nature et l'esprit dans l'apparition de l'intelligence humaine. La nature et l'intelligence forment, avec le travail qui les relie, les deux pôles de la formation de valeur des prestations. Aux prestations font face les besoins qui accordent une valeur aux prestations. A ceux-ci se tient en vis-à-vis la valeur des prestations, qui résulte de leur évaluation mutuelle de telle sorte que chaque prestataire d'un service puisse satisfaire ses besoins, et ceux de ses proches, des prestations des autres prestataires dans le temps nécessaire pour produire une prestation égale ou de même valeur.

Steiner crée la compensation entre la valeur de besoin et la valeur de la production en ce qu'il les reconduit sur le moment d'apparition, où les deux coïncident, se couvrent ; et c'est le minimum d'existence, c'est-à-dire le résultat du travail corporel du nombre d'une population à la base naturelle dont il a besoin pour son existence. Tout travail qui sera fourni corporellement, peut seulement venir du nombre de la population, et tout ce à quoi se lie le travail corporel, vient du sol, car c'est ce dont l'humain a besoin, ce dont il vit. Maintenant, dans l'économie basée sur la division du travail, dans laquelle, grâce à la formation de capital encore à expliquer, le travail corporel diminue par rapport au travail spirituel sous forme d'organisation et de conduite du travail corporel, la valeur de besoin et la valeur de prestation dérivent l'une de l'autre. Mais l'équilibre entre le besoin et la prestation peut rester préservé en ce qu'un chiffre sera attaché au minimum d'existence : la création d'argent. En tant que nombre, il détermine la valeur en argent du résultat du travail corporel de la



population caractérisé et est lié avec cela au nombre de la population.

190

Par tête de population, le chiffre représente pour le besoin de l'individu, le revenu, et pour sa prestation, sa valeur, ce en quoi le prix représente une grandeur de comparaison; en sa particularité comme grandeur de référence/d'orientation pour le revenu et la valeur de la prestation, ce chiffre porte aussi dans le graphique la désignation « quota social ». L'équilibre reste maintenu dans le déroulement économique quand la production des prestations sera en ce qui concerne la quantité de manière associative ainsi que son prix de vente, qui à l'origine de la création d'argent exprime le chiffre de revenu fixé, avec quoi la grandeur sur-ordonnée caractérisée décrite précédemment reste maintenue entre le prix "correct", comme la valeur réelle de la prestation et le revenu. Avec d'autres mots, la compensation entre les besoins et la valeur des prestations est donnée et reste maintenue quand les prix des produits, par une pondération associative concernant la quantité, respectent les quotas sociaux des personnes occupées à la production de biens plus les quotas sociaux supplémentaires qu'ils doivent générer, c'est-à-dire les quotas sociaux des personnes occupées dans l'éducation et la santé, celles occupées dans la fonction publique/le service de l'état, les personnes âgées, les enfants et les mères. La valeur totale de l'ensemble des prestations ne change pas pour une même population, même si les prestations attribuables aux revenus individuels/particuliers augmentent quantitativement et qualitativement du fait d'un développement culturel croissant en forme de différenciation avec l'organisation et la conduite du travail par l'intelligence humaine, parce que grâce à cela, le plus de prestations est compensé par le moins de travail corporel. Les deux pôles de formation de la valeur économique, le travail corporel sur la nature et l'organisation intelligente du travail (travail spirituel), se tiennent en rapport polaire inverse l'un à l'autre. La formation effective de capital réside donc dans l'épargne de travail corporel immédiatement au sol et ne repose pas, au sens où on l'entend aujourd'hui, dans l'excédent restant du bénéfice des ventes après déduction des coûts salariaux pouvant être éliminé individuellement par des moyens monétaires.

191

La nouvelle compréhension du capital se dérivant de la polarité inverse de la formation de la valeur économique comme contre-valeur au moyen d'une organisation intelligente du travail corporel immédiatement économisé à la nature, rend clair que le financement des actifs des secteurs de la santé et de la formation, tout comme celui des retraités doit survenir au moyen des quotas sociaux qui doivent être générés en plus par ceux qui sont actifs dans la production des biens, mais pourront aussi être générés grâce à une formation correspondante de capital.

### ***Le lien entre la science de l'être et la science du devrait-être***

Avec la création de l'argent décrite ci-dessus, par laquelle la masse monétaire se lève/se réalise par les prestations et l'argent devient comptabilité des prestations, la valeur de nature définie comme le résultat d'un travail corporel immédiatement au sol est convertie/transférée en valeur économique mesu-



nable, en la mesure originelle, la grandeur de référence/d'orientation pour les prix et les revenus à la place du chiffre indéterminé des prix dans l'autre cas. Avec cela ce qui est conditionné en la forme de ladite valeur de nature devient le conditionnant : à savoir cette valeur de nature dans la fonction du chiffre d'argent devient la grandeur d'orientation/référence de prix pour le revenu et la production, et dans le parallélisme ainsi créé de la valeur de chose et de signe, se relie la science de l'être et celle du devrait-être.

Qu'est ce qui maintenant, chez Rudolf Steiner, conduit évidemment plus loin vis-à-vis de la théorie conventionnelle de l'économie? Clarifions-nous encore une fois la méthodologie des deux approches pensantes : la théorie actuelle part entièrement du résultat final du travail, tout à fait d'après la méthode et la façon de voir de la connaissance de science de la nature dominante. Dans cette façon de voir, la vérité est le reflet idéal d'un réel extérieur, transcendant, une réalité qui sera fournie par des processus causant des perceptions sensorielles. Dans cette façon de voir, reste ouvert comment les processus causatifs gagnés empiriquement passent dans les perceptions effectuées.

192

Connaître est la répétition conceptuelle d'une réalité qui existe même sans le connaissant. L'accord d'un concept donné intérieurement avec la perception sensorielle donnée extérieurement n'est pas basé sur la certitude ; il a un caractère hypothétique. Le rôle de l'être humain en tant que connaissant est réduit à celui d'un spectateur en dehors du transcendant. Le problème demeure : comment ce que l'être humain expérimente comme externe dans la perception sensorielle est-il lié à ce qu'il expérimente comme intérieur dans la pensée ? C'est aussi la question du pendant de l'ordre naturel du monde avec l'ordre moral du monde. L'épistémologie/la théorie de la connaissance caractérisée ne permet pas de répondre à cette question, car elle considère les perceptions sensorielles comme étant basées sur elles-mêmes, contenues en elles-mêmes et en tant que telles comme des expériences intérieures, qui par elles-mêmes ne montrent rien qui indique sur une réalité.

Dans sa théorie de l'économie, Rudolf Steiner part de deux processus créateurs de valeur : premièrement, le travail appliqué à la nature en tant que substance et, deuxièmement, le travail organisé par l'esprit sous la forme de l'intelligence. Dans la connaissance il part de ce qu'avec l'être humain deux forces viennent à la manifestation, et d'ailleurs avec lui comme "victime" et "auteur" en même temps, le constituant et apparaissent à travers lui dans le processus de connaissance : c'est pourquoi l'anthroposophie. On n'a la permission de se représenter aucune des deux forces comme existant pour elle-même ; elles apparaissent toujours ensemble, se conditionnent l'une l'autre et constituent ensemble la réalité. L'une est à penser contre un centre comme force centrale ou force de pression, l'autre périphériquement vis-à-vis d'une sphère comme force universelle ou d'aspiration. La force centrale œuvre en séparant, en isolant, en individualisant ; la force universelle inversement polaire à cela, reliant, dissolvante, généralisante. Tout d'abord, seule la force centrale entre dans la conscience de l'être humain d'aujourd'hui comme de l'"extérieur" sous la forme de la pesanteur. La pensée, basée sur la force universelle avec son reliant et généralisant, entre dans la conscience comme "intérieure", mais



comme activité seulement parce que, et aussi loin qu'elle est liée à la volonté, comme la volonté nous est seulement consciente, aussi loin qu'elle est liée avec la pensée.

193

La force centrale se poursuit/s'étend "vers dedans", physiologiquement comme fonction nerveuse et psychologiquement/selon l'âme comme volonté ; la force universelle "vers dehors", physiologiquement comme métabolisme et dans la nature comme force de croissance. L'être humain expérimente les deux forces sous la forme d'une double inversion (voir schéma).

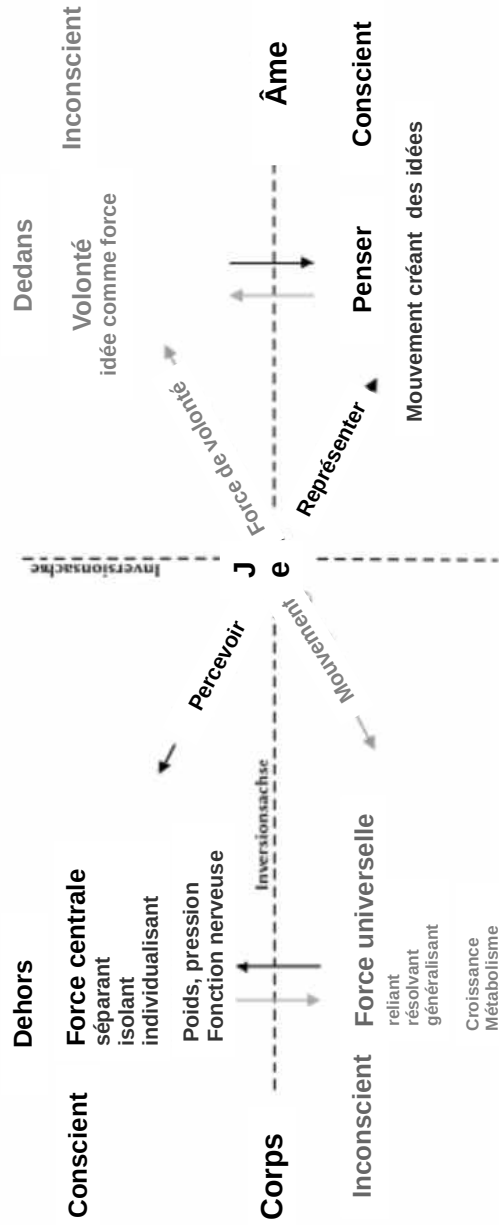
194







## LA DOUBLE INVERSION Survол des principes constituants de l'humain



Rudolf Steiner a indiqué sur cette inversion dans « Vérité et science », chap. 5, comme suit : « Ce qui apparaît séparé dans la pensée, ne sont cependant pas des formes vides, mais une somme de déterminations (Catégories), qui sont cependant forme pour le monde restant ».

Dans le sens du polaire-inverse, les impulsions de volonté sont à voir avec les processus métaboliques et les représentations avec la fonction nerveuse. La réalité unifiée nous apparaît d'abord en vertu de l'inversion comme opposition/incompatibilité, résultat d'un processus polaire inverse qui se manifeste dans la perception et la pensée et est relevé/élevé dans le processus cognitif/de connaissance. Aucune des deux activités cognitives/de connaissance (percevoir et penser) ne peut être considérée comme absolue, reposant sur elle-même ; elles œuvrent toujours ensemble. Derrière la saisie et la ressouvenance d'une pensée, se joue le même processus que lors de l'apparition d'une perception sensorielle. D'abord nous expérimentons comme "extérieur" seulement les perceptions et comme "intérieur" seulement les concepts. Au début, nous n'expérimentons pas la pensée comme une force universelle dehors, co-agissant lors de la venue en l'état d'une perception sensorielle. Le fait que les perceptions sensorielles soient d'abord vécues comme quelque chose d'absolu, reposant sur elles-mêmes, devra être compris comme un support de la pensée conditionné selon un développement historique sur le chemin d'une pensée individuelle et libre. Si les processus qui sont actifs lors de la venue en l'état d'une perception sensorielle pouvaient immédiatement être vécus en continu vers "dedans", respectivement la pensée vers "dehors" comme une force universelle, ce seraient des processus de vie et non des processus de conscience. Si la pensée est toujours plus guidée par la volonté, la mémoire, respectivement le souvenir, entre comme donné à la place de la perception sensorielle, ce qui provoque que l'activité de pensée non consciente impliquée dans la venue en l'état de la perception sensorielle passe dans la pensée consciente. Et cette pensée active avec les éléments des représentations de mémoire, sera perçue comme telle.

La question se lève maintenant : Y a-t-il une place dans la conscience humaine où les deux forces coïncident et interagissent/collaborent ? Oui, dans le « je », en ce que l'être humain crée cette réalité à partir de sa pensée, à partir de la volonté de penser, avec le concept du « je ».

Aussi longtemps que seule la force centrale émerge dans la conscience, le je s'imagine/se croit en dehors de la transcendance avec le contenu de ses concepts et de ses représentations et voit dans les perceptions sensorielles fournies de l'extérieur quelque chose reposant sur soi-même, quelque chose d'absolu. La philosophie conventionnelle en tant qu'épistémologie a échoué à cette façon de voir parce qu'elle n'a pas reconnu que la pensée, qui repose sur la force universelle, est participante – tout d'abord inconsciemment – lors de la venue en l'état de la perception sensorielle.

Avec la connaissance des deux forces décidant de la réalité, le je commence à se savoir dans la légité du transcendant et à comprendre la polarité inverse des forces. Il en résulte, pour se tenir dans l'économique, la compréhension entre la nature sous forme de substance et l'esprit dans l'apparition de l'intelligence et comme agissant l'économie au moyen du travail entre les pôles de valeur de nature et de valeur d'esprit. Sans cette connaissance, on n'arrive pas dans la situation de saisir la valeur économique, respectivement le quota social, comme



le moyen de compensation entre le besoin et la valeur de la prestation. La valeur résultant d'un travail corporel immédiat à la nature est à penser comme le minimum d'existence réparti sur le nombre de la population. Le travail corporel épargné par l'organisation intelligente se compense avec la valeur matérielle fabriquée par l'organisation intelligente du travail. Ce qui œuvre en vis-à-vis de l'organisation intelligente du travail corporel du sol- respectivement l'élaboration de la nature, reconduit la valeur des prestations matérielles particulières toujours plus différenciées en ce qui concerne un paiement d'argent à un moindre, c'est-à-dire qu'elles deviennent meilleures marché en prix. Mais la valeur totale des prestations reste la même pour la même population. Au séparant de la force centrale repose à la base quelque chose de compensatoire avec « l'aspiration » contraire de la force universelle. Grâce au capital du « travailleur spirituel », la personne active dans le travail du sol (agriculteur) élimine du capital, et place le « travailleur spirituel » libre du travail du sol. Le « travailleur spirituel » (médecin, enseignant) consomme le capital que le travail du sol lui épargne. Les deux activités - agriculteur / médecin - sont à considérer comme plus et moins.

197

Le médecin n'est pas à voir comme l'agriculteur en ce qui concerne le rapport entre son revenu au pôle de création de valeur appartenant à cela, sinon il devrait déclarer chacun malade pour arriver à un revenu. Le financement actuel du système de soins de santé, qui n'est pas fondé sur la formation de valeurs polaires inverses, en fait un puits sans fond/un tonneau sans sol.

Répétons encore une fois la formation de la valeur polaire inverse : Tout ce avec quoi le travail corporel se lie vient du sol, prend origine de la nature. C'est de ça que vit l'être humain. Le travail spirituel épargne le travail corporel, il conduit à plus de prestations matérielles, il augmente la formation matérielle de valeur, c'est-à-dire, il crée du capital qui place le « travailleur spirituel » libre du travail corporel au sol, l'entretien. D'un point de vue économique, la valeur du travail spirituel correspond à ce qu'il épargne de travail corporel immédiatement au sol.

La vue unilatérale et abstraite de la l'approvisionnement d'argent au moyen de recouvrements non transparent d'impôts et d'autres taxes pour le financement des secteurs de la formation/science, de la santé ainsi que des pensions des personnes âgées aura un effet de plus en plus désastreux sur les conditions de vie de la société. Cela peut seulement être évité en reconnaissant le pendant entre la valeur des prestations et des revenus, ce qui exige aussi une nouvelle compréhension de la création d'argent et de la formation de capital. Avec cela un tissu supplémentaire de conflit serait pris/enlevé à la société, qui consiste en ce qu'à partir de la conception traditionnelle, dépassée du capital sera ambitionné, par l'intermédiaire d'une consommation accrue de substances et un accroissement de la masse d'argent, de viser une formation de capital et de patrimoine/richeesse, dont l'absorption parasitaire des bénéfiques de la production de biens est censée couvrir argumentativement les revenus individuels avant tout à l'âge de la retraite. La pression qui est liée avec cela sur les revenus des preneurs de travail conduit à un écart entre les revenus les plus bas et les plus élevés, qui doit à nouveau être redistribué au moyens d'impôts et de taxes.

198



Les taxes et les impôts liés aux biens servent aussi à l'État unitaire pour diriger les besoins et le comportement de consommateurs de la population, ce par quoi il amalgame non seulement l'économique avec le juridique, mais aussi le spirituel (scientifique). L'amalgame des trois facteurs sociétaux économie, droit / politique et formation / science, tout comme le manque de reconnaissance du lien entre la valeur des prestations et des revenus dans le processus économique fera que les humains en ce siècle seront encore exceptionnellement troublés. Ce sera le cas parce qu'on n'était pas disposé, mais donc aussi incapable, de répondre fondamentalement aux pensées de Rudolf Steiner sans projeter des images déformées, à partir d'habitudes de pensée dépassées, dans ses perspicaces cours de pensée.

[199]

### Que signifie « inversion » ?

Pourquoi la théorie économique fondée par Rudolf Steiner n'a-t-elle pas été comprise ?

Y a-t-il un intérêt à ce qu'un public plus large ne doive pas la comprendre du tout ?

Rudolf Steiner ne part pas des résultats du travail comme la théorie de l'économie traditionnelle, et il ne dérive pas leur valeur économique supposée qui détermine le revenu de ses rapports d'échange ou de prix . Naturellement, le problème du prix est le point central autour duquel tourne toute l'activité économique et, évidemment, sur la base de la circulation de l'argent, il existe une interdépendance entre le revenu qui déclenche la demande et les recettes de la quantité de biens offerts, mais le prix devrait et peut en fait remplir seulement la fonction du médiateur à une valeur de référence de niveau supérieur/sur-ordonnée. Car l'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix de marché à atteindre, ne peut décider si un bien est produit à une valeur qui correspond essentiellement à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin dans le temps qu'il utilise pour produire un résultat de travail similaire ou équivalent. En ce que le produit de la vente des résultats du travail (recettes des prestations) et les revenus se conditionnent mutuellement, la valeur économique réelle reste, comme référence et point de repère pour des rendements de prestation et des revenus, dans un indéterminé. Une compensation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines sera atteinte lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables interdépendantes, mais que la valeur de la prestation et le revenu, donc la valeur de production dite « objective » d'un bien basé sur le principe des coûts et sa valeur de besoin « subjective » seront ramenés/reconduits à une unité d'origine comme variable de référence supérieure au rendement de la prestation. L'économie a à faire avec l'échange de biens sous forme de valeurs ; de valeur contre valeur résulte le prix.



Steiner s'élève méthodiquement à la saisie en pensée de la valeur économique du résultat du travail au processus de travail, qui se joue entre la nature au sens de la substance et l'esprit dans la forme de manifestation d'intelligence humaine : esprit organisant le travail corporel lequel élabore un produit de la nature pour la circulation économique. A cette double valence du travail, produisant du substantiel, organisant cette élaboration, repose à la base en premier de la formation de la valeur en tant que processus à polarité inverse (voir schéma page 136). Pour déterminer quantitativement la valeur économique, Steiner part d'un état quasi pré-économique dans lequel la valeur de besoin et la valeur de production forment encore une unité. Par l'influence de l'intelligence sur le travail, organisant celui-ci, la valeur de besoin et la valeur de production se séparent en un déséquilibre et sont à nouveau à reconduire associativement à l'unité d'origine devenue référence/grandeur d'orientation/indicative pour leur compensation. Le producteur substantiel est le pôle de nature, et là apparaît la grandeur donnant la mesure à toutes les prestations, matérielles et immatérielles. La mesure livre le résultat du travail corporel d'un nombre de population déterminé immédiatement à la nature dans un certain laps de temps - disons un an. Mais la valeur arrive en premier à sa validité économique aussitôt que le travail est organisé par l'esprit ; alors en premier du développement/de l'évolution vient dans les produits, dans les besoins, la division du travail intervient, avec elle la circulation économique des produits de la nature modifiés et avec cela le problème de l'écart entre la valeur de production et la valeur de besoin. Sans « valeur d'organisation », il n'y a aucun développement économique, sans « valeur d'obtention à la nature », il n'y a aucune réalisation de la valeur organisationnelle. La valeur apparaissant au pôle de l'esprit se mesure en polarité - comme valeur négative - comme l'équivalent/la contre-valeur du travail corporel épargné immédiatement/sans médiation à la nature. Cela signifie que le travail spirituel en tant qu'organisation du travail corporel conduit, par l'émancipation du travail de son lien immédiat avec la base de nature, à de plus en plus de biens dont la valeur particulière baisse/sombre,

201

mais dont la valeur d'ensemble reste la même pour le même nombre de population. L'épargne de travail corporel dans l'élaboration de substances par une organisation intelligente conduit à nouveau à plus de liberté pour l'activité spirituelle. Au pôle de nature, le travail a sa plus haute valeur, au pôle spirituel sa valeur est nulle. On n'a pas la permission de se représenter aucun des deux pôles comme étant fermé/circonscrit, reposant sur lui-même. Après tout, l'esprit et la substance sont liés par le travail, qui initie la formation de la valeur. La pensée d'un pur travail corporel au pôle de nature ne représente aucune hypothèse injustifiée, car ce serait représentable réalisé ; par contre, à la représentation d'une valeur économique seulement en lien avec le pôle de nature ne reviendrait aucune réalité.

Ni l'origine de la valeur économique amenée à la conscience par Steiner ni l'inversion du signe (+/-, la polarité inverse) qui caractérise le rapport de valeur des résultats du travail aux deux pôles de formation de valeur l'un par rapport à l'autre n'ont été comprises (voir le graphique " Polarité dans l'écono-

0  
5





mie ", page 136).

C'est d'abord avec la (re) connaissance de la valeur économique que la théorie économique prend le caractère d'une science. Car en premier par cela le rapport du travail corporel au spirituel, la formation de capital, tout comme la valeur des prestations et le revenu peuvent être amenés dans un pendant de lois/de légités, et déterminés quantitativement. Avec cela, la théorie de l'économie surmonte le champ des pures statistiques ; ses jugements contiennent alors un aperçu d'une économie orientée vers l'accomplissement des quotas sociaux.

Maintenant, si lors de la compréhension du concept de valeur et de la création d'argent qui s'en suit, c'est-à-dire l'équivalence de la valeur de chose et de signe, aurait lieu une libération du revenu de sa simple dépendance du rendement du travail, un changement du concept de propriété serait implicite et rendrait impossible que le gain de rationalisation soit imputé à la propriété du capital et puisse être retiré monétairement individuellement. L'hostilité/opposition fanatique découle d'un manque de compréhension de ces connaissances et se fait maintenant serviable dans leur/sa lutte agitative.

202

Quelle est la suite épistémologique de l'« anthroposophie », et pourquoi porte-t-elle ce nom vis-à-vis de la théorie de la connaissance que l'on a qualifié jusqu'à présent de « philosophie » ? Pourquoi ce développement et cette expansion de la connaissance n'ont-ils pas encore été compris jusqu'à présent, du moins pas compris ainsi qu'ils seraient passés dans la conscience et la sensation de la vie au moyen d'une argumentation purement intellectuelle et formelle, tout comme le kantianisme aujourd'hui fait partie de l'attitude de l'humain face à la vie ? Le kantianisme caractérise que la vérité est éprouvée comme un reflet idéal d'une réalité extérieure et la cognition/connaissance comme la répétition conceptuelle de quelque chose qui existe même sans le connaisseur, réduisant ainsi le rôle de l'être humain à celui d'un spectateur oisif.

Derrière cela se trouve le grand problème, toujours plus brûlant, devant lequel l'humanité se trouve comme devant un abîme, à savoir : comment ce que l'humain vit dans la perception sensorielle en tant qu'extérieur est-il lié à ce qu'il vit dans la pensée en tant qu'intérieur ?

La philosophie a pris fin en tant qu'épistémologie, parce qu'elle considérait la perception sensorielle comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui se fonde sur soi-même, et par conséquent elle n'est pas parvenue à une explication de la perception sensorielle qui relie « l'extérieur » et « l'intérieur ». Avec l'être humain, deux forces se manifestent, à savoir avec lui comme « victime » et « coupable » à la fois, le constituant et apparaissant à travers lui dans le processus de connaissance : d'où l'anthroposophie. On n'a la permission de ne se représenter aucune des deux forces existant pour soi ; elles apparaissent toujours ensemble, se conditionnent l'une l'autre et constituent ensemble la réalité. L'une est à penser contre un centre comme force centrale ou de pression, l'autre périphérique contre une sphère comme force universelle ou d'aspiration/succion. La force centrale, en tant que



force de pression, a la propriété de presser hors d'elle la force universelle, de la repousser, de se séparer d'elle ; elle a un effet d'atomisation. La force universelle, comme force d'aspiration/de succion, a la propriété de s'approprier la force centrale, de la dissoudre ; elle a un effet liant.

203

Au début, seule la force centrale ou de pression entre dans la conscience de l'humain d'aujourd'hui en tant que « extérieur » - mais justement seulement en tant qu'extérieur. Le mouvement et la vitesse pour lesquels l'humain actuel n'a pas de conscience sont représentés par la synthèse/le rassemblement de sommes, l'intégration des points de repos dans le temps, c'est-à-dire par la spatialité. Les points de repos, de leur côté, sont des différentiels (résultats de la différenciation) dans lesquels la vitesse est décomposée et dans lesquels elle disparaît. Si la force centrale est maintenant rendue absolue, cela conduit par ex. en physique au problème de la « matière » telle qu'elle est hypostasiée et synthétisée en physique. Dans la théorie économique, cela conduit à ce que toutes les prestations (résultats matériels et immatériels du travail) soient considérées comme découlant uniquement du travail en rapport avec la base de nature, ce par quoi toutes les prestations obtiennent le caractère de valeurs d'obtention à la nature, donc de prestations dont la valeur est évaluée/mesurée de manière positive (voir « *L'activité économique de l'avenir* », page 33).

La physique, qui depuis près de cinq cents ans a déterminé méthodiquement ce qui doit être considéré comme scientifique, est définie comme la science des processus naturels qui, établis par l'observation et la mesure, peuvent être saisis dans leur régularité/conformité à des lois/des légités et rendus accessibles à la représentation mathématique. La physique est basée sur le problème du rapport entre le mouvement et la masse, la phoronomie ou la cinématique, qui peut être saisie purement à la mesure de la représentation, vis-à-vis de l'effet des forces ou de la dynamique, qui ne peut être testé empiriquement que par des mesures dans le monde extérieur. Leurs formules, pour autant qu'elles ne se donnent pas de ce qui a pure mesure de représentation, comme les processus de mouvement se résument à une pression de poids. Qu'est-ce qui vient encore dans la conscience de l'humain actuel comme vécu extérieur ? Pour cette raison, la science de la nature rend la force centrale absolue et transfère toute l'énergie comme potentielle aux extrémités de son observation saisissable à la mesure de conscience, la physique dans les atomes, la biologie dans les gènes, la médecine dans les virus et les prions.

204

Lorsque je suis assis - disons - à une altitude de 10 000 mètres dans un avion qui plane tranquillement, si je supprime/réprime les perceptions optiques et acoustiques qui mènent à des conclusions de pensée, je ne peux pas dire si je me meus vis-à-vis de l'environnement ou non. Par quoi le mouvement me devient-il conscient ?

Par la différence de pression-, basée sur une accélération (+ ou -). Et par quoi je perçois la pression ? La pression décrite comme le poids d'un corps est généralement définie comme la force gravitationnelle résultante (accélération) agissant sur le corps.



Comment peut-on se rendre clairs le pendant entre la masse/l'image et le mouvement en tant qu'unité ? En ce qu'en tant que processus cognitif/de connaissance nous laissons apparaître l'espace inversement polaire des forces décrites ci-dessus. Représentons-nous que nous serions un être unidimensionnel (*en ligne droite dans le processus de formation, voir l'apparition dimensionnelle à partir du mouvement qui suit*) : que verrions-nous ? Seulement des points. En tant qu'être bidimensionnel (*niveaux en cours de formation/étendue en processus d'apparition*), nous verrions de nouvelles lignes droites. En tant qu'êtres tridimensionnels (*corps en processus d'apparition*), nous verrions de nouveaux niveaux/de nouvelles étendues. Nous voyons en trois dimensions (*corps*) ; nous sommes donc vivants en quatre dimensions.

Comment est-ce que j'accède/arrive à la première dimension ? En ce que je déplace le point. Comment à la deuxième dimension ? En ce que je déplace la droite. Et ainsi de suite.

Donc, contre le centre, je fais l'expérience des dimensions de manière discontinue comme image, contre la sphère continuellement (ndt à partir) du mouvement.

La physique s'efforce d'esquisser une image du monde d'où devraient provenir nos perceptions sensorielles. Elle est cependant sujette à une illusion, car les processus pensés par elle comme reposant à la base des perceptions pourraient seulement rester une suite d'impulsions

205

(pressions) externes, mais ne seraient jamais des perceptions internes. Elle ne peut pas trouver la transition/le passage entre des processus de mouvement externes qu'elle décrit comme la cause des perceptions et les images perceptives vécues en interne. Pour cela, elle a besoin de la tension différentielle caractérisée par l'exemple ci-dessus, qui a été décrite par moi comme polarité inverse. Cela signifie qu'il y a besoin pour le devenir conscient et la connaissance, un donné (masse) initialement impénétrable, discontinu (en apparence seulement), et vis-à-vis de cela, un donné qui est continuellement expérimenté par l'activité intérieure dans la construction (mouvement).

La réalité est unité. Pour la conscience, générant celle-ci ainsi, la réalité se divise/se partage en « demi-unités/demi-mesures », qui ont l'aspect de centre et de sphère, auxquelles correspondent un extérieur et un intérieur, qui constituent l'être humain corporellement (fonction nerveuse et métabolisme) et selon l'âme/psychiquement (vouloir et penser).

La volonté qui est active dans l'activité de la pensée est soumise à la conscience, mais pas celle qui est active dans le mouvement corporel. L'activité pensante et de la sorte de la volonté ne se montrent pas séparées à l'observation intérieure. Mais ce serait aussi inadmissible de parler d'une volonté indépendante/autonome qui s'ajoute encore à la représentation. C'est l'idée (le concept) saisie comme une force. La conscience, qui se comprend comme une inversion des rôles de victime et de coupable, est capable de s'ajuster de telle manière qu'elle reçoit *séparés* le penser et le vouloir dans le champ d'observation.

La réalité unifiée nous apparaît d'abord en vertu/par force de l'inversion comme une opposition ; le résultat d'un processus inversement polaire, qui



se manifeste pour la cognition/la connaissance dans le percevoir et le penser, mais qui est suspendu dans le processus de cognition/connaissance. Aucune des deux activités cognitives/de connaissance (percevoir, penser) n'ont la permission d'être considérés comme quelque chose d'absolu, reposant sur soi ; elles œuvrent toujours ensemble. Derrière la saisie et le ressouvenir d'une pensée, le même processus se joue que lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état. Au début, nous vivons/faisons l'expérience comme « extérieur » seulement des perceptions,

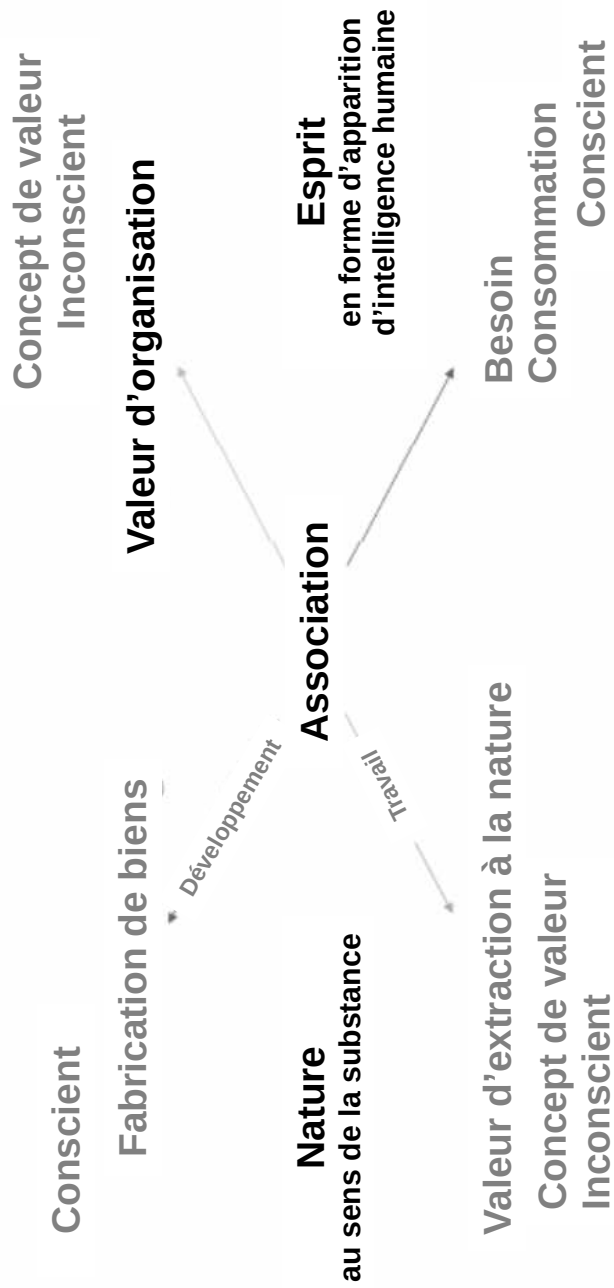
[206]

et comme « intérieur » des concepts. Au début, nous ne faisons pas l'expérience/ne vivons pas la pensée comme une force universelle dehors, co-active lors de la venue en l'état d'une perception sensorielle. Que les perceptions sensorielles (par ex. rouge, bleu, do, do aigu) soient d'abord vécues comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui repose sur soi-même, doit être compris comme un support de la pensée sur le chemin d'une pensée individuelle et libre, qui est due à l'histoire de l'évolution. Si la pensée est toujours plus dirigée/conduite par la volonté, la mémoire respectivement le souvenir intervient à la place de la perception sensorielle comme un donné, ce qui fait que l'activité de la pensée qui est impliquée dans la venue en l'état de la perception sensorielle, mais en cela pas encore activité de pensée consciente, passe dans la pensée consciente. Et cette pensée qui synthétise les éléments de représentation de la mémoire est maintenant perçue. Sur une surface de mer, je « verrais » l'horizon comme un cercle. Pour le « penser » comme un cercle, je dois le construire à partir de la représentation de mémoire comme un lieu géométrique de tous les points qui sont également éloignés d'un point, « actif intérieurement ». Ce passage du « perçu » au « pensé », Steiner l'esquisse dans la *Philosophie de la liberté* au chapitre III avec les mots : « Quand on distingue la pensée préconsciente de la pensée consciente après/ensuite, ainsi on ne devrait pas oublier que cette distinction est une entièrement extérieure, qui n'a rien du tout à faire avec la chose elle-même. Je ne transforme/fait absolument pas une chose en une autre en ce que je la regarde pensant. Je peux me penser qu'un être avec des organes sensoriels complètement autres et une intelligence fonctionnant autrement aurait d'un cheval une tout autre représentation que celle que j'ai, mais je ne peux me penser que ma propre pensée devienne une autre parce que je l'observe. J'observe moi-même ce que je produis moi-même. »

207



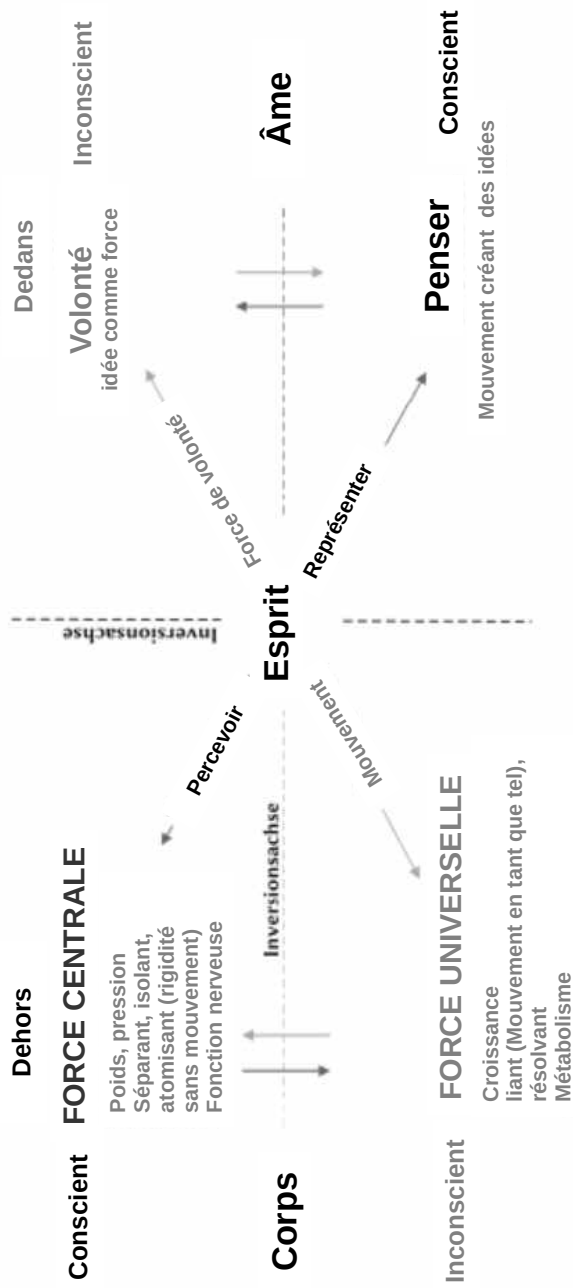
## LA DOUBLE INVERSION COMME POLARITÉ DANS L'ÉCONOMIE







## DANS LES PRINCIPES CONSTITUTIFS DE L'ÊTRE HUMAIN



Rudolf Steiner a indiqué sur cette inversion dans le processus de connaissance, dans « Vérité et science », chap. 5, comme suit : «Ce qui apparaît séparé dans la pensée, ne sont cependant pas des formes vides, mais une somme de déterminations (Catégories), qui sont cependant forme pour le monde restant ».

Si lors d'un processus qui vient en l'état, des processus de perception sensoriels à l'œuvre devaient être vécus immédiatement continuellement vers « l'intérieur » respectivement la pensée "vers l'extérieur" comme une force universelle, ce seraient des processus de vie et non des processus de conscience.

(voir graphique précédent « La double inversion » sur p. 208)

La pensée est une activité d'où proviennent des concepts et des idées. Cela signifie que la pensée englobe le faire et l'objet du faire, elle a deux côtés d'apparition/de manifestation, mais qui ne sont pas à séparer l'un de l'autre. Car l'activité qui part du Je doit donc avoir un contenu, mais le contenu, les pensées et les idées ne viendraient pas du tout à l'apparition sans l'activité. La pensée en tant qu'activité s'enflamme tout d'abord à la perception sensorielle, qui n'est qu'apparemment venue en état indépendamment d'elle. Soustraite/retirée de la perception sensorielle, elle trouve son support/ap-pui - dans un premier temps/tout d'abord - dans la mémoire. La pensée n'ajoute rien de son propre chef aux perceptions sensorielles, elle ne dit rien a priori sur les perceptions, mais établit plutôt les conditions, les formes, à travers lesquelles le contexte/le pendant, la légité, des phénomènes deviennent idéellement conscients. Naturellement, les pensées se laissent gagner de l'activité synthétique de la pensée, qui dès le départ s'appuie purement sur les représentations de la mémoire. Mais de l'activité purement synthétique de la pensée ne suit encore aucune loi objective. C'est seulement dans la conscience humaine, dans la pensée consciemment expérimentée/vécue, que les concepts et les idées mènent une existence/un être-là indépendant/autonome.

Mais justement dans cette indépendance ne leur revient aucune réalité. Maintenant aucune différence ne se laisse trouver entre ce qui apparaît dans la conscience comme par exemple un concept mathématique, quand cette conscience étend son contenu sur un état de fait empirique ou quand elle s'actualise ce concept mathématique dans la pure pensée mathématique déduite.

Maintenant, on doit se rendre clair ce qui suit : Pour la réalité, la séparation en ces parties qui nous sont livrées par elle en percevoir et penser, disons donné et idée, n'a aucune signification, pour la conscience et la cognition/connaissance, elle est essentielle. Car la connaissance de la réalité ne vient pas au Je sans que le Je la construise à partir du donné et pensé eux-mêmes. Le « quoi » du donné sera placé pour le Je seulement par ce dernier lui-même. Le Je n'aurais aucune raison de placer en lui-même, par la pensée, la partie d'un donné gagné, s'il ne se voyait pas d'abord vis-à-vis de la chose de façon totalement indéterminée. Ce qui est donc placé par le Je comme une partie idéale du donné, alors, n'est pas placé sans le Je, mais par le Je. Mais la détermination idéale du donné par le Je n'en est pas seulement une pour le



Je, donc subjectivement, car la scission/séparation en Je et en monde extérieur a seulement persistance/stabilité à l'intérieur du donné. Face à la contemplation pensante qui unit/unifie tous les contraires, cette « détermination seulement pour le Je » n'a plus de signification. Le Je en tant que séparé du monde extérieur décline dans la contemplation pensante. Il n'y a donc plus aucun sens de parler de déterminations purement pour le Je.

La connaissance repose sur une séparation/scission de la réalité en un donné, auquel s'allume mon besoin de connaissance, et en un donné seulement par mon activité; contenu de ma pensée. Et seulement parce ce que je produis la pensée, je suis aussi lié à son contenu ainsi que je le vis. C'est seulement parce que je me meus dans le monde que je le vis comme réel, mais la cause/la raison du mouvement me reste immédiatement inconsciente. Je vis la pensée comme un mouvement, dont la cause m'est consciente, mais ce qu'elle produit ne me garantit pas immédiatement la réalité. Maintenant, la description du donné pour un facteur de connaissance est seulement l'expression de son rapport à l'autre facteur. Il ne peut être absolument donné, car sinon il n'entrerait en aucune relation avec moi.

211

Des déclarations ci-dessus, il s'ensuit maintenant : dans la pensée nous avons quelque chose qui n'est pas seulement un régulateur des perceptions sensorielles, mais qui est impliqué/participant de manière constitutive lors de leur venue en l'état. Seulement nous ne faisons pas l'expérience initiale de cette pensée en tant que telle, parce qu'elle n'est pas soumise/subordonnée à l'organisme, comme la pensée qui est tirée des perceptions sensorielles et trouve son support dans la mémoire. Lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état, elle est impliquée dans le processus. On se bloque/se déconstruit le chemin vers une connaissance fondée quand on voit quelque chose d'achevé et basé/reposant sur soi-même dans les perceptions sensorielles. Alors on voit dans la pensée aussi seulement le producteur d'images de représentations qui seront basculées sur les perceptions sensorielles comme régulatrices.

212

## FICHE D'INFORMATION

213

### FICHE D'INFORMATION

pour la compréhension et la réalisation d'une économie organisée sur l'équilibre entre les besoins et les valeurs des résultats du travail dans une société qui englobe la vie de l'esprit, la vie juridique et la vie économique en tant que domaines autonomes d'un organisme social triarticulé.

#### ***1. le rapport de valeur entre le résultat du travail et le revenu et la valeur du travail corporel et spirituel dans l'économie basée sur la division du travail.***

Le besoin est l'initiateur de la vie économique. Toutes les activités économiques sont fondées sur des besoins matériels, spirituels et culturels. Les besoins sont satisfaits par des résultats matériels du travail, appelés ci-après prestations. L'économie n'a affaire qu'à la fourniture de prestations maté-



rielles. Elle en fournit aussi pour les besoins des domaines de l'éducation, de la science et de l'art sous la forme d'instruments, de documents et d'installations utilisables par ces derniers. Dès l'instant où l'humain n'utilise pas ses prestations uniquement pour lui-même, mais qu'il procède à un échange de prestations avec ses semblables, la question se pose de savoir ce qu'est une valeur au sens économique, comment elle est créée et quelle est sa fonction dans l'ensemble du processus économique comprenant la production et la consommation. Du point de vue de la prestation, c'est le travail humain qui crée la valeur en mettant en circulation un produit naturel transformé. En fonction du rendement de la nature, des capacités de l'humain et des fluctuations de l'effort de travail, la valeur apparaît comme quelque chose qui fluctue en tout lieu et à tout moment.

214

Comme nous l'avons indiqué au début, l'humain participe socialement à la vie spirituelle et à la vie économique. Les domaines de la vie sociale ne sont pas isolés les uns des autres, mais agissent les uns sur les autres. Et c'est ainsi que le travail, qui relie la production spirituelle basée sur le talent et la capacité de l'humain à la production issue des matériaux de la nature, est lui-même articulé d'un côté comme une activité corporelle qui met en circulation un produit naturel utilisable et consommable, et de l'autre comme un objet travaillé par l'esprit lui-même sous la forme d'une direction et d'une organisation intelligentes. En soi, le travail n'a pas de valeur économique. Il crée des valeurs ; celles-ci sont l'objet des besoins. L'économie basée sur la division du travail comprend donc l'échange de prestations matérielles qui, en tant que telles, sont aussi fournies à l'actif spirituel en échange de son travail spirituel.

Le besoin attribue une valeur à la prestation. Pour satisfaire le besoin du producteur, une valeur est attribuée à la prestation. La première question qui se pose est celle du problème fondamental de l'économie basée sur la division du travail : Comment les prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement pour que chaque fournisseur de prestations puisse satisfaire ses besoins avec le produit de la vente de sa prestation à partir des prestations des autres fournisseurs de prestations dans le temps dont il a besoin pour produire une prestation identique ou équivalente ? C'est la question cruciale de la valeur économique des prestations en tant que mesure valable de l'équilibre entre les besoins et les prestations et le juste prix qui résulte de l'échange valeur contre valeur et qui, en tant que grandeur de comparaison, s'oriente sur la valeur économique, car, du point de vue économique, l'achat et la vente de biens constituent un échange de valeurs.

Toute économie consiste à échanger entre les humains des produits, c'est-à-dire des prestations, et l'échange se concrétise par la formation des prix. Les prix servent à payer les revenus. La question des prix et celle des revenus sont donc les questions cardinales de l'économie. Les revenus représentent les besoins, les prix les prestations.

215

La deuxième question est la suivante : comment l'équilibre entre le prix de la prestation et le revenu, c'est-à-dire l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation, peut-il être maintenu pour l'individu en tant que porteur du



besoin et fournisseur de la prestation si, au cours de l'évolution économique, tant les besoins que la technique de production, la pondération en termes de quantité et de prix des différentes prestations au sein de la valeur totale de la production, changent constamment ?

La réponse aux deux questions posées ci-dessus, ou la solution aux problèmes qu'elles posent, réside tout d'abord dans la réponse à la question suivante : où se situent la valeur de besoin et la valeur de production, c'est-à-dire dans quel état économique coïncident-elles toutes deux pour tous les porteurs de besoins et fournisseurs de prestations impliqués dans la zone monétaire ?

Réponse : dans ce que l'on peut décrire comme le minimum vital/d'existence, à savoir le résultat du travail physique de la population de la zone monétaire sur la surface de sol dont elle a besoin. Pour parvenir à des rapports de valeur plus constants que les rapports de valeur fluctuants caractérisés, il faut partir de la création de valeur d'une population formant un espace économique. Cette valeur, qui résulte du rapport entre le nombre d'habitants et la surface de sol dont ils ont besoin, constitue la mesure de la valeur des prestations et, de manière concordante et équivalente, des revenus ; nous appelons cette mesure la valeur d'extraction de la nature ou valeur du travail corporel, rapportée à l'individu, qui comprend la couverture de la valeur de la prestation et du revenu et qui sera déterminée par la suite en termes monétaires, le taux/quota/coefficient social. Ce rapport de création de valeur est à l'origine de toute création de valeur. En effet, tout le travail qui peut être fourni dépend de la taille de la population et s'associe à ce qui provient de la nature, d'où proviennent toutes les prestations dont l'humain vit et auxquelles aboutissent tous ses besoins économiques.

[216]

Pour saisir la valeur numérique de ladite valeur économique des prestations et des revenus au moyen d'une création monétaire liée au résultat du travail physique de la population sur la surface de terrain nécessaire et donc au nombre d'habitants, nécessairement séparée de la valeur numérique du capital, il faut une compréhension sans laquelle on ne peut pas saisir la notion de valeur économique caractérisée comme valeur à la fois réelle et nominale (monétaire) et donc les notions de capital, de revenu, de création monétaire et la fonction du prix, à savoir : L'humain avec son travail se situe économiquement entre la matière sous la forme de la nature et l'esprit sous la forme de l'intelligence. Le travail est l'intermédiaire entre deux pôles de formation de valeur inversement polaires du point de vue du travail. Il confère au pôle de la nature une valeur à la substance élaborée et mise en circulation - nous l'appelons la valeur d'extraction de la nature ou valeur du travail corporel ; au pôle spirituel, elle acquiert elle-même, grâce à sa capacité de direction et d'organisation médiatisée par l'intelligence, une valeur que nous appelons valeur d'organisation. Cette valeur qui naît au pôle spirituel, à considérer comme le capital bien compris, se mesure comme la contre-valeur matérielle et monétaire du travail corporel économisé directement sur/à la nature ; c'est d'elle que part la production artisanale et industrielle et donc la division du travail. La mesure monétaire pour la prestation et le revenu de





chaque individu est livré par la valeur d'extraction à la nature élaborée par la population, qui constitue/définit le minimum vital, avec un chiffre lié à la population sous forme de création monétaire, par exemple le revenu annuel à définir, par tête la mesure monétaire du taux/quota/coefficient social avec lequel chacun participe aux prestations des autres par rapport à la taille de la population au cours de l'économie.

217

Si l'on ne saisit pas la polarité inverse de la formation de la valeur, on ne parvient pas à la valeur d'extraction de la nature ou de travail corporel comme directive/ligne d'orientation pour le prix de la prestation de chaque fournisseur de prestations et pour son revenu équilibré, donc pas à la quote-part sociale.

Du point de vue économique, la production et la consommation se rapportent à la matière, et le travail intellectuel en tant que valeur d'organisation ne peut se réaliser que dans la matière ; son exemption du travail immédiat au sol doit être étayée par la contre-valeur substantielle de son épargne, ce qui s'applique à toutes les exemptions du travail immédiat au sol.

La valeur économique du travail spirituel et des résultats du travail corporel sur les moyens de production artificiels se mesure en contre-valeur de leur économie/épargne de travail au sol. Cela signifie que la valeur de l'organisation se mesure comme / en moins - de la valeur d'extraction à la nature. L'équilibre/la compensation entre les besoins et les prestations obtenues à l'aide de moyens de production naturels et artificiels est seulement possible en se basant sur la valeur d'extraction à la nature, identique à la quote-part sociale, et sur les revenus orientés d'après elle comme mesure médiatrice.

Le (sur)plus de prestations obtenu grâce à la gestion intelligente du travail correspond, en termes de valeur, à la contre-valeur caractérisée du moins de travail corporel effectué directement au sol. La gestion intelligente du travail se réalise à l'aide de moyens de production artificiels. Les moyens de production artificiels, sur lesquels du travail corporel est aussi effectué, sont à considérer comme un prolongement du sol. La valeur de la prestation fournie par le moyen de production artificiel correspond à la contre-valeur en termes de prestation du travail corporel économisé/épargné au sol. La valeur du travail corporel de l'individu reste la même, indépendamment de la formation de capital, y compris naturellement sur le plan monétaire. L'économie de travail corporel et la libération du travail au sol ne modifient pas le rapport de valeur initial entre le nombre d'habitants et la surface de sol nécessaire,

[218]

de sorte que la valeur des prestations reste globalement la même pour un même nombre d'habitants. La valeur de la production industrielle est la contre-valeur du travail corporel directement économisé au sol. Grâce à la formation de capital, davantage de prestations sont imputées aux quotas sociaux, ce qui modifie l'évaluation des prix des différents produits : Il en résulte une réduction des prix, ce qui découle déjà de la définition de la masse monétaire, qui représente la valeur de la quantité de prestations et donc la somme des quotes-parts sociales dépendant de la population de la zone monétaire. Une réduction des prix s'annule naturellement lorsque la forma-



tion de capital sert à financer les quotas sociaux des personnes exemptées de la production matérielle.

Lorsque des moyens de production artificiels créés par l'humain sont mis en service, la formation de capital par ceux qui restent dans le travail du sol (aujourd'hui l'agriculture) doit s'accompagner d'un (sur)plus de prestations matérielles pour les besoins matériels de ceux qui ne travaillent plus immédiatement au sol. Ce surplus est la contrepartie du travail économisé au sol par les personnes libérées de ce travail, soit libérées pour une activité purement spirituelle au moyen de donation (enseignant, médecin), soit pour des activités artisanales et industrielles au moyen d' "octroi de prêt". Leur valeur de travail épargnée immédiatement au sol est compensée par leurs prestations. Un surplus de quote-part sociale obtenu dans la production matérielle à l'aide de la valeur d'organisation est nécessaire pour financer les pensions de retraite, les mères, les enfants et les personnes dépendantes de l'aide sociale. Pour les retraités, le paiement de la pension devrait en principe être effectué par leurs anciennes entreprises ou sociétés. Si ces entreprises n'existent plus, les quotes-parts sociales des retraités, comme celles d'autres consommateurs purs, seront obtenues grâce aux prestations d'autres entreprises, car chaque membre de la population est inclus dans la masse monétaire en circulation.

219

L'augmentation/le plus des prestations matérielles due au capital ne doit pas être ajoutée, en termes de prix, aux prestations obtenues à partir du travail initial au sol, sur la base d'une création monétaire sans rapport avec la production et de notions économiques traditionnelles telles que l'équivalence entre le prix et la valeur d'une prestation. En effet, on perdrait ainsi la mesure, sous forme de quota social, de l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations, qui repose sur le rapport de valeur entre le nombre d'habitants et la surface de sol nécessaire. L'économie passerait alors de la satisfaction des besoins à la réalisation de prestations maximales, et reviendrait à la croissance démesurée de la production matérielle, faute de mesure de la valeur économique. Le capital est en fait toujours un excédent : en réalité, un excédent issu du travail du sol, dans le sens du capitalisme monétaire actuel, un excédent d'argent pouvant être séparé individuellement du produit de la vente des marchandises après déduction des coûts de production, qui sont en fin de compte des coûts de travail. Il s'agit d'éliminer le gain de capital monétaire ou le profit en tant que critère de reconnaissance argumenté pour la justification de la production, car il livre, avec la création monétaire actuelle qui le rend possible, la production de biens au hasard du marché. Certes, la technologie de l'information permet de court-circuiter la consommation et la production dans de nombreux domaines, mais le système capital/salaire qui conditionne mutuellement la fixation des prix reste en place en raison de la création monétaire actuelle, de la confusion entre le droit et l'économie en ce qui concerne la propriété et du manque de connaissance et de prise en compte des quotas sociaux. Un équilibre entre les besoins et la valeur des prestations n'est donc pas possible. Dans le mode de pensée traditionnel, le prix détermine le revenu par le biais du produit de la vente. Dans



le système prospectif basé sur de nouvelles connaissances, le besoin détermine le ("correct") prix par le biais de la quote-part sociale en tant que mesure médiatrice entre la production et la consommation.

220

L'équilibre entre le revenu et la valeur de la prestation reste préservé dans le processus économique lorsque la production de la prestation est réalisée au moyen d'un système d'échange de quotas entre les entreprises de production, en termes de quantité et de travail, est pesée de manière à ce que leur prix de vente corresponde au chiffre du revenu fixé à l'origine de la création monétaire, ce qui permet de maintenir le rapport de valeur entre le "prix correct", en tant que valeur réelle de la prestation, et le revenu, caractérisé plus haut comme quota social.

Les prêts et les dons rémunérés par la formation de capital sont les quotes-parts d'argent d'achat des personnes dépendantes des dons et des producteurs de biens d'investissement pendant le cycle annuel. Idéalement, au cours du cycle annuel, la quantité de prestations devrait se fondre dans la quantité d'argent en termes de prix, ou la quantité d'argent devrait se fondre dans la quantité de prestations en termes de prix. L'épargne correspond à des prestations non vendues. Comme l'argent est lié aux prestations en leur donnant une valeur numérique au moment de leur création (et non pas seulement sur le marché comme résultat de l'offre et de la demande), la fonction de l'argent est de comptabiliser les prestations. Avec la consommation des prestations, la quantité de monnaie correspondante est retirée de la circulation, le produit de la vente des marchandises étant crédité sur un compte de recettes du producteur. Avec le nouveau cycle de production, la quantité de monnaie retirée de la circulation est remise en circulation par la transformation du compte de recettes en compte de dépenses, par le biais de la perception de revenus, du paiement des revenus (abstraction des quotas sociaux), dans lesquels se dissolvent en fin de compte aussi les achats de matières premières et de consommation intermédiaire.

Comme la quantité de monnaie est liée au résultat du travail corporel au sol comme premier moyen de production, la monnaie est la somme des moyens de production en usage, car les moyens de production artificiels correspondent à la contre-valeur réelle du travail corpore économisé au sol.

221

Avec la quantité de monnaie qui se fond dans la quantité de prestations et avec la séparation de l'économie et du droit, le transfert de propriété des moyens de production devient un simple acte juridique. La propriété prend la forme d'un cycle de possession des moyens de production lié à la durée des capacités entrepreneuriales individuelles. Celui-ci se reconnecte toujours à des personnalités capables d'entreprendre, qui sont libres de désigner leurs successeurs. Le capital généré grâce aux capacités individuelles est ainsi mis au service de la prospérité générale. Le donneur de travail et le preneur de travail sont remplacés par le directeur de travail et le prestataire de travail.

La formation de capital assouplit ou supprime le rapport fixe entre la valeur de la prestation et le revenu dans le cas d'un simple travail du sol, de sorte qu'il n'y a plus d'égalitarisme. Mais même pour les revenus légèrement in-



férieures à la mesure monétaire abstraite de la quote-part sociale, la formation de capital multiplie la quantité de marchandises par rapport au potentiel en cas de pur travail du sol.

Les problèmes conjoncturels disparaissent parce que le produit de la vente des prestations (prix correct) et le revenu ne sont plus dans le rapport actuel d'interdépendance indéfinissable et aléatoire, ne sont plus des variables qui se conditionnent mutuellement, mais reçoivent, avec la reconnaissance de la valeur de l'extraction de la nature ou du travail corporel, une attribution réciproque dans la quote-part sociale ainsi caractérisée.

Le chômage disparaît grâce à la séparation et à la gestion autonome du droit et de l'économie ; le travail n'est plus un facteur de coût salarial ou une marchandise.

La contrainte de croissance disparaît parce que le capital n'est plus la „plus-value“ réalisable à partir du produit de la vente et que les revenus ne sont plus la rémunération des soi-disant coûts du travail. La formation du capital ne dépend pas (ou plus) du montant des revenus de la prestation, elle ne dépend plus de la croissance permanente de la production

222

matérielle accompagnée d'une augmentation permanente de la masse monétaire. Les notions de „taux de profit“ et de „taux de salaire“ n'existent plus, et la fixation des prix n'est plus coincée dans le rapport entre le rendement du capital et les coûts salariaux. Les recettes de la vente des prestations ne dépendent plus des prix aléatoires du marché, mais s'orientent en fonction des revenus, pondérés de manière associative en fonction des besoins de la production et donc en fonction des prix au sein de la quantité totale de prestations de la zone monétaire (réalisation/accomplissement des quotas sociaux).

L'État unitaire et central en tant que collecteur et répartiteur d'impôts est dépassé et obsolète, car avec la prise de conscience de la valeur de la nature et de la valeur de l'organisation, la mesure existe sous la forme de la quote-part sociale et de la quote-part de capital pour le financement de tous les domaines de la vie de la société.

Le rapport entre le juste prix de la prestation et la quote-part sociale en découle : Si les besoins qui se développent librement baissent en général, tous les prix augmentent, si les besoins augmentent en général, tous les prix baissent. La raison en est la réalisation/accomplissement des quotas sociaux, car la réalisation des quotas sociaux permet de répondre à la question suivante : comment les prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement dans l'économie de la division du travail, de sorte que chaque prestataire puisse satisfaire ses besoins à partir du produit de la vente de sa prestation à partir des prestations des autres prestataires dans le temps nécessaire pour produire une prestation identique ou équivalente ?

223

## **2. les problèmes actuels inhérents au système - Leur dépassement par la tripartition des domaines de la vie**

L'absence de lien entre la création monétaire actuelle et la fourniture de la prestation a pour conséquence :



- que le prix de la prestation (aujourd'hui identique à la valeur de la prestation) et le revenu sont dans un rapport de dépendance mutuelle directe, ce qui justifie les fluctuations conjoncturelles ;
- que la notion de capital utilisée jusqu'à présent, à savoir le capital monétaire, est le surplus restant du produit de la vente après déduction des coûts du travail, qui peut être éliminé individuellement par voie monétaire, et que le système capital / salaire est maintenu, ce qui a pour conséquence la lutte entre le capital et le salaire pour la rentabilité, dans laquelle est enfermée toute fixation du prix des marchandises, et qui, avec l'élimination des coûts salariaux, fonde le chômage ;
- qu'avec l'autonomie des banques centrales en matière de création monétaire, l'obligation de croissance s'est substituée à la lutte pour la rentabilité du capital et le taux de salaire, car le capital au sens actuel ne peut se multiplier qu'en cas d'extension permanente de la production matérielle accompagnée d'une augmentation de la masse monétaire, ce qui permet désormais de faire croître à la fois la rentabilité du capital et le taux de salaire.

[144]

Le système actuel de capital / salaire remonte à la notion romaine de propriété, qui confond l'économique et le juridique et rend impossible une saisie séparée de la valeur économique des prestations et de la formation du capital. L'amalgame entre le droit et l'économie a pour conséquence que l'augmentation permanente de la masse monétaire depuis des années pour relancer la conjoncture par le biais d'investissements dans des immeubles d'habitation conduit à des revenus du capital sous forme de loyers et à une hausse des prix des terrains, tandis que les revenus d'intérêts sur le capital d'épargne sont supprimés par cette politique monétaire.

224

Les rapports juridiques qui confèrent un contenu économique au droit de disposer de la propriété à l'exclusion d'autrui font apparaître des rapports de dépendance économique qui ne résultent pas du simple échange de marchandises produites mutuellement. Dans les conditions de vie de l'individu, les effets des institutions juridiques s'ajoutent à ceux de l'activité purement économique. Dans la vie communautaire humaine, ils doivent venir de deux directions différentes. Pour l'économie, coincée entre le rendement de la nature et les idées et les talents des humains, la force de travail humaine doit devenir une troisième frontière, en ce sens qu'elle est mesurée de l'extérieur à l'économie ; si elle est fournie à l'intérieur comme paiement du capital, elle dépendra toujours de la conjoncture sous la forme du salaire. La création de monnaie liée au résultat physique du travail de la population entraîne une séparation du droit et de l'économie, dans la mesure où les moyens de production en cours de fabrication, y compris les terrains, ne figurent plus dans la masse monétaire. Un transfert de capital privé en propriété commune, souvent réclamé par le passé, ne changerait rien aux dommages existants liés au système, en se basant sur les notions et les institutions traditionnelles.

Le système actuel du capital et des salaires doit être remplacé par le système des prestations avec sa conception économique de la valeur, en redéfinissant les notions de capital et de revenu. Seuls la saisie et le traitement du taux/





quota social sur la base d'une création monétaire liée à la valeur du travail corporel (voir plus haut) et la nouvelle définition de la notion de valeur économique et de capital permettent de déterminer la base de prestations des revenus des actifs en dehors de la production matérielle ou des personnes dépendantes. et de révéler dans quelle mesure la production, compte tenu de la formation de capital et du temps de travail, couvre les revenus des personnes actives dans les domaines de l'éducation et de la science, des retraités et d'autres personnes socialement dépendantes,

225

ou, en d'autres termes, à combien de quotas sociaux correspondent, dans l'ensemble de l'économie, les capacités des prestations agricoles et industrielles en termes de valeur économique. En l'absence d'une telle connaissance et dans l'ignorance de son acquisition, les coûts du travail (salaires) sont obligatoirement économisés sous la pression du rendement du capital à réaliser sous la forme actuelle, ce qui entraîne aujourd'hui une dégradation inquiétante de la qualité de vie de la société.

L'entrepreneuriat actuel n'est pas initié par la volonté de satisfaire les besoins, mais par une volonté permanente de réaliser des excédents, c'est-à-dire un rendement du capital, à partir des prestations fournies, des produits de la vente. Le rendement du capital peut être détenu sous forme de titres par le biais d'investissements générant à leur tour un rendement du capital, en tant que créance correspondante d'un créancier. Dans le système existant du capital et des salaires, dans lequel ces deux composantes de l'économie se conditionnent mutuellement, existent en une dépendance mutuelle, la main-d'œuvre qui génère des coûts salariaux est obligatoirement maintenue au minimum. Cela conduit à une diminution du pouvoir d'achat dans la satisfaction des besoins, à une augmentation successive des consommateurs soutenus par l'État et donc, finalement, à une augmentation de l'endettement de l'État. En fin de compte, cela conduira à l'effondrement du système actuel de capital et de salaire, le capital étant compris au sens actuel comme le surplus restant du produit de la vente après déduction des coûts salariaux et pouvant être éliminé individuellement par voie monétaire. En comparaison, les exigences fiscales de l'État unitaire, basées sur l'opacité et visant un prétendu équilibre social, semblent impuissantes et ratées.

Dans un organisme social triarticulé, la politique et l'éducation peuvent être séparées avec la science, car le financement de cette dernière, en connaissance des quotas sociaux dans l'espace monétaire caractérisé, se fait indépendamment des impôts de l'État.

226

Avec la connaissance de la quote-part sociale et donc du rapport entre le prix "correct" de la prestation et le revenu, le hasard du marché, sur lequel reposait le profit comme signe distinctif de la légitimité de la production de biens, disparaît et une médiation rationnelle entre la consommation et la production intervient, réalisée par les associations d'entreprises.

La séparation et la gestion autonome des trois domaines de la société que sont l'économie, le droit ainsi que l'éducation et la science est une exigence de notre temps, car ces domaines reposent sur des principes formulés depuis la Révolution française, mais qui ne doivent pas être mélangés : l'écono-



mie sur le principe de solidarité à la base de la division du travail dans l'équilibre à rechercher entre les besoins et la valeur des prestations, le droit et la démocratie sur celui de l'égalité et la vie spirituelle sur la liberté ; dans l'enseignement et la science, aucun intérêt des autres domaines ne doit interférer.

Ce qui importe dans la crise sociale mondiale actuelle, c'est de libérer l'éducation et la science de la tutelle de la politique, qui s'appuie sur l'autorité et le pouvoir de l'État, de les soustraire au financement mis en scène des groupes industriels pour les mettre au service de l'économie, et de les orienter vers les besoins de la vie spirituelle ; ensuite, dans l'économie, de tendre vers des conditions de vie généralement améliorées grâce à la formation de capital au moyen de la vie spirituelle, au lieu des rapports de domination liés à la propriété résultant de l'ancienne confusion entre droit et économie.

Étant donné que la croissance économique mondiale menace de stagner, voire de diminuer, l'État unitaire, en vertu de son pouvoir d'exécution policière sur les besoins et le comportement de consommation de la population, utilise les lois sur l'environnement qui conduisent à des investissements industriels correspondants pour agir dans le sens de l'économie planifiée et de la croissance traditionnelle du capital ; ce faisant, il ne mélange pas seulement le politico-juridique avec l'économique,

227

mais aussi avec le spirituel, en étayant les lois par une justification douteuse de la science, dont on exige une acceptation mondiale.

Dans la vie sociale extérieure, l'appel à la démocratie est une exigence urgente et contemporaine au sens le plus large du terme. La démocratie signifie que les humains doivent pouvoir s'exprimer sur ce qui est ce qui est commun à tous, de décider eux-mêmes. Celui qui est sérieux avec la vie démocratique de l'État, dans laquelle chaque humain est confronté à l'autre en tant qu'humain capable de discernement, égal à lui-même, mais dans laquelle ne peuvent être prises que des décisions à la majorité sur ce qui dépend de la même capacité de discernement, doit être clair sur le fait que, dans le domaine de l'État simplement démocratique, la vie spirituelle d'un côté, et la vie économique de l'autre, doivent être séparées. Ni le théorème de Pythagore ou le quotient différentiel, ni le taux/le quota social ou la valeur économique du capital ne font l'objet d'un vote démocratique.

L'introduction du nouveau système exposé dans ces explications nécessite une information appropriée de la population, la transmission des nouvelles idées qui y sont liées, pour être décidée. Après les adaptations juridiques et institutionnelles à la triarticulation de l'ensemble social, en particulier le changement des droits de propriété du capital et des moyens de production, la nouvelle monnaie sera introduite par la création, par la banque centrale et ses filiales, de comptes pour chaque habitant, sur lesquels sera créditée la quantité d'argent définie la première année comme revenu respectif. C'est par le biais des comptes de recettes et de dépenses des entreprises agricoles et industrielles, tels que décrits ci-dessus, que la monnaie circule.

228

Si l'on comprend bien les idées exposées ici, il s'agit en fin de compte de préserver les acquis de la civilisation et de surmonter les problèmes détermi-



nants inhérents au système qui ne peuvent plus être maîtrisés à partir des idées traditionnelles (croissance forcée, concentration du capital entre les mains de quelques-uns, chômage, médias articulés, influence étrangère sur le système éducatif, surendettement des États, instabilité du système financier, action de plus en plus autoritaire des organes de l'État, guerres des ressources, etc.) Dans le cadre d'une telle triarticulation envisagée de l'ensemble social en domaines autonomes correspondants, avec leur propre administration basée sur l'expertise parlementaire uniquement dans le secteur politique et juridique, les différents domaines peuvent se développer au mieux et se concentrer sur l'accomplissement des tâches qui leur incombent et ainsi apporter au mieux ce qu'ils doivent apporter à l'ensemble de l'organisme social. On créera ainsi une société beaucoup plus ouverte, plus juste et plus libre d'agir selon ses besoins que ce n'est possible dans les conditions actuelles.

*\*Dans le livre « Le nouvel argent » [1], cet essai est accompagné d'un vaste graphique en couleur : « Un équilibre entre les besoins / revenus individuels et la valeur du produit du travail individuel est-il possible dans la société ? »*

229

## PUBLICATIONS ANTÉRIEURES

231

Les différences entre le texte présenté dans ce volume et les publications antérieures sont dues à des interventions éditoriales non concertées de la revue concernée. Dans cette édition, il s'agit donc des originaux. La seule exception concerne les références bibliographiques, qui ont été mises à jour et uniformisées pour plus de clarté. Les textes originaux ont été revus par l'auteur lui-même, Alexander Caspar.

« Qu'est-ce qui tyrannise nos vies ? », L'Européen, année 6 n° 12 octobre 2002 p. 18-19

« La loi sociale principale », L'Européen, vol. 8 n° 7 mai 2004 p. 21-23

« Nous avons besoin d'un nouvel enseignement économique en tant que science à la fois théorique et pratique » (Une lettre de lecteur à propos de l'article "Grundideen der Dreigliederung (Idées de base de la triarticulation)" paru dans l'édition d'avril de l'Européen. (No 6, avril 2005, Nicholas Dodwell-Humpert : la « triarticulation de l'organisme social » selon Rudolf Steiner), L'Européen, vol. 9 no 9-10 juillet-août 2005 p. 16-18

« Le revenu de base - la fiction d'une solution », L'Européen, vol. 10 n° 8 juin 2006 p. 23-26

« Les conditions économiques et sociales, miroir de la conscience », L'Européen, Jg. 11 n° 6 avril 2007 p. 19-22

« La clé pour comprendre la triarticulation », L'Européen, vol. 12 n° 4 février 2008 p. 28-31

« Crise bancaire, obligation de croissance : le lien malsain entre travail et revenu et son dépassement », L'Européen, Jg. 13 n° 1 novembre 2008 p. 23-27

232

« Le concept de valeur économique », L'Européen, vol. 18 n°5 mars 2014 p. 20-24

« De l'urgence de reformuler les concepts économiques », L'Européen, Jg. 20 n° 6-7 avril-mai 2016 p. 35-37



« Le pouvoir déguisé de l'argent », L'Européen, vol. 22 n° 6-7 avril-mai 2018 p. 52-56

« Une catastrophe économique et sociale est-elle encore évitable ? », L'Européen, vol. 23 n° 5 mars 2019 p. 31-34

« Ils m'ont volontiers entendu, ils ne pouvaient pas me comprendre. Rudolf Steiner », L'Européen, vol. 24 n° 2-3 décembre-janvier 2019-2020 p. 20-26

« Ce que la crise de la Corona révèle », Der Europäer, Jg. 24 Nr. 8 Juin 2020 p. 27-29

« Réforme fondamentale de l'économie et de la société » Une fiche technique, L'Européen, vol. 24 n° 11 septembre 2020 p. 7-14

« Vie de l'économie, vie de droit, vie de l'esprit dans l'État unitaire mêlant les trois domaines de la société », L'Européen, Jg. 25 n°6-7 avril-mai 2021 p. 24-28

233

234

## LISTE DE LITTÉRATURE

235

Les volumes utilisés de l'édition complète de Rudolf Steiner (en abrégé GA) sont mentionnés en premier. Les autres sources sont ensuite énumérées, le cas échéant.

### ÉDITION INTÉGRALE RUDOLF STEINER

[GA 4] Rudolf Steiner. GA 4 - La philosophie de la liberté. Principes fondamentaux d'une vision moderne du monde - Résultats d'observations psychiques selon méthode des sciences naturelles. Dornach, Allemagne : Rudolf Steiner Verlag 16 1995 [1894] (voir p. 28, 207)

[GA 23] Rudolf Steiner. GA 23 - Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de la vie présente et future. Dornach, Allemagne : Rudolf Steiner Verlag 6 1976 [1919] (voir p. 150, 153)

[GA 24] Rudolf Steiner. GA 24 - Essais sur la triarticulation de l'organisme social et sur la situation actuelle 1915 à 1921. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 2 1982 [1917-1921] (voir p. 8, 23, 52, 79, 94)

[GA 34] Rudolf Steiner. GA 34 - Lucifer-Gnosis. Essais fondamentaux sur la anthroposophie et rapports de la revue Lucifer und Lucifer-Gnosis 1903 à 1908. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 2 1987 [1903-1908] (voir p. 7, 31, 151, 155)

[GA 186] Rudolf Steiner. GA 186 - L'exigence sociale fondamentale de notre temps. Dans une situation temporelle modifiée. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 3 1990 [1918] (voir p. 152)

[GA 305] Rudolf Steiner. GA 305 - Les forces fondamentales spirituelles et psychiques de l'éducation. l'art de l'éducation. Dornach, Allemagne : Rudolf Steiner Verlag 3 1991 [1922] (voir S. 46)

[GA 332a] Rudolf Steiner. GA 332a - L'avenir social. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 2 1977 [1919] (voir p. 51)

[GA 337b] Rudolf Steiner. GA 337b - Approfondissement de l'idée de la tri-articulation, Vol. II. soirées de discussion de la Fédération suisse pour la tripartition de l'organisme social. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 1 1999 [1920-



1921] (voir p. 20)

[GA 340] Rudolf Steiner. GA 340 - Cours d'économie nationale. Tâche d'une nouvelle science économique, tome I. Dornach : Rudolf Steiner Verlag 6 2002

[1922] (voir p. 8, 32, 43, 46, 48, 52, 78, 83, 87, 94, 148)

236

#### AUTRES SOURCES

[1] Alexander Caspar. Le nouvel argent. Berlin : Institut für soziale Dreigliederung 2 2021 [2010] (voir p. 6, 51, 90, 138, 143-145, 148-149, 172, 204, 229)





# Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani  
13 route de Fessenheim  
F-67117 Quatzenheim  
francois@triarticulation.fr  
Tel. 00 33 950 263 598  
[www.triarticulation.fr](http://www.triarticulation.fr)

Institut für soziale Dreigliederung  
Liegnitzer Strasse 15  
D-10999 Berlin  
sylvain.coiplet@dreigliederung.org  
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43  
[www.dreigliederung.de](http://www.dreigliederung.de)



**Institut pour une triarticulation  
de l'organisme social**  
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

*Soumettez-nous vos projets pour des collaborations fructueuses*

Contact :  
François Germani +33 (0)950 263 598  
francois@triarticulation.fr

**[www.triarticulation.fr](http://www.triarticulation.fr)**

*De l'idée : Sylvain Coiplet*

**Informations diverses**

- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés

sont dans notre **LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT** téléchargeable sur :  
[www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html](http://www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html)

La présente brochure vous est vendue au coût des frais nécessaires à la fabrication de la prochaine. Les besoins des collaborateurs travaillant au contenu et aux prochains projets restent à financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung  
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS  
Formulaire de don en ligne : [www.dreigliederung.de/institut/spenden](http://www.dreigliederung.de/institut/spenden)  
L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir/[www.triarticulation.fr/Soutien.html](http://www.triarticulation.fr/Soutien.html)).  
Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.



Parmi les trois domaines se distinguant progressivement dans la vie sociale, l'économie moderne n'est apparue vraiment dans la vie de chacun qu'en dernier au cours du 19<sup>e</sup> siècle. A peine commençait-on à se familiariser aussi à être citoyen d'une vie étatique aspirant à la démocratie, il nous faut maintenant aussi trouver le type de rapport à établir entre nous au sein de celle-ci. Cela d'autant plus qu'aux les dégâts sociaux, s'ajoute la question écologique. Aux préoccupations civiques, s'ajoute une nécessaire culture de cette économie de division du travail.

Début août 1922, prenant congé de ses auditeurs, R. Steiner, aborde la question d'une monnaie fractionnaire qui serait libellé en « blé » plutôt qu'en « or ». C'est de cela dont l'auteur se saisit, le resituant dans l'ensemble de la tri-articulation et ses conséquences pour la vie de ce tiers des activités nécessaires à l'humanité.

Alexander Caspar, né en 1934, vivait encore récemment à Kilchberg, un village sur un coteau du lac de Zurich en Suisse. Il a longtemps été à la direction d'une banque privée et a du faire plus ou moins silence sur des recherches qui vont dans un sens bien différent de ce qu'il était tenu de côtoyer professionnellement.

Ses rares publications sont aussi restées assez confidentielles, mais nous sommes contents de les faire enfin connaître au public francophone.

